



HAL
open science

Penser les espaces de l'artisanat ordinaire en Inde. Matérialités, configurations et politique

Nicolas Bautès

► **To cite this version:**

Nicolas Bautès. Penser les espaces de l'artisanat ordinaire en Inde. Matérialités, configurations et politique. Géographie. Université Paris 1 Sorbonne Panthéon, 2022. tel-04215122

HAL Id: tel-04215122

<https://shs.hal.science/tel-04215122v1>

Submitted on 25 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License



École doctorale de géographie de Paris

Mémoire pour l'obtention de l'Habilitation à diriger les recherches

Spécialité : Géographie

Présenté et soutenu publiquement par **Nicolas Bautès**

le 15 décembre 2022

PENSER LES ESPACES DE L'ARTISANAT ORDINAIRE EN INDE : MATÉRIALITÉS, CONFIGURATIONS ET POLITIQUE

Volume 1 - Mémoire de synthèse

Garant	Éric Denis	Directeur de recherche CNRS, Université Paris 1-Sorbonne, Géographie-Cités
Rapporteurs	Loraine Kennedy	Directrice de recherche CNRS, Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud-EHESS
	Pascale Froment	Professeure, Université Paris 8 Saint-Denis, LADYSS
	Serge Weber	Professeur, Université Paris-Est-Marne-la-Vallée, Laboratoire Analyse Comparée des Pouvoirs
Examineurs	Geert de Neve	Senior Professor, University of Sussex, School of Global Studies
	Petros Petsimeris	Professeur, Université Paris 1 – Sorbonne, Géographie-Cités
	Philippe Cadène	Professeur, Université Paris-Diderot, CESSMA

Droits d'auteurs

Cette création est mise à disposition selon le Contrat:

« Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de modification 3.0 France »

disponible en ligne: <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/>



Le choix d'une question a toujours été le côté le plus énigmatique du travail intellectuel et aujourd'hui, je crois, le plus risqué. Car il y a deux espèces de questions bien différentes : celles qui naissent de notre vie, parce que nous sommes ce qui nous a fait, et celles qu'impose l'actualité scientifique ou autre, événementielle, journalistique, etc. Il y a les questions qui forment le menu d'une vie qu'on n'a jamais entièrement choisi et celles qui font le plat du jour. Et on voit les différences : elles sont inégalement personnelles et elles ne sont pas de même durée, les premières font la longue durée de la vie d'un individu qui les emporte avec lui et qui y revient toujours (...); les autres, pour l'individu, sont plus variables et pour ainsi dire d'occasion ou de rencontre. Les premières sont trop intérieures, et donc difficiles à objectiver, à distancier. C'est pourquoi il est difficile d'en parler. Les secondes sont trop extérieures, et donc plus difficiles à intérioriser, ce qu'on n'a souvent pas le temps de faire, car on commence à les comprendre alors qu'il faut passer à autre chose. C'est pourquoi il n'est que trop facile d'en bavarder superficiellement.

Camille Tarot¹

¹ « Archéologie de la religion et mutations contemporaines. Grand écarts et convergences dans un monde du risque », Université de Caen, 24/06/2011. <http://esix.unicaen.fr/recherche/mrsh/forge/2325>

REMERCIEMENTS

Remercier c'est avant tout désigner. L'entreprise est délicate, tant elle conduit nécessairement à opérer sélection, distinction et hiérarchisation, à se risquer à l'oubli, à l'insuffisance ou à laisser entrevoir la place de chacun·e dans ce jeu de reconnaissance. Ceci, d'autant plus lorsque cette reconnaissance traverse tant de lieux, et s'étend sur une longue période de vie. Cet ouvrage, comme l'ensemble de la trajectoire qu'il expose, doit beaucoup, et à de nombreuses personnes. De manière plus sincère que convenue, je souhaite adresser ma toute première reconnaissance à Éric Denis, pour m'avoir accompagné dans ce travail avec patience et bienveillance. Du SEDET où nous nous sommes rencontrés il y a presque 15 ans, Caen où nous sommes tous deux passés dans des temps différents, jusqu'à Pondichéry qui a occupé l'essentiel de nos échanges, te côtoyer a été tout à la fois un plaisir et une source de stimulations. Travailler fort de ta confiance et de ton sérieux m'a ouvert des perspectives inédites et bienvenues. *Désolé pour mes résistances et mes tics.*

Je tiens ensuite à adresser mes sincères remerciements à Pascale Froment, Lorraine Kennedy, Geert de Neve, Serge Weber et Petros Petsimeris d'avoir accepté de participer à ce jury. Cette invitation trouve son origine dans une familiarité scientifique, dans des relations professionnelles et dans l'admiration que j'ai pour leurs travaux respectifs.

De l'IFP et de Pondichéry, où j'ai puisé une grande partie des éléments empiriques et des ressources qui composent ce travail, je tiens à remercier les directeurs successifs, Frédéric Landy et Blandine Ripert, ainsi que toute l'équipe administrative : Tirou, Geetha, Murugan, Anurupa, Visalakshmi, et *of course* Cécile H., précieuse dans son accompagnement autant que dans son amitié. Je retiendrai longtemps les stimulants échanges entretenus avec David Picherit, notamment à l'occasion de ses généreuses relectures, et pour notre vie familiale presque partagée en temps de confinement. Je reviens tout aussi enthousiaste de la proximité entretenue avec les collègues en séjour, Raphaël Voix, Alexandra de Heering, Anthony Goreaud-Ponceau, Rémi de Bercegol, Anne Casile, Jalil Nordman (pour la musique), Raphaël Mathevet (pour les oiseaux et ce qu'ils disent des changements), et bien sûr Senthil Babu et Balu D., toujours disponibles pour de longues heures de discussion, pour des escapades le long du littoral, et pour leur accompagnement jusqu'à la fin de ce travail. *Balu, you made my return to Caen a little softer, and helped to make India living in my everyday routine.* Les apports de chacun·e ont été une source d'étonnement, de remise en question et d'enrichissement. Mes remerciements s'adressent à l'ensemble des équipes de recherche, à Venkat, par lequel la force des liens faibles prend tout son sens ; je suis particulièrement reconnaissant à l'ensemble de l'équipe FISHERCOAST, notamment à Ajit Menon, précieux coordinateur du programme, ainsi qu'à Tara, Kohila, Bhagat Singh, Arun Kumar, Mehala S., Muthushankar et celles et ceux qui ont participé de près ou de loin à cette entreprise, en Inde, Parthasarathi, Nitya Rao, Prabhakar Jayaprakash, Gopi, et depuis l'Europe, Maarten Bavinck, Nataša Rogelja et Martina Bofulin, Keshav Das, Bjørn-Petter Finstad.

Mon séjour à l'IFP n'aurait pas été si riche sans la générosité intellectuelle de Kannan sur des sujets aussi vastes que la politique au Tamil Nadu, l'histoire de Pondichéry, ou sans les éclairages de Prakash sur la langue tamoule. Aux premiers rangs des échanges quotidiens sur le projet RUSE et sur les « affaires » urbaines figure Devangi, avec qui nous avons partagé de longues heures de travail et de plus longues semaines d'attente dans les arrières-cours des autorités de Pondichéry. Le mémoire inédit doit beaucoup à sa patience et son énergie. Merci à tous les stagiaires accueillis

dans le cadre de ce programme, qui ont contribué à aiguïser mon rôle de coordination, pas toujours aisé. Merci à Eduardo, pour ses éclairantes perspectives et ses encouragements.

Du côté des terrains brésiliens et indiens, de leur construction et des réflexions qu'ils investissent, je tiens tout spécialement à témoigner ma reconnaissance à Rafael Soares Gonçalves, fidèle ami, compagnon de dialogue et d'écriture ; Fatima Gomes, pour m'avoir accompagné dans mes premiers pas au Brésil et toujours soutenu ; Caterine Reginensi pour sa générosité, et son amitié et sa fidélité par-delà les frontières ; Aurélia Michel, fidèle amie, et Clément Marie dit Chirot, en bonne place dans ces relations professionnelles qui se mêlent d'amitié. Au Brésil, je dois beaucoup aux échanges entretenus avec Gabriel de Santis Feltran, Daniel Hirata, Palloma Valle Menezes, Frédéric Monié, Luiz Antonio Machado da Silva. L'élan de nos travaux communs et leur aide de tous les instants ont constitué des repères dans mes recherches au Brésil. Le premier d'entre eux est sans nul doute Mauricio, qui m'a conduit (avant et après tant d'autres), dans le dédale des rues de son quartier aimé, à la rencontre avec les siens.

Merci à Philippe Cadène, qui a été mon directeur de thèse et qui, de près ou de loin, est toujours là ; à Véronique, auprès de qui je dois encore m'excuser pour lui avoir fait peur dans les ruelles de Rio, et Marie-Hélène Zérah, pour la chaleur de son foyer à Mumbai puis à Delhi, et les longs moments d'échanges au cours desquels j'ai bénéficié de son regard saillant sur les questions urbaines indiennes, et de ses conseils avisés pour la formalisation de ce dossier. Je tiens également à saluer l'ensemble des membres du CEIAS, où j'ai trouvé un accueil chaleureux et bienveillant. Je pense surtout à Nadia, Blandine, Vanessa Caru, Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky, Stéphanie Tawa-Lama, Zoé Headley, Aminah Mohammad-Arif, Denis Vidal, Rémi Delage, Nicolas Nercam et bien d'autres.

Dans la proximité de mes activités dans le Tamil Nadu, je suis particulièrement reconnaissant envers Aarti Kawra et toute l'équipe du programme Humanities accross Borders et celle du MIDS pour leur accueil chaleureux, notamment Anandhi S. et Vijaybaskar. La collaboration avec le Centre for Community Knowledge, initiée au travers de Surajit Sarkar, m'a conduit à approfondir la question de la mise en mémoire et de l'archive populaire avec enthousiasme, même si ce chantier de réflexion demeure à ce jour un projet. Anant Mariganti, avec lequel les discussions ont été rares mais structurantes pour penser les relations entre espace, pouvoir et travail et, enfin, Benjamin Solomon pour son regard original sur la ville, sur l'artisanat, et pour nos échanges marqués par sa bienveillance, son génie et sa générosité. Je regrette que ce texte, écrit en Français, ne me permette pas – pour l'heure – de bénéficier de son regard critique.

De l'université de Caen et du laboratoire ESO, je tiens à remercier chaleureusement l'ensemble de mes collègues, enseignant·e·s et doctorant·e·s, d'abord pour avoir accepté mon absence de plusieurs années dans une période où l'université a besoin de toutes ses forces. Philippe, Patrice, Jean-Marc, Alice, Michael, Maxime, Lionel. Je vous en suis grandement reconnaissant, tout comme à l'ensemble des étudiant·e·s qui ont attisé ma curiosité pour des lieux et des champs de recherche parfois éloignés de mes propres préoccupations. Leur nombre empêche ici de tous les citer. Je remercie tout particulièrement Pierre Guillemain, l'un des premiers à avoir réagi à mes interventions sur les questions de développement et sur l'Inde ; il est devenu un partenaire de recherche et de curiosité hors-pair. Dima El Khouri, *of course*, pour son infini soutien et son amitié, particulièrement bienvenus lors des nombreux moments de doute, des petits bugs et des besoins techniques urgents. En veilleurs bienveillants et relecteurs et débatteurs acérés, Pauline Seiller, Pierre Bergel, Vassili Rivron, Stéphane Valognes. Et puis Nicolas

Blanpain, amical compagnon *au quotidien*, à Caen ou sur le terrain lozérien, soutien géo-carto et Nico F., Rafa, *la familia*, et la libanaise, Toufic, Mira. Merci également « aux collègues d'en-face », qui pensent et font autrement de la géographie et avec lesquels la discipline trouve son sens plein et entier. Une partie de la joie d'enseigner et de conduire des travaux collectifs doit beaucoup à Laura P., partie trop vite. Son enthousiasme, sa générosité et sa curiosité sans limite et sa lutte contre la maladie, ont été une leçon de vie. Je pense ici à Thibault, pour la suite.

Je tiens aussi à saluer le collectif INVERSES qui, bien qu'en veille à ce jour, a été le lieu d'échanges particulièrement éclairants sur l'approche de l'informalité et du politique, et qui a pris la forme d'une relation qui durera : Jérôme, Marie, Claire, Sébastien, Alexis, Fabrizio et Jean. Comme eux, de nombreux collègues de Caen sont devenus, avec le temps, des amis. Mathieu, Etienne, Laura. Parmi ceux-là, il est difficile de ne pas penser à Matthieu G. La douleur de sa disparition m'a accompagné tout au long de ces années. Sa finesse, sa générosité et sa curiosité demeurent un exemple.

La familiarisation avec les tenants symboliques du travail de la poterie, que l'enquête consignée dans le volume 3 ne fait qu'effleurer, m'a été rendue possible par le travail de Julie Wayne, qui en a éclairé certaines parties que seule une investigation de long cours permet. Je tiens, au travers de cette autre interprétation de l'activité de poterie, lui proposer un autre angle de vue.

La finalisation de ce travail doit beaucoup à la créativité de Thomas Maillard, fidèle compagnon d'illustrations qui, je l'espère, mettent en évidence ce que les mots ne permettent pas. Merci à Bertrand Lefebvre de m'avoir permis de faire cette belle rencontre.

Je tiens enfin à remercier chaleureusement ma famille, pour tout ce qu'elle sait déjà et qu'il n'est pas la peine d'inscrire ici. Ma sœur. Mon père. Celles et ceux qui les entourent, des êtres chers.

Puissent celles et ceux dont j'ai ici omis le nom, inconnus des nombreuses enquêtes qui ont avant tout été des échanges humains, et dont les quelques verbatim restitués ici et ailleurs ne rendront jamais justice. C'est avant tout d'elles et eux que j'ai puisé l'énergie qui aide à écrire. Je vous dois l'essentiel et, avant tout, l'envie de continuer à m'interroger sur le monde.



Je dédie ce long travail à mes deux garçons, Valentino et Lisandro,
et à celle sans qui la vie n'aurait pas le même sens.
Votre vitalité, votre patience et vos encouragements
m'ont aidé à aller au bout de l'exercice.

¡ De vuelta a vivir !

SOMMAIRE

Remerciements	- 7 -
Sommaire.....	- 10 -
Glossaire.....	- 13 -
AbrÉviations.....	- 13 -
Approches de l'exercice.....	- 13 -
Un chantier de recherche.....	- 19 -
Introduction générale	- 23 -
Un triple cheminement.....	- 26 -
Structure de l'ouvrage.....	- 27 -
Organisation du premier volume.....	- 29 -
PARTIE I. CIRCULATIONS. CHEMINEMENTS ET AMARRAGES EN GEOGRAPHIES.....	- 31 -
Entrer en géographie. Bref retour sur une socialisation scientifique.....	- 33 -
I.1. Parcours de recherche (1998-2021) : repères liminaires.....	- 34 -
I.2. Trajectoire de recherche : une vue synthétique.....	- 48 -
I.3. Position méthodologique : détail empirique, trajectoires d'acteurs et de lieux, perspectives comparatives.....	- 59 -
PARTIE II. RETOUR SUR TRAVAUX. TROIS ANGLES D'ANALYSE DE LA PRODUCTION POLITIQUE DE L'ESPACE URBAIN	- 77 -
II.1. Produire l'espace urbain par le patrimoine et l'économie de la culture.....	- 82 -
II.2. La production politique de la ville au prisme des quartiers d'habitat précaire.....	- 109-
II.3. L'ordinaire de la production urbaine : l'informel politique.....	- 128-
II.4. Bilan et perspectives.....	- 134-
PARTIE III. ENSEIGNER LA GEOGRAPHIE ET L'AMENAGEMENT A L'UNIVERSITE.....	- 139-
III.1. Retours réflexifs sur l'enseignement de la géographie à l'université.....	- 145-
III.2. Domaines et thèmes d'enseignement.....	- 150-
III.3. D'autres contextes sociaux et d'autres langues pour enseigner.....	- 158-
III.4. Éléments de pédagogie.....	- 164-
III.5. Animer une formation professionnelle.....	- 172-
III.6. L'orientation, du travail universitaire à l'emploi.....	- 178-
Conclusion.....	- 181-
Références bibliographiques.....	- 185-
Liste des figures	- 200
Liste des encadrés.....	- 201
Annexes.....	- 202
Table des matières	- 227
Notes de traduction	- 231

GLOSSAIRE

Note préalable : Les définitions qui figurent ici se limitent à préciser le sens de certains mots utilisés dans le texte. Elles ne prétendent ni en aborder toute la profondeur, ni l'ambivalence. On se référera, pour chacun d'eux, aux travaux spécialisés.



Adivasi : terme qui désigne les peuples autochtones, aussi appelés tribaux, de la péninsule indienne.

Bhil : groupe ethnique tribal du nord-ouest de l'Inde, souvent utilisés par les royaumes rajputs en guerre pour leurs qualités d'éclaireurs (*shikari*), leur connaissance du pays. Ils comptent aujourd'hui parmi les Scheduled Tribes. Dans le contexte d'Udaipur, ils sont connus pour leur art pictural sur les murs, et pour leurs danses.

Haveli : terme issu de l'arabe, utilisé par les Moghols pour désigner les maisons disposant de parties privées ; désigne aujourd'hui de manière générique les demeures ou petits palais appartenant à la noblesse râjput ou à des familles commerçantes.

Langa / Manganyar : groupes tribaux musulmans vivant dans les parties désertiques souvent originaires du Pakistan, vivant aujourd'hui dans les États du Gujarat et du Rajasthan. Leur tradition musicale chantée, basée sur l'improvisation, les ont conduits à compter parmi les principaux artistes du folklore indien, promu à l'étranger.



Candomblé : culte d'origine africaine longtemps pratiqué de manière clandestine.

Umbanda : culte proche du candomblé.

Rodas de sambas : (litt.) « cercle ». Désigne généralement une session musicale acoustique organisée autour d'une table ; par extension, le terme est utilisé en référence à des manifestations festives populaires plus importantes.

Jongo : aussi appelé *caxambu* ou *tabu*. Danse et genre musical afro-descendants.

Morro : (litt.) colline. Le terme sert communément à désigner les favelas de Rio de Janeiro, nombreuses à s'être développées en flanc de collines.

ABRÉVIATIONS

ADA : Amigos dos Amigos, organisation criminelle engagée dans le trafic de drogues et d'armes, née d'une scission avec le Comando Vermelho. Elle compte, avec cette dernière et avec le Terceiro Comando Puro (TCP), parmi les trois principales factions criminelles de Rio de Janeiro.

BOPE : Batalhão de Operações Policiais Especiais.

COI : Census of India, organe fédéral en charge du recensement de la population indienne

CSO : Civil Society Organisations.

CV : Comando Vermelho, organisation criminelle qui domine l'activité de trafic de drogues et d'armes à Rio de Janeiro. Son influence s'étend aujourd'hui au-delà de la métropole.

IBGE : Instituto Brasileiro de Geografia, organe

PRONASCI : Programa Nacional de Segurança Pública com Cidadania

SC : Scheduled Castes (Castes Répertoirees)

ST : Scheduled Tribes (Tribus Répertoirees)

UPP : Unidades de Polícia Pacificadora (Unités de Police Pacificatrice)

APPROCHES DE L'EXERCICE



Ce travail est le résultat de plusieurs années de réflexions, de retours sur soi et de nouvelles entreprises. Il a été écrit dans une période au cours de laquelle mes activités ont été successivement consacrées à répondre à des appels à projet, à coordonner deux programmes de recherche et à conduire des enquêtes, parmi d'autres tâches qui ont occupé le quotidien de mon séjour en expatriation à l'Institut Français de Pondichéry. Ce n'est que face à la perspective d'une reprise de mon poste dans mon établissement d'origine après quatre ans de détachement, que je suis parvenu à concentrer toute mon énergie pour finaliser cet écrit. En mettant un point final à ce texte, j'assume le fait de « rester avec des problèmes et des incertitudes » (Peake & Patrick, 2018), tant ils constituent un moteur pour prolonger et enrichir mes travaux. J'engage cette nouvelle période en maintenant une étroite interaction avec la sphère académique et opérationnelle de l'urbain et, plus largement, avec les nombreuses organisations qui investissent temps et énergie dans l'amélioration du quotidien. Cette position offre un point de vue privilégié pour comprendre les processus décisionnels et pour envisager activités scientifiques et d'enseignement en prise avec l'actualité des transformations des villes et des sociétés.

L'effort réflexif et les perspectives que j'esquisse traitent des différentes facettes du métier d'un chercheur qui enseigne, anime, et contribue à l'effort de communiquer les différentes facettes d'un savoir géographique. Ce savoir, par définition instable, est néanmoins construit sur de longues années. Il supporte une activité de transmission qui s'attache à être aussi vivante et rigoureuse que possible, en ce qu'elle constitue le cœur d'une implication dans le monde, à la fois citoyenne et scientifique et dont l'enjeu est d'être en mesure de poser sa propre pierre à l'édifice de compréhension d'un monde social en transformation.

Le dossier expose mes recherches et en propose une articulation. En toile de fond, figurent des interrogations sur les conditions et les manières dont la géographie, ses méthodes et ses outils sont à en mesure d'éclairer la connaissance sur les rapports qu'entretiennent les populations à leurs espaces, et la façon qu'elles ont de les transmettre. Comme celle de chercheur, ma trajectoire d'enseignant est tout autant concernée par les questions qui portent sur les formes de construction et de partage du savoir géographique, sur leurs effets et leurs écueils. Ce sont autant d'aspects sur lesquels je dresserai rétrospectivement quelques lignes saillantes afin d'éviter de m'égarer dans le détail de situations familières aux principaux lecteurs de ce texte.

À l'image d'un circuit dans lequel il est malaisé d'identifier un début et une fin, les questions qui jalonnent mes recherches ont été progressivement formulées au fil de lectures, de réflexions et, surtout, d'échanges et d'observations menés dans deux pays qui ont occupé mes travaux de terrain : l'Inde et le Brésil. L'objectif de ce dossier est donc double.

Il s'attache en premier lieu à rendre compte des lignes de pensée de mes recherches et de leurs sinuosités, dans une composition qui dresse un état des lieux des connaissances produites (volume 1). Tout au long de ce travail, je prends soin d'articuler ces deux démarches, en évitant de les présenter dans une logique dont l'unité serait forcée et donc artificielle. Il vise ensuite, dans son volume 3, à soumettre à discussion une réflexion en cours, sous la forme d'un argumentaire, de précisions méthodologiques et d'une recherche exploratoire qui aide à penser la place de l'économie de proximité dans les mouvements actuels du monde, en premier lieu portés par l'urbanisation dans laquelle est entraînée l'Inde, principal support de cette réflexion. Le choix de concentrer mon front de recherche à venir sur ce contexte, plutôt que d'opérer en stéréo comme je commençais à en prendre l'habitude, est un choix de prudence, ainsi qu'une manière de faire

un premier pas vers des réflexions qui ont vocation à être prolongées dans d'autres contextes, en premier lieu celui du Brésil².

Les points d'articulation entre les différents volets de mes travaux développés dans le premier volume de ce travail concernent la ville et les modalités selon lesquelles elle est gouvernée, au moyen d'outils et par des acteurs nombreux et, souvent, dans le contexte de conflits et d'arrangements sociaux et institutionnels. Le cœur de mes recherches intéresse à ce titre les transformations rapides auxquelles sont soumis des espaces de plus en plus nombreux sous l'effet du mouvement rapide d'urbanisation qui ne cesse de s'étendre et de s'intensifier dans le monde depuis plus d'un siècle. Dominant parmi les caractères qui identifient ce qu'Henri Lefebvre désignait, au début des années 1970, comme l'« urbanisation planétaire » (Lefebvre, 1970) figure le changement de paradigme observé depuis la fin des années 1980 dans le champ des politiques urbaines (Harvey, 1989a), opérant un tournant désigné de (néo)libéral. Ce tournant fait état de transformations structurelles dans la morphologie des institutions et du pouvoir, ce qui soumet les acteurs qui concourent au gouvernement des villes à répondre aux exigences de la marchandisation du sol urbain, des paradigmes de l'attractivité territoriale et du marketing urbain (Jessop, 2002; Peck, 2001). Ce *nouvel* environnement institutionnel et politique, que définit le concept de gouvernance urbaine, laisse en effet la part belle aux mécanismes de régulation associés au marché (Pinson, 2020), aux spéculations financières (notamment au travers du foncier et de l'immobilier), à des formes multiples de mise en scène et de marchandisation, dans et de l'espace urbain, auxquels contribuent les processus de production et de mise en valeur de l'espace par le tourisme et le patrimoine tels qu'ils opèrent en de nombreux lieux au sein desquels j'ai mené mes recherches.

D'une manière générale, mon travail s'efforce de caractériser les enjeux sous-jacents à ces formes de pouvoir, à étudier les mécanismes sociaux qui concourent à définir les prises de décision en matière de développement urbain et d'économie, et de prendre la mesure des conflits qu'elles sous-tendent. Ces conflits constituent un volet important de mes préoccupations de recherche. Leur analyse me conduit à porter un regard sur leurs manifestations dans des espaces de petite taille, situés à l'échelle locale, point d'observation depuis lequel il est possible d'en apprécier toutes les nuances, les ambivalences et la complexité, en évitant au maximum toute forme d'essentialisation.

Afin d'avancer dans l'entreprise de déchiffrement à laquelle je me suis consacré pendant près de vingt ans, j'ai souhaité faire un pas de côté pour repenser certaines situations et processus au-delà de leurs expressions les plus manifestes, ou au-delà des prismes d'analyses les plus attendus.

Les nombreuses critiques du néolibéralisme urbain³ mettent depuis plusieurs décennies en évidence les logiques structurelles de ce modèle et leurs effets localisés. Partant de cette base de réflexion, le travail que j'ai mené pendant plusieurs années s'est concentré sur la mise en évidence des nuances et des ambivalences inhérentes aux forces sociales qui structurent des espaces où l'intervention de l'État est conflictuelle et contestée. Il se place en cela dans l'étude des pratiques du pouvoir à l'œuvre dans le champ de l'action urbaine, à la fois dans la sphère publique de l'État, au sein de la société civile, et de groupes relevant de la « société politique » (Chatterjee, 2004).

² Je reviens sur ces perspectives dans la partie qui conclut le volume 3 de ce dossier (IV).

³ Pour une discussion récente en langue française sur ces courants d'interprétation du néolibéralisme, voir notamment (Morange, 2016). Une synthèse pertinente est par ailleurs récemment proposée par Gilles Pinson dans un ouvrage intitulé *La ville néolibérale* (Pinson, 2020).

Ces pratiques, qu'elles s'apparentent à des tactiques, des ruses ou s'inscrivent dans des stratégies consciemment élaborées et usent du discours pour légitimer ou mettre en scène leurs auteurs, se jouent souvent des normes dominantes pour engager d'autres manières de faire. Elles s'émancipent des cadres légaux pour établir contrats tacites et arrangements sociaux qui, sans parvenir toujours à les remettre en cause, s'immiscent dans les jeux d'acteurs pour y trouver place et avantage, ou pour y défendre ou y médiatiser une cause. Elles viennent ainsi fragiliser les cadres normatifs de l'État, fait qui explique à bien des égards que l'on désigne souvent, dans le contexte des pays du Sud, ces pouvoirs comme étant faibles, lacunaires ou déficients. Mais l'État ne compte que comme l'un des multiples instances où se jouent les pouvoirs décisionnaires urbains.

Sans s'affranchir des déterminants de tous ordres (sociaux, raciaux, de genre), ma démarche souhaite mettre en évidence la complexité des rôles et des jeux sociaux, le plus souvent faits de nuances et d'ambivalences, qui caractérisent les acteurs nombreux qui interviennent à l'échelle de quartiers urbains. Elle souhaite voir et comprendre ce qui se joue au jour le jour dans des espaces de conflit, au-delà des seuls cadres d'action officiels. Prenant des formes plus ou moins visibles, ordinaires ou discrètes, ces pratiques éclairent les logiques qui concourent à la production urbaine, faite d'ambivalences et de nuances qui reflètent la complexité du monde social. L'une des ambitions de mes recherches est ainsi de caractériser et d'analyser les effets localisés des conflits générés par le changement tels qu'ils s'expriment dans des lieux d'observation spécifiques : des espaces sociaux de petite taille situés dans des villes du Sud. Ce positionnement s'appuie sur l'idée qu'il est possible, depuis cette échelle d'observation et d'analyse, de rendre compte des dynamiques à l'œuvre dans toute leur complexité et que les espaces locaux, notamment les quartiers précaires, sont des points d'observation privilégiés de la manière dont les sociétés font face à des processus structurels (mondialisation, industrialisation, urbanisation) qui tendent à en bouleverser les routines sociales, économiques ou politiques.

À ce titre, mon approche s'inscrit dans un faisceau de travaux académiques sur l'urbain, sur la gouvernance, ses modalités de fonctionnement et ses contestations, ainsi que sur la place qu'occupent les économies locales dans les processus décisionnels urbains. Cette dernière préoccupation, déployée dans mon doctorat à partir d'un exemple indien, est celle que je propose de reprendre en articulant de manière plus explicite deux aspects centraux de l'urbain : son volet productif et sa production politique, deux dimensions qui semblent aujourd'hui rarement pensées de façon combinée.

La recherche exploratoire que présente le volume 3 de ce dossier propose ainsi une manière d'analyser ces liens et leurs disjonctions dans le contexte d'espaces de petite taille qui sont loin de pouvoir se limiter aux seuls espaces officiellement désignés comme *urbains*, tant ils intègrent, dans un périmètre étendu à une échelle sous-régionale, des espaces que les foyers d'emplois, les niveaux d'équipement, les mobilités et les pratiques résidentielles inscrivent dans des dynamiques résolument urbaines. Cette tendance est tout particulièrement observable dans le contexte de la biorégion* de Pondichéry, prise comme espace d'étude. Ce mémoire inédit prolonge et discute de nombreux autres écrits sur les thématiques urbaines.

D'une part, il propose d'aborder le changement à l'œuvre – désigné par le mouvement d'urbanisation, j'y reviendrai – à l'échelle d'un espace situé hors des contextes métropolitains, là où sa vigueur apparaît à la fois moindre et plus diffuse, bien que ses effets en soient tout à fait notables.

D'autre part, il envisage ce changement tel qu'il s'exprime de manière concrète et située hors des métropoles (Bunnell & Maringanti, 2010), dans le champ de l'économie productive de petite taille, ici l'artisanat, et notamment dans les rapports qu'entretient cette activité avec l'espace. Ce choix vise à éprouver la possibilité d'aborder un changement aussi vaste et multiforme que celui de l'« urbanisation planétaire » (Brenner, 2014) non seulement par ses manifestations ordinaires, mais aussi dans son expression dans les espaces fonctionnels et quotidiens de l'économie locale. Un tel positionnement vise donc à réintégrer la question de l'économie locale dans le champ des études urbaines, où cette dimension semble peu abordée, notamment dans sa dimension spatiale, et dans les enjeux sociaux et politiques qu'elle révèle.

Voici posées quelques grandes lignes de l'ambition générale qui guide mes recherches, soucieuses d'explorer le champ et les possibilités offertes par un savoir qui se veut critique, appliqué au domaine de la géographie sociale et politique, à celui des études urbaines et à celui, connexe, de la géographie économique.

Tous les processus que j'ai eu l'occasion d'étudier de près – le plus souvent depuis l'échelon local – interrogent les mouvements de sociétés en quête d'ancrage et d'identification. Dans un contexte où l'exigence de compétition et d'attractivité conduit, soit à la destruction des tissus morphologiques et sociaux et au déclin de pratiques sociales anciennes et de petite taille, soit à l'esthétisation de ce qui reste de ces espaces et de leurs usages associés, le regard scientifique ou citoyen est porté sur ce qui structure le quotidien de ces lieux, sur ce qui reste, par exemple, de modes de production hérités encore utiles aujourd'hui, ou sur ce qui disparaît avec les mutations rapides de l'économie et, finalement, ce qui singularise un lieu par rapport à un autre. C'est ainsi très souvent la nostalgie de la perte et de la disparition qui prévaut. Si l'on considère que ces singularités constituent le substrat sur lequel s'appuient les sociétés dans le présent, ce qui leur permet de se projeter dans l'avenir, qu'elles guident leur quête d'emploi, leurs activités sociales et, plus largement leur rapport au monde, il s'agit de proposer un contrepoint à cette nostalgie de la perte et du déclin.

Dans son volet prospectif, qui succède à la démarche rétrospective qui ouvre ce texte (volume 1), la position de recherche que j'expose dans le volume 3 de ce dossier élabore ce contrepoint. Elle privilégie une analyse des formes et des modalités selon lesquelles, dans des espaces urbains soumis à de rapides transformations, des pratiques sociales et des systèmes productifs enchâssés localement se maintiennent et se réinventent sous l'effet de processus hétérogènes et d'acteurs nombreux, depuis les producteurs jusqu'aux instances sociales et institutionnelles qui les gouvernent. Cette analyse, exploratoire, trouve ses fondements dans une réflexion au long cours initiée dès mon doctorat, qui s'attache à penser l'articulation entre espace, économie et pouvoir.

UN CHANTIER DE RECHERCHE

Ce travail s'apparente à un chantier. Intellectuel tout d'abord, dont la démarche préside à l'écriture de cet ouvrage et qui se décline en plusieurs types d'approches. Rétrospective et réflexive, lorsqu'il s'agit, dans ce premier volume, de présenter ma trajectoire scientifique en géographie et d'effectuer un retour sur la manière dont mes thématiques de recherche analysent plusieurs dimensions de la valorisation et de la production politique de l'espace urbain. Exploratoire ensuite lorsque, dans le volume 3, j'esquisse un cadre d'analyse permettant de penser l'urbanisation au prisme des productions artisanales ordinaires. J'y analyse la combinaison de leurs rapports à l'espace matériel et symbolique, leur fonctionnement économique, social et politique dans une lecture voulue transversale et actualisée des enjeux qu'elles posent dans le contexte des transformations des marchés et du mouvement d'urbanisation, qui touchent des espaces de toutes tailles. Cet objet d'étude, qui invite des réflexions relevant de différentes approches des sciences sociales dans un propos géographique, dessine la trajectoire autour de laquelle je compte orienter mes travaux de recherche et d'encadrement scientifiques dans l'avenir.

L'expression "en chantiers" est aussi utilisée comme un clin d'œil au substrat qui constitue le cadre de ce travail, l'urbain, entité multiforme que je m'efforce d'analyser dans sa matérialité et dans ses dimensions sociale et politique. Le chantier de la ville se matérialise dans des travaux de construction, de démolition ou de rénovation du bâti ; par des rues jalonnées d'échafaudages, de camions bitumant les rues ou de pelleteuses creusant la terre pour ériger des fondations. Les objets concrets qui en composent l'espace sont, fût-ce partiellement, visibles. Ils sont aussi l'expression matérialisée d'initiatives économiques, de décisions et de stratégies plus difficiles à déceler, car relevant de complexes transactions. Ces forces résultent de la mobilisation, de la négociation et de la mise en mouvement de matières premières, de main d'œuvre, de flux financiers ainsi que de savoirs et de savoir-faire, de compétences et de trajectoires sociales qui prennent pleinement part à la production urbaine.

L'image du chantier fait ainsi référence à la vitalité qui s'exprime dans la construction, la destruction et le renouvellement urbain, dans les jeux politiques qui gouvernent les rapports sociaux à l'espace, et dans les pratiques économiques des citoyens. Cette image renvoie aussi à une « relation (dialectique) entre la matière d'une part, l'imaginaire de l'autre » comme le suggérait Marcel Roncayolo dans une réflexion « sur la géographie, la ville et la matérialité des choses et des lieux » (Chaslin, 2012)⁴.

Le chantier est mis en œuvre. Il construit la ville et est lui-même produit, fabriqué par la société. En cela, cette figure métaphorique décrit le mouvement perpétuel qui fait le quotidien, l'ordinaire des villes, là où les acteurs se meuvent, entreprennent, prennent leur place, respectant ou contestant les règles et les normes imposées par les politiques publiques. Cet ordinaire est aussi d'ordre économique, traduit dans le travail des populations qui assurent leur survie et doivent pour cela souvent répondre à la demande en biens et en services de consommation courante, en produits manufacturés ou en biens artisanaux, tout en s'efforçant de respecter leurs

⁴ Cette réflexion est extraite de l'émission de radio « Métropolitain », pour laquelle l'urbaniste marseillais était invité par François Chaslin.

valeurs et leur éthique. Ces pratiques participent à structurer la vie sociale urbaine et à la transformer, contribuant à leur tour au chantier social qu'est la ville.

La figure du chantier est enfin mobilisée en référence au mouvement d'urbanisation qui transforme de manière souvent rapide et brutale les espaces du monde et qui, notamment, modifie la valeur de l'espace. La construction de villes ou de quartiers nouveaux, leur expansion sur des espaces souvent agricoles sont, sous l'effet du changement de la fonction et de l'usage du sol, traduits par une demande croissante en réserve foncière à des fins commerciales, d'habitation ou d'exploitation industrielle. Ces processus s'accompagnent de changements souvent profonds dans les routines, et dans les modes de vie et de travail. Ils opèrent à la fois à l'intérieur de la ville et aux confins de l'urbain, dans des espaces de plus en plus éloignés des centres décisionnaires, dans des espaces qui figurent entre l'urbain et ce qu'il reste du rural (notamment agricole), qu'il semble difficile de qualifier, notamment dans les contextes non-occidentaux (Denis, 2016).

Ces phénomènes ne sont pas nouveaux. Ils s'articulent au mouvement de globalisation dont ils sont l'un des marqueurs importants. Dans leur diversité, ils tendent notamment à accélérer le déclin déjà avancé des économies locales et, par voie de conséquence, à transformer les modes selon lesquels opère la fonction productive à la fois dans le centre des villes et dans leurs espaces environnants. En filigrane, le mouvement d'urbanisation et les processus politiques et économiques qui l'accompagnent, contribuent à accélérer – partout mais de manières différentes – la rationalisation des usages du sol et la mise aux normes de l'espace.

Comme dans le contexte des quartiers métropolitains au sein desquels j'ai mené une partie de mes travaux précédents, où les exigences de la production urbaine néolibérale semblent imposer leur marque jusque dans les espaces de marges, les tensions que génère, à l'échelle d'espaces longtemps peu transformés, notamment la création de nouveaux espaces résidentiels, industriels ou commerciaux et les pressions foncières qu'elles suscitent, mettent en évidence de vives tensions. Elles s'expriment sous la forme de conflits, donnent lieu à des formes de détournement ou d'adaptation, autant de pratiques qu'il s'agit d'observer de près, cette fois non plus dans des contextes où les formes de « dépossession » (Doshi & Ranganathan, 2017; Levien, 2013) concernent le quartier ou le logement, comme dans mes terrains précédents, mais dans des lieux où elles opèrent sur l'activité économique elle-même et ont des conséquences sur les métiers, sur le travail et sur l'ensemble de la vie sociale et politique qui constitue le quotidien de nombreuses personnes.

Dès lors, l'ambition de ce travail est de mettre en évidence l'intérêt heuristique de penser les grandes transformations de l'urbain à partir de filières artisanales qui, par leur inscription dans des lieux concernés par des dynamiques sociales et politiques différenciées, constituent des points d'observation privilégiés du mouvement d'urbanisation. Le dispositif argumentaire et empirique exposé dans le volume 3 de ce dossier offre à ce titre un regard nouveau sur l'urbain et l'urbanisation, porté non plus depuis les plus grandes villes, mais depuis plusieurs espaces plus ou moins centraux ou périphériques, plus ou moins marqués par une activité et des modes de vie agricoles en transition, concernés par la vigueur des processus d'industrialisation et par des pressions foncières et immobilières tout aussi différenciés.

La multiplicité des situations et des configurations productives que mettent en évidence les enquêtes menées à l'échelle de deux filières artisanales – la poterie et la pêche – offre ainsi une diversité de points d'observation sur les transformations de l'économie dans des lieux différemment concernés par les pressions inhérentes au mouvement d'urbanisation.

Un tel (multi)positionnement permet, en creux, de se distancier vis-à-vis des nombreux écrits sur la ville et l'urbain qui tendent d'une part à privilégier les exemples paradigmatiques de l'urbain, notamment les métropoles, et qui, d'autre part, ont souvent tendance à aborder l'urbain à partir de métaphores, de métarécits et/ou de superlatifs qui, outre d'obstruer la compréhension de ce qui se joue dans le quotidien des lieux, contribuent à renforcer les représentations binaires opposant historiquement le rural de l'urbain, alors même que, dans le contexte récent, ces formes de catégorisation semble de moins en moins pertinentes (Denis, 2016).

INTRODUCTION GENERALE

C'est qu'il manque beaucoup à ce voyage pour être réel. Je le sus plus tard. Faisais-je exprès de laisser de côté ce qui précisément allait faire en plusieurs de ces pays de la réalité nouvelle : la politique ? Comme on le voit, ce voyage était mal parti. Je ne vais pas le rattraper. Je ne le pourrais pas. Je le voudrais souvent, mais impossible de ne rien remettre sur ses épaules. On peut seulement retirer, dégager, couper, faire quelques raccords, vite fourrer quelque chose dans un vide soudain gênant, mais non pas le changer, non pas le réorienter.

Henri Michaux, « Un barbare en Asie »

Au moment où j'écris ces premières lignes, qui revisitent un itinéraire scientifique débuté à la fin des années 1990, je viens de me lancer dans de nouvelles recherches en Inde, plus précisément à Pondichéry et dans le Tamil Nadu. Dans le même pays, bien qu'à quelques milliers de kilomètres, de là où j'ai initié le métier à l'occasion de ma thèse de doctorat. Il y a dans ce retour un nouveau défi : déchiffrer une autre région du sous-continent indien, nouvelle à mes yeux en bien des aspects. Relevant de trajectoires historiques distinctes, les différences régionales demeurent aujourd'hui très marquées au sein de la République Indienne. Les temps, les contextes politiques et sociaux comme les espaces, sont bien différents entre Pondichéry et le Tamil Nadu de la fin de la décennie 2010 et les lieux dans lesquels j'ai navigué une bonne partie des années 2000, entre le Gujarat et le Sud-Rajasthan, avant d'aller enquêter pour des temps plus courts à Mumbai.

Un même pays, des réalités sociales, politiques et linguistiques distinctes, appréhendées à vingt ans de distance, et avec un autre regard. Une série de processus structurels ont profondément transformé les espaces et les sociétés de l'ensemble du pays. Les processus auxquels ils sont soumis, notamment la croissance urbaine diffuse et généralisée à la quasi-totalité du pays (Denis, Mukhopadhyay, et Zérah, 2012 ; Denis et Zérah, 2017 ; Zérah et Denis 2017 ; Zérah, 2017) semblent inédits, tant par les formes spatiales qu'ils revêtent que par les logiques qui tendent à les expliquer. Replacée à l'échelle nationale, l'urbanisation du pays s'inscrit dans un contexte marqué par le maintien d'une grande partie de la population dans la pauvreté et par des inégalités sociales sans cesse plus marquées en dépit de la croissance économique rapide que connaît l'Union indienne pendant plusieurs décennies (Lerche et Shah, 2017a; 2017b). Fragilisée par la campagne de démonétisation brutalement lancée par le Premier ministre Narendra Modi en novembre 2016⁵ et par la mise en place l'année suivante de la taxe sur la valeur ajoutée unifiée (GST)⁶, la croissance⁷ demeure néanmoins un puissant moteur pour l'urbanisation indienne.

⁵ Pour une analyse des effets de cette soudaine décision, voir notamment Kumar 2017.

⁶ La GST, *Goods and Service Tax*, est une taxe sur la vente de biens et de services. Elle est divisée en deux composantes la CGST (Central GST) et la SGST (State GST). Adoptée par le Lok Sabha (litt. « Chambre du Peuple », Parlement indien) et par le Rajya Sabha (Conseil des États, chambre haute du Parlement indien) en mars 2017, elle est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2017.

⁷ S'il apparaît à ce stade difficile de prévoir son avenir à court terme, l'économie indienne, solidement stimulée par une demande intérieure en pleine expansion et par la multitude de ses milieux entrepreneuriaux et industriels, demeure jusque

Si en Inde, comme plus largement dans le contexte non-occidental, les chiffres relatifs à l'économie doivent être pris avec précaution, la tendance observée depuis les réformes des années 1990, met en évidence une augmentation globale des revenus (le PNB du pays a quadruplé depuis 1993), dont l'un des effets les plus commentés est sans nul doute l'élargissement d'un marché de consommation soutenu par l'émergence de nouvelles classes moyennes – aussi définies de *Liberalised Middle-Class*⁸ (Fernandes, 2006).

Cette augmentation des revenus ne concerne pas tous les Indiens. Les faibles niveaux de rémunération, de protection et de régulation du travail, les niveaux d'inégalités et la permanence des difficultés structurelles dans les domaines de la santé, de l'éducation, parmi de nombreux autres, constituent autant d'aspects qui laissent entrevoir des difficultés durables. À l'accroissement de l'espérance de vie à la naissance (estimée à 68,9 ans en moyenne en 2017 selon l'OCDE : 70,4 pour les femmes, 67,3 pour les hommes), la baisse de la mortalité infantile⁹, comme plus généralement celle du nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté – même si ces données apparaissent discutables¹⁰ –, s'opposent des réalités sociales dramatiques. Elles se traduisent notamment – bien que pas exclusivement – par des écarts sociaux entre régions, et par des inégalités de genre, de classe et de statut social particulièrement affirmées (l'Inde demeurant à ce jour l'un des pays les plus inégalitaires du monde). Ces chiffres, étudiés de près par les autorités indiennes comme par les institutions internationales, traduisent une accélération des transformations à l'œuvre dans tous les domaines de la vie sociale.

Là encore, les données, bien qu'imparfaites, permettent de prendre la mesure de la rapidité des mouvements : entre 2013 et 2017, le nombre de passagers aériens a connu une fulgurante expansion, passant de 76 à près de 125 millions¹¹, tout comme la construction d'axes routiers qui a gagné, à l'échelle du pays, près de 200 000 km entre 2013 et 2016, avant d'augmenter de 17% entre 2016 et 2021, faisant de l'Inde le plus grand constructeur d'infrastructures autoroutières du

récemment caractérisée par un taux de croissance prononcé, évalué pour l'année fiscale 2018-2019 à 7 %, faisant de l'Union indienne le 6e plus important contributeur de la croissance économique mondiale. « En Inde, la croissance devrait passer de 6,7 % en 2017 à 7,3 % en 2018 et à 7,5 % en 2019, tandis que les effets de freinage exercés par l'échange de billets et la mise en place de la taxe sur les biens et services s'estompent » (FMI, Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2018), (Guérin et al. 2017).

⁸ Pour une discussion sur l'émergence des classes moyennes indiennes, voir notamment Jaffrelot et van der Veer (Jaffrelot, Christophe et Van der Veer 2008). Pour de plus amples discussions : (i) sur la difficulté à circonscrire cette notion, évasive et recouvrant une diversité de trajectoires de profils sociaux, et (ii) sur les modes de vie, de consommation et les comportements politiques de ces catégories sociales, voir notamment : Fernandes 2006; 2015; Ganguly-Scrase et Scrase, 2009.

⁹ Selon le Ministry of Statistics and Programme Implementation du gouvernement indien, le taux de mortalité infantile est passé de 40/1000 en 2013 à 34/1000 en 2016 (Ministry of Statistics and Programme Implementation, 2018).

¹⁰ L'importance et les effets de la pauvreté en Inde sont l'objet de vifs débats. À ce sujet, Christophe Jaffrelot souligne le fait qu'en l'absence de consensus sur la définition de la ligne de pauvreté, il est impossible de s'accorder sur le nombre de pauvres et, de fait, sur les tendances récentes : « Il n'y a pas de consensus quant à la définition de la ligne de pauvreté en Inde - et, par conséquent, quant au nombre de pauvres. En 2005, la Banque mondiale évaluait ce dernier à 456 millions de personnes (soit 41,6% de la population) sur la base de son critère habituel : une moyenne de 1,25 dollar de revenu journalier. Au même moment, la Banque asiatique de développement livrait ses propres chiffres. Situait la ligne de pauvreté à 1,35 dollar de revenu journalier, elle évaluait à 54,8% la part de la population indienne (soit 622 millions de personnes) sous ce seuil. L'année suivante, la Commission au plan indienne, sur la base des instruments de mesure qu'elle utilise depuis 1972 - et qui se fonde sur la possibilité de consommer un certain nombre de calories par jour -, estimait à 27,5% la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté sur la base des données recueillies par le National Sample Survey en 2004-2005. Les personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté sont celles qui n'ont pas les moyens de s'acheter quotidiennement des aliments représentant 2 100 calories en ville et 2 400 dans les campagnes. Ce critère est critiqué en raison non seulement de son niveau mais aussi d'une aporie : alors que la pauvreté de masse est censée reculer, le nombre des personnes atteignant ces niveaux de consommation n'augmente pas, 80% des foyers souffrant de carences graves. La Banque mondiale met cette contradiction sur le compte des nouveaux modes de consommation pauvres en calories et sur le fait que la mécanisation du secteur agricole et le développement des moyens de transports nécessitent un moindre apport en calories (The World Bank, 2011, p. 8) » (Jaffrelot, 2012).

¹¹ Ce chiffre est calculé avant la période marquée par les effets de l'épidémie Sars-Cov-2.

monde durant cette période¹². Les manifestations de ces transformations sont ainsi nombreuses dans les espaces du pays. Les villages longtemps dominés par l'activité paysanne comme les villes de toutes tailles sont désormais soumis aux effets d'un mouvement d'urbanisation qui, en quelques décennies, a profondément transformé non seulement la morphologie – urbaine et sociale – de ces lieux et le profil économique de leurs habitants mais aussi les mentalités et les modes de vie, d'une manière qu'il apparaît difficile de résumer ici.

L'envergure de ces changements me sont apparus au quotidien alors que je m'installais à nouveau en Inde, fin 2017. Des villages du Tamil Nadu que je traversais à moto en 1998, il ne restait souvent que le statut officiel de « rural » attribué par le Census of India* à des espaces où l'activité paysanne est loin d'être majoritaire, où les plantations de cocotiers et les rizières encore cultivées sont rapidement remplacés par des quartiers lotis souvent non planifiés, aux routes bitumées et aux maisons en construction, laissant entrevoir ici des continuums urbains, là des paysages hybrides où se côtoient lotissements en dur et habitations faites de feuilles de cocotiers tressées (*koorai veedu*)¹³ (Figure 1).



Figure 1 : Formes hybrides d'habitat le long de l'axe East Coast Road, aux abords nord de Pondichéry (nb - 2019)

Ces changements n'ont eu de cesse de renouveler mon étonnement et ma curiosité vis-à-vis de la manière dont les sociétés font face aux transformations multiples qu'entraînent le

¹² <https://www.ibef.org/industry/roads-india>

¹³ Le terme anglais pour les désigner est *thatched house*. Il s'oppose à *stone house* (en tamoul *kal veedu*).

mouvement d'urbanisation. Fort de certains réflexes forgés par plusieurs longs séjours dans le pays, et après un détour de près de dix années au cours desquelles j'ai mené l'essentiel de mes recherches au Brésil, je me suis lancé dans une autre série d'enquêtes en Inde du Sud.

J'ai abordé cette période avec une expérience d'une décennie d'activité en tant qu'enseignant à l'université, forgeant un regard qui m'accompagne au moment où j'ai la liberté de mettre en place de nouvelles recherches au plus près d'un terrain d'enquête choisi à Pondichéry. Cette entreprise rompt avec une démarche empirique construite dans des cheminements entre deux pays, l'Inde et le Brésil, où j'avais mené mes travaux, successivement puis de manière parallèle. Mon implication dans l'approche comparée s'est construite sur le souci d'observer, par-delà les singularités observées dans des quartiers de métropoles de ces deux pays, des régularités dans le traitement des populations, dans les politiques urbaines, leurs modalités de mise en œuvre et leurs contestations.

Un tel positionnement méthodologique se poursuivra à la suite de ce travail, dans une volonté d'aller porter vers le Brésil un questionnement appliqué au cas indien. Pour l'heure, il s'agit de retracer les différents moments qui jalonnent ma carrière, dont je souhaite souligner combien ils illustrent les conditions d'exercice de la recherche par projet.

Entre 2006-2014 et 2017-2021, j'ai inscrit une bonne partie de mes travaux dans des programmes collectifs¹⁴ qui ont contribué à nourrir et à renouveler mon regard de géographe. Ces réflexions et les échanges auxquelles ils donnaient lieu m'ont permis d'aborder avec d'autres grilles de lecture et d'autres outils théoriques des questions qui parcouraient ma réflexion sur le tourisme et sur les conflits à l'œuvre dans les processus de valorisation économique du patrimoine (doctorat), puis dans les transformations urbaines et l'exercice du pouvoir en ville (postdoctorat). Les quartiers centraux de Rio de Janeiro, au sein desquels j'ai mené mes travaux à partir de 2005, ont été un formidable terrain d'exploration me permettant de déployer une analyse de la production politique de l'espace, à partir de l'étude des conflits qui se concentrent autour du patrimoine dans le contexte des quartiers centraux dégradés. Enfin, un retour en Inde opéré à partir de septembre 2017 m'a ouvert à de nouveaux contextes sociaux et à de nouvelles perspectives thématiques. Mes recherches sur l'économie locale, le patrimoine et le politique se trouvent dès lors à la fois réinterrogées et complétées par d'autres objets d'analyse, comme celui des dynamiques de changement des espaces côtiers, que j'expose dans le volume 3 de ce dossier d'habilitation.

UN TRIPLE CHEMINEMENT

Dans l'ensemble, mon parcours de recherche prend la forme d'un triple cheminement : d'abord dans des lieux d'enquête revisités de manière régulière (des quartiers et des villes de pays non-occidentaux) ; dans la discipline géographique ensuite, dans ses champs économiques, sociaux et politiques notamment ; dans le domaine des sciences sociales enfin, dans lequel je puise une grande partie de mes références et de mes lectures. Ce cheminement est jalonné de

¹⁴ Notamment dans le cadre de l'ANR SETUP, puis successivement des programmes INVERSEs, FischerCoast et RUSE. Ces programmes de recherche sont détaillés dans le Curriculum Vitae qui clôt ce premier volume. Une référence y est faite dans la Partie II de ce volume.

points de passage d'un regard à l'autre, d'un terrain à l'autre, d'une référence à l'autre, définissant des circulations qui se veulent témoigner de constance et de réflexivité.

Cet effort, joint à la prudence que j'attache à l'interprétation des faits et des situations observés, placent le doute au centre de ma démarche. Un doute permanent et essentiel¹⁵. Si l'enseignant doit éviter de laisser penser qu'il doute, ou alors "juste assez", il relève au contraire de la qualité même d'un chercheur de douter. Le dosage entre les deux attitudes est subtil pour qui la double fonction d'enseignant-chercheur engage dans le délicat exercice d'équilibrer la transmission d'un savoir stabilisé – exigé par l'enseignement et par l'écriture scientifique – et d'un savoir incertain – auquel invite le processus de recherche. Je reprends à mon compte les termes de Camille Tarot pour saisir à ma mesure

l'occasion de faire le point, de parler quelques idées et d'en parler, ce qui n'est pas la même chose. On parle ses idées avec soi-même ou en les écrivant, on en parle quand les autres vous les renvoient et les discutent. Les deux sont également nécessaires.

(Tarot, 2011)

Pour l'auteur, la volonté de faire le point sur sa longue carrière professionnelle signifiait porter un regard rétrospectif sur une pensée originale et sur une quête intellectuelle et humaine déployée sur de longues années. Dans mon cas, faire le point est une manière de continuer à porter et à partager un regard sur le monde et ses transformations.

Ce mémoire d'habilitation dresse un état des lieux de mes réflexions, en vue d'élaborer un cadre d'analyse des liens qu'entretiennent la "dimension productive de l'urbain" – processus matérialisé par des unités productives artisanales engagées dans la production ou la transformation de biens à partir de ressources disponibles (localement) – et la "production urbaine". Ces liens dessinent un champ d'analyse du rôle, des fonctions et des dynamiques qui caractérisent les "petits métiers", dont les conditions d'exercice de l'activité, les trajectoires et la circulation des ressources et des biens produits, mettent en évidence certaines expressions concrètes du changement contemporain que je qualifie ici en mobilisant une acception élargie de l'idée d'urbanisation, en faisant référence aux débats animés qu'a suscité cette question il y a quelques années chez plusieurs auteurs (Peake & Patrick, 2018; Brenner, 2017, 2014).

STRUCTURE DE L'OUVRAGE

Cet ouvrage s'organise en trois volumes :

Le premier (1), intitulé « Mémoire de synthèse », propose une chronologie de mes activités scientifiques et pédagogiques. Il prend le soin de retracer les choix et orientations qui jalonnent une recherche sur des thématiques connexes dont je m'efforce de penser l'articulation ;

Le deuxième volume (2) est un recueil commenté de publications dont la sélection est présentée selon les trois axes d'analyse qui structurent le retour sur travaux du volume précédent, auxquels s'ajoutent plusieurs textes traitant de la question de l'implication des chercheurs sur leur terrain de recherche, qui sera abordée dans la partie qui clôt le volume 3 ;

¹⁵ Notons en passant que le doute est un état à la fois instable et stimulant que le qualificatif "chercheur" exprime bien.

Le troisième et dernier volume (3) qui comporte le sous-titre « Mémoire inédit », s'efforce d'ouvrir de nouvelles questions de recherche autour des liens qu'entretiennent la production artisanale et l'espace. Certains des aspects qu'il aborde prolongent les axes thématiques qui structurent mes travaux antérieurs, tandis que d'autres figurent au rang de préoccupations nouvelles, à l'exemple de la question environnementale, jusque-là peu interrogée. S'appuyant sur une recherche empirique exploratoire fondée sur l'étude de deux filières artisanales, il propose un cadre d'analyse et dessine des perspectives à partir desquelles je compte déployer mes recherches à l'avenir, dans le cadre individuel, aux côtés d'étudiant·e·s en formation, ou en collectif.

La composition de ce dossier s'efforce de faciliter la lecture et d'éviter par principe la déconnexion entre activités d'enseignement et recherche même si, comme je le montre dans la dernière partie de ce volume, ce décalage caractérise les conditions d'exercice de mon activité. Rédigé dans un ton qui se veut à la fois narratif et analytique, le récit de mes recherches est jalonné de retours sur une posture voulue compréhensive, « proche du terrain », partant de l'observation et de l'exploration du proche pour esquisser des éléments théoriques de mise en perspective. Afin d'affiner les contours de mes premières analyses, j'ai été conduit à réévaluer certains faits et situations empiriques pour proposer d'autres éléments interprétatifs. Ce texte propose un premier effort de mise en cohérence et d'articulation.

Cette manière pas tout à fait linéaire d'exposer des éléments d'ordres différents reflète les hésitations et le hasard qui ont souvent prévalu au cours de mes recherches. Elle identifie un parcours jalonné de petits contrats, d'invitations à contribuer ou à collaborer ponctuellement, sur un thème ou un terrain de recherche, d'appels à projets et d'échanges plus réguliers donnant lieu à des expériences collectives de long cours. En présentant ces aspects concrets de l'activité, je souhaite éviter de mettre sous silence l'état d'esprit dans lequel j'ai le plus souvent mené mes travaux, dans une incertitude professionnelle d'abord, puis dans l'élan parfois hasardeux d'opportunités multiples, d'animations scientifiques ou de réponses infructueuses à des appels à projets. L'exposition de ces aspects reflète à mon sens toute l'ambivalence du métier d'enseignant-chercheur marqué par une liberté de réflexion et d'expression, et par son pendant plus préoccupant qui a trait à une fragmentation croissante du travail, à une précarisation des conditions d'exercice et à une lourdeur administrative grandissante.

Le mode d'écriture de cette composition attribue donc une place importante au récit. Encore timide, ce choix dessine une perspective vers laquelle je souhaite orienter ma contribution à la recherche : écrire autrement pour restituer à un public plus large. Les illustrations qui jalonnent ce texte (notamment dans le volume 3), la publication de vidéos commentées qui accompagnent les travaux récents de l'équipe FISHERCOAST, publiés sur le site en ligne People's Archive of Rural India (PARI)¹⁶, sont autant d'efforts encore timides pour envisager à la fois l'écriture et la transmission des connaissances scientifiques, au moyen d'outils permettant de rendre la recherche accessible au plus grand nombre, notamment aux étudiant·e·s et, plus largement, à un public non académique. Tel est notamment le sens de ma participation aux activités du programme Humanities across Borders : Asia and Africa in the World, lancé par l'International Institute of Asian Studies (IIAS) de Leiden¹⁷. Cette initiative élabore un paradigme pédagogique alternatif à destination d'universitaires et d'étudiant·e·s de plusieurs régions du monde,

¹⁶ <https://ruralindiaonline.org/en/articles/venis-story-becoming-a-bold-lady/>

¹⁷ <https://humanitiesacrossborders.org/about>

notamment au moyen de l'organisation d'ateliers de terrains et d'écriture¹⁸. Ce type d'élan pédagogique et scientifique recouvre, à mon sens, l'un des enjeux de la recherche comme de l'enseignement des sciences sociales : aider à penser un monde en transformation en proposant des modes diversifiés de restitution des connaissances, en adoptant une attitude réflexive et ouverte à l'échange, aux coproductions et à des formes de transmission élargies.

ORGANISATION DU PREMIER VOLUME

Ce volume est composé de trois parties.

La première (I.) donne à lire ma formation initiale en géographie et ma décision de m'orienter vers une carrière universitaire après ma formation en aménagement et urbanisme en licence et maîtrise (L3-Master). Je propose ensuite un rapide retour sur ma socialisation dans le monde institutionnel et scientifique de la géographie, avant d'aborder successivement mes premiers pas dans la recherche de terrain, le cheminement de mes réflexions puis ma position méthodologique. Dans ce moment liminaire, j'expose mes voyages dans la discipline et dans les lieux au sein desquels j'ai appris le métier, en m'arrêtant sur quelques moments fondateurs du "devenir-chercheur", où l'on accepte avec plus ou moins de satisfaction – et avec la douleur et les joies qui l'accompagnent – cet état instable par essence. Comme le veut l'exercice, cette section mêle rétrospection et réflexivité. Elle souhaite éclairer la position depuis laquelle j'enseigne et depuis laquelle j'aborde mon travail ; en d'autres termes, de préciser d'où je parle et depuis quelle position j'écris, afin de souligner l'importance de mettre à distance la « fiction positiviste de la neutralité des chercheurs » (Calbérac et Volvey, 2014). Cet aspect me semble particulièrement important dans la pratique de l'enseignement. La délicate question de l'implication¹⁹ – que la langue anglaise désigne par le terme *commitment* – des chercheurs vis-à-vis de leur "terrain", dessine mon positionnement vis-à-vis de la géographie et du savoir scientifique. Réfléchir aux conditions de la production et de l'analyse des données, et au sens que revêtent leur diffusion et leur restitution, revêt une importance accrue. Elle oriente le regard d'un géographe impliqué dans l'interprétation d'un monde qui se dérobe souvent au premier regard, et invite résister aux idées préconçues. Cette réflexion amène aussi à explorer les canaux qui rendent possible l'exposition, l'accès et la restitution des données empiriques²⁰, aspects dont je propose quelques pistes dans la partie qui conclut le volume 3.

La deuxième partie (II.)²¹ retrace mon cheminement thématique, à partir d'un retour réflexif et analytique sur mes travaux. Il présente une synthèse des recherches menées pendant près de vingt ans sur des terrains en Inde et au Brésil, détaillant problématiques, démarches

¹⁸ Je tiens à remercier vivement l'ensemble des personnes investies dans ce programme, et tout particulièrement Aarti Kawra, Vijaybaskar et Ananthi S. pour leur accueil chaleureux au sein de ce programme.

¹⁹ J'explique le choix de ce terme, préféré à celui d'*engagement*, dans l'axe IV du recueil de publications (volume 2).

²⁰ A ces questions s'ajoute celle de la validité de la transcription dans des contextes linguistiques non-familiers, susceptible de mener à des décalages interprétatifs et conceptuels.

²¹ Suivant la dernière section de la Partie I, qui expose une vision synthétique de mes travaux, cette Partie II propose d'en discuter les différents aspects et points de passage, sous une forme plus détaillée. Aussi, le lecteur pressé pourra faire l'économie de cette lecture, et se référer directement aux textes rassemblés dans le volume 2 de ce dossier, dont chacun des axes est précédé de brefs commentaires.

d'analyse et situations d'enquête. Il met en discussion mes propres productions à partir de trois axes qui correspondent au classement des publications réunies dans le volume 2²².

- Axe 1 : La production l'espace urbain par le patrimoine et l'économie de la culture
- Axe 2 : La production politique de la ville au prisme des quartiers d'habitat précaire
- Axe 3 : L'ordinaire de la production urbaine : l'informel politique

Ces axes dressent un rapide état des lieux de mes travaux, avant d'en déployer et d'en discuter les principaux aspects à partir d'une relecture étendue de mes productions scientifiques. Ils s'appuient aussi sur des matériaux empiriques peu valorisés jusqu'alors dans mes publications.

La troisième partie (III.) expose mon parcours d'enseignant universitaire. Il présente, sous la forme d'un itinéraire, une réflexion pédagogique sur la base de brèves restitutions de situations vécues dans l'encadrement d'étudiant·e·s. Il effleure quotidien des responsabilités occupées dans l'administration et dans l'animation de formations professionnelles. Le découpage de cet itinéraire pédagogique et de son volet scientifique donne à lire deux cheminements parallèles qui se recourent et, à bien des égards, s'emboîtent. Dans mon cas comme dans celui de nombreux collègues²³, la distance qui sépare mes lieux d'exercice de l'enseignement et de la recherche justifie ici de les distinguer, ce qui en facilite aussi la lecture.

Une série d'annexes vient clore ce volume : un Curriculum Vitae étendu (Annexe I), la liste exhaustive de mes travaux et productions scientifiques (Annexe II), ainsi que la liste des mémoires et travaux d'étudiant·e·s supervisés (Annexe III).

²² Pour des raisons de concision, je me limite à aborder cette thématique dans l'axe IV du volume 2 de ce dossier, intitulé « Regards croisés et question de l'implication dans la recherche ».

²³ Ce choix est notamment opéré par Sophie Didier, dont le dossier d'habilitation a en partie inspiré l'organisation de mes deux volumes (Didier, 2015).

PARTIE I.

CIRCULATIONS. CHEMINEMENTS ET AMARRAGES EN GÉOGRAPHIES



Et ayant entendu dire, ou plus probablement lu quelque part, du temps où je croyais avoir intérêt à m'instruire, ou à me divertir, ou à m'abrutir, ou à tuer le temps, qu'en croyant aller tout droit devant soi, dans la forêt, on ne fait en réalité que tourner en rond, je faisais de mon mieux pour tourner en rond, espérant ainsi aller droit devant moi.

Samuel Beckett. *Molloy*

ENTRER EN GEOGRAPHIE. BREF RETOUR SUR UNE SOCIALISATION SCIENTIFIQUE

En traçant rétrospectivement mon parcours à partir d'une métaphore géographique, je note que mon itinéraire dans le monde de l'enseignement et de la recherche s'est construit par des circulations ; entre la France, l'Inde et le Brésil, où j'ai conduit l'essentiel de mes recherches ; entre les différentes universités et laboratoires au sein desquels j'ai exercé des fonctions d'enseignant et de chercheur.

J'aime débiter la première séance d'un cours d'introduction à la géographie en mettant en perspective cette trajectoire à l'aune de mon propre parcours de vie, pour évoquer la manière dont celui-ci illustre certains des phénomènes récents qui marquent nos sociétés et que la géographie s'attache à étudier : injonction généralisée à la mobilité, intensification et diversification des circulations (notamment humaines, bien que pas exclusivement), mais aussi, transformations des mondes ruraux et périurbains, déclin et changement de fonctions des centres urbains de petite taille et des périphéries, changement dans la sociologie des villes petites et moyennes.

Ma trajectoire est, sous bien des aspects, celle de nombre de mes semblables ayant effectué de longues études et qui, à cette occasion, découvrent à la fois l'attrait d'une (plus) grande ville, l'horizon d'une possible ascension sociale et des espaces lointains que la curiosité invite à fréquenter et à interroger. Cette trajectoire dessine en creux les contours de changements structurels qui, sans qu'ils comptent parmi mes objets de recherche, figurent en toile de fond de mes préoccupations de géographe et d'enseignant, comme de citoyen.

M'éloignant ici de tels aspects personnels, je me concentre sur ma familiarisation progressive avec le monde de la recherche et avec la pratique de la géographie.

I.1. PARCOURS DE RECHERCHE (1998-2021) : REPÈRES LIMINAIRES

À mon entrée en formation doctorale, mon premier souhait était d'explorer l'Amérique latine, animé par une résonnance avec mon origine familiale espagnole. Au lieu de cela, la rencontre avec Philippe Cadène, qui allait devenir mon directeur de thèse, m'a guidé vers l'Inde. Les raisons qu'il invoquait pour me persuader se sont avérées pertinentes avec le temps : un faible nombre de jeunes chercheur·e·s de ma génération dans ma discipline s'intéressait à ce pays imposant, tant en termes démographiques que par les rapides transformations sociales qui s'y opéraient suite à la libéralisation progressive de son économie (1985-1991). Ceci définissait un contexte dans lequel il était urgent de mener des travaux.

Ces arguments m'apparaissaient pertinents, sans pour autant constituer une motivation suffisante. M'animait plutôt une pulsion, à laquelle fait référence Armand Frémont, qui « demande d'aller toujours plus loin, de regarder ailleurs, de se dépasser soi-même ainsi que les horizons habituels. Entre enracinement et mobilité, entre habitant et voyageur, tous les fondements de la géographie se trouvent peut-être là » (Frémont, 2005, p. 20)

Après un premier court séjour à travers l'Inde en mai 1998, je partais pour le Gujarat, à Ahmedabad, suite à l'obtention d'une bourse franco-indienne qui, en m'attribuant le statut de doctorant²⁴, renforçait mon intégration dans les deux champs académiques indiens et français. Elle me permettait par ailleurs de disposer de conditions favorables à l'élaboration d'un travail de terrain, que je décidais de mener à Udaipur, dans l'État du Rajasthan.

I.1.1. « Sans données, pas de thèse » : une géographie inscrite dans les sciences sociales

Mon affiliation à la Maison de la géographie à Montpellier²⁵ à partir de 1996 m'a permis de fréquenter un milieu de géographes travaillant principalement à l'aide de méthodes quantitatives. J'y trouvais un intérêt très stimulant, fort des enseignements passionnants en statistiques appliquées à la géographie assurés par Michel Vigouroux. Néanmoins, en dépit d'un intérêt pour les outils et les méthodes statistiques ou pour la cartographie, je m'aperçus des limites d'une telle démarche méthodologique en raison d'une difficulté à collecter des données fiables susceptibles d'appuyer mon travail (Encadré I-1).

²⁴ Ce programme, inscrit sous la double tutelle du Ministère français Affaires Étrangères et de l'*Indian Council for Cultural Relations*, a permis mon affiliation au *Sardar Patel Institute for Economic and Social Research*, à Ahmedabad.

²⁵ La Maison de la Géographie à Montpellier accueillait alors le Groupement d'Intérêt Public R.E.C.L.U.S. que je rejoignais à l'occasion d'un stage en 1997, puis de manière régulière dans le cadre de mon affiliation doctorale à l'UMR ESPACE l'année suivante.

Encadré I-1 : Note sur l'inadéquation des données statistiques pour l'étude de l'économie touristique à Udaipur (Inde). Extrait d'un carnet de terrain, 1999

Dans le contexte de l'Inde, les catégories d'analyse généralement utilisées dans le domaine de l'emploi, qu'elles soient celles proposées par le Bureau international du travail (*International Labour Organization*) ou par les organismes statistiques nationaux, occultent une très grande part des échanges économiques. Ceci est d'autant plus notoire et représente une forte lacune eu égard à l'importance dans le pays, de l'économie produite dans le cadre du secteur non organisé ou non enregistré²⁶. Ces deux termes soulignent l'idée d'une économie non officielle et non conforme au droit du travail. Une partie de la production et de la main-d'œuvre qui compose ces domaines n'est pas régulée par le *Factory Act* de 1948, l'*Employed State Insurance Scheme Act* ou encore l'*Industrial Dispute Act*. Elle échappe aux recensements effectués dans le cadre de l'*Annual Survey on Industry* ou dans celui de la *National Sample Survey Organization* conduite tous les cinq ans. Les raisons de l'absence de données précises dans ce domaine résident dans le fait qu'en Inde, comme dans de nombreux pays du Sud, les entreprises de moins de 20 employés (10 si elles utilisent une source d'énergie), ne sont pas tenues d'être répertoriées auprès des organismes de contrôle. En outre, le répertoire de la statistique des entreprises ne prend pas en compte les entreprises de moins de 6 employés.

Après avoir colligé les registres du commerce de la ville (Udaipur), je notais combien les statistiques locales étaient insuffisamment fiables et actualisées pour quantifier l'économie locale. Alors que je comptais plus de 300 commerces liés de près ou de loin à l'économie touristique dans la seule enceinte de la cité, le registre du commerce identifiait moins de trente établissements dans ce domaine d'activités. Dès lors, je m'attachais à confronter l'assertion de Roger Brunet à celle de Bernard Kayser, qui écrivait : « sans enquête, pas de droit à la parole » (Kayser, 1990). C'est donc vers une démarche compréhensive que je me suis tourné pour ce travail. Peu avant mon premier départ en Inde, je rencontrais justement, par hasard, Roger Brunet, alors directeur du GIP R.E.C.L.U.S. à la Maison de la Géographie (Montpellier). Après quelques politesses d'usages, il me dit : « *Ab, vous commencez une thèse... vous avez des données ? Sans données, pas de thèse !* ». Venant d'un chercheur dont l'influence dans la pensée pour une nouvelle géographie était alors très prégnante en France, je comprenais qu'il signifiait que sans traitement rigoureux de données statistiques, aucune analyse fiable ne pouvait se prétendre scientifique.

Cet avertissement a précédé ma rencontre avec un milieu indianiste plus marqué par une sensibilité à l'interdisciplinarité, une ouverture à d'autres outils, notamment ceux de l'ethnographie. Mon éloignement de ce cercle de géographes me plaçait à l'écart de recherches qui, tout en se défendant d'être radicalement « quantitativistes », s'opposaient de manière frontale à une géographie jugée peu solide dans ses méthodes et ses outils, que l'on qualifiait non sans quelque déconsidération, de « sociale ». Alors peu familier des débats qui animaient les courants de la discipline, je partageais pourtant – la posture provocante et polémique en moins – l'avis du même Roger Brunet lorsqu'il signalait combien le qualificatif « social » lui apparaissait « tautologique » (Brunet, 1986), rejoignant François Durand-Dastès qui écrivait à ce sujet :

²⁶ L'économie informelle, autrement désignée dans les années 1980 comme « secteur non enregistré », « non répertorié » ou « non organisé », a fait l'objet d'une multitude de travaux. L'un des premiers et sans nul doute l'un des plus inspirants dans ma recherche doctorale comme dans le projet que j'esquisse dans le volume 3 de ce mémoire, est l'étude des activités urbaines de petite échelle étudiées par Gérard (Djallal) Heuzé dans le contexte de plusieurs localités du pays (Heuzé, 1992).

À tout bien considérer, l'adjectif social accolé à géographie me paraît tautologique, et donc inutile ; insuffisant ; un peu impudique ; et peut-être dangereux par ce qu'il prétend rejeter » (...). Car si la géographie est une science sociale, elle n'a pas besoin qu'on le redise ; parle-t-on d'une sociologie sociale ? (...). Ce n'est pas s'avancer que de dire que toute géographie soucieuse d'interaction est forcément sociale.

(Durand-Dastès, 1986 : 117)

L'opposition qui fondait ce débat reposait moins sur le type d'approche, de posture ou de méthode de recherche – mettant face à face notamment démarches quantitatives et qualitatives – que sur le statut de l'espace et de la société dans l'analyse géographique, ce que F. Durand-Dastès désigne comme « l'interaction société-espace » et que Renée Rochefort aborde à partir d'un renversement des facteurs, plaçant « la société d'abord, l'espace ensuite » (Rochefort, 1988). Prenant le contre-pied des principes fondateurs de l'équipe à laquelle j'étais associé (l'UMR Espace), plus investie dans l'étude des régularités spatiales que dans celle de la complexité du social et de ses relations à l'espace, j'allais progressivement m'orienter, sans pour autant prendre la mesure de ses enjeux, vers une approche résolument tournée vers ce que Julien Aldhuy désigne comme « la production d'une connaissance critique épistémologiquement fondée visant à l'émancipation des individus » (Aldhuy, 2006).

Cette orientation *critique* de la production du savoir prête le flanc à de vifs débats. Parmi ceux qui tenaient lieu de référence dans la décennie 1980, Jean-Bernard Racine et Claude Raffestin signalaient par exemple combien « le géographe [qui] est paradoxalement un scientifique qui part du quotidien [...], a peur d'y retourner au moment où il affiche ses résultats » (Racine et Raffestin 1983, p. 327, cités par (Aldhuy, 2006b). Mes travaux entrent alors en dialogue avec la question de l'implication dans la recherche (Bautès & Burgos, 2020; Bautès & Marie Dit Chirot, 2012). Si ma démarche d'ensemble s'inscrit résolument dans une perspective critique, en tant qu'elle s'attache en partie à « dévoiler les mécanismes économiques, politiques et sociaux à travers lesquels est perpétuée la domination » (Gintrac, 2012), je demeure circonspect vis-à-vis de tout engagement aveugle et des biais d'analyse qu'il est susceptible de mettre en évidence²⁷.

Du fait des situations d'inégalités et de déséquilibres de pouvoirs qu'il m'a été donné d'observer dans différents terrains d'étude, je demeure sensible à une grille de lecture critique. Ce positionnement doit moins au hasard du recrutement – l'UMR ESO et l'Université de Caen-Normandie, pionnières parmi d'autres en géographie sur cette question – qu'à une sensibilité personnelle nourrie de longue date par mes propres observations sur les terrains indiens puis brésiliens. Ce regard, attentif aux questions des inégalités, qu'elles s'expriment entre régions du monde (Nord-Sud), à l'échelle régionale ou locale, a été nourri de ma socialisation à l'équipe interdisciplinaire du laboratoire SEDET à Paris²⁸. Enfin, mon implication vis-à-vis des questions sociales a trouvé un vif écho au sein du groupe de recherche *Favela e Cidadania* (FACI) de l'École de Service Social de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro, au sein duquel j'ai mené une grande partie de mes recherches au Brésil.

²⁷ Voir Bautès et Dit Chirot, 2012 (*réf. 4.1*) et Bautès et Burgos, 2020 (*réf. 4.2*). Les références mentionnées ici et dans la suite correspondent au classement des textes rassemblés dans le volume 2. Je discute cette question dans le commentaire introductif à l'axe IV du recueil de publications.

²⁸ Ce laboratoire, fondé dans les années 1970 par l'historienne Catherine Coquery-Vidrovitch, est d'abord baptisé « Connaissance du Tiers-monde/Afrique », puis SEDET (Sociétés en Développement : Études Transdisciplinaires). Ses travaux ont été marqués par une approche critique du développement, prolongée par des relations et un soutien académique aux productions des sciences sociales issues de chercheurs·e·s issus de contextes non-occidentaux.

C'est depuis une double formation en géographie et en aménagement que j'ai déployé cette série de préoccupations, à partir d'enquêtes sur des questions de développement qui relèvent du champ de la géographie sociale et urbaine.

Je poursuis aujourd'hui un tel intérêt pour l'étude de la place de l'espace dans les processus sociaux, ainsi que pour des approches et des outils qui permettent de penser et faire de la géographie (Aldhuy et al., 2013) fort de ces filiations géographiques et des apports des sciences sociales connexes. Ils traduisent des recherches menées en gardant à l'esprit que l'on pense toujours après des prédécesseurs plus ou moins illustres et aux côtés d'autres, qu'ils soient ou non chercheurs.

1.1.2. Une première socialisation scientifique, l'Inde

En Inde, ma familiarisation avec les milieux de la recherche s'est faite au sein de la Jawarhalal Nehru University (JNU), plus précisément au Centre for Study in Regional Development, dans lequel j'ai été introduit par Atiya Habeeb Kidway. Aux côtés de K.L. Sharma, cette dernière a facilité l'exploration d'un milieu qui m'étais peu familier, à la fois depuis Delhi et dans le Gujarat, puis dans le Rajasthan où j'allais finalement centrer mes recherches. Lors de ses passages à Udaipur, mon terrain de thèse, K.L. Sharma n'hésitait pas à me rendre visite régulièrement, ce qui donnait lieu à des échanges avec le professeur Ravindra Nath, de la Mohan Lal Sukhadia University, ainsi qu'avec l'économiste Amitabh Kundu, dont je découvrais les travaux fondateurs sur les inégalités, les villes et la pauvreté. Mais, hors de Delhi où je séjournais pour de courtes périodes, c'est à Ahmedabad que j'approchais le quotidien de la recherche, dans le cadre de ma recherche doctorale.

Ahmedabad comme point d'entrée

Lors de mon arrivée en tant que doctorant au sein du Sardar Patel Institute for Economic and Social Research en octobre 1997, une thématique importante de l'équipe concernait l'entrepreneuriat et les systèmes productifs localisés – ou *clusters* – de la petite industrie (*Small Scales Industries*). Le programme auquel participaient plusieurs chercheurs de cette équipe, le MOST – Movement of Social Transformation, financé par l'UNESCO²⁹, était la raison principale de mon affiliation à cet institut. Néanmoins, quelques mois plus tard, ce programme était clos. J'intégrais donc une équipe dormante sur ces questions, désormais occupée à l'analyse des effets du changement climatique sur les espaces agricoles. Cette dernière orientation thématique étant éloignée de mes propres préoccupations, j'allais aux devants des personnes ayant contribué au volet indien du programme MOST, au sein duquel j'avais été introduit par Philippe Cadène et Isabelle Milbert. Cette dernière achevait alors l'écriture d'un des rares articles du moment qui s'intéressait au patrimoine en Inde (Milbert, 1996).

Mes premières lectures m'orientaient sur les travaux menés au sein du *Gujarat Institute of Development Research*, particulièrement ceux d'Amitabh Kundu, et de Keshab Das, qui travaillait sur la petite production et le secteur non organisé (Das, 2011). Ceux de Véronique Dupont sur l'artisanat textile à Jetpur dans le Gujarat (Dupont, 1990; 1992), aux côtés des études sur les réseaux marchands (Cadène & Vidal, 1997) et des enquêtes menées en Inde du Sud sur les petits

²⁹ <https://en.unesco.org/themes/social-transformations/most>

clusters industriels³⁰, formaient quant à eux un riche champ de références et offraient un cadre d'analyse pertinent pour mes propres recherches.

Ces recherches concernaient l'ensemble du pays et impliquaient des institutions et des réseaux scientifiques situés à la fois en Inde (au Centre de Sciences Humaines ou à l'Institut Français de Pondichéry) et en France. Néanmoins, la proximité allait jouer un rôle plus important dans la mise en œuvre de mes premières expériences de terrain. Je fréquentais quotidiennement les membres de la Nehru Foundation for Development (NFD)³¹, dont le campus jouxtait ma *guest-house*, située dans la banlieue nord-ouest d'Ahmedabad. J'y rencontrais des militants (*activists*) travaillant dans le domaine de la sensibilisation à l'environnement et au patrimoine, ou dans la mise en œuvre de projets de soutien au développement local. Ces fréquentations retardaient la mise en œuvre de ma thèse, mais m'invitaient à découvrir la région et les problématiques de développement dans le Gujarat. Après quelques mois d'exploration³², je me décidais à lancer une enquête dans la ville d'Udaipur.

L'Inde à Paris et ailleurs : échanges

Entre mes séjours successifs en Inde, où je fréquentais le Centre de Sciences Humaines et JNU, mon point de retour en France a été l'UMR SEDET où Olivier Dollfus animait un séminaire sur la mondialisation. J'y trouvais une atmosphère d'échanges interdisciplinaires, fondatrice de cette équipe, et un support de réflexions sur les questions de développement. Aux côtés de mon investissement au sein de ce laboratoire, j'assistais à de nombreux séminaires sur l'Inde à l'EHESS. Associée aux cours de langue hindi que me proposait gracieusement Catherine Servan-Schreiber, cette activité m'a familiarisé avec les études indiennes et m'a permis d'approfondir des questionnements issus de mes premières enquêtes. Je complétais cette démarche par des séjours bibliographiques en Angleterre (School of Oriental and African Studies), en Allemagne (Südasien Institut à Heidelberg) puis aux États-Unis dans le cadre d'une participation ponctuelle aux travaux du Rajasthan Studies Group (Columbia University).

1.1.3. Changer de terrain et changer d'échelle : points de passages vers le Brésil et des quartiers de métropole. Premiers élans collectifs

Dans la carrière de nombreux géographes de ma génération, « changer de terrain » est devenu fréquent. À la fin de ma thèse, j'ai souhaité envisager de nouveaux horizons d'investigation au Brésil. Ce choix répond d'abord à une curiosité de longue date envers ce pays, notamment pour son immensité et sa diversité sociale, qui n'était pas sans rappeler – certes avec de notables différences – celles qui caractérisent l'Inde. Le Brésil m'évoquait aussi la richesse de sa culture musicale, son caractère éclectique et son lien à l'histoire sociale et politique. Intéressé par ces questions, je les avais approchées en tant que membre d'une formation musicale lors d'une tournée au carnaval de Salvador de Bahia.

Du point de vue scientifique, j'opérais un pas de côté, reprenant en les reformulant, des questions abordées dans ma thèse en vue de me lancer dans de nouvelles enquêtes empiriques.

³⁰ Voir notamment Roda, J.-M. (1994). Timber networks in South India, the case of Tiruchengodu. Pour une analyse plus large des clusters industriels, voir Schmitz, H., & Nadvi, K. (1999). Clustering and Industrialization : Introduction. *World Development*, 27(9), 1503–1514.

³¹ *Public Charitable Trust* qui regroupe sur un même campus plusieurs institutions travaillant dans les domaines de l'éducation et du développement, notamment VIKSAT (*Vikram Sarabhai Centre for Development Interaction*) et CEE (*Centre for Environment Education*).

³² Le choix de mon terrain doctoral était initialement tourné vers la péninsule du Gujarat, dans deux espaces soumis à des mesures de protection-valorisation du patrimoine (Sasan Gir et Palitana).

Je m'insérais pour cela dans la vie des quartiers portuaires centraux, profondément marqués par des opérations urbaines suscitant de vifs mouvements revendicatifs, notamment portés par des collectifs d'habitants précaires et par des groupes de militants défendant la cause des afro-descendants (Bautès, Gonçalves, et al., 2014; Bautès, 2010b)³³. J'interagissais dans le même temps avec la sphère académique de l'urbanisme et du travail social. J'ai ainsi envisagé mon nouveau terrain de recherche à partir d'une insertion dans différents mondes sociaux. Complété par un investissement linguistique soutenu par un réseau relationnel particulièrement hospitalier, j'ai rapidement pris part à l'actualité des débats publics relatifs aux politiques urbaines et à l'analyse de leurs controverses.

Rio de Janeiro : une immersion au cœur des politiques urbaines et patrimoniales

Dès les premiers mois de mon accueil dans le laboratoire FACI en 2005, je participais à une première enquête par questionnaire sur le commerce informel à Rio de Janeiro. Outre de m'avoir permis de pratiquer un Portugais encore approximatif, cette première immersion m'a permis de me familiariser avec la géographie de la métropole, notamment à partir de trois de ses quartiers : le marché populaire de Rocinha, situé aux franges des quartiers aisés de la Zona Sul ; celui de la rue Uruguaiana, située dans le Centro et, enfin, l'espace littoral de Copacabana (Zona Sul), intense lieu d'activité marchande ambulante. La situation de ces trois lieux donne à voir l'étendue et la fragmentation de cette ville, une géographie que je contribuais à analyser au moyen de l'étude des trajectoires – résidentielles, économiques et, plus largement, sociales – des vendeurs de rue exerçant dans ces trois lieux importants du commerce populaire. La question de l'accès à l'espace de vente, celle de l'organisation sociale des vendeurs et de leurs stratégies commerciales, des aspirations et des pratiques d'achat de leurs clientèles, des tactiques déployées en vue d'éviter la répression des autorités et de la police et, enfin, les pressions exercées par d'autres acteurs informels, comptaient parmi mes interrogations sur cette société urbaine et sur les dispositifs et pratiques de gouvernement mises en œuvre³⁴.

Au cours de cette première enquête en langue lusophone, je prenais progressivement la mesure des rapports de force et des violents conflits qui se jouent dans la ville, dans ce cas autour du commerce informel et de l'usage et du contrôle de l'espace public. J'aborderai ensuite ces aspects de manière plus précise en m'intéressant aux politiques des quartiers d'habitat précaire, auxquelles j'allais porter mon attention. Formalisant un projet de postdoctorat, j'ai rapidement été intéressé par la question du logement des catégories urbaines défavorisées dans les quartiers d'habitat précaire (favelas et quartiers centraux dégradés), ainsi qu'aux manières selon lesquelles cette question était traitée, dans les politiques urbaines et d'habitat, et contestée par des mouvements émanant d'acteurs endogènes et exogènes.

Tout au long de mes recherches dans ce champ de l'action publique urbaine, j'observais combien de nombreux quartiers d'habitat précaire tendaient à devenir « une métonymie de la mégalopole en faisant partie de l'itinéraire de sa découverte, notamment touristique » (Deboulet, 2016 citant Roy, 2011). À ce titre, plus que des « marges » de l'urbain, du politique et de

³³ Les quartiers portuaires de Rio de Janeiro, haut-lieu de la traite esclavagiste, ont très tôt abrité une population d'origine africaine, marquant fortement les usages de cet espace de la ville. Pour une étude historique de l'influence des populations d'origine africaine et créole à l'espace urbain au Brésil, voir Farias, 2006. Plusieurs de mes publications abordent la question des revendications patrimoniales et identitaires dans ces quartiers : Bautès et Gonçalves, 2019; Bautès, Gonçalves, et da Costa, 2014; Bautès et Soares Gonçalves, 2009.

³⁴ L'analyse des résultats de cette enquête a donné lieu à la publication suivante : Cabral Gomes M.F, Reginensi C., et Bautès N., 2008, « Les commerçants ambulants et leurs clients à Rio de Janeiro : des espaces de sociabilités en mouvement », *Espaces & sociétés*, n° 135, dossier « Le consommateur ambulant », p. 79-97. L'article interroge les clients des vendeurs ambulants, aspect spécifique de la question plus étendue du commerce informel en ville.

l'économique, ces espaces comptent parmi les hauts-lieux d'expression des logiques à l'œuvre dans la production urbaine. J'expose la manière dont j'ai abordé cette question dans le retour sur travaux qui structure la Partie II de ce volume.



Figure 2 : Vue de la ville de Rio de Janeiro depuis la colline Morro da Providência (nb - 2013)

Approcher l'étude des politiques en direction des quartiers d'habitat précaire par la question sociale

L'implication des architectes et urbanistes locaux, à la fois académiques et opérateurs, dans les débats et les projets urbains mis en œuvre dans des quartiers d'habitat précaire aurait pu naturellement me décider à me rapprocher de cette sphère professionnelle. Pourtant, une partie des universitaires et praticiens de l'urbanisme me paraissait trop enclins à prioriser réflexion et intervention sur l'espace matériel de ces quartiers (habitat, infrastructures), portant peu attention aux enjeux sociaux et politiques locaux. Ceux qui formulaient une critique vis-à-vis des dispositifs urbains et de leurs politiques, s'appuyaient sur des analyses peu nuancées, versant rapidement dans une dénonciation de l'action des pouvoirs en place à la fois dénuée d'évidence scientifique et ne prenant pas la mesure de la complexité des jeux sociaux qui, localement, font la « politique au quartier » (Vidal, 1998).

J'optais ainsi pour une analyse des conflits et des pratiques de négociation, des structures de dominations sur lesquelles ils s'appuient, aspects qui informent autant sur les rapports sociaux au sein du quartier que sur les relations qui se nouent entre l'ensemble des acteurs issus de ces espaces et l'État. Guidé par les travaux de l'anthropologie urbaine sur la question (Da Silva 2011, 1999; Zaluar et Alvito 1998), j'ai donc déployé une série d'enquêtes de type ethnographique, fort d'un outillage relevant d'une géographie (du) politique. Les conditions et modalités d'accès au terrain de la favela Morro da Providência, réputées difficile en raison des faits de criminalité et des « sociabilités violentes » qui en structurent le quotidien (Machado da Silva et al., 1999), m'ont longuement questionné. Formalisant mon projet postdoctoral, je me tournais vers un laboratoire situé à l'articulation de la recherche et de l'intervention sociale) au sein duquel j'ai séjourné en

2005³⁵. Qui mieux que des travailleurs sociaux pouvait me permettre d'entrer dans ce terrain critique³⁶ ? Leur travail auprès des familles favorisait mon acceptation, et leur fine connaissance des politiques publiques et de la question sociale me donnait accès à de riches témoignages sur la vie quotidienne et les routines du quartier, et sur les rapports qu'entretenaient leurs résidents à l'État.

L'engagement du *serviço social* brésilien, inscrite dans la tradition latino-américaine et marquée par son passé militant, m'a ainsi permis une mise en contact plus proche de ceux qui, habitants, responsables associatifs et militants, sont devenus des interlocuteurs réguliers durant près de dix ans. Les assistantes sociales, les sociologues ou urbanistes qui composent l'équipe de recherche du laboratoire, exercent en effet souvent une activité académique parallèlement à leur pratique professionnelle au sein de la municipalité ou dans des associations. Je trouverai un écho à ce champ de l'intervention sociale quelques années plus tard en France, dans le cadre de ma responsabilité d'une Licence Professionnelle intitulée « Connaissance de la ville et métiers de l'intervention sociale » à l'Université de Caen³⁷.

Dans le champ de la planification et de l'urbanisme de Rio, l'équipe du laboratoire FACI m'a également accompagné dans les arènes du débat public, m'intégrant aux activités militantes du Forum de Acompanhamento do Plano Diretor, porté par des élus politiques et par des représentants des mouvements sociaux opposés à la politique municipale. Chaque semaine, y étaient débattues les questions relatives à la révision du Plan Directeur Décennal de la ville (Plano Diretor). Tout en bénéficiant d'une introduction pratique au champ légal de l'urbanisme, aux dispositifs et aux controverses inhérentes aux politiques urbaines, j'entrais « dans le dur » des illégalismes d'État et dans le quotidien des conflits qui nourriront mes recherches ultérieures.

Parmi les autres soutiens dont je bénéficiais au sein du laboratoire figure Mirella Amorim³⁸, dont les invitations à Vigário Geral et Parada de Lucas, deux favelas de la zone nord de Rio (Zona Norte)³⁹ me permettait d'approcher les expérimentations faites en matière d'expression culturelle dans les quartiers précaires. Ces deux quartiers contigus, engagés depuis 2003 dans un violent conflit armé opposant deux factions du narcotrafic, étaient le lieu d'une série d'événements culturels visant à tisser des liens entre les jeunes des deux quartiers⁴⁰. Ces réalités m'ont aidé à me rapprocher de plusieurs associations de résidents des quartiers portuaires de Saúde, Santo Cristo et Gamboa et enfin, du Morro da Providência, qui deviendra mon principal terrain d'enquête.

³⁵ Ce premier séjour d'un an au sein du FACI a succédé à un deuxième en tant que chercheur invité (FAPERJ) en 2013. J'entretiens jusqu'à aujourd'hui d'étroites collaborations avec ce laboratoire.

³⁶ Cette idée est notamment discutée dans une contribution à l'ouvrage collectif « Chercheurs critique en terrain critique » auquel j'ai participé. Voir Bautès et Burgos, 2020.

³⁷ Pour un détail sur cette formation, voir la partie III de ce volume, dédiée à mes activités pédagogiques.

³⁸ Sa vision des problématiques sociales et familiales, particulièrement des questions d'habitat et de logement, nourrie d'une longue expérience en tant qu'assistante sociale puis fonctionnaire d'État en charge des questions sanitaires et sociales, en fait jusqu'à aujourd'hui une personne avec laquelle les échanges demeurent aussi profonds que l'amitié.

³⁹ La ville de Rio de Janeiro est communément divisée en plusieurs zones. La Zona Norte définit la principale région périphérique de la ville. Développée à partir du centre historique à partir du début du 20^e siècle sous l'effet de l'industrialisation, elle connaît un processus de paupérisation suite à la fermeture de la majeure partie des industries de la ville et au transfert de la capitale du pays à Brasília (1965). Cet espace s'oppose à la Zona Sul qui correspond aux quartiers situés le long de la Baie de Guanabara et du littoral océanique, où se concentrent à partir de cette période les populations les plus aisées fuyant un centre en voie de dégradation et de paupérisation. Pour une histoire de la trajectoire économique de la ville et ses effets sociaux et urbains, voir notamment (Abreu, 1987).

⁴⁰ Le conflit armé qui marque ces deux quartiers depuis 2003 oppose deux factions du narcotrafic, le *Comando Vermelho* (CV) et le *Terceiro Comando* (TC) qui se disputent le contrôle de l'activité de vente de drogues. Ce conflit empêche tous les déplacements entre les deux quartiers contigus de Parada de Lucas et Vigário Geral, séparés par une rue.
<https://www1.folha.uol.com.br/folha/cotidiano/ult95u78627.shtml>

Des collaborations durables permettant des croisements de regards interdisciplinaires

Mon implication dans le monde de la recherche urbaine au Brésil, plus spécifiquement dans celui des études sur la ville de Rio de Janeiro, doit beaucoup à Rafael Soares Goncalves, rencontré au laboratoire SEDET. De 2005 à aujourd'hui, nos collaborations se sont multipliées, donnant lieu à des échanges réguliers qui sont sources d'évolution conceptuelle comme de nouveaux terrains et de nouvelles perspectives d'analyse. Elles complètent mon regard de géographe par des approches mêlant l'anthropologie du droit et l'histoire. Nos collaborations reposent sur des investigations de terrain menées conjointement, sur des séjours sur les terrains de l'autre (en Inde notamment) donnant lieu à une importante activité scientifique conjointe⁴¹. Ce type de relation témoigne de la richesse d'interactions construites dans le temps et dans une confiance réciproque.

Dans le même registre relationnel et personnel, figure également Caterine Reginensi qui a joué un rôle tout aussi central dans ma socialisation au Brésil et dans mes recherches sur le terrain *carioca* depuis le laboratoire FACI. Son souci et son sens du collectif donnaient une vitalité à l'équipe : séminaires de recherche et de méthodologie, enquêtes, coordination et discussions collectives autour de travaux d'étudiant·e·s. L'amplitude de son activité et sa générosité m'ont progressivement appris à mener une recherche, non plus individuelle comme c'était le cas jusque-là, mais au sein d'une équipe mixte de chercheur·e·s et d'étudiant·e·s qui pratiquent le travail social. Je lui dois mes premiers pas dans une enquête qualitative menée dans l'espace public sur le thème des vendeurs ambulants. Une activité professionnelle menée entre Rio de Janeiro et la France sur des thèmes connexes, dans les mêmes périodes et sur le long terme, nous ont ainsi donné de nombreuses occasions de co-écrire (Bautès et Reginensi 2008a; Bautès et Reginensi 2008b; Gomes, Reginensi, et Bautès 2008; Bautès et Reginensi 2013), nous risquant à plusieurs reprises à des regards croisés géographie-anthropologie, ce dernier aspect donnant notamment lieu à une communication à l'Université de Barcelone lors du *X^e Coloquio Internacional de Geocrítica*, publiée dans les actes de la revue éponyme (2008a). Nous avons prolongé ce champ de réflexion dans le cadre d'une publication en portugais dans la revue *Libertas* de l'Université Fédérale de Juiz de Fora (Bautès et Reginensi 2013, *réf. 4.4*), au travers d'un retour réflexif sur un terrain d'enquête commun. Notre effort vise à croiser nos perspectives d'analyse. Nous approchons donc les réalités observées dans ces quartiers, mettant l'emphase sur la question de la combinaison de corpus disciplinaires (géographie-anthropologie) ou, notamment, sur celle du genre de l'enquête. Nos regards et nos manières d'interroger les mêmes terrains, nourrissent ainsi nos pratiques respectives de recherche. Le champ de nos collaborations dans l'écriture a aussi donné lieu à une publication dans le numéro thématique intitulé « Marges dans la ville » de la revue *Autrement* (Bautès & Reginensi, 2008a *réf. 1.6*) coordonné par Marie Morelle et Jérôme Tadié, avec lesquels nous débutons alors une longue collaboration de recherche dans le cadre du collectif INVERSES.

⁴¹ Nos échanges se sont notamment matérialisés par la co-écriture de près de 10 articles ou chapitres d'ouvrage, ainsi que par la coordination de deux numéros thématiques de revue (voir annexe 2 de ce volume, dressant la liste de mes publications et productions scientifiques).

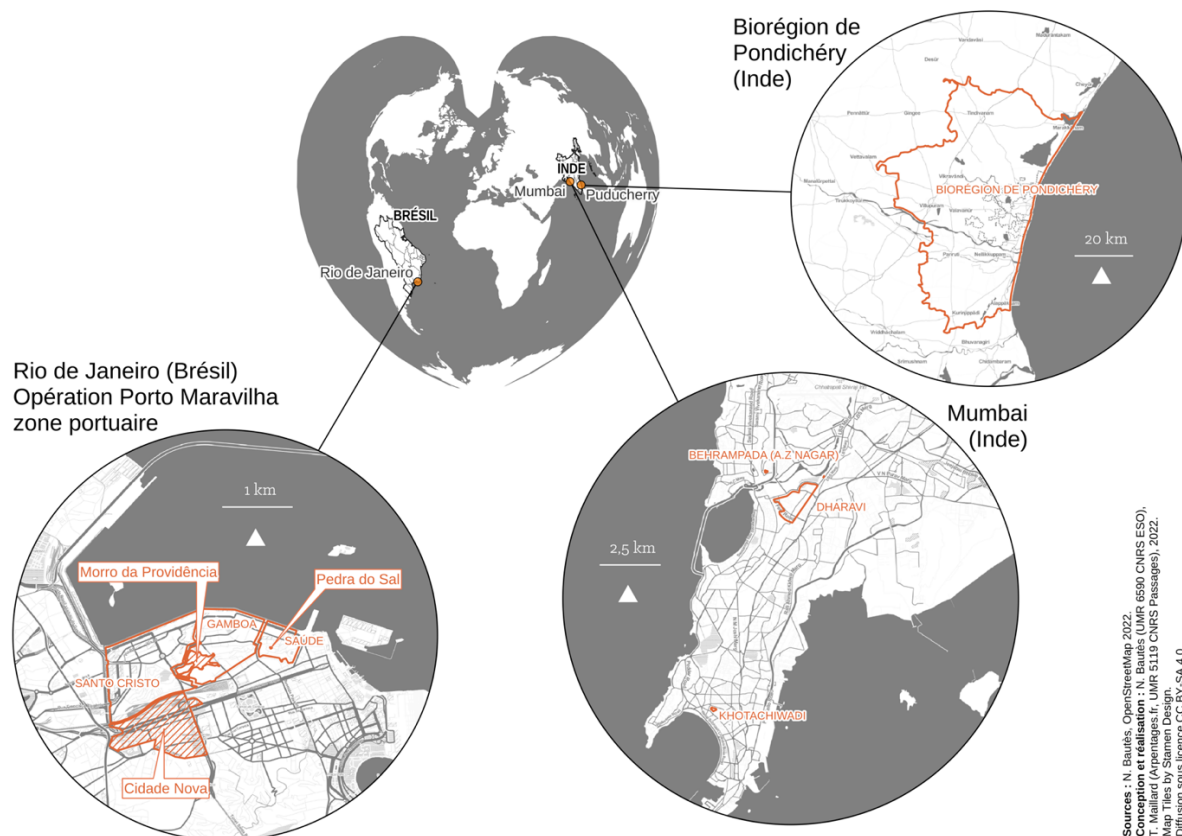


Figure 3 : Situation des terrains d'enquête : Rio de Janeiro (Brésil), et Mumbai (Inde).

1.1.4. En géographie sociale

Mon recrutement à l'université de Caen en 2007 s'est accompagné de mon intégration dans l'équipe locale de l'UMR ESO. De manière attendue, ce moment a constitué une étape importante dans mon rapport au métier de géographe universitaire.

D'une part, il signifie le début d'une reconnaissance et d'une stabilité professionnelles. Il a contribué à m'ancrer dans un lieu jusque-là méconnu, où je me sentais, comme que je le formulais, non sans quelque provocation – « encore plus étranger qu'en Inde ou au Brésil ». Être enseignant-chercheur en géographie implique la connaissance de l'environnement social dans lequel vivent des étudiant·e·s qui poursuivent souvent leur cursus, et envisagent leur insertion professionnelle dans la région. Le choix de m'installer à Caen m'a paru d'autant plus raisonnable que, pour des raisons professionnelles, je suis régulièrement amené à interagir avec les collectivités territoriales, avec le monde de l'aménagement et les métiers du social, qui offrent des perspectives d'insertion professionnelle pour nos étudiant·e·s.

D'autre part, la socialisation à la vie universitaire caennaise a aussi signifié mon éloignement des milieux de recherches travaillant sur Brésil et l'Inde, au sein desquels j'évoluais jusque-là au quotidien. Je ne suis plus en mesure de participer de manière aussi régulière aux activités du Centre d'Étude de l'Inde et de l'Asie du Sud, auquel je suis rattaché à titre secondaire depuis 2010. Il en est de même des réseaux de recherche, initialement au sein de l'UR 021

« Environnement Urbain » de l'IRD⁴², prolongés au laboratoire PRODIG (dans le cadre du programme INVERSES), puis à l'URMIS. En dépit de la distance, j'entretiens toutefois des échanges réguliers avec ces collectifs, ainsi qu'avec l'équipe CESSMA, dont une partie des membres est issue du laboratoire SEDET auquel j'étais associé durant mon doctorat à l'Université Paris 7.

À Caen, j'intégrais un collectif ancré dans le champ de la géographie sociale⁴³. Partageant mon bureau avec Robert Hérin, géographe-pionnier dans ce champ de la discipline, j'ai bénéficié de ses précieux conseils pour m'acclimater à la région normande et à la géographie sociale "de l'Ouest. Ces échanges, particulièrement fructueux, ont notamment donné lieu à des discussions animées sur les possibles prolongements de la science dans la société et les voies selon lesquelles cette dernière est susceptible d'agir en faveur de la réduction des inégalités (Hérin, 2013).

À l'échelle du laboratoire ESO, les débats et discussions sur la géographie sociale, son rapport à la critique, à l'implication, et aux autres champs de la discipline sont souvent sources de vives discussions. Si ce qualificatif me semble trop souvent utilisé comme étendard institutionnel, il ouvre néanmoins à discussion sur les présupposés éthiques et idéologiques de la recherche, chère aux auteurs des années 1980 (Frémont et al., 1984) et qui demeure une préoccupation et une source de controverse. La tenue régulière de tels débats et les oppositions qu'ils suscitent permettent de ne pas trop rapidement invoquer la fin des idéologies dans un monde académique qui, à bien des égards et bien au-delà de la géographie, s'interroge sur sa portée sociale et politique⁴⁴.

Isolé plus par mes terrains d'étude que par mes thématiques de recherche, j'ai tissé des collaborations depuis l'équipe caennaise du laboratoire, principalement autour des formations de Master, qui ont par exemple donné lieu à la création, en 2015, du collectif « Revisite de l'Observatoire du Changement Social » (ROCS)⁴⁵. Si cet investissement m'éloignait plus encore de mes terrains au Brésil et en Inde, il me permettrait de me familiariser avec les problématiques du monde rural et des petites localités normandes, notamment aux côtés de Philippe Madeline, avec qui nous avons animé pendant quatre ans le Master 2 « Aménagement et Recomposition des Territoires. Espaces et Sociétés » (ARTESO). Cette collaboration a aussi affirmé ma curiosité et mon engagement vis-à-vis des étudiant·e·s en formation, dont je commençais à appréhender plus précisément les trajectoires sociales.

⁴² Mon rapprochement avec cette unité de recherche s'inscrit notamment dans le cadre de ma candidature en tant que chargé de recherche à l'IRD, infructueuse à trois reprises, en 2006, 2007 et 2011 (cette dernière, alors que j'étais déjà en poste à l'université).

⁴³ Qu'avait contribué à créer dans les années 1980 des géographes rassemblés autour d'Armand Frémont, Jacques Chevalier, Jean Renard et Robert Hérin (Frémont et al., 1984).

⁴⁴ Cette question a occupé de nombreux collègues, discutant l'actualité de géographies critiques ou radicales (Calbérac et al., 2017; Drozd et al., 2017; Gintrac, 2017; Gintrac & Giroud, 2014; Gintrac, 2012). Parmi les membres extérieurs au laboratoire ESO avec qui ces questions ont occupé de longues discussions figure Sébastien Jacquot et, bien sûr, Matthieu Giroud, dont la générosité et la sincérité dans et au-delà de tels échanges, ont été plus que précieux.

⁴⁵ Comme son nom l'indique, ce programme invite à revisiter les terrains de recherche conduits dans les années 1980 dans le cadre de l'Observatoire du Changement Social et Culturel. Ce vaste et ambitieux programme, inscrit dans le cadre d'une Action Thématique Programmée du CNRS (ATP), avait engagé près d'une dizaine d'équipes de chercheurs issues de plusieurs disciplines dans l'observation localisée du changement social pendant quatre ans, de 1977 à 1981. Ces travaux, portant tout à la fois sur des espaces ruraux et urbains, publient leurs principaux résultats en 1986 dans l'ouvrage *L'esprit des lieux. Localités et changement social en France*. L'expérience du collectif ROCS, débuté comme un exercice de formation à la recherche et poursuivie par des enquêtes collectives autour d'une équipe inscrite dans le laboratoire, s'est d'abord établie aux côtés d'anciens étudiant·e·s, rejoints par plusieurs collègues enseignants-chercheurs de mon université de rattachement. Pour un détail de la démarche de revisite engageant un terrain d'enquête dans le Domfrontais, voir : <https://rocs.hypotheses.org/1>

Mon activité professionnelle demeure ainsi située dans un équilibre entre recherche théorique et de terrain, aspects que je tente de réinvestir dans mes enseignements. Distants les uns des autres à plusieurs titres, ces différents espaces professionnels sont l'objet de va-et-vient, d'investissements ponctuels ou plus durables. Une tension difficile à tenir, rendue possible par des temps dédiés à la recherche (CRCT en 2013, détachement entre 2017 et 2021), ou à l'enseignement et à l'animation de formations professionnelles, aspect que je présente dans la troisième partie de ce volume.

1.1.5. Travailler dans un Institut de Recherche à l'étranger

Mon recrutement sur un poste de chercheur détaché au sein de l'Institut Français de Pondichéry (IFP) en septembre 2017 m'a plongé pour quatre ans dans un nouvel environnement institutionnel et scientifique. J'entrais dans un monde nouveau où j'allais exercer une activité de recherche à temps plein, dans un laboratoire singulier car tenant lieu de point de passage de nombreux chercheurs en court séjour, et enfin, traversé de vifs enjeux diplomatiques.

Laboratoire de recherche interdisciplinaire, l'IFP accueille une diversité de domaines d'études : des études littéraires et linguistiques anciennes (notamment celles du Sanskrit), ou plus contemporaines (celles du Tamoul), à l'écologie et aux sciences de l'environnement, à l'analyse spatiale (géomatique et modélisation) jusqu'aux sciences sociales (anthropologie, géographie, sociologie, histoire). Une telle structure rend possible de stimulantes transversalités et d'importantes opportunités de collaboration. C'est dans cette perspective que j'ai assuré la coordination du volet ANR du programme FischerCoast⁴⁶, constitué de géographes, d'écologues, d'anthropologues et d'historiens de l'IFP et de cinq laboratoires⁴⁷

Concernant le volet de mon activité scientifique qui concerne l'urbain et l'urbanisme, j'ai aussi bénéficié, non sans quelques contreparties qui mériteront d'être soulignées, de la visibilité institutionnelle de ce laboratoire, qui bénéficie d'une double tutelle du CNRS et du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères.

Un cadre partenarial hybride entre études urbaines et coopération bilatérale

Peu après mon arrivée à l'IFP (septembre 2017), le Gouvernement central de l'Union indienne lançait officiellement le programme Smart City Mission*, pour lequel la ville de Pondichéry avait été sélectionnée. Fort d'un financement fédéral pluriannuel, le gouvernement local (Pondicherry Union Territory Government), via la Pondichéry Smart City Development Corporation Limited* (PSCDCL), instance créée pour assurer la mise en œuvre de la mission, s'engageaient dans une collaboration au long cours avec l'Agence Française de Développement (AFD). Celle-ci concernait l'attribution d'un prêt concessionnel souverain en soutien à l'usage durable des ressources en eau à Pondichéry, prolongé d'une assistance technique dans le domaine de l'eau et

⁴⁶ Des détails sur ce programme de recherche figurent dans le volume 3 de ce dossier. Voir aussi : <https://site.uit.no/fishercoast/> et <https://www.ifpindia.org/projects/coastal-transformations-and-fisher-wellbeing-synthesized-perspectives-from-india-and-europe-fishercoast/>

⁴⁷ Le consortium qui structure ce programme de recherche est composé de la School of International Development, University of East Anglia (UK), du Research Center SAZU (Ljubjana, Slovénie), de l'UiT Arctic University of Norway (Tromsø), et de deux laboratoires indiens (Madras Institute of Development Studies et IIT Mumbai, Dept of Humanities and Social Sciences).

l'assainissement⁴⁸, ainsi que dans celui du développement urbain (Programme d'Assistance Technique pour le Développement Urbain Durable)⁴⁹.

Ce contexte, qui figurait d'abord en toile de fond de mon projet de recherche, a rapidement orienté mes activités de manière plus précise. Bénéficiant de liens établis avec l'École d'Urbanisme de Paris⁵⁰ et l'University College London, il a été au centre des travaux de plusieurs stagiaires formés en études urbaines⁵¹ dans deux lieux d'intervention prioritaire de la mission Smart City à Pondichéry : le Grand Canal, infrastructure située au cœur de la ville et visant à lutter contre les inondations et soumise à un important projet de rénovation ; l'Avenue Goubert (Beach Promenade), concernée par un projet d'extension sur trois localités voisines habitées par des communautés de pêcheurs artisanaux (Kuruchikuppam, Vaithikuppam et Solainagar)⁵².

Cette démarche d'étude exploratoire a donné lieu à plusieurs mémoires universitaires et à des présentations dans le cadre de l'assistance technique pour le développement urbain, organisée par la Pondicherry Smart City Development Corporation Limited (PSCDCL) et l'Agence Française de Développement (AFD)⁵³.

Prolongeant cette initiative par des débats avec les instances gouvernementales locales sur les choix, les enjeux et la nature des interventions urbaines à venir dans le cadre de la mission Smart City, j'ai obtenu un financement auprès de l'AFD donnant lieu au programme de recherche-action RUSE-Pondy « Pour une Résilience Urbaine, Sociale et Écologique de la région de Pondichéry », coordonné avec Raphaël Mathevet (CNRS, Directeur du Département d'Écologie de l'IFP)⁵⁴. Ce projet s'inscrit à l'articulation d'enjeux scientifiques, institutionnels et diplomatiques, situation qui n'est pas sans poser de nombreuses questions à l'exercice de la recherche dans un institut dont les orientations sont partiellement dictées par les autorités diplomatiques françaises.

Par le montage institutionnel qu'il mobilise, un tel projet de recherche offre un accès privilégié au terrain pour qui s'intéresse aux tenants de la gouvernance urbaine. Il facilite en effet la compréhension de la production technico-institutionnelle du projet urbain, d'ordinaire accaparée par les seuls experts. Le travail diplomatique dans lequel il s'inscrit permet en outre d'observer les tenants de la relation bilatérale, ses enjeux et sa complexité, dont l'étude nourrit l'observation d'un volet important de la production urbaine, qui a notamment trait au rôle de la coopération internationale.

Ce projet interroge aussi la démarche de recherche en terrain institutionnel contraint. Quelles sont les possibilités de restituer les observations, notamment lorsqu'elles concernent des situations faites d'ambivalences, permettent de noter des rôles et des pratiques par exemple situées dans les franges de la loi, dont la connaissance est censée être réservées aux seules institutions décisionnaires ou diplomatiques ? Quel type de réponse « scientifique » formuler face

⁴⁸ <https://www.afd.fr/fr/soutenir-un-usage-durable-des-ressources-en-eau-pondichery>

⁴⁹ <https://www.afd.fr/fr/un-programme-d-assistance-technique-pour-le-developpement-urbain-durable>

⁵⁰ Ces stages ont été l'objet de collaborations établies entre 2015 et 2017 par Aurélie Varrel (IFP) et Sylvie Jaglin (EUP).

⁵¹ Archita Suryanarayanan, MA University College London ; Julia de Farias, Cécile Belda, Marie Furtado puis Lisa NGuyen, inscrites en Master 2 à l'École d'Urbanisme de Paris.

⁵² Voir le volume 3 de ce dossier.

⁵³ <https://pondicherrysmartcity.in/images/pdf/Puducherry%20Smart%20City%20Proposal%202017.pdf>

⁵⁴ Ce projet inclut la participation de plusieurs chercheurs et partenaires de recherche : Anthony Goreaud-Ponceau (IFP-Université de Bordeaux), Venkatasubramanian G. (IFP), Anthony Raj (IFP), Ananthi Velmurugan (IFP), Devangi Ramakrishna (UDC-IFP) et Ignatus Prabhajar (Madras University-IFP). Il a été l'objet du stage de Lalitha M. (IIT Madras), doctorante dirigée par Solomon Benjamin, que je remercie ici pour sa confiance.

aux attentes diverses émanant des partenaires-commanditaires (ici directement l'AFD et, indirectement, les services de la diplomatie et du gouvernement indien) ?

Ces questions prennent un sens particulièrement aigu dans le double contexte du virage économique pris par la diplomatie française en Inde, qui entretient d'étroites relations avec le Gouvernement central dirigé par le Premier ministre Narendra Modi (BJP) et où, localement, autorités de Pondichéry et institutions consulaires françaises sont engagés depuis la fin des années 1990 dans un partenariat stratégique⁵⁵. Le champ de mes investigations sur la ville et ses transformations tend ainsi à me placer au cœur de la nébuleuse des acteurs qui contribuent à la production urbaine : institutions en charge de la mission Smart City (PSCDCL), département du tourisme (Tourism Department), des travaux publics (Public Work Development), Town and Planning Authorities, parmi d'autres instances du gouvernement de Pondichéry. Leurs actions sont dominées au quotidien par l'urgence de résultat et de responsabilité (*accountability*) exigée par ce dispositif fédéral dans un contexte de vive lutte politique, à la fois au sein du gouvernement régional (successivement dirigé par le ministre en chef V. Narayanasamy, Parti du Congrès, puis par Rangaswamy, BJP, 2021) et avec les instances décentralisées du pouvoir central (dirigées par les lieutenantes-gouverneurs Kiran Bedi, puis, depuis 2021, Tamilisai Soundararajan, BJP).

De tels cadres partenariaux offrent un lieu d'observation privilégié des processus décisionnels, tout en soumettant la recherche à des contraintes qu'il convient de préciser brièvement⁵⁶.

La recherche traversée d'enjeux politiques et diplomatiques

La tutelle exercée par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (ci-après MEAE) sur l'Institut Français de Pondichéry influence partiellement le quotidien de la recherche. L'injonction à accroître la « visibilité scientifique » et institutionnelle des productions scientifiques d'un côté et, de l'autre, à rechercher des ressources permettant d'atteindre l'autonomie financière de l'établissement. Les attentes de la sphère diplomatique vis-à-vis des personnels intervenant au titre de la recherche française contraignent à mener de front travail scientifique et fonction de représentation et de promotion auprès d'officiels ou de nombreux partenaires institutionnels et économiques⁵⁷. Parmi les exemples d'événements auxquelles j'ai été invité figure une « conférence » sur le World Living Heritage organisée par le Maharana Mewar Charitable Foundation (MMCF) à Udaipur, lieu dans lequel j'ai conduit mes recherches doctorales. Mon invitation, inscrite dans le cadre d'une collaboration entre le service culturel de l'Institut Français en Inde (Ambassade de France à New Delhi) et la fondation MMCF, représentant les intérêts de l'ancienne famille princière d'Udaipur, figure aux franges de l'activité de recherche. Mon intervention, traitant des questions de valorisation du patrimoine à Udaipur et Pondichéry, était inscrit dans l'ambition de promouvoir le « savoir-faire français » en matière d'analyse et de mise

⁵⁵ <https://pondicherry-smartcity.in/indo-french.php>

⁵⁶ Cet aspect est en effet l'objet d'une réflexion en cours avec Aurélie Varrel (CNRS-CEIAS), dont j'ai pris la suite au sein de l'IFP. Nos expériences du champ de l'urbanisme (notamment de la mise en œuvre du dispositif Smart City) à Pondichéry méritent en effet une réflexion approfondie. Une partie des éléments concernant cette question a fait l'objet d'une première proposition de communication rédigée par Aurélie Varrel et moi-même. J'en profite pour la remercier pour ces échanges d'expérience et pour m'avoir autorisé à reproduire ici notre intention de recherche.

⁵⁷ Dans le cadre d'une collaboration avec l'Association Nationale des Anciens et Amis d'Indochine, avec l'INTACH Pondichéry et avec PondyCan sur le thème du patrimoine, j'ai notamment contribué au projet « Traces in Time : Pondichéry/Indochine. Réminiscences croisées », qui a consisté à collecter et restituer un matériau relatif à la mémoire d'habitants de Pondichéry ayant longtemps vécu dans l'ancienne Indochine, donnant lieu à une exposition suivie de débats publics.

en œuvre de projets patrimoniaux. Cette situation illustre les contraintes de l'exercice de la recherche dans un contexte diplomatique fortement motivé par des intérêts économiques⁵⁸.

Mes thématiques de recherche, outre d'entrer en résonance avec deux champs d'action de la diplomatie culturelle française en Inde (le thème du patrimoine et celui de l'urbanisme), s'inscrivent plus largement dans des accords économiques bilatéraux faisant intervenir services consulaires, AFD et entreprises privées, tous soucieux de se rapprocher des institutions indiennes. C'est dans ce cadre que doit aussi être entendue ma participation aux ateliers organisés entre 2018 et 2021 par la PSCDCL et l'AFD à Pondichéry, ou encore la réponse à appel à projet CITISS-Challenge formulée en novembre 2019 en collaboration avec le Slum Control Board du gouvernement de Pondichéry et de l'Urban Design Collective⁵⁹.

Dans un contexte traversé d'enjeux scientifiques, d'injonctions diplomatiques et de logiques politiques, l'activité de recherche revêt une dimension à la fois embarquée et impliquée, tournée vers un monde social et politique en pleine transformation, intégrée à des enjeux économiques et politiques. Ce faisant, elle confère une place privilégiée au chercheur, lui permettant d'observer les tenants de la production politique de la ville.

I.2. TRAJECTOIRE DE RECHERCHE : UNE VUE SYNTHETIQUE

Cette deuxième section expose ma trajectoire de recherche sur la période 1998-2020. Elle s'articule autour de trois principaux axes⁶⁰ :

- Le premier est celui de la valorisation de l'espace, phénomène que j'ai étudié par le prisme des politiques et processus patrimoniaux, du tourisme et de l'économie culturelle ;
- Le second concerne le thème de la gouvernance urbaine, qui a consisté à étudier des dispositifs urbains et des configurations d'acteurs dans des quartiers d'habitat précaire, un champ d'action marqué par des conflits pour l'appropriation et le contrôle de l'espace ;
- Le troisième interroge de manière spécifique l'informalité politique et les pratiques ordinaires de gouvernement.

⁵⁸ Cet événement, organisé en novembre 2018, s'inscrit dans le cadre plus large d'une coopération culturelle entre l'Inde et la France sur les thèmes du tourisme et du patrimoine débutée en 2015 par la signature d'un accord de coopération (*Memorandum of Understanding*) entre le Domaine national de Chambord et le *Maharana of Mevar Charitable Foundation* (City Palace, Udaipur). Il s'inscrit dans la volonté affichée « de rapprocher la vallée de la Loire en France et le Rajasthan, deux régions qui offrent un tourisme patrimonial exceptionnel proche des capitales des deux pays qui en font des destinations touristiques de premier rang » (France in India, 2015) <https://in.ambafrance.org/Tourism-Heritage-Cultural>

⁵⁹ Sélectionné en janvier 2019 pour un financement de trois ans, ce projet a été finalement bloqué pour des raisons politiques. Il a néanmoins mené au soutien financier de l'Agence Française de Développement au titre du projet de recherche RUSE. Ici se pose aussi la question de la voix du chercheur étranger sur des questions de développement et de patrimonialisation – autrement dit, des questions de légitimité de la parole comme de l'intention des projets –. Il y aurait beaucoup à dire sur la question de l'embarquement en contexte étranger, et de l'angoisse de l'utilité, ou de l'injonction à être appliquée. Je reviens rapidement sur cette question dans la partie qui clôt le volume 3 de ce dossier. Voir : [Shaping sustainable urban development in india with CITISS | AFD - Agence Française de Développement](#).

⁶⁰ Le contenu de chacun de ces axes est développé dans la Partie II de ce volume. Les travaux auxquels je me réfère dans ce texte sont rassemblés dans le volume 2 de ce dossier.

Mon cheminement réflexif se déploie autour de ces trois axes et s'appuie sur les terrains au sein desquels j'ai mené l'essentiel de mes travaux empiriques.

La Figure 4 propose une vision synthétique de cette trajectoire. Comme tout exercice de restitution, ce texte est construit avec le souci de trouver un équilibre entre une volonté de décrire au plus près le fruit de mes réflexions et la nécessité de dépasser le caractère hétérogène ou de détail des processus étudiés, des objets et des cadres d'analyse élaborés, pour proposer des éléments de réflexion théoriques sur la production politique de l'espace urbain.

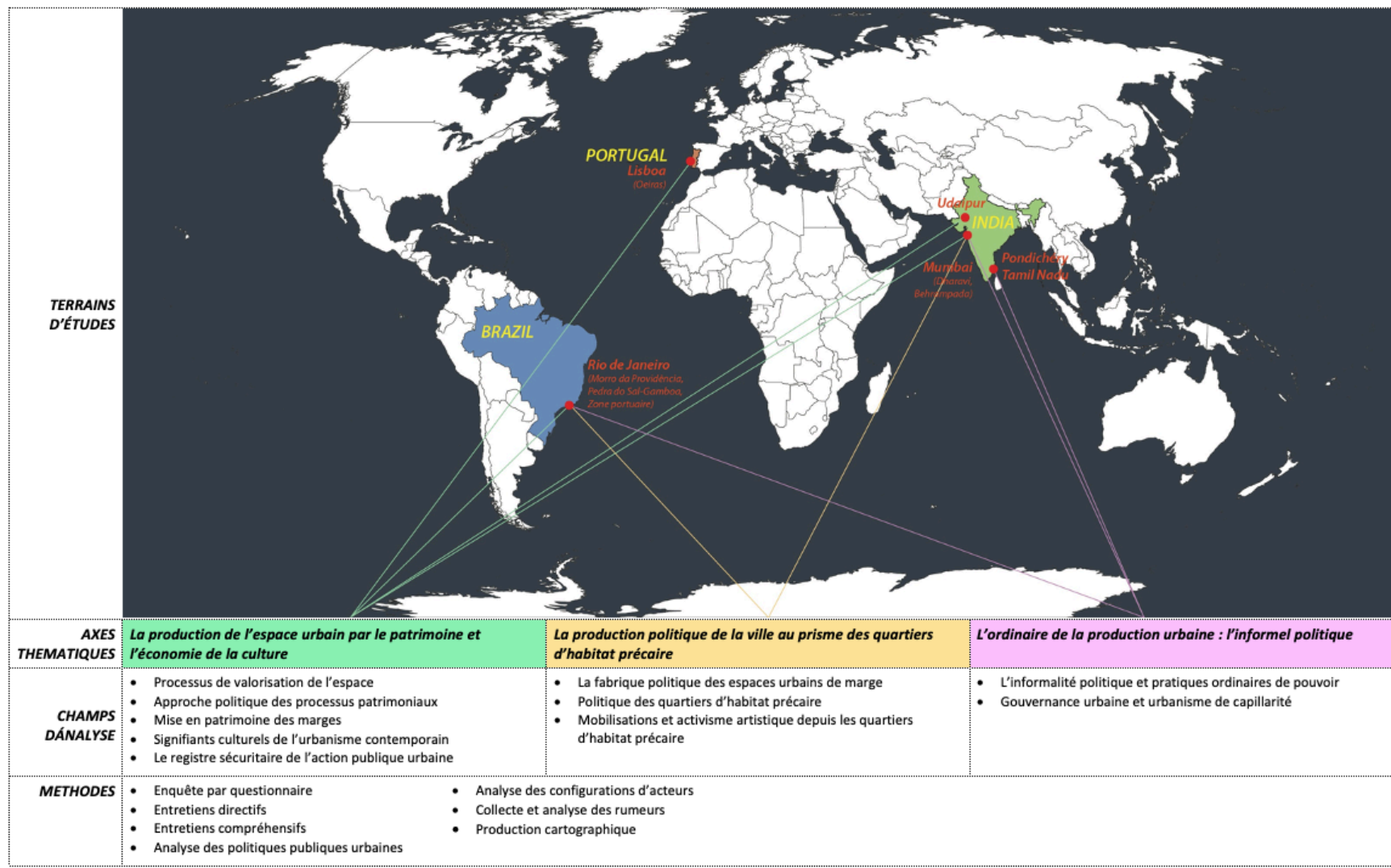


Figure 4 : Terrains d'études menés par les étudiant·e·s universitaires suivis (2008-2019).

Les terrains sont distribués par pays, à l'exception des lieux qui correspondent à mes propres terrains d'enquête

1.2.1. De l'étude des processus de valorisation par le tourisme, le patrimoine et l'économie culturelle

D'une manière générale, mes travaux s'inscrivent dans une réflexion sur la « production de l'espace », expression qui, en géographie, définit un cadre omniprésent et qui, de manière générale, est suffisamment large pour être approprié de manières très différentes selon les perspectives et les auteurs. J'envisage cette question à partir de l'usage qu'en propose Henri Lefebvre pour qui, « le mode de production organise – produit – en même temps que certains rapports sociaux – son espace et son temps » (Lefebvre, 1974). Partant de cette acception générale et de ses relectures récentes (Busquet, 2012; Goonewardena et al., 2008 ; Martin, 2006), mon travail porte sur l'étude des processus qui concourent à la production de l'espace. Il évite tant que possible un démembrement des différentes dimensions de l'espace « selon des postulats méthodologiques simplificateurs » (Lefebvre, 1974, p. 13-14), tels que le géographique, le sociologique, l'historique ou encore l'économique et le politique. La dimension dialectique de l'approche défendue par Lefebvre invite à dépasser le simple constat des contradictions de l'espace, pour « cherche(r) à saisir le lien, l'unité, le mouvement qui engendre (c)es contradictoires, les oppose, les heurte, les brise ou les dépasse » (Lefebvre, 1947, cité par Martin, 2006). Cette invitation donne une orientation générale à la lecture de mes travaux plutôt qu'elle en constitue le cadre rigide. Il s'agit donc de la considérer comme un champ large et ouvert qui contribue à situer le champ de mes réflexions dans la discipline.

Mes premiers travaux sur la production de l'espace ont été initiés lors de mon terrain doctoral, la ville indienne d'Udaipur (Rajasthan). À partir des années 1980, l'émergence d'une dynamique de développement local⁶¹ fondée sur la production de biens matériels et symboliques contribue à l'émergence d'un secteur de l'économie intimement lié à la demande touristique et pleinement inscrit dans un référentiel identitaire et patrimonial. L'étude de ce processus multiforme m'a permis de mettre en évidence les principaux caractères de ce que la sociologie économique contemporaine, depuis les travaux de Karl Polanyi, désigne comme l'enchâssement (*embeddness*) de l'économie dans la société (Granovetter, 1985; Polanyi, 1983). En termes géographiques, ce travail pourrait aussi être décrit comme s'intéressant à l'« ancrage territorial » de l'économie touristique et patrimoniale, dont j'ai analysé les pratiques et les relations sociales, marquées par les réminiscences de la domination d'un pouvoir royal et de clans princiers sur le territoire.

1.2.2. La thèse, premier moment de recherche (1999-2004) : un système économique localisé au prisme de la production-valorisation de l'espace

Ma thèse de doctorat s'efforce d'articuler les dimensions économiques et sociopolitiques des processus de production de l'espace. À partir d'enquêtes menées dans l'ancienne cité royale et dans les quartiers de la ville développés après l'Indépendance, j'ai étudié les pratiques et les réseaux relationnels qui produisent des biens et des services, marchands ou symboliques, associés

⁶¹ À propos de cette notion, alors que j'en trouvais l'intérêt heuristique dans mes premiers travaux, la lecture ultérieure d'un article écrit par le brésilien Carlos Vainer, allait me conduire à en faire un usage prudent. En effet, Vainer (2001) émet des critiques virulentes à l'encontre de l'idée de développement local. Selon lui, penser le local comme une alternative à d'autres échelles contribue à cacher/dissimuler la nature du développement. Il considère que le local constitue à la fois l'échelle et l'arène de construction de stratégies transcales et de sujets politiques aptes à opérer de manière articulée au moyen de coalitions et d'alliances relevant d'échelles multiples. Suivant cette idée, il propose d'analyser les relations inter-scalaires, qui sont selon lui en mesure de combiner, au lieu d'opposer, les multiples échelles de processus observés localement. En cela, suivant Rua (2007, p. 174), l'idée de « développement local » tendrait à escamoter la logique du capitalisme et ne constituerait pas un autre modèle de développement ».

à ce que les acteurs désignent comme des héritages (*Heritage*). Au-delà de leur diversité, ces formes contiennent toutes des références à l'espace ; matérielles, idéelles, explicites ou implicites. Elles en reflètent la dimension historique, une référence qui nourrit le processus économique et que les acteurs mobilisent au travers de discours sur le passé, mettant en évidence leur rôle dans la construction du territoire. En cela, ce travail explore le lien fort entre la production économique et l'espace, dans ses dimensions tout à la fois matérielles, sociales, et politiques.

Impulsée par une élite locale ayant exercé sa domination sur le royaume du Mewar, dont Udaipur a été la capitale à partir du 16^e siècle, ce que j'ai désigné comme *la valorisation économique des héritages locaux* définit, depuis la fin des années 1980, un axe majeur du développement économique local. La destitution du système royal, suite à l'intégration des royaumes princiers à l'Inde indépendante (1949), ouvre la voie à l'établissement d'une dynamique de développement qui connaît une expansion, progressive à partir des années 1960, plus soutenue à partir des années 1980-90, notamment sous l'effet de la libéralisation économique.

Dans ce processus, le patrimoine occupe la place centrale de support matériel et symbolique pour la dynamique économique. Il sert en outre de point de convergence pour diverses forces sociales qui engagent des rapports sociaux conflictuels, structurent des pratiques matérielles et nourrissent des rapports affectifs à l'espace. En ce sens, la production du patrimoine alimente et oriente la production de l'espace, à mesure que de nombreux acteurs investissent l'économie touristique et culturelle. Issus de groupes sociaux, de clans et de castes dont l'origine sociale se diversifie à mesure du temps, ces acteurs mobilisent leurs capitaux financiers et leurs savoir-faire productifs et commerciaux, renforcent leurs histoires familiales et sociales. Ils les inscrivent dans le récit des lieux, mettant en scène leur domination et leur identification à l'espace dans leur activité économique, avec la perspective de maintenir leur rôle dominant sur la société.

La démarche suit ainsi celle que suggérait Lefebvre, à savoir « une étude 'rétro' de l'espace social dans son histoire et sa genèse, à partir du présent et en remontant vers cette genèse – puis (un) retour vers l'actuel » (Lefebvre, 1974, p. VIII). Une démarche attentive à l'étude de la combinatoire entre les « représentations de l'espace » (ce que Lefebvre définit comme « l'espace conçu ») lié « aux rapports de production, à « l'ordre » qu'ils imposent et par là, à des connaissances, à des signes, à des codes, à des relations « frontales » (Martin, 2006) ; la pratique spatiale (« qui englobe production et reproduction, lieux spécifiés et ensembles spatiaux propres à chaque formation » (Martin, 2006) ; et, enfin, les espaces de représentation (l'espace vécu, l'espace dominé et subi).

Dans un espace urbain qui s'étend autour d'un noyau historique correspondant à l'ancienne cité royale sur une périphérie formant une agglomération urbaine qui concentrait, en 2001, 474 531 habitants selon le Census of India⁶² et qui voit arriver annuellement plus d'un million de touristes indiens et, en moyenne, 350 000 étrangers (Ministère du tourisme de l'État du Rajasthan 2018)⁶³, le secteur du tourisme, associé à celui de l'artisanat, est aujourd'hui l'un des principaux moteurs de l'économie locale. Comptant pour près de 20 % de l'emploi de la ville, ce vaste domaine d'activités génère de nombreuses externalités sous la forme de filières productives de biens matériels et d'un secteur des services qui a connu une formidable expansion à l'échelle nationale depuis l'Indépendance (National Investment Promotion & Facultation Agency Invest India)⁶⁴. Udaipur compte parmi les principales destinations touristiques de l'un des États les plus

⁶² <https://www.census2011.co.in/census/district/455-udaipur.html>

⁶³ <http://www.tourism.rajasthan.gov.in/content/dam/rajasthan-tourism/english/others/tourism-department-annual-progress-report-2018-19.pdf>

⁶⁴ <https://www.investindia.gov.in/team-india-blogs/service-sector-india-paradigm-shift> (consultée le 20 septembre 2019).

concernés par le tourisme international⁶⁵. À titre indicatif, son activité représentait, en 2019, 15 % de l'économie de l'État, contribuant à hauteur de 5,2 % au *Gross State Domestic Product*, ou Produit Intérieur Brut (Rajasthan Tourism 2019)⁶⁶.

Par la diversité des biens matériels qu'elle mobilise et produit, et par ses références au territoire (à l'espace en soi et au paysage qu'il compose – lacs, collines, etc. –, mais aussi à son histoire, ses spécificités, etc.), cette économie contribue à stimuler l'identification sociale au territoire. Elle oriente aussi les logiques décisionnelles qui prévalent à la production urbaine. C'est dans ce contexte qu'est envisagé l'étude de filières économiques localisées dont les réseaux commerciaux s'étendent à l'échelle nationale, et au-delà⁶⁷. L'approche privilégie l'étude des références symboliques et matérielles au territoire contenues dans ces biens économiques et dans les récits qui les accompagnent. Elle analyse aussi les rapports locaux de pouvoir et de domination que génèrent ces productions⁶⁸. Ces deux dimensions définissent les processus de mise en mémoire et de valorisation de l'espace, qui ont pour effet de bouleverser les manières dont les populations se réfèrent à leurs lieux, y insèrent ou y projettent leurs rôles sociaux et leurs ambitions économiques.

L'ensemble de ces processus, de nature socio-économique autant qu'esthétique et politique, illustre un phénomène d'envergure, marqué par l'émergence d'« un nouveau mode de fonctionnement exploitant rationnellement et de manière généralisée les dimensions esthétiques-imaginaires-émotionnelles à des fins de profit et de conquête des marchés. [Il reflète en cela] « la montée en puissance d'un capitalisme de type artiste en rupture avec le mode de régulation fordien de l'économie » (Lipovetsky & Serroy, 2013). « Cycle nouveau » du système capitaliste, ce phénomène est

marqué par une relative dé-différenciation des sphères économiques et esthétiques, par la dérégulation des distinctions entre l'économique et l'esthétique, l'industrie et le style, la mode et l'art, le divertissement et le culturel, le commercial et le créatif, la culture de masse et la haute culture. Désormais, dans les économies de l'hypermodernité, ces sphères s'hybrident, se mêlent, se court-circuitent, s'interpénètrent

(Lipovetsky & Serroy, 2013).

Ce constat corrobore celui que formulait David Harvey qui, dans *The Condition of Postmodernity* (Harvey, 1989b), caractérisait ce mouvement général d'extension du marché vers des ressources longtemps restées hors du champ mercantile.

⁶⁵ Selon le ministère indien du tourisme, le nombre d'arrivées de touristes internationaux s'élevait à près de 18 millions en 2019, ce qui représentait à 1,24% des flux de touristes internationaux dans le monde et générait 30058 millions de dollars. Ces flux sont très en deçà de ceux qui décrivent l'activité de tourisme domestique, estimée à 2 322 000 000 de visites pour l'année 2019. Le Rajasthan ne figurait en 2019 qu'à la 10^e place pour le nombre de touristes nationaux. Sources: UNWTO Barometer July 2020 for other countries and Bureau of Immigration (BOI) for India et State/Union Territory Tourism Departments, https://tourism.gov.in/sites/default/files/2020-09/ITS%20at%20a%20glance_Book%20%282%29.pdf.

⁶⁶ Il contribuait la même année à 9,3% du *National Gross Product* (Produit National Brut).

⁶⁷ Produits localement, les biens culturels qui constituent ces filières dessinent, pour nombre d'entre eux, des trajectoires d'exportation génératrices d'importants bénéfices pour les entrepreneurs et les acteurs intermédiaires engagés dans ce secteur de l'économie, dominé par la petite industrie artisanale. Ma thèse a abordé cette question, sans pour autant analyser de manière spécifique ces réseaux économiques globalisés.

⁶⁸ C'est aussi dans ce contexte, poursuivant ce même souci d'articuler l'étude des rapports à l'espace, de l'économie urbaine et du champ du politique que s'inscrit le projet scientifique que je développe dans le volume 1 de ce dossier.

L'exemple d'Udaipur illustre une tendance structurelle du capitalisme contemporain, qui articule registres économiques et esthétiques. Si cette lecture est pertinente, elle ne suffit pourtant pas à prendre toute la mesure des processus d'échelle locale. Le prisme d'analyse du capitalisme proposé par David Harvey permet une lecture globale du phénomène, et d'en identifier les traits généraux. Elle dissimule néanmoins la complexité, les spécificités et les nuances des processus localisés. Concernant le champ d'étude du capitalisme esthétique, qui s'appuie sur une longue tradition de travaux⁶⁹, les réflexions tendent souvent à reléguer les faits matériels et les logiques sociopolitiques au second plan pour privilégier l'analyse des champs sémiotique et symbolique.

Aussi ai-je choisi d'aborder les processus de production de l'espace par l'étude des pratiques et des activités qui s'appuient sur le tourisme et le patrimoine, en tenant compte du jeu de « regards » (Urry, 2002) qui nourrit l'offre et la demande en biens de consommations culturels, de la manne financière que représente cette économie et de son influence dans le champ des relations sociales et politiques. J'ai ainsi envisagé le couple tourisme-patrimoine comme l'un des puissants moteurs du changement social, faisant comme un axe central de la production de l'espace.

Bien au-delà de ses expressions matérielles les plus évidentes – des formes architecturales reconnues pour leurs caractères historiques distinctifs (souvent associés à l'architecture hindoue ou royale) ou pour leur résonance historique – les constructions patrimoniales concentrent des formes et des expressions qui soutiennent de nombreuses vellétés de reconnaissance et de légitimation sociale. C'est le cas de savoir-faire productifs (artisanat), d'expressions culturelles mises en spectacle touristique, voire de traits culturels présentés comme “singuliers” ou “authentiques” (cuisine, habitudes vestimentaires, etc.). La forte interpénétration entre ces registres culturels, esthétiques et économiques place aussi la production et la valorisation patrimoniales au cœur des opérations politiques de mise en mémoire. À ce titre, les éléments qui le composent sont non seulement de possibles ressources économiques, ainsi que des canaux d'appropriation et de contrôle de et dans l'espace, exprimés dans des échanges marchands, dans la spéculation immobilière et touristique, et plus largement dans le monde des valeurs sociales, religieuses et culturelles. Cette caractéristique place patrimoines et héritages au cœur des logiques conflictuelles qui caractérisent le processus de production de l'espace.

1.2.3. Penser ailleurs d'autres formes de valorisation de l'espace (2005-2017) : politique des quartiers d'habitat précaire

Dans la continuité de mes travaux sur la production de l'espace engagés à partir de la question patrimoniale, j'ai initié de nouvelles recherches sur ce thème au Brésil, à l'échelle de plusieurs quartiers métropolitains. Les modalités institutionnelles selon lesquelles ces processus sont définis et leurs réponses locales diffèrent sensiblement, révélant d'autres formes de production-valorisation de l'espace. Elles comptent avec la participation d'autres sphères d'acteurs, au premier rang desquelles figurent les instances urbaines issues de l'État et ses organes décentralisés (services municipaux de l'urbanisme et du logement notamment). À Udaipur, leur rôle régulateur est faible, tandis que dans le contexte brésilien l'État déploie de véritables stratégies d'intervention et de planification. Des dispositifs inscrits dans des politiques urbaines de

⁶⁹ Parmi les réflexions pionnières sur cette question figure celui de Fredric Jameson, *Postmodernism, or the cultural logic of late capitalism*, dont le premier chapitre est d'abord publié en 1984, donnant lieu à un l'ouvrage éponyme en 1991. Pour des repères historiques et théoriques, voir notamment les travaux de Thierry Labica et, parmi d'autres, une mise en perspective de la pensée de Jameson et d'autres auteurs ayant contribué à la réflexion sur les industries culturelles : <https://industrie-culturelle.fr/industrie-culturelle/presentation-de-fredric-jameson-thierry-labica/>

rénovation d'envergure sont soutenus par des politiques fédérales et financées au moyen de fonds publics, privés et de partenariats avec des organisations internationales (particulièrement la Banque Interaméricaine de Développement, BID). L'étude des projets inscrits à l'agenda de ces politiques urbaines, très souvent contestés par des groupes d'habitants des quartiers concernés ou des acteurs exogènes s'invitant dans ces conflits (militants souvent issus d'organisations non gouvernementales), met en évidence la tension qui caractérise le champ des politiques urbaines.

Les pratiques observées révèlent aussi des formes spécifiques de contestation et d'expression politique qui invitent à penser le champ du pouvoir urbain et, particulièrement, celui de la gouvernance. Le pouvoir urbain concerne un ensemble hétérogène d'acteurs dont les interactions conflictuelles concourent à la prise de décision, sous couvert de négociations, de régulation, de lobbying ou de contestation.

Cette conception de la gouvernance, éloignée de sa vision prescriptive et normative – sur laquelle j'aurai à revenir dans la partie suivante – prévaut dans mes réflexions. La période qui succède à ma thèse (à partir de 2005) est marquée par un intérêt croissant pour l'étude des rapports de pouvoir à l'échelle d'espaces locaux situés au cœur des enjeux de l'urbanisme métropolitain, à Rio de Janeiro ou, plus tard, à Mumbai. Ce sont les modalités formelles et informelles – ordinaires – selon lesquelles fonctionne le gouvernement des villes.

Diversité des expressions du politique

Cette conception de la gouvernance constitue le fil conducteur de l'étude des processus de valorisation observés dans des quartiers soumis à des dispositifs de rénovation urbaine. Il s'agit, dans ces travaux, d'analyser la diversité des expressions du politique, depuis les acteurs intervenant au nom des règles, des normes et de la légitimité de l'État, jusqu'à ceux qui, ne bénéficiant d'aucune reconnaissance institutionnelle, agissent de manière discrète ou dissimulée, prenant pourtant pleinement part aux processus décisionnels. À la diversité des référentiels de l'intervention urbaine, s'ajoute ainsi celle des acteurs impliqués au titre de la société civile ou de la société politique (Chatterjee, 2001), révélant la complexité des jeux sociaux à l'œuvre dans les opérations de production de l'espace.

Le niveau de conflictualité de mes terrains d'enquête brésiliens a ainsi favorisé la réorientation de mes recherches, progressivement tournées vers l'étude des conflits et des jeux de pouvoir qui concourent à la production de l'espace. Il les situe dans une géographie du pouvoir urbain envisagée depuis l'échelle locale du quartier. Un ancrage empirique dans plusieurs quartiers vers lesquels je n'ai cessé de revenir m'a permis d'étudier les *processus* au-delà des *dispositifs*, sur une épaisseur de temps à même d'en proposer une lecture attentive aux temporalités de l'action urbaine et du politique.

C'est en particulier le cas de la favela Morro da Providência, située dans la zone centro-portuaire de Rio de Janeiro, qui a fait l'objet d'un suivi sur une période de plus de douze ans (2005-2017), alternant enquêtes de long cours et périodes d'investigation plus courtes.

Un déplacement de l'économie : vers l'étude de la politique au quartier

Ces nouveaux terrains m'ont progressivement éloigné de l'étude des systèmes productifs localisés et de la dimension économique, centraux dans ma thèse. En effet, dans le Brésil des quartiers précaires, l'économie réside ailleurs que dans la marchandisation de biens matériels et symboliques, comme c'est le cas à Udaipur, où elle est à la fois un axe majeur de la valorisation foncière et immobilière et de l'établissement d'un secteur relevant de l'« économie culturelle des

villes » (Scott, 2000 ; Scott et Leriche, 2001). Peu de trace de telles dynamiques productives dans les quartiers de Rio soumis à des opérations urbaines et patrimoniales. L'économie des quartiers d'habitat précaires y recouvre principalement des investissements et des flux financiers mobilisés par les instances gouvernementales et par le secteur privé du bâtiment pour l'édification de logements, pour des procédures de réhabilitation et des opérations de relogement, ou pour des travaux d'amélioration des infrastructures.

Certains quartiers d'habitat précaire indiens, notamment ceux dans lesquels j'ai travaillé à Mumbai, abritent un important secteur productif, notamment à Dharavi – qui constitue l'exemple paradigmatique du *slum* « productif » (Saglio-Yatzimirsky 2002 ; 2013), espace mixte économique et résidentiel – et, dans une moindre mesure à Behrampada, où de nombreuses familles sont occupées à de petits travaux de couture pour l'industrie textile mondialisée. Une telle dimension productive est largement absente des quartiers urbains brésiliens.

Ce déplacement de l'économie dans mes recherches, loin de constituer un point aveugle, me conduit à porter un regard renouvelé sur l'articulation entre processus économiques, sociaux et politiques dans le cadre d'une réflexion géographique sur les petites productions artisanales. Cette thématique est au cœur du mémoire inédit qui compose le volume 3 de ce dossier.

La période qui s'étend de 2005 à 2017 marque ainsi une transition dans mes travaux. Mes recherches abordent les configurations d'actions qui structurent les projets urbains par le prisme du pouvoir. Elles interrogent la politique au quartier (Vidal, 1998) telle qu'elle opère au quotidien, sous la forme d'une tension structurelle entre des acteurs institutionnels (en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets urbains) et des acteurs issus d'autres sphères (activiste/militante, artiste, académique mais aussi criminelle).

Contestations, confrontations, mobilisations, négociations : expressions ordinaires et extraordinaires du politique

Au vu de la forte conflictualité que génère la mise en œuvre de dispositifs d'intervention publique (désignés par les termes locaux *Reabilitação* ou *Urbanização* au Brésil, ou *Rehabilitation* et *Redevelopment schemes* en Inde), j'ai concentré mon analyse sur les confrontations auxquelles ces dernières donnent lieu. Dans ce domaine, ma démarche est attentive au « lien (à) l'unité et au mouvement qui engendre les contradictoires, les oppose, les heurte, les brise ou les dépasse » (Lefebvre, 1969 [1947], p. 222). Cheminant vers l'étude du pouvoir tel qu'il opère hors du champ de l'État, je me suis ainsi concentré sur les mouvements de mobilisation contre ces politiques et projets urbains, ainsi que sur les pratiques et les négociations qui concourent à leur mise en œuvre.

Ces dispositifs urbains, qui transforment l'espace physique des quartiers, bouleversent aussi les routines quotidiennes de leurs habitants. Ils sont souvent vécus comme injustes, notamment par les effets collatéraux qu'ils génèrent, notamment traduits par des évictions forcées (Kothari, 2015), s'accompagnant souvent de brutalités de la part des forces de l'ordre (Machado da Silva, 2010).

Mes propres recherches ont mis l'accent sur les positionnements des différents acteurs et sur les conflits, en replaçant ces pratiques dans les stratégies élaborées par ces acteurs engagés dans le contexte spécifique d'espaces considérés comme des marges sociales et urbaines. J'ai ainsi passé l'essentiel de mon temps d'observation et de mes enquêtes à identifier, interpréter et caractériser les conflits, les mobilisations et les formes inédites selon lesquelles les projets urbains étaient menés, négociés, contestés ou déviés depuis – ou en référence à – l'échelle du quartier. Fort de l'étude de la succession de ces projets et de leurs contestations, j'ai retracé la trajectoire politique

de ces lieux, à partir des parcours des acteurs militants les plus impliqués dans les affaires locales. De cette manière, par le double prisme des politiques urbaines et des mouvements contestataires, j'ai été en mesure d'étudier *en actes* le fonctionnement des pouvoirs urbains, à la fois au niveau de la mise en œuvre des projets et de la mise en application de politiques urbaines, et au niveau des faits, des actions et des pratiques qui rythment le quotidien de ces espaces.

L'enjeu consiste ainsi à rendre compte des mouvements de mobilisations et de leurs actions, mais aussi des pratiques relevant de velléités de contrôle, de tentatives de tirer avantage de situations incertaines et de formes nombreuses de médiations : autant d'aspects qui permettent de caractériser les modalités selon lesquelles le pouvoir est contesté et suscite des actions et réactions qu'il s'agit de comprendre comme autant d'expressions et de productions politiques différenciées.

Les pratiques contestataires ont fait l'objet d'une attention toute particulière. Le caractère « subversif » ou « émancipateur » de leurs pratiques est souvent considéré, dans le champ académique, comme allant de soi. Or, tant du point de vue des intentions invoquées que de celui des effets et des registres effectifs de leurs actions, j'ai montré combien ambitions personnelles, efforts de reconnaissance et de légitimité, voire cooptations traversent la sphère militante, obligeant à étudier la géométrie complexe des pouvoirs qui opère au sein même des mouvements contestataires et de mobilisation. Ce niveau d'analyse présente l'intérêt d'éviter les assignations trop rapides et de nuancer les intentions d'acteurs censés être exclusivement animés par la défense d'intérêts collectifs. L'étude de leurs trajectoires met en évidence les intérêts et les ambitions multiples de ces acteurs : poursuite d'intérêts particuliers ou formes diverses de clientélisme politique (Morice, 2000 ; Briquet, 1998).

Mes observations de terrain et les publications auxquelles elles ont donné lieu, ont montré l'importance de prendre en compte l'ambivalence des positionnements et des actions, celles des acteurs issus de la sphère militante contestataire comme celles émanant de représentants de l'État. La diversité selon laquelle les groupes ou individus se mobilisent, négocient, revendiquent ou transgressent les normes définies par les pouvoirs publics est large, allant d'oppositions frontales à des formes de mobilisations qui apparaissent « plus insidieuses, informelles, mais visibles » (Ayimpam & Bouju, 2015). Comprendre qui gouverne sur un espace donné, de quelle manière, selon quels registres de justification et de légitimation (Boltanski et Thévenot, 1991) et à partir de quelles coalitions d'acteurs et de quels arrangements sociaux, oblige ainsi à analyser les pratiques dans toute leur amplitude.

De la perméabilité des jeux sociaux à l'étude des arrangements informels : penser le pouvoir par l'informalité

Près de quinze ans d'enquête dans des quartiers d'habitat précaire de Rio de Janeiro et de Mumbai illustrent la juxtaposition, dans les mêmes espaces, de pouvoirs qui semblent distincts, dont l'observation fait toutefois apparaître nombre d'interconnexions qui obscurcissent leurs contours. À partir du constat de la perméabilité des rôles et des jeux sociaux sur un terrain suivi durant plusieurs années, j'ai caractérisé la dynamique des arrangements entre et au sein de ces sphères de pouvoir (Bautès & Taieb, 2015, *réf. 3.5*). L'ordre politique et social laisse ainsi envisager une logique dominée par des opérations de coproduction forcées, contraintes, ou plus libres. Par les marges de *tolérance* et les interstices d'action laissés libres par l'État, le champ conflictuel des politiques et des projets urbains contestés permet d'identifier la multiplicité des forces sociales qui concourent à la production de l'espace urbain dans des lieux où la décentralisation des pouvoirs vers l'échelle urbaine apparaît incomplète dans les deux contextes nationaux indiens et brésiliens.

Cette observation structure le champ d'analyse du troisième axe de mes recherches sur la production *politique* de l'espace. Il engage une réflexion plus approfondie sur les *caractères informels du politique*, menée sur la base de réflexions collectives autour du programme « Informalité, pouvoirs et envers des espaces urbains » (INVERSES, 2010-2014). Cet axe d'analyse conduit, au moyen de nouveaux matériaux empiriques, à étudier de plus près le fonctionnement de la production politique de l'espace et ses ambivalences. Il invite à appréhender la tension entre la politique instituée et les expressions infra- ou micro-politiques. Les nuances que recouvre l'action politique en milieu urbain m'éloignent d'une approche dichotomique du pouvoir, opposant l'État et la société civile et politique.

1.2.4. Conflits, mobilisations et informalités politiques : prismes d'analyse du pouvoir et de la gouvernance urbaine (2008-2017)

Les recherches qui s'étendent sur la période 2008-2017 prolongent mes travaux sur les processus politiques structurés autour des dispositifs d'intervention urbaine. Ils contribuent à élargir la focale du pouvoir pour étudier le quotidien des relations sociales tissées dans des quartiers en proie à de rapides transformations. Ces travaux s'appuient sur une dynamique de recherche engagée autour du collectif INVERSES, donnant lieu à des séminaires d'étude et à des missions exploratoires sur les terrains respectifs des membres de l'équipe.

Mes propres recherches de terrain s'appuient à l'époque sur plusieurs sites d'enquête longuement parcourus, où les matériaux collectés et de nouvelles enquêtes ont permis d'envisager de manière à la fois plus spécifique (dans leur détail) et plus large (dans leur dimension structurelle) les questions de pouvoir. Ces travaux tendent donc vers l'étude de l'ordinaire politique et du champ du pouvoir urbain. Ils reposent aussi sur de nouveaux terrains, notamment Khotachiwadi, un quartier de bungalows hérité de la période coloniale portugaise, situé au cœur de la métropole de Mumbai (Bautès 2019, réf. 2.2), ou le quartier de la Pedra do Sal (Gamboa) qui jouxte le Morro da Providência, dans le périmètre de la zone centro-portuaire (Bautès, Gonçalves, et da Costa 2014, réf. 3.4).

Tous ces espaces partagent des traits communs. Ils sont promus comme des centralités populaires pour leurs caractères anciens et pour ce qu'ils contiennent de l'histoire socio-urbaine, tout en demeurant des espaces de marges. Les formes de mise en valeur dont ils sont l'objet interrogent à la fois les stratégies d'internationalisation de la ville (Berry-Chikhaoui, Deboulet, et Roulleau-Berger 2007), dynamique désormais largement diffusée à l'échelle des villes du monde, qui place des espaces jusque-là écartés du champ des politiques publiques au cœur de stratégies orientées vers les principes de la concurrence et du marché, en d'autres termes vers la financiarisation urbaine (Denis, 2011; Lorrain, 2011; Morange & Fol, 2014). Les protestations et les mobilisations suscitées par ces projets, dont une partie s'arrime à des mouvements urbains de contestation contre *la ville néolibérale*, contribuent à reconfigurer les jeux localisés de pouvoir.

Mes études de cas accompagnent la diversité de ces mouvements, depuis les arènes de débat organisées à l'échelle des villes ou des quartiers concernés, lorsqu'elles existent⁷⁰, jusqu'aux interventions *in situ* d'artistes revendiquant une portée critique⁷¹. Elles analysent ces expériences

⁷⁰ À l'exemple du *Forum de Acompanhamento do Plano Diretor* et du *Forum Comunitário do Porto* à Rio ou, à Mumbai, des initiatives menées par le CRIT ou par l'ONG URBZ.

⁷¹ Je suis depuis plusieurs années la trajectoire du collectif URBZ dans le slum de Dharavi à Mumbai, ainsi que celle du photographe Mauricio et de son collectif Favelarte, avant d'accompagner le travail du Français JR dans la favela *Morro da Providência*. Le matériau collecté a constitué le support empirique de plusieurs publications : Bautès, 2008a (réf. 1.6) ; 2008b ; 2010 (réf. 2.3) ; 2012b (réf. 2.4).

exogènes en lien avec des formes de mobilisation d'habitants menées par la voie démocratique électorale ou au moyen de formes plus détournées.

Les interventions artistiques, situées à l'articulation des registres esthétiques et politiques⁷², ne peuvent pas être isolées du champ plus large des mobilisations structurées depuis l'échelle des quartiers urbains. Si elles interrogent spécifiquement la portée politique de l'expression artistique (Bautès 2012a, *réf. 2.1* ; 2012b, *réf. 2.4*), elles identifient des expressions politiques singulières qu'il s'agit d'inscrire dans une réflexion plus large sur les tenants actuels de la contestation urbaine et sur la place, le rôle et les pratiques de ces acteurs dans le champ élargi de la gouvernance (Bautès, Dupont et Landy 2013, *réf. 2.7*). Situées « en marge du politique » par leurs modes d'expression et les arrangements sociaux dans lesquels ils sont engagés, ces initiatives définissent un axe central de mon approche de la production politique de la ville. celle-ci met en évidence le lien entre des formes de production politique formelles, informelles ou ordinaires (Collectif INVERSES 2016, *réf. 3.1*), qu'il est nécessaire de penser dans leurs interrelations plutôt qu'en termes d'oppositions.

Cet angle d'analyse permet à la fois d'interroger les processus d'urbanisation et les modalités selon lesquelles ces derniers sont contestés et *régulés* par les pouvoirs urbains dans le cadre d'une législation complexe relevant de l'urbanisme et de la planification, au sein de laquelle de nombreux acteurs se meuvent, se prêtant à des détournements, des réappropriations, des négociations qui sont autant de pratiques politiques ordinaires.

L'orientation progressive de mes travaux vers les études urbaines⁷³ a renforcé mon intérêt pour les questions politiques, et pour l'étude des pratiques du pouvoir telles qu'elles opèrent dans et hors des cadres établis. Ce positionnement, qui vise à *politiser* les études urbaines et à porter sur les dynamiques urbaines un regard de géographie politique, s'appuie sur des terrains de long cours au sein desquels j'ai étudié de manière combinée les dynamiques de l'action publique urbaine, et le jeu des acteurs qu'elles contribuent à structurer. Loin d'être distinctes, ces deux sphères sont marquées par des interactions qu'il convient d'étudier de près, fort d'une position méthodologique qu'il s'agit maintenant de présenter.

I.3. POSITION METHODOLOGIQUE : DETAIL EMPIRIQUE, TRAJECTOIRES D'ACTEURS ET DE LIEUX, PERSPECTIVES COMPARATIVES

Dans les travaux universitaires en géographie, la démarche qualitative est fréquemment caractérisée par un déficit d'explicitation quant à ses présupposés théoriques, ses aspects pratiques et ses logiques interprétatives. Un même constat peut être formulé pour l'espace de

⁷² Ces interventions m'ont conduit à analyser de manière plus approfondie le rôle des artistes dans la sphère publique urbaine, les fonctions qu'ils occupent dans le champ des mobilisations et des contestations sociales au moyen d'une ligne de questionnements que j'explore de manière plus approfondie dans le cadre de collaborations en cours avec Nicolas Nercam et Christine Ithurbide. Ces collaborations ont récemment donné lieu à l'organisation d'un colloque international et d'une journée d'études à la FMSH, ainsi qu'à deux réponses infructueuses à des appels à projet générique (ANR). Ces événements scientifiques, initialement prévus en mai 2020, ont finalement été reportés en mai 2021 suite à la pandémie du Covid-19.

⁷³ Mathilde Girault entreprend de définir ce champ d'étude : « Nous entendons par études urbaines un champ de connaissances mobilisant différentes disciplines portant sur l'urbain, entendu non pas comme une forme morphologique ou une échelle d'action, mais comme un phénomène politique (construit par une action publique et une fabrique urbaine charriant des enjeux de pouvoir, entretenue par des dispositifs de gouvernement, de gestion et de régulation...) et des conditions de vie politisée (avec des formes et rythmes de vie particuliers, des organisations et mobilisations collectives...). Ces connaissances s'inscrivent dans une perspective critique, c'est-à-dire de dévoilement des effets performatifs de représentations consubstantielles à certaines actions (professionnelles, publiques, techniques...), d'effets non intentionnels de l'action (ex. : ségrégations sociales), des présupposés pratiques que charrie le choix des outils... » (Girault, 2017).

référence des études géographiques, notamment celui qui sert de support au terrain d'enquête. Omissions sur les choix en matière de définition de l'espace d'étude et raccourcis méthodologiques sur la démarche d'enquête susceptibles de fragiliser la crédibilité scientifique, méritent donc l'attention.

Il conviendra successivement de discuter de la question de l'espace et de l'échelle d'analyse, pour aborder ensuite celle des outils de collecte empirique. De tels préalables viseront à expliciter ma position puis d'évoquer les conditions pratiques de l'enquête dans des contextes sociaux et linguistiques spécifiques.

Mes recherches se réclament d'une posture compréhensive, centrée « sur les acteurs agissant et interagissant, c'est-à-dire pensant, parlant, décidant, de manière routinière ou novatrice », et placée « au plus près des situations dans lesquelles se déroulent ces actions et interactions » (Dumez 2013). Cette posture permet de fournir une explication prenant en compte des raisons d'agir exprimées par les acteurs eux-mêmes. Elle opère de manière empirique au moyen de l'observation directe, dont l'analyse est construite par le recoupement, par la reconstruction de discours et par le déchiffrement de situations dans un espace donné, c'est-à-dire dans ou en référence au lieu où se déploient ces pratiques.

1.3.1. Espace d'observation et d'analyse, échelles de référence

Le problème n'est pas tant ici d'opposer un haut et un bas, les grands et les petits, que de reconnaître qu'une réalité sociale n'est pas la même selon le niveau d'analyse – ou (...) l'échelle d'observation – où l'on choisit de se situer. Des phénomènes massifs, que nous sommes habitués à penser en termes globaux, comme la croissance de l'état, la formation de la société industrielle, peuvent être lus en termes tout différents si l'on tente de les appréhender à travers les stratégies individuelles, les trajectoires biographiques, individuelles ou familiales, des hommes qui leur ont été confrontés. Ils n'en sont pas moins importants pour autant. Mais ils sont construits autrement.

Jacques Revel, 1996, « Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience »⁷⁴.

Dans un commentaire critique duquel il était coutumier, le géographe brésilien Milton Santos écrivait qu'en ayant « dé temporalisé et déshumanisé l'espace, la géographie a fini par tourner le dos à son objet au point d'être une veuve de l'espace » (Santos 1988) [1978], p. 92). Cette critique met en évidence un fait majeur de la géographie du vingtième siècle qui l'a conduit à substituer « l'espace réel, celui des sociétés en devenir, par n'importe quelle chose de statique ou simplement de non existant, d'idéologique » (Santos, 1988). Pour éviter toute forme d'interprétation qui conduirait à une autonomisation des faits observés à un niveau d'échelle exclusif – pour ce qui me concerne, au local et *a fortiori* au microlocal, je me suis efforcé de fournir une compréhension des logiques d'acteurs à l'œuvre dans ou à partir d'un même espace géographique. Ceci conduit à convenir que l'espace n'est pas un simple réceptacle des faits sociaux ou politiques⁷⁵.

⁷⁴ Cité in (Grossetti, 2006, p.11).

⁷⁵ Au cœur des réflexions épistémologiques de la géographie, la question des définitions associées aux termes d'espace, de lieux et de territoire, n'est pas abordée en tant que telle dans ce travail. Lorsque nécessaire, des précisions sur l'usage de telle ou telle notion seront proposées.

À Udaipur ou dans les quartiers d'habitat précaire indiens et brésiliens, l'espace est bel et bien l'un des enjeux autour desquels les acteurs se positionnent pour le transformer, s'y identifier, etc. Mes interrogations se sont systématiquement attachées à analyser le lien aux lieux exprimé ou sous-jacent dans les discours, matérialisé par des actes laissant ou non des traces dans l'espace. Pour ce faire, j'ai privilégié une observation *in situ*, à l'échelle microlocale, principal niveau au travers duquel j'ai mené mes observations.

Dans son ensemble, ma démarche empirique propose une lecture rapprochée de l'urbain et de ses dynamiques, qui part de « petits terrains » (Sawicki, 2000, p. 144) pour collecter une série de matériaux d'ordre microsociologique. Ce choix n'est ni lié à un présupposé empiriste qui se limiterait à des descriptions situationnelles, ni issu d'une posture accordant une quelconque prévalence des faits empiriques sur les réflexions théoriques. Il relève plutôt d'un souci d'observer les pratiques pour comprendre de quelle manière les acteurs contribuent au processus de production de l'espace. D'un point de vue personnel, ce choix s'explique par une affinité avec une démarche d'enquête partant du terrain de l'observation pour mener l'analyse à d'autres échelles, dans un effort de théorisation ancrée, ou *grounded theory* (Bryant, 2017). Cette approche présente l'intérêt de « capturer » les phénomènes sociaux là où et quand ils se manifestent, donnant accès à ce qui est caché ou non-dit, « à ce qui semble aller de soi », et d'ainsi « mesurer la distance entre ce qui est dit par les membres d'un groupe sur eux-mêmes et les pratiques effectives de ce même groupe humain. Elle permet de retracer « l'enchaînement en situation des actions et des interactions (Mallol, 2016).

J'engage cette démarche avec le souci d'éviter « l'usage commode et paresseux » du mot « contexte » (Revel, 1996, cité par Grossetti, 2011) dans le cadre d'une approche multiscalaire distinguant deux niveaux :

- Le premier est celui de l'échelle d'observation où, à un niveau micro, je mène des enquêtes au moyen d'observations et d'entretiens compréhensifs en vue de renseigner et qualifier les pratiques sociales et les discours. Ces derniers conduisent à identifier tactiques et stratégies, à mettre en évidence des conflits et des arrangements sociaux opérant à l'échelle de la rue ou du quartier. L'observation attentive des dispositifs et des pratiques qui traversent ces micro-espaces permet progressivement d'éclairer les modalités pratiques, les stratégies, les modes d'action et les orientations selon lesquelles les conduites sociales sont menées ou, le cas échéant, défiées et contestées. Replacé à des niveaux intermédiaires d'interprétation, ce corpus d'éléments permet de caractériser les modes opératoires de l'action publique, les configurations d'acteurs et, plus largement, les logiques de pouvoir à l'œuvre pour transformer l'espace, dans et au-delà des lieux de leurs expressions.
- Le deuxième niveau est celui de l'échelle d'analyse, depuis laquelle il est possible de dégager, sur la base du croisement des observations collectées empiriquement avec des données de seconde main⁷⁶, un schéma de compréhension du fonctionnement des jeux sociaux au-delà de l'échelle d'observation, vers le champ où s'opère la production urbaine ou métropolitaine. Comme l'indique Sophie Didier dans sa relecture des approches du néolibéralisme dans le contexte métropolitain, c'est « non seulement à cette échelle (métropolitaine) que se redéfinit le capitalisme (Brenner et Theodore, 2002) mais bien aussi à cette échelle que de nouvelles

⁷⁶ Ce matériau comprend des documents de références de politiques publiques, des compte-rendu de débats à l'assemblée municipale, des discours, des textes législatifs, des articles issus de la presse quotidienne et spécialisée, le tout associé à des références académiques.

capacités de lutte et que des formes alternatives d'organisation se construisent aujourd'hui (Purcell, 2009) » (Didier, 2015, p. 83).

L'échelle d'analyse apparaît dès lors comme un « ensemble hiérarchisé de niveaux permet(tant) de définir des échelles de nature différente et de sortir de la classique opposition micro-macro (avec plus ou moins de méso entre les deux) et d'introduire d'autres échelles, en particulier celles des durées » (Grossetti, 2006). Selon les domaines sur lesquels portent mes recherches dans le contexte de Rio de Janeiro, l'échelle de référence désigne tantôt la zone portuaire, au sein de laquelle est inscrit le quartier dont j'ai suivi les transformations sur plus d'une décennie (Morro da Providência), tantôt la métropole lorsqu'il s'agit d'appréhender les orientations et les modes opératoires du gouvernement local, ou encore celui des acteurs du narcotrafic et des militants intervenant à partir du quartier, alors qu'ils sont inscrits dans des réseaux et des logiques d'actions qui dépassent ce cadre. Enfin, lorsque l'analyse met en jeu la question des comparaisons, cette échelle discute avec d'autres cas métropolitains où opèrent des processus qui peuvent être comparés, à condition, on le verra, de contextualiser les dispositifs et les dynamiques sociopolitiques qui encadrent les processus localisés.

L'enjeu de la compréhension et de la restitution analytique des faits sociaux localisés consiste donc à passer de l'un à l'autre de ces niveaux : de l'échelle d'observation micro à des échelles de contextualisation plus larges. Précisons maintenant chacune de ces deux démarches, leurs spécificités et leurs modalités de combinaison.

1.3.2. Valeur empirique de l'enquête locale

Dans un article publié à l'occasion des dix ans de la revue *L'espace politique*, Stéphane Rosière soulignait combien, chez les géographes ayant publié dans la revue, la recherche avait privilégié des thèmes « liés aux individus plutôt qu'à l'analyse de l'état du monde » (Rosière, 2017). Regrettant que « la posture « micro » s'accompagne trop souvent d'un désintérêt pour l'analyse globale », il évoquait le risque d'enfermement de tels travaux « dans une trop grande échelle » qui empêcherait de penser les processus dans leur globalité. L'auteur conclut : « en tout état de cause, le raisonnement multiscalair reste une vertu » (Rosière, 2017).

En plus d'être pertinente pour éclairer la perspective dans laquelle se place S. Rosière – celle de la géopolitique –, cette réflexion présente un intérêt pour la démarche géographique dans son ensemble. Elle invite à mobiliser des outils, des notions, des approches longtemps réservés à l'ethnographie, la sociologie ou la science politique. S'il ne fait pas de doute que la géographie politique et la géopolitique gagneraient à une prise en compte plus systématique du « monde » dans leurs travaux, je reste néanmoins persuadé du bien-fondé de l'observation localisée, à hauteur d'humains, pour étudier les processus qui traversent et transforment les espaces proches dans le quotidien des pratiques sociales. Processus et pratiques informent sur les modalités ordinaires et concrètes selon lesquelles les sociétés agissent dans leurs espaces d'inscription, là où ils font directement face à des dispositifs relevant d'autres niveaux institutionnels et spatiaux.

C'est bien cet espace social et politique imbriqué dont il s'agit d'analyser les réseaux relationnels et les configurations. Le microlocal constitue donc un lieu privilégié pour observer ce déploiement spatial des rapports sociaux et politiques, ainsi que des réseaux et des liens entre les acteurs. À ce titre, il n'est plus question de considérer l'espace micro-local dans une perspective monographique mais de penser le monde depuis les liens et les nœuds qui se tissent localement.

Observer à hauteur d'humains : un goût pour le proche et le détail empirique

Le choix de mes terrains d'enquête a porté sur des espaces éloignés de ma réalité quotidienne. Des villes indiennes (Udaipur et Pondichéry) ou des quartiers de métropoles du Sud. Ils ont défini les principaux laboratoires à partir desquels j'ai, sur une période de plus de vingt ans, mené des observations répétées de quelques mois à plusieurs années, engagé des enquêtes et tissé des liens de confiance. Autant d'expériences et de relations que le temps long a rendues progressivement éclairantes. Pour cela, j'ai eu recours à des modes d'investigation *in situ* fondés sur l'observation et l'analyse du proche. Ce choix relève moins d'un goût pour les particularismes que pour la prise en compte du caractère nuancé et labile de toute forme de discours, de toute expression relative aux tactiques, aux stratégies et aux positionnements des acteurs et, enfin, de toute trace, marque ou expression matérialisée du pouvoir dans un espace donné.

Le détail empirique rend compte de situations concrètes observées – ou relatées par des tiers – dans toutes leurs nuances. Il existe des situations qui offrent des possibilités d'explication allant bien au-delà de leur caractère ponctuel et contextuel. Il m'a aussi été permis de noter combien, à force de circuler, d'observer et d'interroger des situations, les éléments prennent corps pour comprendre des systèmes relationnels et des caractères structurels des espaces sociaux observés.

Ma démarche d'ensemble s'inscrit en ce sens dans la lignée de travaux qui, « à partir du bas, du détail, de l'empirique (...) démonte(nt) les mécanismes au lieu de poser un schéma global a priori comme la meilleure explication possible pour rechercher les preuves de sa validité » (Traimond, 2004). Le détail se traduit dans une série de marques et de traces matérielles, ou de situations relationnelles susceptibles de contenir des éléments explicatifs non visibles mais qu'il est possible de déduire de recoupements et de niveaux d'observations plus larges. Il offre à la fois sa richesse comme mode d'investigation empirique (à la recherche de traces, d'histoires, de récits, voire de rumeurs) et comme illustration, dès lors qu'il est mobilisé comme fil narratif dans la restitution écrite ou orale (Bautès, 2022). Pour reprendre les mots de Caroline Datchary, le détail « apparaît, au sens phénoménal du terme, dans un geste inaugural d'interrogation du réel, lorsque le cours des choses, aux yeux des enquêteurs, perd de sa « naturalité » pour devenir une véritable intrigue » (Datchary, citée par Buu-Sao, 2014).

C'est dans une démarche privilégiant des terrains « microscopiques » que je me suis donc impliqué au long de ces années, m'efforçant de mettre en perspective des trajectoires d'acteurs et de lieux. Ce double mouvement marque plus généralement la manière dont j'aborde ma démarche de recherche, fort de détails qui non seulement ont lieu, mais *font lieu* et qui, mis *bout à bout* et *face à face*, construisent des horizons de sens élargis.

La section suivante propose d'illustrer ce point de méthode, à partir de travaux menés dans plusieurs quartiers d'habitat précaire qu'il s'agira d'envisager de manière plus détaillée dans la Partie II. Pour l'heure, le développement qui suit en propose une brève discussion d'ordre méthodologique.



Figure 5 : Situations d'enquête dans la favela Morro da Providência, Rio de Janeiro, septembre 2006 (C. Reginensi)

Collecter et analyser rumeurs et des situations d'arrangements sociaux : une démarche relationnelle

Mars 2009. La favela brésilienne du Morro da Providência, située au cœur de la zone portuaire de Rio de Janeiro, fait face à un énième conflit armé opposant narcotrafiquants et forces de police. Le déclencheur de ces violences, une arrestation en masse de personnalités publiques soupçonnées de collaborer au narcotrafic, génère une suspicion généralisée, dans le quartier. La police ayant eu accès à des informations précises, plusieurs habitants me confient leur crainte vis-à-vis d'éventuelles représailles, évoquent les tests de confiance auxquels ils sont soumis par les hommes forts du quartier, et m'invitent plus que jamais à la prudence.

Face au risque – dont celui de faire face à un silence généralisé –, j'ai progressivement réorienté ma démarche d'enquête. L'analyse du jeu d'acteurs structuré autour de la défense et de la contestation d'un projet de rénovation du quartier (Morar Carioca), initialement envisagée au moyen d'entretiens formalisés, a donné lieu à une série de petites démarches qui, de manière incrémentale, m'ont progressivement permis de constituer un solide matériau empirique.

Dans un premier moment, j'ai conduit une observation flottante sur une base quotidienne et à plusieurs moments de la journée. Mes déambulations dans les ruelles de la favela m'ont permis de susciter la familiarité des habitants et d'entretenir avec eux des échanges réguliers. Lors de ces

déplacements, je consignais sur papier – puis sur une carte géo-localisée – les traces matérielles des changements liés à la mise en œuvre du projet de rénovation, traces que je reliais ensuite aux conflits qu'elles exprimaient : murs de maisons inscrits de numéros signalant une destruction prochaine (*casas marcadas*), traces balistiques signalant des affrontements armés, graffitis ou peintures murales faisant l'apologie de la faction locale du narcotrafic, insultant la police, la municipalité ou tel ou tel élu politique. Ou encore présence de forces policières ou de trafiquants visant à contrôler les allées et venues et à sécuriser les chantiers de rénovation.

Je complétais ces observations par une enquête ciblée dans des lieux spécifiques. Dans et autour des traces de conflits et d'affrontements, je m'invitais dans les conversations avec les résidents, consignait scrupuleusement par écrit celles qui concernaient la vie politique du quartier, les pratiques exercées sur les habitants par des agents municipaux ou des policiers, les stratégies électorales ou les menaces d'évictions liées au projet Morar Carioca⁷⁷.

J'étais aussi particulièrement attentif aux rumeurs relayées dans les commerces et dans la rue, par des habitants, des militants associatifs ou par des responsables municipaux engagés dans le projet de rénovation, ou engagés dans une fonction de service auprès de la Prefeitura* (municipalité). Récits faisant état ou dénonçant des menaces d'expulsion, disputes ou faits de violence dans la sphère publique perpétrées par des agents de police ou des narcotrafiquants, toutes les expressions de la tension qui caractérise les relations sociales au quartier expriment un doute très largement partagé chez les habitants : celui de leur maintien sur place, des effets de la politique de sécurité publique engagée depuis plusieurs années⁷⁸. Par ces échanges quotidiens d'apparence banale, j'accédais à des « nuages de spéculation » (Menezes, 2014)⁷⁹, qui mettent en évidence combien des sujets qui sont signifiants pour ceux qui les formulent, le sont à leur tour pour caractériser les situations sociales dans un temps et dans un lieu donné. Cet aspect est notamment souligné par Daniel Cefai, qui insiste sur le fait que :

Quand une situation ordinaire traverse une telle crise, ses participants sortent de leur régime de conduite habituelle et élaborent une expérience réflexive. Ils circonscrivent les éléments qui les perturbent, s'interrogent sur leurs causes et leurs effets, s'inquiètent de leurs attitudes respectives vis-à-vis de la perturbation et examinent la signification sociale de leurs actes à ce sujet. Ils discutent, s'interrogent, s'inquiètent à voix haute, s'informent, recherchent, alertent l'opinion publique. La perturbation expérimentée est convertie en problème.

(Cefai, 2013)

Alors que les récits d'enquête signalaient de nombreuses pratiques d'intimidation, des pressions exercées, souvent par la force, par des agents municipaux ou par des narcotrafiquants, ils révélaient des rôles sociaux marqués d'ambivalences. Aux côtés de l'analyse de ces situations

⁷⁷ Le *Secretaria Municipal de Habitação*, en charge de la mise en œuvre du projet de rénovation urbaine *Morar Carioca* prévoyait en 2010 la destruction de près de 832 logements situés dans des zones reconnues comme soumises à des risques d'éboulement ou de glissement de terrain, ou en raison de leur localisation sur des sites d'implantation d'infrastructures (transport et équipements). Suite à la mobilisation de plusieurs groupes d'habitants soutenus par le Ministère public, ce nombre a été abaissé à 655, avant d'être remis en cause, suite à l'arrêt des travaux en décembre 2012, en raison d'une décision de justice obtenue par le Bureau du défenseur public de Rio de Janeiro.

⁷⁸ Cette politique est marquée par la mise en œuvre du programme de sécurité Unités Police Pacificatrices. Voir (Grossetti, 2011)

⁷⁹ Je tiens à remercier Paloma Vale Menezes pour m'avoir permis d'avancer dans cette démarche méthodologique, ainsi que pour les échanges stimulants auxquels ont donné lieu ces questions méthodologiques, notamment au cours d'une journée d'étude organisée dans le cadre du collectif INVERSES à Paris en mai 2014, dont les résultats ont été publiés dans la revue *Confins*.

(Bautès et Taieb 2015, *réf. 3.5*), j'engageais alors une réflexion sur la portée explicative de ces rumeurs, ce qui me familiarisait avec les outils de la sociologie de la transaction sociale⁸⁰.

Dans cette favela brésilienne, à partir de mes premiers terrains d'enquête en 2005 et de manière particulièrement saillante en 2009 (date de l'implantation d'unités de police pacificatrice), puis en 2013 et 2016, j'observais de quelle manière certains acteurs influents du quartier (notamment ceux issus de la faction locale du narcotrafic) exerçaient dans l'ombre un contrôle sur la mise en œuvre des travaux d'infrastructures coordonnés par la municipalité, et plus largement sur l'ensemble des décisions sur la vie du quartier.

À l'occasion de l'inauguration du programme Favela-Bairro, en août 2005, les accords tacites entre la police, les représentants de la municipalité et les narcotrafiquants étaient placés au grand jour par les réponses favorables des agents municipaux à de vives revendications émanant des chefs de la faction criminelle localement au pouvoir (Comando Vermelho). Leur demande de rehausser les barrières de protection érigées autour des belvédères construits dans le cadre du projet de « musée à ciel ouvert de la favela » (Bautès 2021, *réf. 4.3* ; voir aussi 0) avait rapidement été exécutée par les agents municipaux, de manière inattendue pour l'observateur novice que j'étais.

En 2006, la mise en œuvre du projet Cimento Social⁸¹ le long de la Rua da Gamboa faisant face à la zone portuaire, mettait en évidence le recours aux forces militaires, décision prise par le député fédéral Marcello Crivella, concepteur du projet. Une décision illégale, prise sans concertation préalable et sans l'aval des autorités compétentes, mais rendu possible par des transactions avec l'association locale de résidents (Associação de moradores do Morro da Providência).

Contournements de la loi, négociations et compromis au sein des institutions publiques, arrangements tacites entre acteurs institutionnels, acteurs de la société civile, habitants et narcotrafiquants, mes travaux se sont attachés à prendre en compte l'ensemble des relations formelles et informelles qui se tissent, dans ou « à propos » d'un espace donné, entre des acteurs aux positions difficiles à catégoriser, tant leurs rôles débordent souvent hors des cadres légaux et institutionnels. L'étude de ces pratiques nuance l'idée communément admise d'une domination surplombante de l'État, définie et délimitée, pour identifier des pratiques échappant en partie à son contrôle, et vis-à-vis desquelles les acteurs adoptent des positions de compromis ou de confrontation. Elles sont ainsi à comprendre non comme « un échec de la gouvernance (Chandavarkar, 2007) mais comme des « espaces ordinaires de négociation qui façonnent de manière significative les pratiques de la citoyenneté et de la politique dans la ville » (Anjaria, 2011)ⁱⁱ.

De telles pratiques et les jeux de pouvoirs qu'ils configurent, sont présents dans toutes les sphères de la vie sociale et politique, bien au-delà des espaces à l'étude. Ils marquent en effet de manière structurelle l'histoire des fondements de la société brésilienne⁸².

⁸⁰ « La transaction est à la fois un processus et un produit, elle se construit par le jeu des acteurs en présence pour traiter d'une question et la faire avancer et elle aboutit à un compromis sans qu'aucun acteur ne renonce à ce qu'il pense et le résultat est un produit provisoire, renégociable qui peut tôt ou tard être remis en cause » (Reginensi 2012, p.13). Cette réflexion méthodologique fait l'objet d'enseignements en formation à la recherche (Master), présentés dans la Partie III.

⁸¹ Ce projet est présenté dans la Partie 0 de ce volume.

⁸² Cette question est au cœur de la réflexion sur les « racines » de la société brésilienne. Deux travaux de référence ont ouvert la voie à ce vaste champ d'étude : l'ouvrage *Casa-Grande e Senzala*, de l'anthropologue Gilberto Velho (1933), et celui de l'historien Sergio Buarque de Hollanda, intitulé *Raízes do Brasil* (Buarque de Hollanda, 1998).

Cette dimension du pouvoir en actes met en évidence l'intérêt d'une analyse relationnelle, qui brise la dichotomie État – citoyen et qui démonte en particulier la distance entre les deux, considérant que les acteurs ordinaires de l'action publique sont aussi des citoyens, des résidents des quartiers étudiés, et des travailleurs. Les pratiques sociales qui se déploient, à l'échelle du quartier, dans des rapports allant de la négociation avec les normes, de leur contestation, à des formes de corruption, révèlent le « fonctionnement informel généralisé » de l'État (Blundo et al., 2006), aspect sur lequel il conviendra de revenir dans la section 0.

La favela Morro da Providência a connu, à partir de la fin de l'année 2012, d'importantes mobilisations contre la construction d'un téléphérique, un ouvrage inscrit dans le cahier des charges de l'opération urbaine Morar Carioca qui se substituait à un terrain de jeu, seul espace ouvert du quartier. Plusieurs représentants de la municipalité étaient impliqués dans la distribution de contreparties aux chefs de la faction criminelle dominante (attribution d'un appartement à l'extérieur de la favela, mise à disposition gratuite de matériels de construction). En agissant de la sorte, ils monnayaient l'assurance que les narcotrafiquants n'obstrueraient pas le chantier de construction et qu'ils s'assureraient par tous les moyens du bon déroulement des travaux, au besoin en intimidant quiconque se risquerait à gêner ou à ralentir ces derniers. L'objectif inavoué de l'opération Morar Carioca était de dédensifier en profitant de la construction du téléphérique et de plusieurs autres équipements publics pour détruire les logements situés à leurs abords directs. Cela a conduit plusieurs intermédiaires employés par la municipalité à intimider certains habitants, réfractaires à l'idée de quitter leur logement et voir celui-ci détruit. De telles pratiques sont loin d'être exceptionnelles. Dans des contextes variés, elles tendent, au contraire à caractériser la mise en œuvre forcée d'opérations de rénovation urbaine controversées⁸³.

S'il ne m'a pas été donné d'observer directement – ou, du moins, d'avoir des preuves attestées – de transactions financières visant à accélérer la procédure de relogement ou à affaiblir la mobilisation de résidents y étant opposés, celles-ci sont courantes dans le quotidien de ces quartiers, qu'elles soient exercées par des intermédiaires aux affiliations multiples (employés de l'État ou d'autres instances sociales) ou par la police dans le cadre de ses rondes quotidiennes. De telles transactions, désignées à Rio de Janeiro par des termes très nombreux (*propinas*, *cervejinhas*), sont également présentes dans le contexte indien. À Mumbai, dans le quartier de Behrampada, plusieurs résidents m'ont rapporté avoir eu recours à ce type de rétribution pour voir leur demande de relogement approuvée par les instances en charge de la procédure. Ces transactions définissent un élément clé des relations entre les habitants et les instances représentatives et entre ces dernières, les instances missionnées par l'État comme intermédiaires (souvent des ONG), et les opérateurs de la construction (Blundo et al., 2006). Ce type de transaction est un mode relationnel courant susceptible de résoudre des tensions entre intérêts et légitimités divergents. Il constitue par ailleurs le moteur de la reproduction des rapports de pouvoirs et de dominations, comme nous le soulignons dans une réflexion fondée sur plusieurs cas d'étude (Collectif INVERSES 2016, *réf. 3.1*).

D'un point de vue méthodologique, l'observation de ces pratiques permet de souligner le caractère heuristique de la notion d'arrangement social qu'il s'agit, après Luc Boltanski et Laurent

⁸³ Un atelier de terrain organisé quelques années plus tard avec des étudiant·e·s de Master 2 de l'université de Caen autour la mise en place du projet du Grand Paris dans le quartier de Cristino Garcia-Landy (Seine-Saint-Denis), mettait en évidence de quelle manière les habitants étaient confrontés à de telles menaces d'éviction. Plusieurs d'entre eux nous confiaient de quelle manière ils étaient approchés par des agents chargés de forcer les habitants réfractaires à quitter leur domicile avant sa destruction, et de négocier les prix des mesures compensatoires inhérentes à la procédure de relogement. <https://plainecommune.fr/projets/nos-quartiers-changent/aubervilliers/cristino-garcia-landy/>

Thévenot, de distinguer de celle de compromis qui, selon eux, « fait référence à un bien commun ou général (formalisé par une norme) » (Boltanski & Thévenot, 1991, p. 408-410). De son côté, l'arrangement « est du côté de l'illégitime (il serait) simplement un accord contingent, local et circonstanciel, de validité limitée et qui repose sur une convergence d'intérêts particuliers. » (Boltanski & Thévenot, 1991). Ce caractère – local, circonstanciel et de validité limitée – n'est pas sans interroger la capacité d'une telle situation à permettre une analyse plus générale du politique.

L'outillage méthodologique permettant une observation et une mise en récit des *arrangements sociaux* définit ainsi une ligne de questionnement importante dans mes travaux. Il permet à la fois d'analyser de près des situations transactionnelles dans leurs lieux et dans leurs moments, tout en saisissant la nature de ce qui opère de manière informelle, illégale ou criminelle.

C'est selon une typologie de ces transactions qu'il s'agit de cheminer pour rendre possible une lecture plus générale de leur rôle dans la production politique et de leur place dans les sphères décisionnelles formelles et informelles. Cet effort m'a conduit à suivre (sur plusieurs années), puis à restituer, les trajectoires de plusieurs acteurs engagés dans des négociations et des transactions dévoilant leur volonté de se démarquer et d'entrer en politique, ou indiquant de manière plus ordinaire de simples velléités de préserver et de négocier leur place dans ces lieux. Ces trajectoires reflètent la dynamique politique de ces quartiers, traversés par une succession de dispositifs urbains, par des changements de contexte politique et par une fluctuation des acteurs et des formes de domination.

Ces aspects de la vie politique au quartier permettent aussi d'inscrire des trajectoires sociales dans celle de lieux pris dans des logiques de pouvoir simultanément locales et métropolitaines. Ces logiques relèvent de la mise en œuvre de projets de transformation et de leur contestation. Les trajectoires, quant à elles, permettent d'entrevoir la dynamique dans laquelle ces espaces sont inscrits, à la fois du point de vue de leur traitement par l'action publique, et de celui de la production localisée du politique.

Trajectoires d'acteurs et de lieux au prisme du politique

Retracer des trajectoires d'acteurs et les inscrire dans les dynamiques du quartier articule ainsi deux dimensions de ce que l'on entend par politique : d'une part ses manifestations officielles, légitimes et formalisées, définissant ce que Laurent Le Gall, Michel Offerlé et François Ploux désignent comme la politique « par le haut » ; d'autre part ses manifestations diffuses, officieuses, qui s'apparentent à des « formes latérales d'échange politique », des « tactiques de l'occasion » qui sont politiques « sans en avoir l'air », encore qualifiées d'ordinaires ou relevant de la politique informelle (Le Gall et al., 2012).

L'articulation de ces deux dimensions, qu'il s'agit d'aborder dans leur perméabilité – ou leur « porosité » – implique d'abord de caractériser les pratiques qui en relèvent, et à identifier les intersections entre ces deux champs. Ceci permet d'étendre l'horizon des pratiques qui structurent les champs d'actions politiques dans un espace donné, qu'il s'agit ensuite de décrypter à partir du suivi des circulations de personnalités influentes à l'échelle du quartier, dans le domaine de la politique instituée (notamment au travers des canaux démocratiques et électifs) comme dans l'informalité (au moyen de transactions informelles, d'arrangements engageant parfois des écarts à la loi). Nombreux sont les acteurs qui structurent la vie politique au quartier, depuis les résidents, leurs représentants ou leurs porte-voix (notamment les associations reconnues comme les instances de la démocratie locale), jusqu'aux militants engagés contre les

projets urbains. Soucieux d'influer sur le cours de la vie politique locale, ils entretiennent des relations avec des acteurs extérieurs au quartier, tout aussi nombreux : ONG, institutions religieuses, caritatives, lobbyistes de tous ordres, secteur privé de la construction et de l'immobilier, criminels-narcotrafiquants, etc. Ils s'invitent par des voies très diverses dans les débats inhérents aux interventions urbaines, dans la vie politique locale comme dans ses conflits et dans ses affrontements.

La collecte et la reconstruction de trajectoires d'acteurs issus de ces différentes sphères sociales et institutionnelles s'appuie sur la production de récits de vie collectés à partir d'interrogations sur les volontés et les points d'entrée en politique, sur les actions menées, les choix et les décisions, les réseaux relationnels, sur les aspirations en matière d'engagement dans la vie sociale et politique du quartier. Ce volet de mes travaux, systématisé entre 2013 et 2016 sur la base d'une première série d'entretiens menés entre 2005 et 2011, m'a conduit à :

- Reconstituer réseaux relationnels et modes d'échanges qu'entretiennent ces acteurs avec l'État, avec d'autres habitants ou avec les personnalités influentes du quartier (hommes de main, politiciens locaux (*vereadores**), chefs des factions locales du narcotrafic).
- Caractériser les ressources (sociales et familiales) et les tactiques déployées à différents moments d'intervention dans les négociations leur permettant de jouer un rôle dans « une communauté dont il faut défendre les droits » (Gisele, entretien, mars 2010). Les conduisant également à s'investir « dans l'avenir du quartier, notamment celui de l'éducation des jeunes » (Mauricio, entretien, avril 2017), via une fonction élective ou non.

Ces récits d'acteurs identifient les contours d'une action politique ordinaire située à l'intersection de trois arènes : l'arène politique (*Policy arena*), celle de la société civile (*Civil society arena*) et celle de l'urbanisme occupationnel (*Occupancy urbanism arena*) (Benjamin 2008, voir aussi page - 128 -)⁸⁴. L'Encadré I-2 propose un court résumé de plusieurs de ces trajectoires.

⁸⁴ Cet aspect de la politique ordinaire sera abordé en détail dans la partie suivante (0).

Encadré I-2 : Synthèse des trajectoires de 4 habitants engagés dans la politique au quartier

- Mauricio, l'une des premières personnes rencontrées lors de mes premiers pas dans l'enquête menée dans le *Morro da Providência*, est fils de narcotrafiquant, photographe et militant du quartier depuis plusieurs décennies. Sa trajectoire met en évidence l'implication dans le champ de l'expression artistique et les négociations avec la sphère académique et militante (Bautès et Reginensi 2008; réf. 1.6; Bautès 2010, réf. 2.3).
- La trajectoire de Gisele, longtemps sa conjointe, veuve d'un trafiquant assassiné par la police, met en évidence la lutte pour être élu au poste de responsable de l'association des résidents. Si de 2005 à 2008, elle n'occupe qu'un rôle secondaire dans les activités sociales du quartier, elle brigue à trois reprises ce poste, auquel elle parvient finalement en 2014. Elle parvient ainsi à s'imposer dans un jeu de forces particulièrement violent, traversé de vives critiques et de menaces contre sa personne (Bautès et Taieb 2015, réf. 3.5).
- Le cas de Zezinho illustre quant à lui une situation bien différente : spectateur, comme il l'exprime lui-même, des conflits armés prenant place durant des décennies devant sa boutique de vente de matériel, il prend part à la politique ordinaire au travers de la composition musicale et de paroles évoquant l'actualité des transformations urbaines dans une dimension poétique (Bautès 2021, réf. 4.3), révélant une contribution détournée à la politique, « sans en avoir l'air » (Le Gall et al., 2012) et sans s'engager directement. Un engagement auquel se prête de plus en plus directement Cosme Felipen, particulièrement actif dans le *Forum Comunitário do Porto*, par ailleurs pasteur évangélique et guide touristique dans le quartier.
- Le dernier cas est celui d'André Constantine, connu sous le nom d'André « Guevara », fondateur de l'association *Favela não se cala*, qui intervient régulièrement dans les médias et les réseaux sociaux pour la lutte en faveur de la reconnaissance des droits des populations noires et marginales qui constituent une bonne part des habitants des favelas. Bien qu'extérieur au quartier, il joue un rôle de premier ordre dans la lutte contre les projets urbains, l'articulant à celle de la « cause noire » et plus largement, à celle des populations marginalisées.

Afin de permettre une meilleure compréhension du champ du pouvoir et de la politique au quartier, ces récits⁸⁵ méritent d'être complétés par d'autres, à la fois issus d'acteurs relevant de la sphère de l'État (députés fédéraux et municipaux, maires), de celle des ONG et, enfin, de celle du narcotrafic. L'ensemble offre une lecture réticulaire des trajectoires d'engagement dans la vie sociale locale. Replacée dans la succession des dispositifs mis en œuvre au cours des dernières décennies, cette lecture permet de caractériser les dynamiques de l'action publique urbaine, en insistant sur les configurations de pouvoir et leurs recompositions. Une telle entreprise constitue un chantier de recherche à poursuivre.

1.3.3. Se saisir de la comparaison comme outil d'analyse

Investir plusieurs terrains de recherche inscrits dans différents contextes nationaux et sociopolitiques m'a permis d'initier un travail de comparaison sur les processus observables dans différents quartiers centraux dégradés. Avec toute la prudence nécessaire, je me suis efforcé de rapprocher des contextes et à mettre face à face des lieux et des processus à bien des égards connexes. Mes circulations entre ces contextes distincts ont mis en évidence l'intérêt de ces allers-retours. Ils figurent au centre de mon intérêt pour la géographie, notamment pour les déplacements de regards qu'ils permettent et pour les éclairages qu'ils suscitent.

⁸⁵ Ils sont ici reproduits dans une version très synthétique.

Jamais évacué, le risque de mal- ou de sur-interprétation oblige à orienter le regard comparatif sur les processus plutôt que sur des espaces et des contextes sociaux. Les textes présentés se risquent ainsi à une démarche comparative prenant tantôt pour cadre la métropole de Rio de Janeiro, tantôt celle de Mumbai, mises face à face à l'échelle de quartiers d'habitat précaire. Cette démarche a principalement été menée dans le cadre des collectifs de recherche SETUP puis INVERSES, ainsi que dans le cadre plus resserré de collaborations avec des chercheurs intervenant dans des contextes proches.

La démarche comparative a ainsi été menée à deux niveaux.

- Le premier niveau concerne des quartiers de même type situés dans des contextes sociaux et nationaux différents. Il met face à face politiques urbaines, dispositifs d'intervention et dynamiques contestataires dans les contextes métropolitains de l'Inde et du Brésil.
- Le deuxième niveau interroge les modalités selon lesquelles opèrent les mouvements contestataires. Il observe des processus synchrones à l'œuvre dans les quartiers d'habitat précaires concernés par les mêmes types de projets.

Ces deux niveaux permettent seulement d'entrevoir la variété des manières selon laquelle il est possible de construire, sur la base d'analogies, des axes comparatifs à partir de cadres communs d'analyse plus ou moins établis. À ce titre, ces deux tentatives ne constituent qu'un essai de mise en œuvre d'une démarche processuelle animée par l'effort, clairement identifié par Asef Bayat, « de concilier la production d'un savoir empirique nuancé et détaillé, et de contribuer à la théorie sociale en général au moyen d'outils d'analyse et de perspectives qui vont au-delà de l'immédiateté du lieu et du moment de notre étude de cas » (Bayat, 2001).

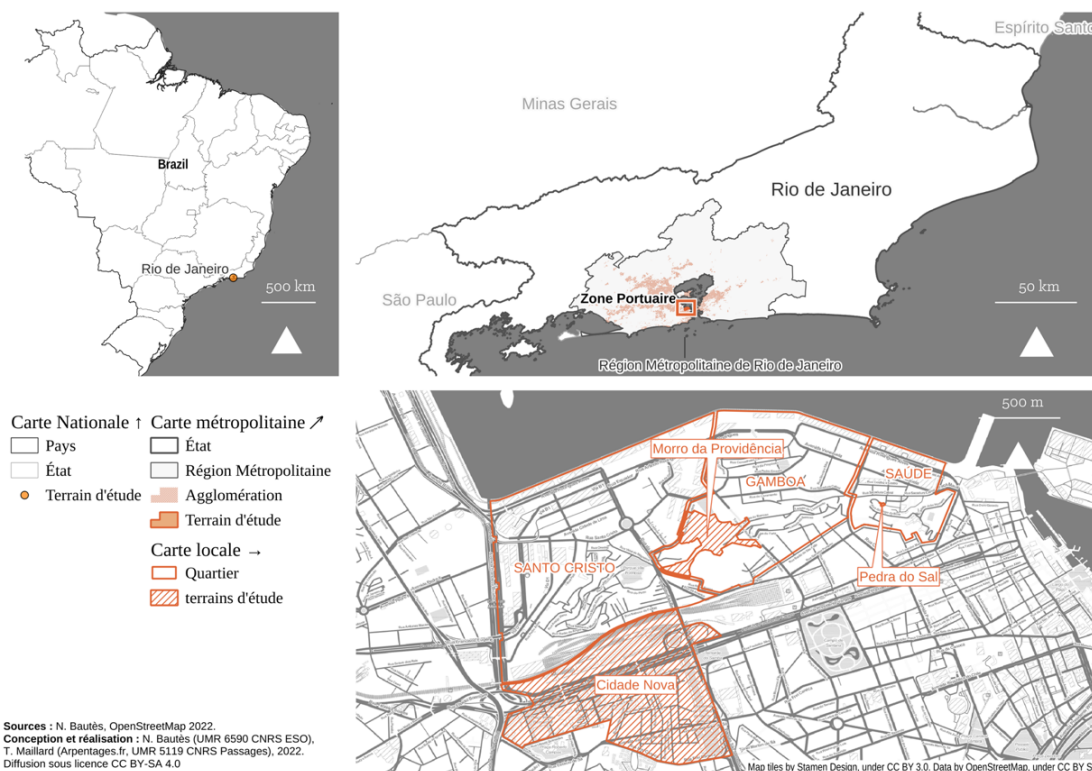


Figure 6 : Sites d'enquêtes à Rio de Janeiro

Mises en perspective inter-métropolitaines : une illustration du caractère heuristique de la comparaison

Le premier effort comparatif (notamment restitué dans l'analyse contenue dans les *réfs.* 2.7 et 2.8 dans le volume 2), mené à partir de 2006, concerne l'étude des processus de transformation de quartiers précaires de Mumbai et Delhi, et de São Paulo et Rio de Janeiro. Il envisage cette démarche par le rapprochement des contextes sociaux, urbains et de logement de ces métropoles, et mettent en évidence des problèmes partagés : une forte fragmentation spatiale, matérialisée par des périphéries tentaculaires qui concentrent des problèmes sociaux, de logement et de précarité multiples ; une privation économique et sociale observée sur une grande part de la population urbaine, reflétée dans la multiplication incontrôlée des quartiers d'habitat précaire présentant des caractères déficients en termes d'infrastructure, de tenure foncière, etc. Sur le plan de la gouvernance urbaine, ces espaces partagent aussi une situation identique d'accaparement historique du pouvoir par les élites, en dépit de contextes sociopolitiques différents et de formes et niveaux divers de contrôle et de régulation étatique, oscillant entre clientélisme, autoritarisme ou démocratisation, entre déconcentration, décentralisation et affirmation des pouvoirs centraux.

Ces quelques traits communs identifient plusieurs axes possibles de comparaison. Partant de l'idée que plusieurs générations de politiques publiques se sont succédé pour tenter de résoudre ces problèmes au travers de programmes de logement, de réhabilitation ou de requalification urbaine, l'équipe rassemblée autour de l'ANR SETUP a, sur cette base, travaillé à partir d'une hypothèse centrale : les orientations idéologiques et les modalités pratiques de la mise en œuvre de l'action publique (Commaille, 2014) induisent des changements dans l'espace urbain susceptibles d'être mis en perspective depuis l'échelle du quartier. Mettant cette hypothèse à l'épreuve des faits, nous avons engagé une série de travaux sur les déclinaisons locales des processus de rénovation urbaine dans ces quatre métropoles du Sud, toutes marquées par de fortes tensions sur les marchés immobiliers.

La démarche comparative a ainsi fait l'objet d'un effort de réflexion et de systématisation, fondé sur plusieurs séries d'enquêtes localisées, donnant lieu à une grille multicritère (Figure 7). La première démarche consiste à en établir une typologie de départ, construite autour de quatre principaux critères :

- (1) Situation du quartier dans la métropole (central, périphérique, etc.) ;
- (2) Composition sociale du quartier et histoire de son occupation ;
- (3) Statut d'occupation des résidents vis-à-vis des cadres légaux et sécurité de la tenure foncière ;
- (4) Chronologie et type de politiques publiques (dispositifs et acteurs) menées depuis les années 1980 ;
- (5) Type et modes d'expressions (endogène ou exogène, frontale ou non, etc.) des mouvements de contestation et de mobilisation contre les dispositifs de rénovation.

Sans épuiser les possibilités d'analogies ouvrant la voie à de possibles comparaisons, la typologie construite autour de ces critères permet d'identifier les quartiers susceptibles de soutenir un regard comparé.

Annex: Typology of surveyed slums (by Nicolas Bautès).				
City	Slum	Main characterization of the slum	Urban policies and key dynamics studied	Compared with
Rio de Janeiro	Rocinha	Spatially central Main growth through immigration Housing and infrastructure consolidated Mixed legal/illegal occupations Localized risk of eviction/demolition: encroachments on natural protected area/ National Park Successive rehabilitation policies implemented High level of social mobilization and conflicts (government agencies, drug trafficking)	Centrality In process of legalization Environmental issues	Paraisópolis (S.P) Dharavi (Mumbai)
Rio de Janeiro	Morro da Providência	Spatially central Historically tolerated housing (military forces, emancipated slaves) Main growth through local marketplace (port activities) Housing and infrastructure consolidated Mainly illegal housing Successive rehabilitation policies implemented Partial risk of eviction (specific areas in the slum) High level of social mobilization and multiple conflicts (government agencies, drug trafficking)	Centrality Rehabilitation	Água Branca (S.P) Behrampada (Mumbai)
<i>(Continued)</i>				
Annex: (Continued)				
City	Slum	Main characterization of the slum	Urban policies and key dynamics studied	Compared with
São Paulo	Favela Maravilha (Cidade Tiradentes) + Barro Branco (resettlement colony beside)	Spatially peripheral Mainly illegal occupations Non-consolidated housing and little infrastructure High risk of eviction Absence of public intervention Little mobilization	Forgotten space	Krantinagar (Mumbai)
São Paulo	Favela Água Branca + Aldeinha	Spatially central Mainly illegal occupations High risk of eviction Partially consolidated housing Little infrastructure Eviction policy in process Absence of social mobilization	Centrality: real estate pressure Conflicts	Behrampada, Bharatnagar (Mumbai)
<i>(Continued)</i>				
Annex: (Continued)				
City	Slum	Main characterization of the slum	Urban policies and key dynamics studied	Compared with
Mumbai	Dharavi	Spatially central Mixed legal/illegal occupation Security of tenure Consolidated housing and infrastructure Rehabilitation policies High level of social mobilization and conflicts (government agencies, economic/communal conflicts)	Pilot-project in urban intervention in slums	Rocinha (Rio) Paraisópolis (S.P)
Mumbai	Behrampada	Spatially central Mixed legal/illegal occupations Partial risk of eviction Partially consolidated housing and infrastructure Eviction and rehabilitation policies Mobilization	Centrality: real estate pressure Conflicts	Favela Aldeinha (S.P.)
Mumbai	Bharatnagar	Central Mainly illegal Risk of eviction Partially consolidated Eviction policy Organized mobilization Muslim residential and commercial	Centrality: real estate pressure Conflicts	Favela Água Branca (S.P.)

40

E. Landy and M. C. Saglio-Yatzimirsky

Figure 7 : Critères comparatives pour l'étude des quartiers d'habitat précaire indiens et brésiliens, ANR SETUP (Bautès, in Saglio-Yatzimirsky et Landy, 2014)

Ce cadre présente un effort collectif et comparatif utile à plusieurs titres.

- D'une part, il met en évidence les réponses différenciées qui sont données à des processus de même type et dont les effets entraînent des menaces et des conséquences sur les populations et sur leurs espaces de vie.
- D'autre part, elle conduit à identifier certains caractères communs de l'action publique urbaine en direction des quartiers précaires, notamment le souci des opérateurs publics urbains, observé tant à Mumbai qu'à Rio de Janeiro, de cibler des quartiers-types (le megaslum Dharavi à Mumbai, la favela de Rocinha à Rio) pour élaborer des expérimentations susceptibles d'être reproduites ailleurs.

Le suivi de ces opérations (Favela Bairro à Rocinha, ou le Dharavi Redevelopment Plan à Dharavi) identifie l'échec cuisant d'une telle vision, qui n'est pas sans révéler combien les opérateurs urbains (à la fois instances publiques urbaines et experts en urbanisme qui en définissent les cadres et contours), ne tiennent pas compte de la complexité sociale et de la singularité des lieux (y compris en termes de morphologie physique). En outre, ils sous-estiment le coût financier de telles opérations, ainsi que la vigueur des contestations et des forces politiques en place, plus largement celle du jeu démocratique (Weinstein, 2009). Tantôt retardées, tantôt définitivement abandonnées, nombre de ces opérations ne passe pas l'épreuve des faits. Elles demeurent dans le registre de l'expérimentation hasardeuse et performative, reflétant une idéologie de l'urbanisme marchandisé, vivement critiquée (Shatkin, 2014). Cette tendance peut être illustrée par la réaction d'une famille, rencontrée dans le Morro da Providência qui, après avoir bénéficié d'une procédure de relogement dans une favela voisine contrôlée par un groupe de narcotrafiquant en vive opposition avec celle qui domine Providência, s'est vue considérée comme une espionne, et donc menacée de meurtre, ce qui a forcé la famille à quitter les lieux pour rejoindre leur quartier d'origine dans des conditions de précarité aggravées. La méconnaissance, voire le désintérêt des opérateurs urbains pour de telles situations met en évidence la déconnexion entre problématique sociale et la question de la précarité du logement. Dans certains cas, les contestations auxquelles donnent lieu les procédures de réhabilitation ou de relogement sont susceptibles de modifier les équilibres politiques, comme c'est régulièrement le cas à l'échelon municipal à Rio de Janeiro, ou métropolitain à Mumbai⁸⁶.

Reste que le souci de l'intervention susceptible de "faire-modèle" à l'échelle locale, nationale voire internationale, notamment prôné par le créateur du *Dharavi Redevelopment Plan* à Mumbai (Mukesh Mehta), demeure une tendance forte de l'urbanisme contemporain vis-à-vis du traitement des quartiers précaires. Elle s'arrime à la quête de *best practices* désormais très largement diffusée à l'échelle mondiale (Navez-Bouchanine & Valladares, 2007). Un même mouvement est envisagé dans des termes similaires par de nombreux cabinets d'urbanisme brésiliens, dont le dynamisme professionnel est, depuis les années 1990, très largement lié à l'attribution de marchés publics d'infrastructure et de logement dans les favelas ou dans des quartiers résidentiels pauvres.

⁸⁶ Ces analyses ont donné lieu à deux communications dans des manifestations scientifiques internationales ; l'une à l'occasion du séminaire « *New Deals in Urban Governance: local-global interfaces and institutional arrangements in cities* » (Urban Group on Urban Governance, Genève, octobre 2007) s'intéressant spécifiquement à l'inadéquation entre les politiques urbaines et la complexité des jeux à l'œuvre dans les quartiers d'habitat précaire (« *Where urban policies meet the complexity of territory* »). L'autre, aux côtés de M-C Saglio-Yatzimirsky, proposait une mise en perspective des dispositifs mis en œuvre dans les favelas de Paraisópolis (SP) et de Rocinha (Rio) dans un colloque organisé à l'Université de São Paulo. Voir Bautès, N., Saglio-Yatzimirsky M-C., « Rocinha-Paraisópolis, des favelas "modèles" ? Comparaison des politiques de réhabilitation urbaine dans deux des plus grands bidonvilles du Brésil », colloque SETUP-USP, São Paulo, 27-29.8.2008.

Ces aspects mettent en évidence l'un des nombreux apports de la mise en perspective, que cette dernière soit infra- ou inter-nationale, centrée sur les lieux ou sur les processus et dispositifs. Attentive à la diversité des contextes géographiques, sociaux, historiques et politiques, et construite sur la base de critères mis en œuvre sur la base de travaux empiriques mobilisant les mêmes questions et les mêmes cadres d'enquête (Bayat, 2001), cette démarche donne un sens élargi à la compréhension des faits localisés, permettant de cheminer vers d'autres niveaux d'analyse. Elle offre aussi la possibilité, dans le domaine de l'analyse des politiques urbaines, d'orienter l'analyse vers les « fabriques d'expérience, qui représentent la vie réelle des projets » et

d'ouvrir l'horizon de la *best practice* au sens strict pour replacer le débat [dans le domaine de l'urbanisme] sur la question des circulations des innovations, des apprentissages possibles à partir de l'expérience, des impacts des environnements et des contextes socio-politiques sur l'appropriation et la duplication des expériences, et enfin de la diversité des modes d'introduction de ces “modèles”, du plus coercitif au plus volontaire et “désirable”. (Navez-Bouchanine & Valladares, 2007).

Un essai de comparaison intra-métropolitaine : les mouvements contestataires face aux dispositifs urbains projetés dans trois favelas de Rio

J'ai prolongé mon effort comparatif plusieurs années après la fin du programme SETUP, notamment autour de l'étude des mouvements de mobilisation qui émergent à la fin de la décennie 2000 dans plusieurs favelas de Rio de Janeiro (Bautès, Fernandes, et Burgos 2014, *réf.* 2.5). Ce travail a consisté à accompagner la dynamique des mobilisations qui émergent dans le Morro da Providência (voir Partie II, p.- 123 - et suivantes), insérées dans une actualité particulièrement violente qui marque Rio à partir de juin 2013 (Bautès 2013, *réf.* 4.5)⁸⁷. J'ai ensuite croisé ce regard avec celui porté sur des mouvements de mobilisations observés dans d'autres favelas de la ville. Un même climat politique, celui des grandes manifestations de juin 2013, des mouvements inscrits en opposition au même projet de rénovation, le Morar Carioca, en raison des évictions brutales qu'il prévoyait, permettant de construire le regard collectif comparatif et de mettre en perspective ces mouvements, interrogeant notamment leur mise en réseau⁸⁸.

Le jeu de forces observé dans les réseaux contestataires que les militants tentent de tisser pour renforcer la visibilité de leur lutte, illustre la teneur et les conflits inhérents à la politique menée par les autorités municipales en direction des favelas, notamment dans le contexte de la préparation de la ville à l'organisation de la Coupe du monde de football de 2014 et des Jeux olympiques de l'été 2016. Ce phénomène constitue le point de départ de l'analyse restituée dans deux articles publiés en 2013 et 2014 (Bautès et al., 2014; Bautès, Fernandes et Burgos, 2013 ; *réf.* 2.5).

L'exemple de trois favelas de la ville⁸⁹ depuis lesquelles se structurent de multiples trajectoires de mobilisations, témoigne du dynamisme des systèmes sociaux localisés et, au-delà, de la dimension conflictuelle des luttes pour l'accès des populations marginalisées à la citoyenneté urbaine. Depuis l'observation des expressions directes, situées dans l'espace de la rue, dans le quartier ou dans les lieux du pouvoir de l'État, qui marquent les prémisses des mouvements de mobilisation, il est possible d'observer, dans ces trois lieux, la lente élaboration de formes plus complexes de contestation, aux registres d'actions parfois ambivalents, inscrites et positionnées

⁸⁷ <https://metropolitiques.eu/La-rue-bresilienne.html>

⁸⁸ Le caractère illégal des évictions menées dans de nombreuses favelas de Rio de Janeiro a conduit les autorités juridiques du Ministère Public spécialisées dans le domaine foncier, le Núcleo de Terras e Habitação, Defensoria Pública do Estado de Rio de Janeiro (NUTH-Defensoria), à intervenir aux côtés des habitants mobilisés.

⁸⁹ Morro da Providência, étudiée par mes soins ; Morro dos Prazeres étudiée par Lenise Lima Fernandes, et Laboriaux (Rocinha), étudié par Marcos Burgos.

à l'articulation de plusieurs échelles d'action, du quartier à la ville en passant par les canaux du web ou des médias étrangers, entretenant des relations avec de nombreux représentants du pouvoir relevant de la sphère de l'État ou des réseaux criminels.

La question du contrôle et de l'usage de l'espace urbain par des pouvoirs institués et par des groupes criminels tend ainsi à stimuler l'émergence de collectifs mobilisés à l'échelle des quartiers, puis à leur rapprochement, faisant intervenir des acteurs à la fois endogènes et exogènes. L'ensemble forme un front de résistance d'envergure, vivement médiatisé, qui s'efforce de contenir les velléités de mainmise et de domination émanant de personnalités influentes du corps militant, qui ajustent le registre de leurs discours et de leurs revendications aux contextes et, notamment, aux jeux électoraux. L'institution de la lutte qui émerge depuis la sphère publique urbaine se combine ainsi avec des collectifs de mobilisation plus structurés et d'envergure (Mouvement Droit au Logement, Direito à Moradia, Mouvement des Sans-Toit, Movimento de Sem-Têtos par exemple), qui s'arriment aux jeux politiques métropolitains⁹⁰.

D'une manière générale, les collectifs de lutte intervenant à l'échelle de la ville, en dépit de leur multiplication et de celle de leurs moyens d'action et de diffusion, demeurent peu à même d'influer sur des jeux de pouvoirs disposant d'un fort ancrage. De leur côté, les collectifs intervenant à l'échelle du quartier se voient contraints par des arrangements sociaux et des pressions qui ne leur permettent ni d'intervenir fort de l'adhésion des habitants, ni d'étendre le champ de leur lutte au-delà du quartier. Une telle dynamique, incertaine et fragmentée, tend ainsi à déstabiliser le champ d'intervention de mouvements sociaux urbains déjà fragilisés par les intimidations exercées par les pouvoirs publics et par la répression des forces de police envers des habitants qui continuent à être marginalisés et considérés comme des indésirables. Ces exemples illustrent toute la difficulté qu'ont ces acteurs à structurer un mouvement de lutte d'échelle métropolitaine, ceci en dépit de la similarité des revendications qu'ils expriment.

Ces quelques résultats d'analyse, qui prolongent le fil conducteur de cette partie consacrée au positionnement et au déroulé de ma démarche méthodologique, articule ainsi deux démarches complémentaires : l'une porte sur des processus sociaux et politiques un regard rapproché ; l'autre opère des mises en perspective élargies, et fait état d'analogies susceptibles de faire sens à d'autres niveaux d'analyse.

Cet aspect de mes travaux met en évidence le caractère heuristique d'une telle démarche méthodologique, déployée dans les mêmes espaces d'étude sur une période de plus de 10 ans, qui tend ainsi à s'affiner sur le temps long de l'enquête. Les terrains que définissent les quartiers d'habitat précaire de Rio de Janeiro et de Mumbai, desquels je me suis temporairement éloigné depuis 2017, demeurent des espaces de référence sur lesquels s'appuient toujours mes réflexions. J'en accompagne l'actualité urbaine et politique, les transformations et les trajectoires afin de les reprendre dans le cadre d'enseignements et de travaux personnels, ou de recherches menées par d'autres.

⁹⁰ Voir à ce sujet la thèse de doctorat de Laurine Sézérat, dont j'ai facilité la mise en oeuvre à ses débuts à l'université fédérale de Rio de Janeiro, dans le cadre d'un suivi de Master aux côtés de Mathieu Giroud. Sézérat, L. (2020). *Contester malgré soi, en soi et pour soi : l'habiter face à la « revitalisation » des quartiers centro-portuaires. Rio de Janeiro et Marseille* », Thèse de doctorat en cotutelle, Université Fédérale de Rio de Janeiro/Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, 412 p.

PARTIE II.

RETOUR SUR TRAVAUX. TROIS ANGLES D'ANALYSE DE LA PRODUCTION POLITIQUE DE L'ESPACE URBAIN



En dialogue avec le précédent, cette deuxième partie propose un retour réflexif sur mes productions scientifiques, qui concernent l'analyse de la production politique de l'espace urbain à partir de trois angles d'analyse. Chacun des axes développés ici interroge un volet spécifique de ces processus, à partir des opérations de valorisation de l'espace qui engagent le patrimoine et l'économie liée au tourisme et à la culture (Axe 1) ; des dispositifs urbains et des configurations d'acteurs qui définissent le champ conflictuel de la gouvernance urbaine dans le contexte de quartiers d'habitat précaire (Axe 2) ; de l'étude des pratiques ordinaires de gouvernement (Axe 3), qui permet de caractériser les logiques et le fonctionnement du pouvoir dans l'espace.

Dans le premier moment de mes recherches en Inde, j'ai abordé la question de la production de l'espace urbain par l'étude des formes productives qui résultent d'opérations de valorisation initiées par des groupes sociaux dominants. Je concentrais mon enquête doctorale sur l'observation du fait économique localisé, sur son inscription dans une entreprise de patrimonialisation qui concerne l'espace (dans sa matérialité comme dans sa construction historique) et un ensemble d'éléments matériels et symboliques auxquels l'associent des producteurs de mémoire. Le titre de ma thèse⁹¹ proposait une référence explicite à la notion de "production". Partant d'une relecture d'Henri Lefebvre par Guy Di Méo⁹², je mobilisais la notion de "territoire"⁹³ pour me référer à un espace « à la fois produit, perçu, représenté, vécu et social » (Di Méo, 1998, p. 27), qui « associe toujours une dimension matérielle et une dimension idéale, reste ouvert, mouvant, malléable, et se différencie du territoire politique qui tend à être clos » (Reynaud, 1998). Tout au long de ces premiers travaux, j'ai suivi l'inflation sémantique qu'a subi cette notion (Ripoll et Veschambre 2002), alors en vogue en géographie, considérant qu'elle était plus spécifiante que celle d'espace pour insister sur les dimensions sociale et politique des rapports à l'espace et des logiques concourant à sa production. Prenant acte de cette réalité et des critiques relatives à une saturation de l'usage de cette notion⁹⁴, elle semble néanmoins utile dans de nombreux cas, pour désigner la dichotomie simple entre deux entités, l'une – espace – décrite par ses fondements physique et géométrique, et l'autre – territoire –, envisagée à la fois comme support et comme enjeu d'appropriation(s) matérielles, politiques et symboliques⁹⁵.

Par-delà les considérations terminologiques, qui pourraient ici justifier de l'usage de l'une ou l'autre de ces notions, ma démarche d'analyse aborde de front « la complexité et le caractère dynamique et conflictuel des rapports à l'espace (Di Méo, 1998; Ripoll, Fabrice & Veschambre, 2002) en prenant garde de « ne pas dissocier (la) réflexion sur l'espace de l'analyse de classe et d'une analyse en termes politiques » (Busquet, 2012). Selon Henri Lefebvre, que cite Gregory Busquet⁹⁶, l'espace est social, mais aussi « bien évidemment politique : il s'agit à la fois d'un produit et d'un enjeu politiques (...). Un produit politique, tout d'abord, car il est la résultante de stratégies, de représentations, d'appropriations et de pratiques contradictoires, voire antagonistes (Lefebvre 2000 [1974] : 53) » (Busquet, 2012). Cette conception remet en cause celle alors défendue par Guy Di Méo selon laquelle l'espace politique tendrait à être clos (Reynaud 1998).

⁹¹ Titre de la thèse : « Le goût de l'héritage. Processus de production d'un territoire touristique : Udaipur (Rajasthan, Inde) », soutenue en 2004 à l'Université Paris 7 Denis Diderot.

⁹² Notamment dans l'ouvrage « L'Homme, la société, l'espace », (Di Méo 1991).

⁹³ Les premières réflexions de l'auteur sur ce thème, développées dans l'ouvrage *L'homme, la société, l'espace* (Di Méo, 1991) le conduisent à mobiliser le concept de formation socio-spatiale, qu'il substitue ensuite à celui de territoire, notamment à partir de son ouvrage *Géographie sociale et territoires* (Di Méo, 1998).

⁹⁴ Sur ce débat, voir notamment Aldhuy et al. 2013.

⁹⁵ Ceci rejoint la distinction fondamentale, notamment en philosophie analytique, faits bruts et faits institutionnels. Ces derniers n'existent que si les humains s'accordent pour les concevoir.

⁹⁶ Dans ce texte, G. Busquet étudie les liens entre espace et politique dans la pensée du philosophe, notamment au travers d'une discussion autour de sa conception de l'idéologie et de l'utopie.

Or, cette affirmation est difficilement vérifiable, l'auteur ne spécifiant pas ce qui circonscrit précisément le champ *du* politique (ou *de la* politique, il ne le précise pas)⁹⁷.

Cette double référence à Lefebvre – à la fois centrée sur le social et sur le politique – identifie une approche de l'espace à laquelle je souscris aujourd'hui⁹⁸. Si, comme l'indique François Plassard, « admettre la préexistence de l'espace (peut) condui(re) au fétichisme de l'espace, comme il y a une conception fétichiste de la monnaie » (Plassard, 1999), il convient, dans une perspective de connaissance et de compréhension globale, d'unifier la connaissance, ce que permet la relation entre espace et production chez Lefebvre, qui se situe à trois niveaux : celui de l'espace produit (et consommé) dans sa matérialité ; celui de l'espace de la production (la répartition de la production dans l'espace), et enfin, la production de l'espace.

Dans l'ouvrage éponyme désormais célèbre en géographie, Henri Lefebvre écrivait :

Le mode de production organise – produit – en même temps que certains rapports sociaux – son espace et son temps. C'est ainsi qu'il s'accomplit. L'espace (social) est un produit (social). L'espace ainsi produit (...) est, en même temps qu'un moyen de production, un moyen de contrôle donc de domination et de puissance. Un nouveau mode de production, une nouvelle société, s'approprie, c'est-à-dire organise à ses fins l'espace préexistant, modelé auparavant. Les classes sociales s'y investissent différemment, selon leur place hiérarchique au sein de la société, dans ces espaces occupés». [C'est de cette manière que] «l'organisation de l'espace centralisée et concentrée sert également le pouvoir politique et la production matérielle.

(Lefebvre, 2000 [1974] : 35)

Cet extrait est utile pour mettre en perspective les dynamiques qui concourent à la mise en valeur de l'espace. Près de quinze ans après mes premières réflexions sur le sujet, cette référence demeure un point de départ heuristique, trop peu de travaux s'étant efforcé de combiner l'étude des formes d'organisation économique et celle des rapports sociaux et de pouvoir. Cette remarque rejoint le constat effectué par Mathieu Adam qui souligne combien la notion de production de l'espace, en dépit d'avoir fait l'objet de réserves soulignant notamment son caractère daté (Di Méo, 2003), demeure tout à fait opératoire pour étudier « la réalisation, la gestion et la conception de l'espace » (Adam, 2019) jusqu'aux formes économiques, sociales et politiques qu'elles induisent.

⁹⁷ D'une manière générale, je retiens ici l'idée, proposée par Rémi Lefebvre que l'adjectif politique « renvoie aux formes de gouvernement, à l'organisation du pouvoir et à son exercice ». Dans un manuel de science politique destiné à des étudiants et intitulé « Leçons d'introduction à la science politique », cet auteur propose de définir de manière synthétique la distinction entre le politique et la politique. Pour des besoins de clarification, je retiendrai cette synthèse : « Le politique, au masculin, renvoie de manière plus générale au champ social dominé par des conflits d'intérêts régulés par les pouvoirs (*polity* en anglais). C'est un espace de résolution des conflits et d'arbitrage des intérêts divergents de la société. Par politique, on peut entendre de manière générale l'instance préposée au maintien de la cohésion sociale. Pour Max Weber, c'est l'instance qui permet le vivre ensemble et la résolution des conflits d'intérêts inhérents à la vie en société. Le politique, dont la conception a évolué au cours de l'histoire, se présente dans les sociétés contemporaines sous la forme d'un ensemble de forces institutionnalisées qui interagissent (dans ce que l'on peut appeler le champ politique). Pour Pierre Favre, « le politique concerne les fonctions de coordination des activités, de résolution des conflits, de hiérarchisation des objectifs que requiert l'existence de la société. La politique est l'activité de ceux qui assurent ou veulent assurer ces fonctions. Le politique est ainsi l'objet de la politique. ». La politique est donc plus contingente. Lorsque l'on parle de « la politique », on désigne l'ensemble des activités, des interactions et des relations sociales qui se développent et se structurent au sein de l'espace autonome de la lutte pour la conquête et l'exercice du pouvoir. La politique renvoie à la lutte concurrentielle pour la répartition du pouvoir (*politics* en anglais) » (Lefebvre, 2017). On pourrait d'ailleurs se demander ici si la distinction ne provient pas dans la différence des principes juridiques entre les contextes français et britanniques, et donc de la distinction entre code napoléonien (principes fondamentaux) et *common laws* (principes négociés).

⁹⁸ Certains choix théoriques ou notionnels effectués dans ma thèse me semblent aujourd'hui discutables, à l'image de l'usage systématique du concept de territoire, vivement discuté en géographie. Prenant connaissance de ces travaux (Ripoll et Veschambre 2005 ; Aldhuy 2006; Séchet et Keerle 2006), j'ai alors pris plus de précaution dans son usage.

Toute aussi centrale dans mes travaux, la notion de « valorisation » mérite elle-aussi quelques clarifications, ce que proposent Maria Gravari-Barbas et Fabrice Ripoll :

Parler de valorisation peut (...) entraîner vers un questionnement (...) économique, sur la « marchandisation » des espaces et les tensions entre valeurs d'usage et valeurs d'échange par exemple, ou encore du côté des valeurs et représentations symboliques dont les espaces sont investis. Mais au bout du compte, il s'agit précisément d'interroger les formes et « luttes de classement » dans toutes leurs facettes (linguistiques, économiques, symboliques, mais aussi matérielles, juridiques, politiques...) et plus encore dans les rapports qu'elles entretiennent, en faisant l'hypothèse que leur commune dimension spatiale permettra de problématiser ces relations de manière renouvelée.

(Gravari-Barbas & Ripoll, 2007)⁹⁹

Quelques années plus tard, les auteurs prolongent ce premier effort de clarification en insistant sur l'importance de penser la valeur dans toutes ses dimensions. Ils proposent de privilégier l'étude du processus social qui la produit plutôt que de centrer le regard sur un état donné.

C'est dans cette perspective que s'inscrivent mes recherches, figurant à l'articulation de la question de la valorisation de l'espace, et de celle des mobilisations et contestations, plus largement des pratiques et productions politiques que ces phénomènes contribuent à révéler. À ce titre, elles mobilisent plusieurs approches de la géographie attentives à la combinatoire entre espace, économie et pouvoir.

Les axes d'analyse sont les suivants :

1. La production de l'espace urbain par le patrimoine et l'économie de la culture. Les travaux regroupés dans cet axe interrogent la production de l'espace à partir de la construction de références patrimoniales mobilisées à des fins économiques et politiques, valorisées dans des biens culturels dans le contexte d'une forte demande touristique.

2. La production politique de la ville au prisme des quartiers d'habitat précaire. Ce deuxième axe rassemble des travaux qui interrogent la dimension politique de la production de l'espace dans le contexte de dispositifs et configurations d'acteurs structurés autour de politiques urbaines mises en œuvre dans des quartiers d'habitat précaire de métropoles de l'Inde et du Brésil. Il discute, sur la base de mes productions, les modalités selon lesquelles opère la politique des quartiers d'habitat précaire (*slums*).

3. L'ordinaire de la production urbaine : l'informel politique. Cet axe propose, sur la base de travaux plus récents, de mettre l'accent sur les formes ordinaires de politique à l'œuvre dans ces mêmes quartiers.

L'articulation et la combinaison de ces axes d'analyse ouvrent la voie à un effort réflexif qui, sans épuiser l'ensemble des questions que posent mes travaux, constitue un état des lieux des réflexions menées sur une période de près de vingt ans.

⁹⁹ Cet extrait est tiré de l'appel à contribution du colloque « Espaces hérités, espaces enjeux. Appropriations – (dé)valorisations – catégorisations » organisé à l'Université de Caen-Normandie en septembre 2007.

II.1. PRODUIRE L'ESPACE URBAIN PAR LE PATRIMOINE ET L'ECONOMIE DE LA CULTURE

La valorisation de l'espace est envisagée tout d'abord au travers de la construction d'objets et d'expressions matérielles ou symboliques définies comme du patrimoine. Ces contenus patrimoniaux s'insèrent ultérieurement dans un marché de biens marchands relevant de l'économie de la culture. Ces processus sont analysés à l'échelle de quartiers qui, sous l'effet de politiques de rénovation, tendent à revêtir une valeur nouvelle, à la fois du point de vue du point de vue économique et du point de vue symbolique, car rendus visibles après avoir subi une longue phase de désintérêt de la part des pouvoirs publics. Sous l'effet de ces politiques et dispositifs, ces espaces sont susceptibles de constituer des ressources foncières et d'attirer de nouveaux résidents, voire des capitaux immobiliers.

Revenons sur les deux volets de la valorisation de l'espace urbain telles qu'ils ont été envisagés dans mes premiers travaux de recherche.



Figure 8 : Vue d'Udaipur (Photo : Rajesh Soni, 2021)¹⁰⁰

II.1.1. Le patrimoine comme un levier de la valorisation de l'espace

À l'échelle de l'ensemble urbain (Udaipur, Pondichéry¹⁰¹) ou à celle du quartier et de la rue (la favela Morro da Providência, la rua do Lavradio à Rio de Janeiro ou le village urbain de Khotachiwadi à Mumbai Figure 8) où j'ai mené l'essentiel de mes enquêtes, le patrimoine, matérialisé par des édifices architecturaux historiques hérités, figuré dans des récits de lieux ou symbolisé dans des biens économiques marchands, est un point nodal des rapports de forces et de pouvoir qui caractérisent la sphère des acteurs locaux.

Les ambitions de ces acteurs sont diverses. Certaines se rapportent exclusivement au registre économique, quand d'autres intéressent plus directement les registres identitaires et politiques. Les éléments qui, dans chacun de ces contextes, *composent* ce patrimoine, font de cet ensemble d'entités multiformes à la fois le lieu, l'enjeu et le moyen au travers desquels s'opère la production

¹⁰⁰ Ce cliché a été pris en juin 2022 par Rajesh Soni, l'une des premières personnes qui, en 1998, répondait à mes questions sur la peinture miniature à Udaipur. Alors âgé de 13 ans, Rajesh vendait aux touristes de passage de petits éléphants peints sur toile. Je me rapprochais de lui suite à plusieurs intimidations dont il était victime de la part de vendeurs concurrents. Son talent lui a permis, il y a plusieurs années, de bénéficier d'une reconnaissance dans les milieux artistiques indiens. Il est aujourd'hui propriétaire de la Gallery One, dans le quartier de Chand Pol, situé dans l'enceinte de la cité d'Udaipur. Je le remercie chaleureusement pour sa confiance.

¹⁰¹ Cette ville est mon principal terrain de recherches depuis fin 2017.

de l'espace. Support d'appropriations, de légitimations, de stratégies économiques et de dominations (Veschambre, 2006), la patrimonialisation consiste en une triple opération :

- (1) de sélection/reconnaissance, protection et conservation de formes spatiales (édifices anciens « remarquables », temples, etc.), de savoir-faire (artisanaux) ou d'expressions culturelles (danse, musique, peinture, etc.),
- (2) de production économique qui en découle,
- (3) de leur mobilisation à des fins identitaires ou politiques.

Dans le cas d'Udaipur, la forme première que prennent ces opérations est économique. Elle conduit à la création de richesse par l'intermédiaire d'entreprises d'artisanat local, de vente et d'exportation de biens marchands. Elle est ensuite sociale et politique, initiée par des acteurs issus de l'élite locale dans le but d'asseoir leurs positions sociales et d'exercer leur domination dans, à partir de, et sur l'espace au moyen de la création de hauts-lieux ou de biens marchands, tous évoquant l'héritage royal de la ville dans l'objectif de maintenir la domination des clans royaux. Cette dynamique nourrit les références patrimoniales, et tend à les inscrire dans un projet politique visant à perpétuer les modes de domination et les hiérarchies sociales historiques.

Le cas de la zone portuaire de Rio de Janeiro, où j'ai concentré mes recherches après mon doctorat (2005-2017), a mis en évidence une dynamique distincte à bien des égards. Elle opère principalement sous l'égide d'acteurs publics (municipalité) soucieux de contribuer, via des opérations de renouvellement ou de requalification urbain(e), à transformer des quartiers centro-portuaires de la ville. L'intervention sur ces quartiers, en état avancé de dégradation et de dévitalisation, devient le principal outil permettant d'attirer capitaux et populations aisées dans des lieux jusque-là écartés des dynamiques du capitalisme urbain. Dans cette ville brésilienne émergent des vellités institutionnelles pour stimuler l'innovation et la production économique à partir de référents culturels associés à des espaces historiques dégradés et à leur population, souvent issus de groupes sociaux et raciaux historiquement marginalisés. Cet aspect constitue l'un des rares efforts menés par l'État brésilien et ses instances décentralisées pour se confronter à la question de l'emploi des catégories urbaines défavorisées, mouvement éphémère qui s'est rapidement évanoui à mesure que les enjeux financiers de la valorisation foncière et immobilière se sont révélés favorables pour les opérateurs urbains privés, notamment des consortiums composés d'entreprises du bâtiment, de groupes immobiliers et de fonds d'investissement.

L'approche déployée successivement à l'échelle de villes intermédiaires (Udaipur, puis Pondichéry), et dans des quartiers métropolitains (Mumbai et Rio de Janeiro), aborde ainsi la question patrimoniale de manière transversale, là où une grande partie des travaux n'envisagent souvent que des analyses isolées, centrées sur les processus de production symbolique des éléments contenus dans, et structurants de l'espace, ou sur leur caractère social et identitaire, soit enfin à leurs usages économiques ou politiques.

- À Udaipur, j'ai approché la combinatoire des forces économiques, sociales et politiques au moyen de l'étude du système productif localisé (ou *cluster*) spécialisé dans la production de biens marchands destinés à une consommation touristique.
- À l'échelle des quartiers métropolitains de Rio de Janeiro et Mumbai, en l'absence de secteur productif marchand, l'économie est contenue dans d'imposants investissements publics et privés mobilisés dans la construction d'infrastructures urbaines et de logement. Ce domaine, qui répond directement aux logiques de production de la valeur appliquées au champ de

l'urbain¹⁰², est tout aussi éclairant pour caractériser la dimension conflictuelle que suscitent les processus de production de l'espace (Cox & Johnston, 1982).

Environnement privilégié des luttes et des formes de mobilisation collective, le patrimoine est non seulement le lieu, mais souvent l'enjeu même de pratiques d'appropriation, de marquages sociaux et de velléités de pouvoir ou d'opérations conflictuelles de mémoires (Barrère et al., 2017). Il met en évidence la charge sociale, matérielle et symbolique qui converge autour de lieux précis et de figures sociales, matérielles ou immatérielles. Parce que cette charge est le reflet d'aspirations qui entrent parfois en contradiction et sont traversées de conflits, le processus patrimonial constitue bien une forme singulière de production de l'espace : une « épreuve de l'espace », si l'on considère, en relisant Henri Lefebvre, que :

Les cultures, les consciences des peuples, des groupes et même des individus n'évitent pas la perte d'identité, qui s'ajoute aux autres terreurs. Références et référentiels venus du passé se dissolvent. Les valeurs érigées ou non en « systèmes » plus ou moins cohérents s'effritent en se confrontant. Rien ni personne ne peut éviter l'épreuve de l'espace. Plus et mieux, un groupe : une classe ou fraction de classe, ne se constitue et ne se reconnaissent comme « sujets » qu'en engendrant (produisant) un espace. Les idées, représentations, valeurs, qui ne parviennent pas à s'inscrire dans l'espace en engendrant (produisant) une morphologie appropriée se dessèchent en signes, se résolvent en récits abstraits, se changent en fantasmes. L'investissement spatial, la production de l'espace, ce n'est pas un incident de parcours, mais une question de vie ou de mort.

(Lefebvre, 1974, p. 478-479)

Cette thèse est particulièrement éloquente. L'enchevêtrement de motifs justifiant les actions à l'égard de ces figures et de ces lieux contenus dans l'espace et *mis en valeur, patrimonialisés* avec les pratiques sociales qui en découlent, témoigne du caractère primordial de cette épreuve spatiale : question de survie pour les uns, d'affirmation, de légitimation ou de contrôle pour d'autres. À chacun son ambition et son urgence, à chacun ses ressources et ses manières de faire en mobilisant ses capitaux disponibles et, le cas échéant, en répondant à des opportunités.

Au cœur des enjeux locaux de pouvoir

L'institutionnalisation progressive d'outils juridiques visant à la conservation et à la promotion d'éléments matériels (architecturaux) reconnus comme *patrimoines*, ou de formes longtemps considérées hors-champs (formes patrimoniales dites intangibles – art, artisanat, savoirs et savoir-faire, pratiques sociales – portées par différents groupes sociaux), permet de prendre la mesure de l'influence croissante que revêt la question patrimoniale dans des lieux où l'enjeu mémoriel se situe au point de convergence des transactions économiques et politiques qui concourent à la production de l'espace.

Les notions d'héritage et de patrimoine renvoient toutes deux à la figure matérielle de la terre et du bien immobilier. Elles posent la question des conditions de leur propriété et de leur transmission. Valoriser cette série d'éléments *tangibles* implique au préalable d'en bénéficier de la jouissance et de la pleine propriété. L'opération de valorisation est ainsi une modalité importante

¹⁰² Sur la question de la valeur en géographie et sur la notion de déversement de la valeur sur le marché urbain et sa transformation en richesse, voir le travail de Thierry Rebour : Rebour, T. (2000). *La théorie du rachat : géographie, économie, histoire* (Vol. 12). Paris : Publications de la Sorbonne.

de l'exercice local du pouvoir et des dominations. On est là au cœur des questions de la politique de l'espace, soit de la *mise en œuvre* et de la *mise en scène* du pouvoir.

Les légitimités différenciées observées dans les différentes opérations patrimoniales étudiées rendent difficiles les mises en perspective comparées. Elles identifient néanmoins des tendances lourdes (qui prennent la forme d'analogies) observées dans plusieurs contextes qu'il s'agit ici de rapprocher. Les réflexions déployées à partir de l'étude de tels processus dans différents terrains montrent combien le patrimoine est devenu en quelques décennies un point nodal, non seulement des enjeux locaux de développement mais aussi des stratégies politiques, traduites dans l'action publique à Rio de Janeiro, ou au travers d'initiatives portées par des élites locales sans intervention étatique, comme dans le cas d'Udaipur¹⁰³.

Les opérations patrimoniales vont ainsi bien au-delà de la conservation des quelques édifices architecturaux qui, ici ou là, sont transformés en hôtels, en musées, ou en lieux de culture, même si, dans les différents contextes, ces lieux figurent au cœur de la dynamique de valorisation patrimoniale. À Udaipur, ce processus implique des représentants de l'ancien pouvoir royal, propriétaires d'imposants palais ou de bâtisses anciennes (*havelis**) converties à des fins de valorisation économique (Bautès, 2004; Bautès, 2001). À Rio de Janeiro, elles engagent aussi des membres de l'élite locale, notamment la bourgeoisie urbaine commerçante propriétaire de longue date de certains édifices architecturaux remarquables, engagée dans le commerce d'antiquités, jouant aussi un rôle de mécènes culturels (Bautès, 2006; *réf. 1.4*). Néanmoins, peu à peu, la dynamique tend à se diversifier, tant du point de vue des acteurs engagés que du point de vue des lieux et des figures spatiales et sociales qui sont valorisées. Dans les deux cas, la dynamique patrimoniale intègre progressivement des acteurs issus de toutes les sphères de la société : pouvoirs publics, mondes associatifs ou parmi d'autres instances sociales : castes hindoues de haut rang, familles *jain* dans le cas d'Udaipur, mouvements culturels et identitaires, incluant des groupes criminels dans les quartiers centraux de Rio ou des personnalités ayant émergé comme des personnages publics forts d'activités illicites hautement rémunératrices.

Les formes de l'espace qui comptent parmi les supports et les ressources de la valorisation érigées au rang de patrimoine tendent progressivement à être de plus en plus diverses, incluant des figures matérielles et sociales ou des lieux marginalisés. À mesure de l'élargissement du marché des biens culturels et patrimoniaux, on observe la complexification des enjeux politiques, comme le montrent plusieurs exemples dans mes travaux sur Udaipur, sur les quartiers de Khotachiwadi à Mumbai ou ceux de Pedra do Sal et Morro da Providência à Rio de Janeiro (Bautès, 2018, *réf. 2.2*; 2015; Bautès, Soares Gonçalves et da Costa, 2014, *réf. 3.4*; Bautès, 2004).

Dans les exemples indiens et brésiliens, les ambitions individuelles qui marquent les coalitions d'acteurs engagées dans les affaires urbaines et patrimoniales soulignent la faiblesse du rôle régulateur des instances de l'État dans sa forme moderne (postindépendance dans le contexte indien). En effet, en dépit d'une organisation démocratique progressivement érigée à partir de l'intégration des royaumes princiers à l'Inde indépendante (1948), la municipalité d'Udaipur (Municipal Corporation) ou les autres instances gouvernementales ne pesaient pas lourd jusque-

¹⁰³ Si le gouvernement indien a mis en place depuis plusieurs décennies des orientations en matière de conservation patrimoniale, notamment menées par l'Archeological Survey of India, structuré un champ d'acteurs en charge de telles opérations et d'un lobbying pour élaborer une législation contraignante, la réalité des processus patrimoniaux, à Udaipur comme dans de nombreux autres contextes urbains, est marquée par une faible implication de l'État dans les initiatives menées à l'échelle locale. Sur cet aspect, développé dans ma thèse et dans des travaux conduits par d'autres chercheurs, voir notamment Milbert, 1996; Hancock, 2002; Jørgensen, 2011; Gupta Jafa, 2016; Sengupta, 2018.

récemment¹⁰⁴ dans les jeux économiques et dans la planification urbaine, décisions et régulations dans ce domaine étant longtemps assuré par les anciennes élites royales. À Rio de Janeiro, ces décisions se trouvent aussi être largement perméables aux influences des élites locales, soumises aux jeux de hiérarchies et de dominations qui caractérisent les systèmes sociaux. Chacun des acteurs intervient ainsi à des titres divers dans ces opérations de mémoire et de valorisation de l'espace : en tant qu'acteurs économiques, entrepreneurs de mémoire, animés par des ambitions philanthropiques ou « communautaires », voire de contrôle territorial ou au titre de militants s'opposant à ces dynamiques. Tous occupent des places distinctes selon leur statut social, selon les capitaux qu'ils parviennent ou non à mobiliser et selon les opportunités dont ils parviennent à se saisir avec plus ou moins de réussite.

Ces dynamiques mettent en évidence la multiplicité des configurations d'actions qui caractérisent les processus de valorisation et les rapports de force qui marquent à la fois la sphère de l'État, celle de l'entrepreneuriat urbain et de la société. Ces conflits figurent au cœur de la production de l'espace. Ils se traduisent dans le quotidien de la ville.

Comme l'illustre le texte faisant état du processus patrimonial dans la rua do Lavradio (Bautès 2006; *réf. 1.4*), les opérateurs de la valorisation sont parfois très bien identifiés du point de vue de leur appartenance sociale et familiale¹⁰⁵. Ils n'hésitent pas à jouer de l'influence que leur confèrent leur groupe de référence et leurs réseaux relationnels. Certains opèrent dans le registre de la lutte identitaire ou raciale, comme je l'ai montré au travers de l'étude des revendications pour la reconnaissance territoriale de la Pedra do Sal comme *quilombo** urbain (Bautès, Gonçalves, et da Costa 2014, *réf. 3.4*). Ces mêmes acteurs ont aussi recours à des pratiques illicites ou illégales, comme le montrent les stratégies d'acteurs qui accompagnent l'établissement d'un « musée à ciel ouvert » dans la favela *Morro da Providência* (Bautès, 2010b, *réf. 1.5*) où des acteurs issus du narcotrafic jouent de leur domination et de leurs influences pour orienter la teneur des projets urbains et patrimoniaux mis en œuvre par les instances municipales. De tels registres criminels et illicites caractérisent aussi l'action discrète propre aux lobbyings économiques et politiques, notamment observée dans les relations clientélares qu'ils entretiennent avec la sphère politique instituée.

Dans tous les cas observés, les acteurs les plus influents sont naturellement ceux qui détiennent à la fois une légitimité liée à leur appartenance sociale ou familiale traduite dans des réseaux relationnels influents, à leur capacité à imposer leur force au moyen de la violence et de l'intimidation, ou qui disposent du contrôle ou de la propriété d'une partie des richesses locales et des biens immobiliers figurant au centre des intérêts patrimoniaux. Ces capitaux facilitent leur capacité à imposer leurs vues et à jouer sur les décisions publiques, avec pour conséquence de mener à eux seuls une véritable politique patrimoniale et urbaine située en dehors ou en marge de tout cadre légal.

L'exemple le plus éloquent étudié jusqu'à aujourd'hui dans ce registre demeure celui d'Udaipur, où la famille royale, dont les intérêts financiers et politiques sont représentés par le Maharana Mewar Charitable Foundation¹⁰⁶, déploie une entreprise patrimoniale familiale qui

¹⁰⁴ Entre la période d'observation et aujourd'hui, la situation a progressivement changé, notamment dans le domaine de l'urbanisme. Les instances du gouvernement local ont été restructurées suite à la sélection d'Udaipur dans le programme fédéral Smart City Mission en 2016 (<https://udaipursmartcity.in/>), les autorités définissant un programme d'intervention urbaine d'envergure. Néanmoins, ce programme ne concerne que le seul domaine public. Il n'influence aucunement la gestion des nombreuses propriétés privées appartenant à des familles issues de l'ancienne royauté rājput, dont la maîtrise foncière et immobilière, de même que l'influence sur les affaires locales, sont toujours dominantes.

¹⁰⁵ Ils sont notamment issus de riches familles d'ascendance portugaise, formant une élite impliquée dans la politique locale.

¹⁰⁶ <http://www.eternalmewar.in/mmf>

tend à se substituer à toute initiative publique, voire qui rend cette dernière obsolète par sa puissance financière et à son influence dans les affaires politiques nationales¹⁰⁷. Un entretien mené plusieurs années après ma thèse auprès de l'un des responsables de cette institution, installé dans son bureau de Delhi depuis lequel il est chargé des affaires de la fondation, me signalait combien, dans le domaine patrimonial, l'État indien et ses institutions (INTACH) étaient « inefficaces, non-professionnels », avec « (d)es compétences (qui) étaient loin de pouvoir engager la rénovation d'un patrimoine (bâti) d'exception, dont les formes et les détails architecturaux sont bien trop précieux pour être confiés à de simples bureaucrates » (Manoj, entretien, novembre 2019).

Cette assertion en dit long sur les relations qu'entretiennent propriétaires privés et acteurs publics engagés dans des stratégies de valorisation patrimoniale. Plutôt qu'une limite qui consisterait à considérer qu'il existe une normativité de la politique patrimoniale, il s'agit plutôt d'un instrument politique (parmi d'autres) dont l'étude permet de capturer les intérêts et la main mise dont font l'objet les opérations de mémoire.

Mises en récit, jeux de dominations et émergence de nouveaux signifiants associés à l'espace

Le constat de la délégation de la compétence de l'État vers les élites dans le domaine des affaires urbaines et patrimoniales, leur compromission vis-à-vis des intérêts privés et la proximité des intérêts de classe et de caste, de même que la vigueur des arrangements sociaux qu'ils suscitent, d'abord observées en Inde puis dans le contexte de Rio de Janeiro, m'ont décidé à porter mon attention sur les figures dominantes des systèmes patrimoniaux, sur les registres de légitimation de leurs acteurs et sur les ressources matérielles et symboliques qu'ils mobilisent.

À Udaipur, ce processus est largement dominé par des membres des clans Râjput de haut-rang – issus des lignages royaux ou de la nobilité – et par de hautes castes hindoues. Ils sont les agents principaux de la production d'une mémoire des lieux intrinsèquement associée à la figure de cette élite royale. Un discours d'autolégitimation permet à ce groupe restreint de se confondre au mythe de la fondation des lieux (Dumont, 1966), et contribue à préserver leur domination symbolique sur l'ensemble de la société. Elle vient aussi accentuer leur pouvoir sur la propriété de la terre ou la maîtrise des réseaux commerciaux. Ce processus tend à accentuer l'organisation spatiale de la ville (Bautès 2003 a ; 2003 b), qui se présente ainsi sous une forme « double »¹⁰⁸. Au centre (spatial, économique et symbolique), figure la cité royale enserrée dans son enceinte historique, dont les murs forment encore une limite forte à laquelle le représentant actuel de la dynastie princière se réfère au travers de l'expression « *a city within the city* ». À ses franges, se déploie une ville moderne, ouverte sur une périphérie de plus en plus étendue et dont la morphologie la rapproche de nombre d'agglomérations urbaines indiennes, subissant les effets d'un mouvement rapide d'urbanisation.

L'identification d'une frange de la société à son espace de référence joue le double rôle de support d'une projection mémorielle et de projet économique. Un tel projet engage la conservation et la valorisation d'édifices architecturaux spécifiques (palais et demeures princières – *havelis**). Il se traduit aussi par la volonté de maîtriser une filière économique artisanale, initialement et principalement construite pour représenter et signifier l'histoire royale. J'ai étudié de près cet aspect spécifique du pouvoir des élites Rajput pour le cas de la peinture

¹⁰⁷ Sur les relations entre l'élite royale hindoue et la politique, voir notamment Hurtig, 1988.

¹⁰⁸ Si c'est le cas de nombreuses villes du monde, la référence est ici empruntée à l'ouvrage de Jérôme Monnet intitulé « La ville et son double : la parabole de Mexico » (Monnet, 1993).

miniature (Bautès et Valette, 2004, *réf. 1.2*) ou pour d'autres filières productives, particulièrement celle de l'économie générée par les performances musicales nocturnes organisées dans de nombreux hôtels de la ville, qui rejouent l'histoire des dynasties royales et les mythes fondateurs du royaume (Bautès, 2004).

Comme je l'ai signalé à Udaipur comme à Rio de Janeiro, la dynamique patrimoniale dépasse très largement l'initiative de ces acteurs dominants, bien que ceux-ci demeurent les principaux propriétaires des biens immobiliers sur lesquels s'appuie la dynamique touristique (hôtels) et patrimoniale (édifices architecturaux, temples de famille, etc.). Elle est progressivement relayée par une part importante de la société locale qui s'invite, surtout à partir des années 1990 dans l'économie du tourisme (dans la production de biens matériels) ou dans la production de discours et d'images qui viennent renforcer puis élargir l'imaginaire royal, jusque-là dominant, voire exclusif, et en assurer la continuité symbolique. C'est le cas de nombreux artisans historiquement dépendants du patronage royal, dont la survie est liée au marché touristique et à l'exportation de biens artisanaux. D'autres acteurs contribuent également à ce mouvement. C'est le cas des musiciens issus de basses castes (souvent OBC*) ou de danseurs appartenant à des tribus répertoriées (*Schedule Tribes**), chacun se positionnant en référence à l'héritage royal : soit en raison du patronage dont ils bénéficiaient historiquement de la part de grandes familles issues de la royauté, soit par simple commodité promotionnelle.

L'ensemble productif patrimonial, tel qu'il évolue depuis deux décennies tend à dessiner un double mouvement de diversification économique : celle de l'économie des biens matériels produits et vendus localement ou exportés ; celle des signifiants culturels associés au territoire et à l'économie productive. Les biens matériels produits, nombreux à s'être aujourd'hui éloignés des références royales, sont ainsi exposés dans les rues du bazar touristique, donnant à voir d'autres référentiels esthétiques qui correspondent à une demande de touristes de plus en plus attirés par d'autres récits et d'autres imaginaires que les seules figures dominantes de la royauté. Les expressions culturelles figurent au cœur de cet élargissement de l'« économie identitaire » (*identity economics*) à laquelle les anthropologues John L. et Jean Comaroff ont consacré un ouvrage majeur, décrivant de quelle manière « l'objectivation de l'identité (...) semble avoir produit une nouvelle sensibilité, une conscience explicitement nouvelle de son essence, de son potentiel affectif, matériel et expressif »ⁱⁱⁱ (Comaroff & Comaroff, 2009). De nombreux arts folkloriques et artisanats de l'Ouest indien sont ainsi mis en scène au sein d'établissements touristiques et culturels, notamment dans le Western Zone Cultural Center reconstituant un village traditionnel du Rajasthan (Shilpgram). Ce centre culturel en plein air est situé à la périphérie de la ville. Il fait office d'espace de découverte et de consommation de biens artisanaux et artistiques de l'Ouest indien. Cette dynamique contribue à nourrir l'économie touristique et la dynamique patrimoniale de nouvelles références et de nouveaux biens marchands.



Figure 9 : Shilpgram, Western Zone Cultural Centre, Udaipur

À Rio de Janeiro, cette dynamique se traduit aussi par la mobilisation, dans le champ de l'économie et dans les discours politiques, de références identitaires jusque-là invisibilisées. Dans les quartiers centraux de la *rua do Lavradio* (Bautès, 2006) et dans la petite place formée par la Pedra do Sal (Bautès, Gonçalves, et da Costa 2014, *ref. 3.4*)¹⁰⁹, le processus de valorisation de l'espace par le patrimoine est ainsi porté par des acteurs-relais. Leurs initiatives viennent concurrencer celles des acteurs dominants. C'est notamment le cas de collectifs constitués autour de la défense des droits de la population noire et de promotion de la culture afro-brésilienne (Movimentos Negro et Quilombola) qui, fort de l'organisation de fêtes de rue issues des rites afro-brésiliens du *candomblé** et de *l'umbanda**, ou de *rodas de sambas**, s'invitent progressivement sur la scène patrimoniale dans le contexte d'une dynamique de régénération urbaine (l'opération urbaine en consortium Porto Maravilha) qui voit pour la première fois d'un bon œil la diversification de la dynamique culturelle de quartiers centraux longtemps dévitalisés et marginalisés.

Dans les cas étudiés, le couple patrimoine-tourisme est ainsi défini comme un support à la fois matériel et symbolique en renouvellement permanent. Il se nourrit de mises en récit concurrentielles et hiérarchisées, de jeux de dominations, de formes d'esthétisations de biens et de signifiants culturels, ainsi que de formes de marchandisation multiples¹¹⁰.

Les biens matériels ou immatériels susceptibles de faire patrimoine, et donc d'être valorisés comme tels, ne font pourtant pas toujours l'objet de conceptions unifiées. Comme le souligne Xavier Greffe, ils constituent des « ressources héritées du passé que des personnes considèrent, par-delà le régime de propriété des biens, comme un reflet et une expression de leurs valeurs, croyances, savoirs et traditions » (Greffe, 2009). Valorisées économiquement et symboliquement, elles font l'objet de formes d'appropriations et de projections multiples. D'un côté, elles sont mobilisées comme des moyens pour assurer le maintien de formes anciennes de domination et

¹⁰⁹ Cet exemple met en évidence la perméabilité des questions (et des sections) qui composent ma sélection de publication. L'étude de cas mise en œuvre dans la Pedra do Sal interroge à la fois les dynamiques patrimoniales dans leur volet social et identitaire, l'économie générée par la valorisation de cet espace et leur dimension politique, aspect qui constitue le cœur de l'analyse et qui explique son classement dans la section 3 du recueil de travaux (Volume 2).

¹¹⁰ Ces formes de marchandisation concernent aussi des formes musicales populaires, au premier rang desquels figure, au Brésil la samba, et les rituels et expressions culturelles afro-brésiliennes, voir notamment Rivron 2007; 2010 ; Marcadet 2011.

éviter « la morne litanie d'une organisation qui survit parce qu'on oublie de la détruire » pour reprendre une formule d'Yves Barel (Barel, 1973 : 571). D'un autre côté, elles répondent à des volontés de rendre visibles dans l'espace et dans la sphère publique des formes et des expressions culturelles jusque-là mises sous silence, tout en étant susceptibles de constituer une manne économique qui accompagne de juteuses opérations marchandes, notamment dans le contexte de la rénovation urbaine tel qu'il peut être observé à Rio de Janeiro (Bautès, Gonçalves, et da Costa 2014, *réf.* 3.4).

Le patrimoine, tout comme les externalités économiques dont il constitue le support et les figures esthétiques, dessine ainsi un axe structurant des jeux de pouvoir qui concourent à la production de l'espace urbain. Vivement conflictuelles, ces opérations de valorisation révèlent les enjeux saillants de la production de l'espace urbain, processus au sein duquel le patrimoine et, plus largement, les références à la culture, constituent un puissant levier de récupération et de contrôle politiques comme le montre le cas du Morro da Providência sur lequel il s'agira de s'attarder.

II.1.2. La mise en patrimoine des marges au cœur des orientations de l'urbanisme contemporain

Dans le système économique patrimonial observé à Udaipur, certains volets de l'opération de valorisation concernent des figures patrimoniales associées à des groupes sociaux marginalisés, soit au titre de leur appartenance sociale à de basses castes, à des tribus (*adivasi**), soit sur la base de leur situation de travailleurs migrants (chanteurs et musiciens *langa** ou *manganiyar**, issus de districts ruraux du Rajasthan). C'est le cas par exemple des populations tribales *bhi** considérées dans les récits et les représentations historiques de la royauté comme des « frères de sang » des Rajputs de descendance royale, dont la dynamique patrimoniale conduit certains acteurs à mobiliser les références et à les inscrire au cœur du système de l'économie de signes (Lash & Urry, 2002), par exemple au travers de représentations picturales devenues des biens marchands ou d'expressions culturelles intégrés et confondus à l'héritage local.

Ce processus, étudié dans les formes qu'elles prennent dans les contextes indiens et brésiliens de mes cas d'étude, illustre une tendance selon laquelle les logiques contemporaines du capitalisme marchand intègrent jusqu'à des figures sociales marginalisées. En même temps qu'elles en tirent un avantage marchand, leur valorisation par des acteurs dominants conduit à les maintenir à une place subalterne dans les jeux économiques et sociaux, leur insertion dans un dispositif esthétique et marchand affirmant inexorablement la dépolitisation de leurs sujets.

C'est avec cette idée en tête, formalisée en hypothèse de travail, que j'explorais à partir de 2005 des cas faisant état de dynamiques de valorisation dans des contextes distincts de mon premier terrain : des quartiers centraux dégradés de Rio de Janeiro au Brésil. Loin de se limiter à un processus de « retournement de stigmaté en emblème », pour employer l'expression d'Erwin Goffmann (Goffman & Kihm, 1975), le cas de ces quartiers met en évidence l'ambition des instances municipales de « conquête du rôle et de l'autorité étatique dans ces territoires jusqu'alors partiellement situés à la marge du droit » (Taieb, 2011, p.10), associée à la production de nouvelles représentations de ces lieux.

L'essentialisation de ces espaces au moyen d'une rhétorique culturelle et patrimoniale identifie une tendance émergente de l'urbanisme contemporain à l'œuvre à partir des années 2000 à Rio de Janeiro. À l'échelle de la ville, ce phénomène dépasse le seul cadre des sites touristiques remarquables et des quartiers historiques centraux, jusque-là seuls à concentrer des velléités de

conservation patrimoniale et de valorisation par la culture. Il concerne progressivement des espaces situés en marge des processus dominants et des formes sociales, jusque-là oubliés des opérations mémorielles.

C'est ce qu'il s'agit maintenant de détailler au travers du cas de la favela Morro da Providência, située dans la zone portuaire de Rio de Janeiro, espace pris comme cas d'étude pour mettre en évidence la nature de la réorientation majeure observée dans l'action publique urbaine de Rio, sous l'effet de l'adoption des principes de l'urbanisme stratégique inspirés du modèle de Barcelone. Avant d'évoquer ce cas, il convient de mettre en contexte les premiers efforts en matière de mobilisation de référents culturels associés à ces espaces et à ces populations au sein de dispositifs d'intervention urbaine vivement controversés.

L'esthétisation des marges urbaines : une tendance affirmée de l'urbanisme contemporain

À Rio de Janeiro, j'ai été interpellé par l'ambivalence qui, au début des années 2000, caractérisait les opérations de valorisation mises en œuvre par les pouvoirs publics en direction de certains quartiers précaires. Ces initiatives tranchaient avec les modalités selon lesquelles ces espaces étaient gouvernés depuis le 19^e siècle : leur traitement politique, associé aux représentations dominantes, les plaçait au rang de « marges de l'État » (Das & Poole, 2004), leurs habitants subissant une double discrimination sociale et raciale traduite à l'échelle urbaine par une forte ségrégation résidentielle (Vargas, 2005). D'espaces sociaux considérés comme un véritable « problème social, hygiénique et esthétique » (Leite, 2013) associé à la criminalité suite à la mainmise qu'y exerce depuis plusieurs décennies l'activité du narcotrafic¹¹¹, et justifiant un discours d'État fondé sur la « métaphore de la guerre »¹¹² qui domine jusqu'à aujourd'hui les représentations dominantes associées¹¹³, ces quartiers intègrent progressivement le champ d'intervention de l'action publique urbaine.

En effet, tout au long du 20^e siècle, les quartiers de favelas ont subi des opérations systématiques visant à « éradiquer (...) pauvreté et (...) marginalisation (Valladares 2006) en démolissant les maisons et en évacuant leurs occupants » (Leite, 2013). Depuis la fin des

¹¹¹ Sur l'expansion du trafic de drogues dans le Brésil urbain depuis les années 1980, notamment l'activité et le rôle politique des factions criminelles dans les favelas de Rio de Janeiro, voir : Carlos Amorim, 1993, *Comando Vermelho, a historia secreta do crime organizado*, Rio de Janeiro: Editora Record ; Elizabeth Leeds, 1996, "Cocaine and Parallel Politics in the Brazilian Urban Periphery" *Latin American Research Review*, 31, 3. ; Alba Zaluar, 2004, *Integração perversa: pobreza e trafico de drogas*, Rio de Janeiro: FGV Editora ; Michel Misse, 2006, *Crime e violência no Brasil contemporâneo*, Rio de Janeiro: Lumen Juris ; Ben Penglase, 2008, *The Bastard Child of the Dictatorship: The Comando Vermelho and the Birth of "Narco-culture" in Rio de Janeiro*, *Luso-Brazilian Review* 45:1. Aux vues de l'importante littérature sur le sujet, cette liste est loin d'être exhaustive. Sur la question des origines de la violence et de son pendant criminel dans ces lieux, voir les travaux de référence de Machado da Silva (org.), 2008, *Vida sob cerco: violência e rotina nas favelas do Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro: Editora Nova Fronteira ou encore de Velho, Gilberto (org.). 2008. *Rio de Janeiro: cultura, política e conflito*. Rio de Janeiro: Jorge Zahar Editor.

Concernant la dimension spatiale du contrôle exercé par ces factions, voir : Jailson de Souza e Silva, Fernando Lannes Fernandes et Raquel Willadino Braga, « Grupos criminosos armados com domínio de território. Reflexão sobre a territorialidade do crime na região metropolitana do Rio de Janeiro », in *Justiça Global* (org.), 2008, *Segurança, tráfico e milícias no Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro : Fundação Heinrich Böhl, 16-24. À noter le travail récent de Maria Salet Ferreira Novellino et Luiz Augusto Vieira de Oliveira, 2019, "Territórios-rede do crime organizado no Rio de Janeiro", in *Anais XVIII ENANPUR*.

¹¹² L'expression est reprise de Mariana Leite. Dans un article traitant de la production des « marges » à Rio de Janeiro, l'auteure indique que cette expression « associe le conflit social urbain à une situation de guerre entre habitants des quartiers urbanisés et ceux de la favela ». Elle renvoie à un épisode important de l'histoire récente de Rio de Janeiro, marquée par de violents affrontements entre forces policières et des groupes de narcotrafiquants ayant pris le contrôle d'une grande partie des quartiers d'habitat précaire. De la même auteure, voir aussi Leite 2000, 2004, 2008, 2011.

¹¹³ Ce phénomène renvoie à ce que Louis Chevalier, dans un ouvrage désormais célèbre, désigne comme la construction de « classes dangereuses » : *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle*, 1958. Au Brésil, ce processus est notamment étudié par José Murilo de Carvalho, dans un ouvrage tout aussi célèbre intitulé : *Os Bestializados. São Paulo* : Companhia das Letras, 1998.

années 1990 pourtant, sous l'effet d'injonctions internationales, ils sont progressivement concernés par des programmes sociaux ciblés, et par des dispositifs de réhabilitation in situ, élaborés par des pouvoirs publics soucieux d'en modifier les représentations et de les intégrer aux dynamiques urbaines.

Dans cette ambition, plusieurs séries de programmes d'interventions déploient des formes de reconnaissance inédites de ces lieux et de leurs problèmes sociaux. L'État s'oriente progressivement vers l'intégration de ces espaces considérés informels à la ville dite formelle. Certains d'entre eux, particulièrement ceux qui relèvent du dispositif Favela Bairro¹¹⁴, sont prolongés d'initiatives ponctuelles visant à en reconnaître les caractères historiques, sociaux et culturels. Cette volonté inédite ne s'explique pas seulement par l'exigence de légitimation à laquelle doivent répondre l'État et ses instances décentralisées dans un contexte démocratique soumis à la prégnance de la communication promotionnelle. Elle s'explique aussi par des raisons à la fois contextuelles et structurelles, respectivement d'ordre géographique, social et politique.

Géographique, en ce qu'à Rio de Janeiro, la politique événementielle en formation à partir des années 2000 ne peut éviter plus longtemps des quartiers urbains pauvres, d'autant que les collines sur lesquels ils sont implantés surplombent la ville. C'est notamment le cas de la favela Morro da Providência, anciennement nommée Morro da Favella¹¹⁵, visible de toutes parts. Sans tomber dans un déterminisme géographique, il convient de reconnaître la prégnance de cet élément topographique dans le panorama urbain¹¹⁶.



Figure 10 : La Favela Morro da Providência. Vue depuis la gare de Central do Brasil (cc)

Le traitement urbanistique et patrimonial de ce quartier urbain s'explique aussi par des raisons sociales et politiques. L'écho croissant dont bénéficie la question sociale urbaine dans le Brésil des années 1990, au premier plan duquel figure celle du « droit à la ville », vivement débattue dans

¹¹⁴ Ce programme, mis en œuvre à partir de 1993, est déployé en trois phases. Il prévoit l'implantation d'infrastructures sanitaires et viaires dans près de 300 favelas. L'ambition est de créer les conditions nécessaires pour que les favelas puissent être considérées comme des quartiers (SMH, 1995). Il est financé dans le cadre d'une collaboration entre la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et la municipalité de Rio de Janeiro, qui en assure la coordination. Il est à ce jour considéré comme le plus grand programme mis en œuvre dans des quartiers d'habitat précaire en Amérique latine.

¹¹⁵ Littéralement, ce nom signifie « colline de la favella ». Le terme favella, devenu favela, désigne historiquement une plante urticante que l'on trouve dans le Sertao de l'État de Bahia. Au cours du vingtième siècle, le mot est utilisé à Rio de Janeiro pour désigner les quartiers d'habitat précaires. S'il bénéficie d'un usage courant à l'échelle nationale, de nombreux autres termes désignent ces quartiers dans différentes régions du pays. Pour une étude approfondie de la terminologie associée à la question de l'habitat précaire au Brésil, voir notamment (Valladares, 2006).

¹¹⁶ Un clin d'œil ici aux nombreux écrivains qui ont souligné la prégnance des collines dans la morphologie si caractéristique de Rio de Janeiro.

la sphère de l'État depuis la fin de la dictature militaire (1985), contraint à intervenir auprès de populations socialement marginalisées, longtemps restés à l'écart de l'action publique. Aux mouvements de défense de ces populations, s'ajoute l'influence croissante de mouvements identitaires et postcoloniaux qui exercent une pression grandissante pour la reconnaissance de leur reconnaissance identitaire, défendent des politiques plus soucieuses de la prise en compte de la question raciale soutenant les droits des minorités¹¹⁷. L'influence de telles revendications est désormais en cours de « récupération » par les politiques urbaines, où elle participe à nourrir de références nouvelles les signifiants culturels associés à certaines franges de la population, au quartier, à la ville et, plus largement, à la société brésilienne.

Toutes ces raisons expliquent la tendance inédite des pouvoirs publics à vouloir opérer un « retournement du stigmate en emblème »¹¹⁸, processus qui consiste à connoter positivement les stigmatisations dont, dans ce cas, les espaces et les populations les plus pauvres de la ville ont été historiquement les victimes. Dans ce contexte, les favelas sont progressivement concernées par des financements publics jusqu'ici rares, voire inexistants, par des aides en direction de l'initiative privée dans le domaine culturel, par l'élaboration de projets de développement touristique, l'implantation d'initiatives mémorielles ou encore l'organisation d'événements culturels, comme l'illustre l'exposition *Estética da Periferia. Diálogos urgentes*, organisée en 2005 par le Centro Cultural Banco do Brasil et soutenue par l'État et la municipalité de Rio de Janeiro¹¹⁹ (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**).

Cet exemple illustre une tendance générale associée aux politiques de réduction des dépenses publiques, qui s'est partout traduite par une valorisation des ressources des groupes sociaux minoritaires comme alternatives à la prise en charge des questions sociales locales que les services de l'État ne fournissent plus ou qu'elles rationnent. Cette tendance est loin de concerner les seuls espaces non-occidentaux, comme le montre, par exemple, la multiplication des festivals des « communautés » à Londres (*Notting Hill Carnival, Creole Day festival, Vaisakhi Festival*, etc.), et, plus largement, les politiques des nouvelles gauches post-ajustement structurel.

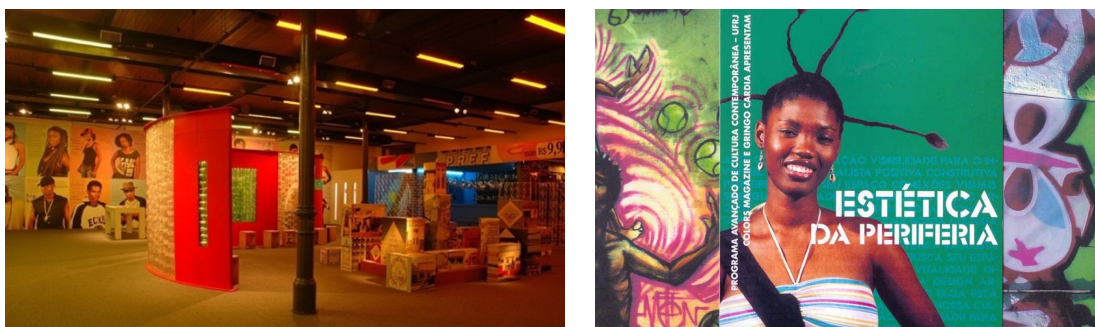


Figure 11 : Photographies de l'exposition *Estética da Periferia*, organisée par le Centro Cultural Banco do Brasil, 2005

¹¹⁷ De tels mouvements, dont le volet contestataire s'accompagne d'un riche mouvement d'idées, ont donné lieu dans les dernières décennies à d'importantes réformes dans le domaine de l'éducation, ouvrant notamment la voie à des dispositifs de discrimination positive à l'université.

¹¹⁸ L'expression est empruntée à Erwin Goffman, dans ses travaux sur le handicap : Goffman E., 1975. *Stigmate : les usages sociaux des handicaps*, Paris, éd. de Minuit, 175 p.

¹¹⁹ Ce type d'événement s'inscrit dans une dynamique émergente dans le milieu des années 2000, donnant lieu à l'organisation de plusieurs concerts dans des favelas de la ville pour soutenir la création culturelle dans ces quartiers. Elle a ensuite été prolongée plusieurs années après dans le cadre de la programmation du Museu de Arte do Rio, donnant lieu à un forum sur le même thème. Voir : <https://www.spectaculo.org.br/1o-forum-estetica-da-periferia/>

Ce phénomène de reconnaissance et de valorisation s'inscrit dans des politiques de rénovation et de revitalisation de quartiers anciens désormais largement standardisées. Il prend une signification toute particulière à Rio de Janeiro où, comme dans d'autres villes du monde¹²⁰, il concerne des personnes et des lieux caractérisés comme des « marges » (Leite, 2013 ; Bautès et Reginensi, 2008 a), associées à une série de stigmates, entendues comme un « attribut qui jette un discrédit profond sur celui qui le porte » (Goffman, 1975). Avec les revitalisations, les stigmates se voient soudainement transformés en caractères singuliers, qu'il s'agit de reconnaître et de valoriser¹²¹.

De ce fait, des espaces qui demeurent marqués par d'importants niveaux de pauvreté, de désaffiliation sociale ou de criminalité deviennent la cible de nouveaux regards et de nouveaux intérêts. Ils génèrent alors des opérations de transformation urbaine qui reposent sur une intense activité de promotion, véhiculée par des produits culturels et médiatiques associés à la marginalité. Comme le souligne Bianca Freire-Medeiros, ce mouvement est exemplaire d'une double requalification récente : d'une part, celle « de la favela, qui cherche à être vue comme partie historiquement pertinente de la ville, assumant une visibilité distincte de celle qui l'associe à la violence » ; d'autre part, celle « de la propre notion de patrimoine, qui se distancie de ses définitions les plus restreintes, tend à revoir ses instances de valorisation et devient le qualificatif d'un territoire géographique et symbolique encore largement stigmatisé » (Freire-Medeiros, 2006).

Ainsi, débutent à partir de la fin des années 1990, les premières initiatives de sélection et de conservation patrimoniale à l'égard des marges urbaines de Rio de Janeiro. Pour les pouvoirs publics municipaux, elles s'apparentent à des manières de « repenser politiquement la ville » (Rautenberg, 2003) au travers d'entreprises mémorielles et culturelles. Dès lors, toutes les interventions élaborées en direction des quartiers précaires, qu'elles concernent l'éviction d'une partie de leur population (à des fins de dé-densification), l'implantation ou l'amélioration des infrastructures urbaines. Portées par le gouvernement fédéral (PAC¹²²), celui de l'État de Rio de Janeiro (UPP¹²³) ou par la municipalité (Morar Carioca), elles s'accompagnent de discours qui singularisent ces espaces par rapport au reste de la ville. Sont valorisés, les traits culturels et les modes de vie associés à l'origine nordestine et afrodescendante d'une grande partie de leur population, ainsi que le paysage et la morphologie de ces lieux, souvent implantés sur des collines offrant des vues panoramiques.

La nature des projets mis en œuvre est tout aussi éclairante : création de musées, d'espaces publics susceptibles d'accueillir des visiteurs, dédensification et embellissement d'édifices anciens remarquables, implantation d'infrastructures de transport (téléphérique), etc. La liste est longue des opérations qui, se succédant sur un rythme accéléré à partir du début des années 2000, invitent à impulser de nouvelles dynamiques économiques et résidentielles au moyen du

¹²⁰ Je me réfère ici, en guise d'exemples, aux dispositifs de rénovation mis en œuvre à différentes périodes de l'histoire récente dans de nombreux quartiers dits *populaires*, comme ceux de Belleville à Paris ou de La Mouraria à Lisbonne (Mendes, 2012 ; Menezes, 2004).

¹²¹ Les critères de reconnaissance d'un intérêt patrimonial s'appuient principalement sur l'existence d'édifices architecturaux construits entre la fin du 19^e et le début du 20^e siècle.

¹²² Le *Plano de Aceleração do Crescimento*, littéralement Plan d'Accélération de la Croissance, est le principal programme du second mandat du Président Lula da Silva. Lancé en 2007, il engage d'importants investissements en projets et en infrastructures visant à soutenir la croissance économique. Il sera prolongé sous l'administration de Dilma Rousseff sous le nom de PAC-2, jusqu'à la destitution de son gouvernement, en 2015.

¹²³ Les Unités de Police Pacificatrice (UPP) ont été lancées dans le cadre du programme de sécurité publique Pronasci lancé en 2007 par un consortium public-privé inscrit sous l'égide de l'État de Rio de Janeiro. Voir notamment Bautès et Gonçalves 2011 (réf.1.7).

renouvellement de l'image associée à ces lieux et à leurs populations. Cette ambition, longtemps balbutiante, est très largement affirmée suite à la mise en place de l'Opération Urbaine en Consortium Porto Maravilha (2009) qui engage la revitalisation de la zone portuaire, un vaste chantier inscrit dans une stratégie urbaine événementielle d'envergure internationale, qui culminera avec l'accueil des Jeux olympiques de l'été 2016. En témoigne l'inscription en juillet 2012 des « paysages cariocas entre la montagne et la mer »¹²⁴ sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO.

La perspective d'inscription à l'UNESCO compte parmi les objectifs les plus urgents des instances gouvernementales. À ses prémisses, l'entreprise est pourtant loin de se concentrer sur les quartiers historiques, disposant des critères attendus en matière de reconnaissance touristique et patrimoniale. Au contraire, les pouvoirs municipaux s'attachent à cibler les interventions urbaines culturelles sur des quartiers d'habitat précaire ou dégradé, sélectionnés pour leur centralité, et leur proximité vis-à-vis des quartiers littoraux aisés (Vidigal, Rocinha, Pavão Pavãozinho), ou pour leur importance historique (Morro da Providência), ou enfin pour la présence d'expressions culturelles singulières, à l'exemple du *jongo*^{*}, une danse et une pratique musicale héritée des rituels afro-brésiliens¹²⁵. Ces initiatives définissent un tournant dans les politiques urbaines de Rio de Janeiro qui, fortes d'un « nouveau langage d'investissement culturel », investissent ces quartiers de marges en vue d'engager une dynamique de renouvellement urbain d'envergure. De manière attendue, cette stratégie n'est pas sans susciter, dans les lieux où elle opère, des réticences de la part des personnes cibles de ce discours, en premier lieu, les habitants de ces quartiers.

À mesure de mon intérêt pour ces questions, j'observais combien de tels processus animaient de vifs débats dans la sphère publique et au sein des quartiers populaires que je fréquentais. C'est particulièrement le cas des quartiers portuaires de Saúde, Gamboa, São Conrado et Caju, marqués par les stigmates d'une histoire mouvementée de déshérence et de marginalisation (Rabha, 2006), qui seront progressivement concernés par de telles initiatives. Dès lors, l'étude des conflits et controverses qui traversaient la question de l'avenir de la zone portuaire de Rio de Janeiro et de ses quartiers m'apparaissait pertinente, pour comprendre les tenants contemporains des politiques publiques urbaines et pour identifier les ressorts d'un discours renouvelé sur le patrimoine et la culture.

¹²⁴ Le registre officiel fait état de l'inscription de la ville au titre de son « paysage culturel », désignation qui met l'emphase sur l'interaction entre l'homme et son environnement un label attribué à un état donné selon certaines valeurs, mais plutôt comme la reconnaissance des caractéristiques d'interaction entre les productions humaines et leur environnement. Cette désignation s'appuie sur le décret de l'IPHAN n°127 du 30 avril 2009. Elle est reprise dans le dossier de candidature à l'Unesco.

L'institution décrit le bien inscrit de la manière suivante : « Le bien consiste en un paysage urbain exceptionnel comprenant les éléments naturels qui ont régi et inspiré le développement de la ville et son environnement ». Il « comprend la totalité des éléments naturels et structurels essentiels qui ont régi et inspiré le développement de la ville (...). Les délimitations incluent tous les plus beaux points de vue qui permettent d'apprécier la manière dont la nature a été façonnée pour devenir un élément culturel important de la ville ». Pour un descriptif complet du bien mentionné et des critères d'inscription, voir le site de l'Unesco : <https://whc.unesco.org/fr/list/1100/>. Pour une étude des temporalités du processus de reconnaissance de la ville de Rio au titre du patrimoine mondial de l'humanité, voir notamment (Zamant, 2018).

¹²⁵ Depuis la fin des années 1990, de telles formes culturelles, intimement liées aux rites et pratiques religieuses afro-descendantes telles que le candomblé et l'umbanda, font l'objet de formes de revitalisation portées par des groupes identitaires revendiquant leur appartenance à l'héritage noir brésilien. Ce mouvement est peu à peu relayé par les pouvoirs publics, dont les ambitions diffèrent d'un contexte à l'autre, se situant à l'articulation entre une volonté de reconnaissance-réparation et une stratégie de valorisation économique non dénuée de légitimations politiques. J'aborde l'étude de ce phénomène dans sa dimension à la fois politique et économique, au travers d'une étude de cas menée dans le quilombo Pedra do Sal à Rio de Janeiro, dont l'analyse est discutée dans le troisième axe qui rassemble mes travaux (voir 0). Le cas du *jongo* met en évidence un processus de « re-figuration des identités » afro-brésiliennes et « d'exposition publique par l'image », ce que Francine Saillant et Pedro Simonard désignent comme la « performativité des identités » (Saillant & Simonard, 2010).

Mes observations ont mis en évidence la prévalence, dans tous les lieux concernés par de telles opérations, de conflits discrets mais néanmoins structurels, notamment liés à la domination de certains groupes sur les affaires du quartier. Personnalités politiques, entrepreneurs membres de l'élite locale ou représentants de factions du narcotrafic, le champ des acteurs interrogeait la capacité des politiques urbaines à être mises en œuvre dans leurs termes. C'est cet aspect déterminant de la vie sociale de ces quartiers qui allait dès lors tout particulièrement intéresser mes recherches.

Le « musée à ciel ouvert » du Morro da Providência : une entreprise mémorielle exogène, un mythe patrimonial

La marginalité, comme tous les mythes, provoque un effet d'aimant, un ensorcellement (...). La force d'attrait du mythe de la marginalité cache quelque chose de réel.

Fernando Henrique Cardoso, cité par P. Berenstein-Jacques, 2001

Selon l'IBGE, le Morro da Providência abritait en 2010 près de 4 354 personnes (IBGE Censo 2010). Il jouxte l'Area de Proteção do Ambiente Cultural (APAC) Saúde, Gamboa et Santo Cristo reconnue pour ses caractères patrimoniaux depuis 1988, et se situe sur la seule colline faisant directement face à la baie de Guanabara, au cœur de la zone portuaire. Sa particularité est en outre d'être considérée comme la plus ancienne implantation humaine « informelle » de la ville. Son nom initial, Morro da Favella, atteste de ce statut, le terme *favela* étant utilisé de manière générique pour désigner des agglomérations d'habitat précaire¹²⁶.

Comme l'ensemble des *favelas*, le complexe collinaire sur lequel s'est déployé cette favela¹²⁷, est le lieu d'habitation de catégories sociales le plus souvent vulnérables (pour partie illégale). Ceci est le corolaire d'un déficit généralisé d'accès aux services urbains de base et d'une marginalisation et discrimination historiques de leurs populations, notamment liée aux origines sociales et raciales. De plus, une intense activité de trafics d'armes et de drogue conduit les habitants à cohabiter avec des situations de violence et de criminalité.

Selon Lu Petersen, chef de cabinet du maire de Rio de Janeiro Cesar Maia, à l'origine du projet, le choix de créer un musée à ciel ouvert s'explique par le fait que la Providência est, selon elle, « la synthèse de l'origine des favelas cariocas » :

L'occupation de la colline est en effet historiquement confondue avec le massacre de Canudos¹²⁸, qui exprime le traitement réservé jusqu'à aujourd'hui aux occupations

¹²⁶ L'IBGE identifie les favelas au moyen de la catégorie statistique d'*aglomeração subnormal* (litt. agglomérations anormales mais généralement traduit par « agglomérat hors-norme ») de cinquante maisons au minimum. En vigueur depuis le recensement de 1950, qui est le premier à recenser ce type d'habitat, la définition intègre des critères de taille, de statut d'occupation (illégal) et d'équipement (sous-équipement en services urbains essentiels : voirie, accès à l'eau, assainissement, collecte de déchets). Pour une étude sur les dogmes et la réalité plurielle des favelas, voir Valladares 2000.

¹²⁷ La favela est subdivisée en plus de 10 sous-quartiers. Ces découpages sont principalement constitués par les habitants, non reconnus officiellement par les autorités publiques. Leur nom désigne tantôt une étape du peuplement du quartier, tantôt des caractéristiques physiques ou encore des références à la situation géographique : Grotão (référence à un espace développé sous la falaise de granit et formant une grotte), Sessenta, Barão (car situé le long de la rue Barão da Gamboa), Ladeira do Faria et do Barroso (car situés le long des rues pentues permettant l'accès à la colline), Burraco Quente (connu pour avoir connu une période d'intenses conflits armés), Pedra Lisa (développé au bas de la colline suite à l'effondrement d'une partie de la falaise), Sessenta, Morrinho (petite colline), Toca, Cantão, Bica, Nova Brasília. L'organisation spatiale de l'ensemble du quartier n'est pas dénuée de hiérarchisation sociale et donc de conflits, souvent exprimés lors des réunions entre habitants.

¹²⁸ Canudos est une localité située dans l'actuel État de Bahia. Elle a été marquée par la guerre du même nom, qui a opposé au cours du 19^e siècle les troupes de la république du Brésil et celles d'Antonio Conselheiro, une sorte de prophète ayant fondé une communauté autonome dans cette localité. L'épisode a longtemps entretenu de vifs débats, les uns considérant cette entreprise comme l'émanation d'un délire religieux, les autres le voyant comme un noyau de résistance politique contre

irrégulières (*loteamentos irregulares*). Les esclaves libérés et les immigrants pauvres, sans possibilité de logement, vivront avec les soldats de la guerre, constituant l'une des premières agglomérations similaires au *Morro da Favela*. Sa situation de proximité avec l'importante zone historique qu'est le port, son insertion dans le grand projet de requalification de la zone portuaire, et l'existence à l'intérieur de celui-ci de bâtiments historiques et culturels, nous ont résolu à proposer la création d'une *cellule* qui soit constituée en un Musée à ciel ouvert, capable de générer du développement et de s'insérer dans la culture de la ville. Le bâtiment du musée est la colline elle-même, dont les façades forment, avec la végétation et les maisons, de véritables sculptures de granit.

(Petersen, 2004)^{iv}.



Figure 12 : Travaux de voirie dans les rues du Morro da Providência, programme Favela-Bairro, 2004 (crédit: Mauricio Hora).

À gauche : accroupi, un habitant employé par la municipalité (Secretaria de Obras) pour des travaux de voirie. Debout, un jeune homme faisant mine de viser sur le photographe avec une arme. Cette image en dit long sur le climat dans lequel est mené le chantier du programme Favela Bairro. À droite, d'autres habitants du quartier, cette fois employés par une autre instance de la municipalité, le Secretaria de Manutenção (secrétariat de maintenance).

Ce projet est justifié par la présence sur la colline de plusieurs édifices historiques qui témoignent d'une histoire « jamais racontée » de la zone portuaire et, avec elle, de celle de l'esclavage¹²⁹. Il offre en cela une possibilité inédite de mettre en exergue l'origine de ses habitants actuels, pour partie afro-descendants, censés avoir préservé des pratiques culturelles et culturelles

L'oppression exercée par la République. L'histoire du peuplement de la colline de la Favela, devenue Morro da Providência, indique qu'une partie de ses premiers habitants était composée de soldats de retour de la campagne de Canudos qui, faute de logement à Rio, se sont installés sur les flancs de cette colline sur laquelle ils auraient retrouvé la plante urticante baptisée *favela*.

¹²⁹ Rio de Janeiro a été l'un des plus importants ports de commerce d'esclaves africains au Monde. Cette activité se déployait dans la région qui correspond aujourd'hui aux quartiers de Saúde et de Gamboa, tout particulièrement autour du quai du Valongo, qui fait aujourd'hui l'objet d'une valorisation patrimoniale. À ce sujet, voir Souty, 2020; 2013 et Bautès et al., 2014.

– samba, rites religieux afro-brésiliens, comme le candomblé et l’umbanda – significantes pour le reste de la culture brésilienne. En cela, l’initiative de musée place la favela et ses habitants dans le rôle de « gardiens de la mémoire de la ville », selon une opération rhétorique qui constitue une « intéressante inversion de la mythologie de la ville divisée »^v (Freire-Medeiros, 2006)¹³⁰. Cette expérience, qui s’inscrivait dans l’ambition de promouvoir le quartier comme destination touristique et d’attirer de nouveaux résidents dans un centre historico-portuaire alors en déshérence, engage à la fois l’espace – certaines de ses caractéristiques en particulier –, et sa population, tout en s’appuyant sur des effets de localisation.

La description officielle qu’en propose sa fondatrice est, à ce double titre, éclairante :

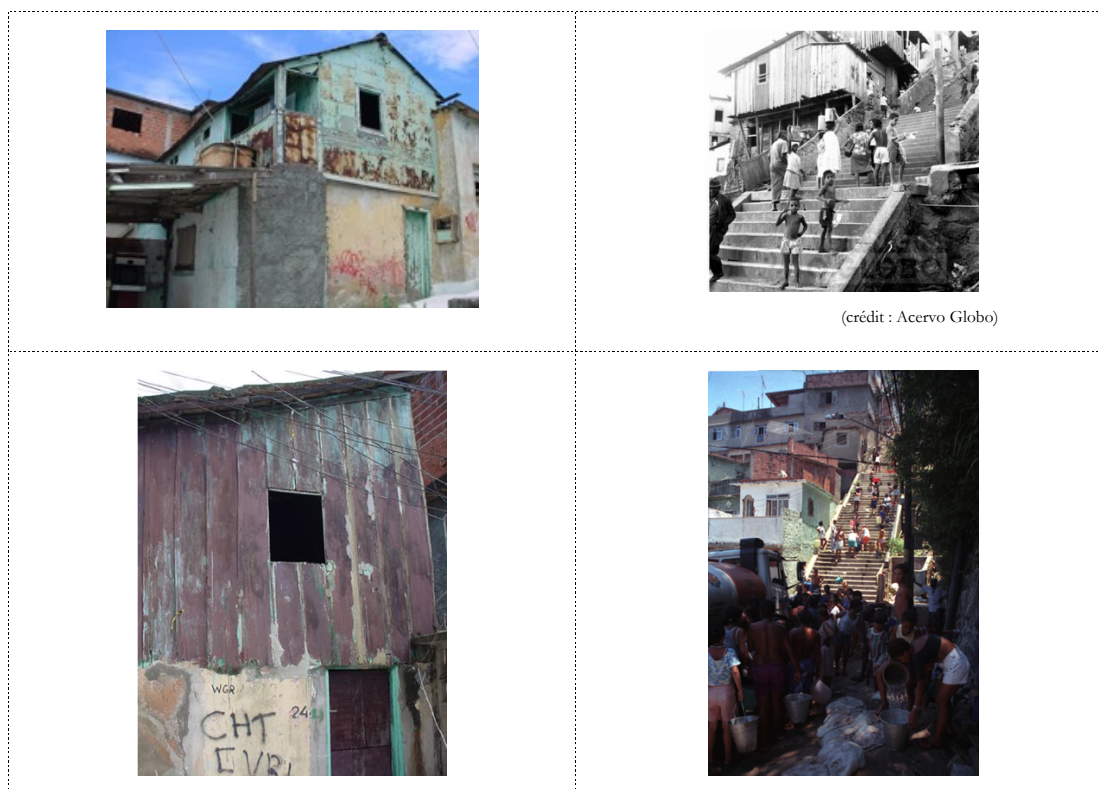
Le projet est très simple dans son articulation avec ses alentours. D’un côté, les accès par le Morro do Livramento, colline (reconnue au titre du) patrimoine historique et culturel de la ville et en cours de réforme, et par un escalier construit par les esclaves. D’autre part, la proximité avec les projets Cidade do Samba, référence importante aux origines des écoles de samba et avec celui de la Vila Olímpica. En réalité, il s’agit d’un couloir historique qui permet d’accéder à l’église, au vieux réservoir, à la chapelle Cruzeiro (...), aux maisons d’époque qui seront « congelées » et connectées au moyen de trois belvédères, d’un amphithéâtre et de toutes les autres interventions de Favela-Bairro.

(Petersen, 2006)^{vi}

Sur place, le musée est matérialisé par le marquage au sol d’un itinéraire touristique qui chemine le long des principaux édifices anciens faisant l’objet d’un travail de conservation : un ancien réservoir d’eau, la chapelle do Cruzeiro, l’église Nossa Senhora da Penha et plusieurs baraques anciennes construites en palissades de bois. Cet itinéraire est jalonné de belvédères offrant une vue à 360° sur l’ensemble de la ville. L’ensemble de l’infrastructure muséale a ainsi fait l’objet d’une attention spécifique et d’une série d’aménagements : rénovation des édifices remarquables classés au titre du patrimoine local, tels que le réservoir, l’église et la chapelle, « conservation en l’état » des baraques de bois anciennes, censées témoigner des modes d’habitat et des savoirs constructifs populaires durant les décennies antérieures, le tout formant une *area congelada* (une zone « congelée »), Figure 13¹³¹.

¹³⁰ L’auteur fait ici référence à l’ouvrage éponyme écrit par Zuenir Ventura : Ventura, Z., 1994, *Cidade Partida*. Rio de Janeiro : Companhia das Letras.

¹³¹ L’ensemble du projet d’intervention dans la favela, incluant le musée, est financé à hauteur de 14,3 millions de Reais par le programme Favela Bairro implanté dans la favela à partir de 2005 (dans sa phase 2).



(crédit : Acervo Globo)

Figure 13 : Images des lieux ciblés par le projet de Musée à ciel ouvert du Morro da Providência (nb - 2005)

En dépit d'une inauguration officielle vivement relayée par les médias télévisés, par les quotidiens locaux et par le service de communication de la municipalité, le projet est demeuré sans effet. Les travaux terminés, une enquête menée aux côtés de l'équipe du laboratoire FACI mettait en évidence combien les habitants étaient nombreux à ne pas comprendre l'usage de « *la plaque de fer au sol qui dessine le chemin vers le "haut" de la colline* » (entretien Mauricio, septembre 2006), même lorsque l'itinéraire passait devant leur maison. Plusieurs d'entre eux avaient même signalé à la municipalité, via les services sociaux, combien ce dispositif était dangereux : « *ça rend le sol glissant, et plusieurs personnes sont déjà tombées en glissant, particulièrement les personnes âgées et les enfants. C'est vraiment dangereux d'avoir mis ça au milieu de rues toutes neuves* », signalait-on à qui voulait l'entendre. Cosme Felipsen, habitant et guide touristique dans la favela, corroborait récemment cet état de fait :

il y a des habitants qui, jusqu'à aujourd'hui, ne savent pas à quoi servait la ligne métallique sur le chemin de la Providência. Ils pensent toujours que c'est pour évacuer l'eau.

(Cosme Felipsen, cité par Peregrino 2016)^{vii}.

Outre la dimension d'une infrastructure « légère », bien qu'elle ait impliqué d'importants travaux de construction de vastes belvédères aux formes évasées ouvrant vers un panorama sur l'ensemble de la région, les transformations sur le tissu urbain ne sont pas sans conséquence, pour certains habitants en particulier. Ces belvédères ont entraîné la destruction sans avertissement de plusieurs maisons, entraînant le relogement des familles qui les occupaient. Certaines familles, « retrouvées » lors de notre enquête alors qu'elles avaient été déplacées ailleurs, mentionnaient avoir été contraintes d'accepter un nouveau logement dans le quartier voisin de Caju, contrôlé par une faction rivale de celle qui gérait le narcotrafic dans le Morro da

Providência, rendant impossible toute installation durable. Ce type de pratique met en évidence la méconnaissance, sinon le désintérêt des pouvoirs municipaux vis-à-vis des jeux de pouvoir locaux, ainsi que la labilité des décisions inhérentes à ce type d'intervention urbaine.

Non-dits et effets sociaux d'une valorisation manquée

La situation difficile de cette famille révèle un aspect peu médiatisé par les instigateurs du projet, qui contribue pourtant à expliquer l'échec de l'initiative. Dans un contexte traversé par des conflits armés, la visite dans la favela de toute personne inconnue, comme plus largement la mise en œuvre de toute intervention – fût-elle le fait des services municipaux –, nécessite des négociations préalables avec les représentants des factions qui dominent l'activité de narcotrafic. Qu'elle se concrétise par l'intermédiaire d'agents municipaux ou de membres d'associations locales, cette étape de négociation est incontournable. Le cas de cette famille, relogée dans le quartier voisin de *Caju*, aurait dû passer inaperçu. Mais notre entretien a révélé qu'elle avait dû retourner dans la *favela* en urgence suite à des menaces : elle était originaire du Morro da Providência, et donc considérée comme ennemie des quartiers situés en contrebas, dominés par une faction adverse :

J'ai vu un jour sur ma porte un petit mot, et j'ai compris. Le lendemain, quelqu'un est venu me voir, en me disant que j'avais deux filles et qu'ils¹³² savaient d'où on venait. On n'était pas en sécurité ici. Il fallait partir (...). C'était un avertissement. J'étais morte de peur. J'ai trouvé à me loger ici, dans le *morro**, chez un ami.

(Enilza, entretien, octobre 2005).

Plusieurs événements mettent ainsi en évidence la prégnance d'une criminalité peu propice à l'accueil des flux touristiques, ainsi que la négation de cette réalité par les services municipaux. À titre d'exemple, peu après avoir été rénovée en 2005, la chapelle do Cruzeiro était atteinte par plus de dix coups de feu, suite à des affrontements entre des agents de la police militaire et des narcotrafiquants. En mars 2006, soit quelques mois après l'inauguration officielle du « musée à ciel ouvert », la maison-musée de Dôdo da Portela, principale attraction située le long de l'itinéraire touristique et permettant de rencontrer celle qui avait été la première *porta-bandeira* (porte-drapeau)¹³³ de l'école de samba Portela, était la cible de tirs croisés échangés entre les trafiquants et le bataillon des opérations spéciales de la police (BOPE*).

De telles situations, loin d'être isolées, identifient les limites de l'inversion du mythe de la ville divisée que signalait Bianca Freire-Medeiros : un phénomène « possible au niveau du discours mais qui doit, en pratique, faire face à des tranchées violemment gardées par le narcotrafic et la police » (Freire-Medeiros, 2006)¹³⁴. Cosme Felipen illustre également la faiblesse d'une entreprise pourtant présentée comme prioritaire pour les pouvoirs publics urbains :

¹³² Sans que cela soit exprimé de manière explicite, le « ils » désigne les leaders du narcotrafic dans le quartier de Caju, qui appartiennent à la faction Amigos dos Amigos (ADA), en guerre avec celle du Comando Vermelho (CV) qui domine sur le Morro da Providência.

¹³³ Dans le carnaval de Rio, la fonction de porte-drapeaux est assurée par une femme qui représente les couleurs de son école de samba. Elle constitue une figure importante du concours, étant l'une des seules personnes de l'école notée individuellement.

¹³⁴ Interrogée par Bianca Freire-Medeiros et Paola Menezes peu après l'entretien conduit par Rafael Soares Gonçalves et moi-même, en 2006, Lu Petersen admettait qu'après avoir espéré que la présence de touristes dans le quartier contribue à endiguer la criminalité, elle devait se rendre à l'évidence que toutes les conditions de sécurité n'étaient pas réunies. Elle indiquait que la solution pour maintenir une activité était de demander aux touristes potentiellement intéressés à visiter la favela en suivant l'itinéraire du « musée à ciel ouvert » de bien vouloir prendre rendez-vous, de sorte que, préalablement

Le maire a retiré *doña*¹³⁵ Dodo de sa maison et l'a relogé dans une maison voisine. Elle avait beaucoup d'informations sur la samba, sur la colline et maintenant qu'elle est morte, l'histoire n'est pas préservée. Ils ont déjà tout changé à l'intérieur et vont louer la maison. C'est la non-préservation de l'histoire du peuple^{viii}

(Cosme Felipson, cité par Peregrino, 2016)

Ce projet, discours qui l'accompagne, et le faible encadrement institutionnel qui le caractérise sont loin de faire de cette infrastructure culturelle un cas unique à Rio de Janeiro. Les initiatives culturelles centrées sur l'histoire sociale des quartiers pauvres, majoritairement peuplés par des immigrés du Nordeste ou par des populations afro-descendantes et donnant à voir ce qui émerge comme « une culture de la périphérie » ont eu tendance à se multiplier depuis années 1990, comme le montre notamment Licia Valladares (Valladares, 2006). Ces quartiers comptent aujourd'hui plusieurs musées établis le plus souvent sans soutien, hormis celui du secteur associatif. C'est le cas du projet Rede de memoria, initié par l'ONG Centro de Estudos e Ações Solidarias da Mare (CEASM) au milieu des années 1990, qui préfigure la création du Museu da Marê, ouvert en 2006. Brièvement soutenu par le Ministère de la Culture dans le cadre du programme fédéral Cultura Viva-Pontos de Cultura¹³⁶, il fonctionne aujourd'hui largement sur fonds propres et au moyen de donations, tout en étant administré par des représentants du monde associatif ou par des militants du quartier.

La singularité du projet de musée de Providência réside dans le fait qu'il émane d'une décision gouvernementale. En dépit de cela, il s'agit de souligner combien cette infrastructure, mise en œuvre de manière spontanée, sans étude ou concertation préalable, fonctionne hors de tout cadre programmatique¹³⁷. Ceci n'explique pourtant ni l'abandon rapide de toute mise en œuvre concrète ni la détermination paradoxale dont fait preuve la municipalité pour inscrire la favela et cette initiative dans son discours promotionnel.

Il semble dès lors que la production de nouveaux imaginaires associés à cette favela, un temps envisagé comme une priorité pour espérer une montée en gamme des quartiers centro-portuaires, ne réponde pas aux contraintes juridiques de l'action politique, fonctionnant sur de seuls effets d'annonce. Or, comme pour toute entreprise de reconquête, une réécriture en profondeur de l'histoire des lieux constitue un préalable, un processus lent dans le cas des favelas. La complexité socio-spatiale de ces quartiers, pourtant soulignée dans les documents de planification au service d'une rhétorique de la reconnaissance, prend ici tout son sens, un sens qui semble pourtant échapper aux pouvoirs publics.

Un masque sur le réel : la négation de la complexité sociale des quartiers de favelas

Pensé et mis en œuvre à la hâte, le projet de « musée à ciel ouvert » échoue à mobiliser les habitants, faute de processus participatifs pourtant inscrits parmi les conditions programmatiques de *Favela-Bairro*. Nos observations montrent que la participation citoyenne évoquée à grands frais

communiquées au commandement du PM, les dates des opérations de police ne coïncident pas avec les horaires de visite. Cette information a été confirmée par les représentants des services municipaux présents dans la favela.

¹³⁵ Littéralement « Madame » : formule respectueuse pour s'adresser à une personne âgée au Brésil.

¹³⁶ Le célèbre chanteur Gilberto Gil, ministre de la culture de 2003 à 2008 sous le gouvernement de Lula da Silva, s'est profondément engagé dans ce programme et, de manière plus générale, dans le soutien aux initiatives culturelles situées dans les périphéries des villes brésiliennes.

¹³⁷ Le projet *Celula Urbana* est loin de répondre aux critères préalablement indiqués dans le programme car officiellement destiné à être appliqué dans le contexte des *Grandes favelas*, comme c'était le cas de Jacarezinho. Aucune mention, dans les textes relatifs au Favela-Bairro, de la possibilité de mettre en œuvre un tel dispositif dans une favela de petite taille. Le choix de ce quartier révèle ainsi la liberté prise par les responsables de sa coordination et de sa mise en œuvre, témoignant dans le même temps de son importance stratégique.

lors d'entretiens avec les responsables du projet se limite – fait marquant s'il en est – à désigner l'association locale des résidents (Associação de Moradores da Providência) comme principal interlocuteur. Or, comme cela a pu être observé ailleurs au Brésil, en dépit d'être le principal organe reconnu constitutionnellement pour garantir le droit et les intérêts des habitants, cette association est pleinement engagée dans un soutien à l'activité et aux pouvoirs de la faction dominante du narcotrafic (Comando Vermelho). Ceux-ci se sont appropriés cette instance, asseyant leur légitimité et leur pouvoir d'action dans le quartier, bénéficiant aussi d'une voix susceptible de porter à l'extérieur. Cette réalité est connue de tous, comme l'est le conflit violent qui oppose plusieurs factions du narcotrafic dans et autour de la zone portuaire pour le contrôle du trafic de drogue.

Fort de tels constats, il convient de souligner combien ce type d'initiative, inscrite dans une politique urbaine voulue comme « enracinée dans une compréhension des ressources culturelles locales et des villes comme entités culturelles » (Parkinson et Bianchini, 1994, p. 212), apparaît servir des exigences promotionnelles plutôt que des initiatives locales susceptibles de générer des externalités économiques. Si, de manière inédite à Rio de Janeiro, une intervention publique d'envergure dans les favelas comporte une dimension économique – promotion et soutien d'entreprises commerciales permettant de répondre à une demande touristique supposée –, celle-ci constitue un masque sur les réalités sociales du quartier.

Loin d'être seulement une figure de rhétorique, un tel masque conduit la municipalité à nier l'influence des factions criminelles au sein des quartiers. Dans une recherche menée dans plusieurs favelas concernées par le dispositif Favela-Bairro, le géographe Marcelo Lopes de Souza constate combien :

Les trafiquants peuvent parfois entraver l'avancement des travaux de rénovation (*urbanização*) mais pas toujours de manière délibérée. D'une part, bien qu'ils le fassent rarement, les trafiquants eux-mêmes peuvent même collaborer à la mise en oeuvre d'améliorations occasionnelles dans les favelas; d'autre part, il ne faut pas toujours compter sur leur absence totale d'opposition à une rénovation plus complète (...), qui bouleverse radicalement la structure spatiale de la favela, avec des conséquences dangereuses pour leurs activités, comme la facilitation des incursions policières^{six}

(Lopes de Souza, 2009).

Dès lors, l'élaboration d'une vision renouvelée de ce quartier précaire, inachevée et fabulée, fait face à la réalité des situations de marginalité et à la criminalité, qui revêtent des formes structurelles. Au-delà du constat qui consisterait à limiter l'analyse au seul constat du caractère normatif et performatif de ce type de « marquage culturel », la réalité des transformations générées par ces interventions oblige à approfondir l'étude des intentions et des registres de justification déployés par l'action publique. Elle met en évidence l'absence de prise en compte de ce qui, dans cet espace comme dans d'autres quartiers de la ville, conditionne la réussite ou l'échec d'un tel projet : le politique, ici matérialisé par la prégnance de conflits exprimés par des affrontements armés et par des transactions qui se tissent entre des acteurs nombreux, depuis les habitants et les militants extérieurs au quartier, jusqu'aux politiciens locaux et aux membres de l'administration municipale. Les rapports de force reflètent ainsi les différents niveaux des luttes de pouvoir qui s'exercent dans et hors du quartier pour le contrôle d'un espace économique double, à la fois convoité pour l'activité de narcotrafic, et pour les perspectives de marchandisation du sol urbain que sont susceptibles d'offrir de juteux marchés pour des

entreprises du secteur privé, dont les connivences avec la sphère de l'État ont de longue date été mises en lumière.

L'étude de tels projets, qui mêlent interventions urbaines et culturelles, permet ainsi de noter combien l'essentialisation de la « culture des marges » et sa marchandisation contribuent à dépolitiser la question sociale associée à la favela, affaiblissant en cela la capacité de la sphère militante à défendre les droits des populations vulnérables. Promise par la puissance publique, la négociation qui aurait dû conduire les habitants de ce quartier à tirer avantage des opérations de rénovation, demeure à l'état de discours. Cette limite souligne l'illusion qui consiste à penser que la mise en exergue d'un groupe et d'un espace ouvre nécessairement la voie à des améliorations de leurs conditions de vie et à des perspectives de reconnaissance et d'émancipation sociale.

Cette illusion est illustrée par le moment politique¹³⁸ qui, à Rio de Janeiro, m'a conduit à observer la fin brutale de la mise en exergue des attributs singuliers et culturels de ces espaces dans les projets urbains. Si ce type d'opération était envisagé comme un changement de perspective de l'action publique vis-à-vis d'espaces et de populations marginalisées, elle s'avère de fait amplifier les tensions historiques qui, dans le Brésil contemporain, opposent de longue date l'État et les quartiers précaires.

Dès lors que la sécurisation des quartiers supplante la reconnaissance sociale des *favelados* et la valorisation culturelle de leurs espaces, la politique des favelas reprend son cours structurel, éloignant toute perspective de réconciliation.

II.1.3. Fin de partie. Quand la rhétorique culturelle laisse place au registre sécuritaire de l'action publique urbaine

The only solution to recover a territory that is under enemy power is to start a war action. The idea is to put war tactics into practice, with ostensive and powerful occupation of the entire territory to be conquered. Once the area conquered back has been militarily occupied, the dwellers should be helped to leave the place, so the recovered territory can be freed from the presence of crime. It will be reforested, if it is the case. Or else it can become a school, a health care center or a police station. In short, it will acquire a public and social destination. When resettling the dwellers in their new homes, the public power must make sure they have the same quality of life of any Cariocan citizen from then on, free from criminal gangs and their heads^x.

Sandra Cavalcanti, « Behind the Bullets. », *Jornal do Brasil*, 04 novembre 1996

Le changement radical, observé à partir de 2007 dans la nature des dispositifs mis en œuvre dans les favelas de Rio de Janeiro, a soudainement réorienté mes réflexions et ma démarche d'enquête (voir 0). D'abord de manière ponctuelle entre 2005 et 2008, puis de manière plus affirmée à partir de 2009, les politiques urbaines engagées mettent en évidence un tournant important : la municipalité, sous l'égide des autorités de l'État de Rio de Janeiro – compétent dans le domaine de la sécurité publique – oriente l'intervention urbaine dans les quartiers de favelas vers le registre sécuritaire. Il s'agit là d'une véritable rupture dans la nature des opérations

¹³⁸ L'expression est empruntée au philosophe Jacques Rancière, qui définit le *moment politique* comme « une impulsion, un changement dans l'équilibre que les pouvoirs manipulent » (Rancière, 2009, p. 8). Selon l'auteur, un moment politique émerge de la combinaison entre « la coercition et (du) consensus, entre une situation où c'est l'inégalité qui prévaut entre les acteurs et la création d'un véritable espace social, et la reconnaissance mutuelle d'une intersubjectivité » (Rancière, 2009, p. 47). Il est souvent marqué par « l'indétermination relative qui arrive quand la domination rencontre la résistance et quand le consentement rencontre la contradiction ». (Rancière, 2009, p. 49).

menées dans les favelas et dans les discours qui les accompagnent. Le prolongement des travaux de rénovation engagés dans les programmes Cimento Social (2007), puis Morar Carioca (2010), mobilisent les forces militaires et policières pour assurer la sécurité des interventions. Désormais, les favelas sont appréhendés au seul prisme du contrôle et de la répression armée.

Dans ce nouveau contexte, les questions relatives à la violence et la criminalité, de même que leur traitement par les pouvoirs publics, vont progressivement occuper une place plus importante dans mes réflexions, comme l'illustre l'article co-écrit avec Rafael Soares Gonçalves (Bautès et Gonçalves 2011a, *réf.1.7*)¹³⁹, qui resitue le dispositif UPP (débuté en 2009) dans l'histoire des politiques de sécurité mises en œuvre dans l'ensemble des espaces urbains du pays depuis le retour à la démocratie en 1985. Cette contribution propose une réflexion sur ses premiers effets dans les favelas, où il a été initialement implanté. Ce changement brutal, observé tant dans les discours que dans les présupposés de l'action publique et, par conséquent, ses incidences sur la vie sociale des favelas, nécessitent en effet une analyse portée sur deux aspects de ces initiatives : d'une part, sur ce qu'elles disent des manières de penser et de conduire des politiques urbaines dans un contexte social qui, lui, n'a pas foncièrement changé depuis les années 1990 ; d'autre part, sur ses effets à l'échelle de ces espaces et de leurs habitants. Dans le Morro da Providência comme dans de nombreuses autres favelas de la ville, les routines habitantes sont en effet fortement contraintes par de nouvelles formes de gestion de la vie quotidienne, qui comptent avec une présence policière permanente. Elles viennent profondément modifier en profondeur les rapports sociaux, fragiliser les liens de confiance et les formes de solidarités à l'échelle du quartier (Menezes 2015).

Deux épisodes successifs identifient, dans le Morro da Providência, les effets de cette politique sécuritaire sur le quotidien d'un quartier qui, en dépit de faits de violence, demeure un espace caractérisé par une entraide et une solidarité sociale et familiale.

L'armée au secours de l'intervention urbaine

Le premier épisode est observé dans les premiers mois de 2007, au cours desquels le sénateur Marcelo Crivella¹⁴⁰ décide de lancer la rénovation de 782 logements situés sur le versant Nord de la colline Providência, le long de la rue Barão da Gamboa, principal axe routier connectant la favela et le quartier de Gamboa¹⁴¹. Baptisée Cimento Social, cette entreprise mobilise un financement de 12 millions de Réais¹⁴² inscrit dans le Programme d'Accélération de la Croissance (PAC)¹⁴³. Dans son volet local, ce dispositif fédéral envisage de prolonger les travaux d'amélioration conduits par le *Favela-Bairro*. Dans un contexte social instable, marqué par une vive contestation sur le choix des familles bénéficiaires du dispositif, M. Crivella décide de

¹³⁹ Cet article est paru dans un numéro thématique de la revue *Justice Spatiale/ Spatial Justice* intitulé « Pratiques de sécurité en ville », dirigé par Jérôme Tadié et Marie Morelle, avec lesquels nous étions alors engagés dans une réflexion collective sur des questions liées à la gouvernance des espaces informels dans plusieurs villes du monde. Cette réflexion donnera lieu à plusieurs réponses à appels à projets, entre 2006 et 2008, avant de bénéficier d'un financement au titre du programme Émergences de la Ville de Paris pour la période 2010-2015. Programme INVERSESES, « Informalités, pouvoirs. L'envers des espaces urbains ».

¹⁴⁰ Marcelo Crivella est membre du Parti Républicain Brésilien (PRB) créé par des dirigeants de l'Église Universelle du Royaume de Dieu, et enregistré officiellement en mars 2006 auprès du tribunal supérieur électoral. Il a été successivement ministre de la pêche (2012-2014), sénateur (2003-2017), puis maire de Rio de Janeiro (2017-2020). Évangéliste, il a longtemps été évêque de l'Église Universelle du Royaume de Dieu. Comme le précisent R. Mariano et R.E. Schembida de Oliveira dans un article analysant sa trajectoire politique, son accès à des postes électifs a largement été favorisée par son appartenance à ce groupe influent (Mariano & Schembida de Oliveira, 2009).

¹⁴¹ Cette portion de la favela est connue pour être la plus favorisée, et la plus visible depuis la ville. Nul doute que cette caractéristique explique en partie le choix du lieu d'intervention.

¹⁴² À ce moment, cette somme correspondait à environ 3,5 millions d'Euros.

¹⁴³ Voir note 122.

« sécuriser » les travaux en postant une garnison militaire tout autour de la zone d'intervention. Les militaires sont en charge d'assurer le bon déroulement du chantier et de coordonner le travail des ouvriers, souvent des habitants du quartier sans emploi, embauchés pour l'occasion.

Le premier aspect qui caractérise ce dispositif est le recours à la présence militaire, perçue et commentée par plusieurs habitants comme une provocation de la part de l'État. Avant même d'en souffrir, certains critiquaient vivement cette décision : « *Nous voulons les travaux, oui, pas l'armée, pas la police. Les travaux !* » disait Luis Antonio, jeune homme de 35 ans qui, dès les premiers jours de la présence militaire dans le quartier, se trouvait gêné dans ses déplacements :

Ils m'arrêtent régulièrement, me demandant ce que j'ai dans mon sac. J'ai beau leur dire que c'est ma *quentinha*¹⁴⁴, ils me demandent systématiquement de l'ouvrir, et ensuite, ils rient quand l'un d'entre eux la prend et regarde ce qu'elle contient (...). Parfois, ils la jettent par terre et m'empêchent de la ramasser.

(Luis Antonio, entretien, 16 août 2007)

La même réticence est exprimée par Mauricio, impliqué dans des activités sociales et artistiques du Morro da Providência :

Le Morro est né comme un lieu de refuge pour des membres de l'armée qui avaient souffert de la désinvolture de l'État, à leur retour de la Guerre de Canudos. Mais aujourd'hui, ce ne sont pas les mêmes soldats. Ceux-là nous traitent mal, ils nous regardent de travers. Ça n'augure rien de bon.

(Mauricio, entretien, 12 août 2007)

L'occupation militaire, même lorsqu'elle se limite au contrôle et à la supervision du chantier, met en évidence l'enjeu important que Crivella accorde au programme Cimento Social, dont plusieurs commentateurs ont mis en évidence la visée électoraliste. Le projet a effectivement été mis en œuvre juste avant le lancement de la campagne pour les élections municipales auxquelles il se portait candidat en 2007. Il multipliait ainsi des visites hautement médiatisées, communiquant sur le caractère innovant d'une intervention qui, pour la première fois, ciblait directement l'amélioration du logement et la sécurité des résidents au lieu de se concentrer sur l'infrastructure urbaine comme les précédents. Outre l'usage de matériaux de meilleure qualité, le programme prévoit la construction de murs blindés résistants aux « balles perdues », qui suscitent une peur généralisée. Le site web du député précisait ainsi : « Ces plaques sont résistantes à l'impact de balles d'un calibre allant jusqu'à 7,5 millimètres, à une distance minimale de 20 mètres. Cela permettra de réduire considérablement l'indice statistique qui effraie le plus le résident de la communauté : la balle perdue »¹⁴⁵.

Le deuxième aspect qui singularise ce programme concerne les acteurs qu'il mobilise. Bien que le recours à l'armée ait déjà été observé par le passé dans cette favela, notamment dans le but de « réassurer et sécuriser », le montage institutionnel et la mise en œuvre du programme Cimento Social apparaît exceptionnel par la coordination inédite qu'il engage entre le Ministère de la Défense et le Ministère des Villes (Ministério das Cidades). Fait marquant, les travaux sont

¹⁴⁴ Litt. « cantine » : gamelle qui contient le déjeuner.

¹⁴⁵ <https://www.marcelocrivella.com.br/>

assurés par les propres soldats de l'armée, appartenant à la Direction des Œuvres militaires¹⁴⁶. Outre la construction de nouveaux logements¹⁴⁷, plus de 50 habitations ont à ce jour bénéficié de travaux de rénovation. La liste des familles bénéficiaires, conduite par le siège carioca de l'Église Universelle du Royaume de Dieu (Igreja Universal do Reino de Deus) dont le sénateur Crivella a été évêque, plusieurs années durant, est vivement contestée. À proximité des logements sélectionnés, des centaines de familles vivent dans des conditions bien plus précaires, situation qui aurait justifié l'attribution d'un logement. Dix jours après une réclamation formulée par l'association de résidents, transmise aux autorités de justice, la cour suspendait le soutien fédéral, accusant le candidat à la municipalité d'en tirer parti pour sa propre campagne électorale¹⁴⁸. Ne désespérant pas, Crivella inaugurerait l'année suivante les premiers logements neufs, dont le financement avait été assuré en puisant dans sa réserve sénatoriale¹⁴⁹.

La conséquence la plus brutale du projet est sans nul doute celle qui survient un an après le lancement du dispositif. Le matin du 14 juin 2008, trois jeunes adultes habitant le Morro da Providência sont capturés par des militaires et livrés pour être assassinés à des trafiquants de la favela Morro da Mineira, dominée par une faction du narcotrafic rivale. Largement relayé par la presse et par les canaux citoyens de la favela, cette « liquidation », perpétrée dans des conditions particulièrement violentes, conduit la Justice Fédérale à retirer l'armée du quartier. Presse, opposition politique et tribunal électoral dénoncent alors Marcelo Crivella d'un même élan, accusé d'utiliser le programme à des fins électorales et d'employer l'armée hors de tout cadre législatif¹⁵⁰. S'appuyant sur des rumeurs circulant dans le quartier, médias écrits et télévisés accusent également un membre de l'équipe du député d'avoir « signé » un pacte de non-agression avec les trafiquants la présence militaire permettant de terminer les travaux sans heurt. Rejetées en bloc par le député, ces accusations viennent néanmoins fragiliser le projet, tout en générant un traumatisme dans la population du quartier, aspect qui s'avèrera déterminant pour comprendre les tensions à l'œuvre en 2008, lorsque l'État de Rio de Janeiro mobilise une fois encore l'armée pour désarmer et faire fuir les narcotrafiquants en préalable à l'implantation permanente d'unités de police pacificatrice (Figure 14 ; Figure 15).



Figure 14 : Employés de l'armée (Força Nacional de Segurança) travaillant sur le chantier du dispositif Cimento Social (Photo : N. Bautès, 2006)



Figure 15 : Troupes militaires déployées par l'État de Rio de Janeiro dans le Morro da Providência.

Cette occupation militaire est un préalable à l'implantation des Unités de Police Pacificatrice (UPP) (Photo : N. Bautès, M. Hora, 2008).

¹⁴⁶ L'instance mobilisée au sein de l'armée, relevant du Ministère de la Défense, est la Direction des Œuvres Militaires (Diretoria de Obras Militares), elle-même relevant du Département d'Ingénierie et de Construction (Departamento de Engenharia e Construção).

¹⁴⁷ Le projet initial prévoyait la rénovation ou la construction de 782 logements. En 2013, près d'une centaine de nouveaux logements avaient été construits et 50 rénovés.

¹⁴⁸ Le sénateur envisage alors sa candidature à l'élection municipale de Rio de Janeiro, dont il sortira victorieux en 2017.

¹⁴⁹ Au Brésil, cette enveloppe est dénommée *verba de gabinete*.

¹⁵⁰ <https://folha-online.jusbrasil.com.br/noticias/35309/juiz-que-paralisou-obras-em-morro-disse-que-projeto-era-slogan-de-crivella>

La « pacification »¹⁵¹ au service du marketing urbain : tournant sécuritaire et capitalisme militaire

Un second programme, mis en œuvre à partir de 2008, met en évidence l'imbrication croissante entre les dispositifs d'intervention urbaine et la militarisation des quartiers d'habitat précaire. Il revêt une dimension bien plus large que le précédent. Le dispositif UPP (Unités de Police Pacificatrice), mis en œuvre à partir de 2007-2008, s'inscrit en effet dans le Programme national de Sécurité publique et de citoyenneté (Pronasci*) qui intervient d'abord dans des favelas abritant les taux de criminalité les plus élevés, avant d'être étendu à l'ensemble des favelas, phase qui précède un déploiement national. Selon le Secrétariat d'État à la Sécurité (Secretaria Estadual de Segurança), coordinateur du projet, l'UPP représente « un nouveau paradigme dans la politique du pays », conciliant la mise en œuvre d'objectifs sécuritaires et sociaux » (Bautès et Gonçalves 2011b, *réf.1.7*).

Appliqué à Rio de Janeiro dans le contexte du début des années 2010, ce programme vise à prendre à bras le corps la question de la criminalité dans les lieux où elle est susceptible d'empêcher la tenue des grands événements sportifs et, tout particulièrement, des Jeux olympiques de l'été 2016, dont l'ouverture est envisagée comme date-butoir par la municipalité pour déployer toute l'envergure de son projet urbain. Comme le note James Freeman, le lien entre l'implantation des UPP et les stratégies d'accumulation néolibérales liées à la mise aux normes de l'espace urbain en vue de l'accueil des Jeux olympiques, est alors évident :

Les concepteurs de Rio ont dû réfléchir aux conséquences d'attirer l'attention du monde entier sur la ville pendant deux semaines en 2016 pour que la violence éclate au milieu des jeux ou que les journalistes du monde entier se retrouvent à quelques rues de leurs hôtels ou des sites olympiques, dans les favelas patrouillées par des membres de gangs lourdement armés^{xi} (Freeman, 2012)

La criminalité qui marque ce quartier est d'autant plus urgente à résoudre qu'il figure aux abords directs de la zone concernée par la gigantesque opération urbaine *Porto Maravilha*. Cette initiative identifie ainsi clairement le tournant sécuritaire des politiques urbaines de Rio de Janeiro, déjà manifesté au début des années 2000 au travers de la lutte contre le commerce informel, devenue l'axe principal des stratégies urbaines depuis la fin de la décennie. La politique dite du Choque de Ordem¹⁵² lancée par le maire Eduardo Paes à l'échelle de nombreux quartiers de la ville à partir de 2010, bien qu'elle identifie une rupture avec la rhétorique de la guerre qui caractérisait jusque-là les interventions policières dans les favelas, met l'accent sur la cordialité des nouveaux agents et sur le souci de renouveler l'image de la police (et, par extension, l'image des forces militaires) autant que la nature de son intervention dans les quartiers précaires, maintenant toujours l'ambition de rétablir l'ordre public à tout prix. Selon les représentants des pouvoirs publics et de nombreux observateurs du phénomène, l'initiative a permis de désarmer

¹⁵¹ « Le terme « pacification » est un euphémisme souvent employé dans les discours politiques et médiatiques pour désigner l'occupation policière visant à rétablir la paix, succédant le plus souvent, dans le cas du Brésil, à une intervention armée. Pour des détails sur son usage dans la nouvelle langue française, voir notamment :

<http://nouvelledelanguedfrancaise.hautetfort.com/archive/2011/04/12/pacifier-pacification.html> » (Bautès & Gonçalves, 2011b). Ce terme est utilisé durant la guerre d'Algérie. Il recouvre les déplacements de populations rurales par les autorités coloniales en vue de couper leurs contacts avec l'armée de libération nationale (ALN). Les populations déplacées sont regroupées dans des « Sections Administratives Spéciales », soient des bidonvilles aux périphéries des villes de l'époque. Certaines SAS sont devenues des quartiers en dur, en général pauvres.

¹⁵² L'opération *Choque de ordem*, littéralement « choc d'ordre », vise à mettre fin à ce que l'équipe du secrétariat de l'ordre public désigne comme « le désordre urbain », qui est selon eux « le grand catalyseur du sentiment d'insécurité publique et le générateur des conditions propices à la criminalité en général. De fil en aiguille, ces situations bannissent les gens et les bons principes de la rue, contribuant ainsi à la dégénérescence, à la désoccupation de ces rues et à la réduction des activités économiques » <http://www.rio.rj.gov.br/web/guest/exibeconteudo?article-id=87137> (Traduit par mes soins).

les trafiquants, diminuant ainsi la violence létale et marquant temporairement l'arrêt des affrontements armés.

Une série d'observations menées dans certains quartiers d'implantation des UPP plusieurs mois après leur arrivée, met néanmoins en évidence la réticence de la population à interagir avec des policiers pourtant désarmés, suite à de nombreux signalements d'actes de violence, d'intimidations ou de harcèlement (Leite 2014 ; Menezes 2015, 2016 ; Oosterbaan & Van Wijk 2015). En ce sens, en même temps qu'elles rompaient avec les dispositifs et les modes d'intervention précédents, particulièrement violent, l'occupation permanente de la police contribuait à raviver les tendances historiques du traitement des quartiers de favelas par la force et l'intimidation, conduisant à perpétuer un sentiment de défiance entre la population et l'État. De manière toute aussi significative, quoique souvent passée sous silence, l'étude de ce dispositif montre une rupture dans les arrangements tacites qui liaient de longue date policiers et trafiquants. Dans le *Morro da Providência* comme ailleurs, l'interférence de la police pacificatrice dans les relations entre agents de la police militaire et trafiquants a conduit ces derniers à faire preuve de discrétion, maintenant leur activité de manière dissimulée, sans exhibition de leurs armes, pratique qui constituait jusque-là une tendance forte des *donos de bocas de fumo* ou des *donos do morro*¹⁵³, leur d'exhiber les attributs de leur force et de leur virilité¹⁵⁴. Dans ce contexte inédit auquel je faisais face en 2013, acteurs policiers et criminels se prêtaient à un jeu de surveillances croisées, les uns (trafiquants) cherchant à établir de nouveaux accords, quand les autres (policiers) résistaient – fût-ce pour un temps – à entretenir quelque relation avec les trafiquants. La stabilité, toute relative, observée dans les relations passées entre ces deux groupes se substituait donc, entre 2013 et 2016, à une situation d'incertitude quant aux forces contrôlant l'espace de la favela¹⁵⁵.

Cette situation n'était pas sans menacer la paix relative à laquelle les pouvoirs publics étaient vivement attachés au moment de l'organisation des JO de 2016. Elle n'était pas non plus sans complexifier les recherches menées dans un contexte incertain, traversé de rumeurs la menace d'éventuelles dénonciations, ravivant la peur des habitants de voir leur maison détruite par un projet tend à « empiéter sur les droits individuels et sociaux des populations les plus fragiles » au travers de campagnes d'expropriation et d'éviction « justifiées dans une optique de criminalisation de la pauvreté, et accompagnant des logiques généralisées de gentrification » (Amoroso et al., 2014). Dès lors, la conjugaison entre politique de sécurité publique et intervention urbaine au travers du dispositif UPP, met en évidence un processus observé dans d'autres contextes où, comme au Brésil, les « économies politiques militaires de diverses formes tendent à accroître leurs investissements dans des mégaprojets », révélant un capitalisme militaire en pleine expansion (Amar, 2018).

¹⁵³ Littéralement et respectivement, les « chefs des points de vente de drogue », et « les chefs du *morro* », ce dernier terme, qui signifie « morne » ou « colline », étant employé localement comme synonyme de quartier/favela.

¹⁵⁴ Cette représentation de soi de la part des trafiquants de drogue identifie un aspect de la politique « pacificatrice » qui me semble central en ce qu'elle contraint fortement les jeunes trafiquants, à la fois sur le plan de leur activité économique et de la représentation qu'ils donnent d'eux-mêmes. La nécessaire invisibilité des armes tend ainsi à rompre avec « les valeurs et les pratiques de l'ethos guerrier (Elias et Dunning, 1993, p. 138), lesquelles établissent un lien symbolique entre l'orgueil mâle et la domination d'un territoire » (Zaluar, 2001).

¹⁵⁵ Aussitôt les événements sportifs passés, soit à partir de 2017, les routines du narcotrafic ont repris leur cours dans un contexte marqué par le déclin des UPP, fragilisées par l'annulation du partenariat signé entre le Secrétariat à la sécurité (*Secretaria de segurança*) de la municipalité de Rio et le groupe OSX, dirigé par l'homme d'affaires Eike Batista, qui avait investi depuis 2010 près de 20 millions de Reais dans le projet. Ce groupe subissait alors une crise inédite, conduisant à la perte de près de 80% de son capital. Eike Batista, impliqué dans des affaires de corruption liées à l'affaire dite du Lava Jato, a été arrêté en 2017 et condamné à 8 ans de prison.

Ce mouvement culmine en 2016, soit à la veille de la tenue des Jeux olympiques¹⁵⁶. Il ravive des conflits qui figurent déjà au cœur des rapports sociaux. L'envergure des transactions financières entre la sphère privée, partie prenante des dispositifs sécuritaires, et les instances de l'État, de même que les affaires de corruption, tendent à placer les quartiers d'habitat précaire au cœur des questions relatives à la marginalité et à la criminalité et à les inscrire dans le jeu de forces politiques qui caractérise la politique en ville. En cela, ces espaces constituent des points d'observations privilégiés pour rendre compte des pratiques et des transactions sociales caractérisant la politique au quartier. C'est dans cette perspective d'analyse que s'inscrivent mes recherches au cours de la période 2007-2017.

II.2. LA PRODUCTION POLITIQUE DE LA VILLE AU PRISME DES QUARTIERS D'HABITAT PRECAIRE



Figure 16 : Immeuble de relogement à la périphérie de Mumbai.

Au premier plan, jeune homme buvant dans des baraquements en attente d'être relogé (Krantinagar, NB 2007).

Partant de l'étude des dispositifs d'intervention urbaine appliqués aux quartiers précaires, ce deuxième axe rend compte de travaux qui prolongent l'analyse localisée des pratiques et configurations d'acteurs. Il s'inscrit ainsi dans une réflexion sur la gouvernance des quartiers

¹⁵⁶ La portée des protestations contre l'augmentation du tarif du transport public, dont j'ai accompagné le mouvement sur place en 2013 (Bautès, 2013), donne lieu à une forte répression de la part de l'État, alors dirigé par Dilma Rousseff, n'hésitant pas à employer la force pour briser le mouvement populaire. L'analyse de la nature de ces protestations et de leurs tenants politiques demeure très controversée. Nul doute néanmoins qu'elles ont ouvert la voie à une « avalanche réactionnaire » qui conduira à la destitution (impeachment) de la Présidente de la République en 2015.

d'habitat précaire. Le terme gouvernance désigne ici un « processus par le biais duquel se met en place progressivement un rééquilibrage dans l'exercice du pouvoir urbain¹⁵⁷, *a priori*, au détriment des États et des institutions urbaines (élus et technocraties locales) et au profit des acteurs issus de la société civile » (Jouve, 2007). De cette sphère d'action émerge en effet une série de pratiques et de négociations dont l'étude permet d'analyser les manières selon lesquelles les politiques publiques sont mises en œuvre, discutées, et contestées, à la fois au sein de leur sphère d'énonciation et dans l'espace du quartier. Par ce biais et à partir d'espaces spécifiques, ces travaux interrogent ainsi la production politique de la ville.

Ils s'intéressent particulièrement aux effets de ces dispositifs à l'échelle des quartiers, aux transformations matérielles et aux dynamiques sociales et politiques qu'elles produisent. Les pratiques déployées dans et depuis l'espace du quartier sont le fait d'acteurs diversifiés. Elles sont loin de ne concerner que les seuls « gouvernés », habitants soumis à des dispositifs qui engagent la transformation de leurs espaces de vie, et suscitent en cela des espoirs de relogement comme des craintes d'éviction. Ces horizons d'attentes contribuent à déstabiliser les routines et, le cas échéant, à susciter des réactions plus ou moins virulentes, plus ou moins relayées par d'autres acteurs et ayant des effets différenciés dans l'espace politique. Les acteurs prenant part à ces dynamiques sont issus de différentes sphères sociales, situés à des positions hiérarchiques différentes, occupant des fonctions d'intermédiaires, jouant le rôle de médiateurs ou d'entrepreneurs de cause. Ces différentes fonctions ne peuvent être aisément circonscrites dans le champ de la politique instituée, car marquées d'ambivalences et de polysémies (Bayart et al., 2008). Elles sont tout aussi difficiles à considérer comme intentionnelles, et donc à désigner comme politiques de fait, car défendant des intérêts multiples, relevant souvent de la sphère individuelle.

Ma réflexion sur ce thème s'attache donc à mieux caractériser ces pratiques, et à les situer dans le faisceau de pratiques et dans les réseaux d'acteurs qui interviennent dans et autour des dispositifs urbains, et plus largement, dans l'espace politique. Cette entreprise engage l'étude des manières selon lesquelles l'espace des transformations urbaines est mobilisé par ces acteurs tantôt comme substrat matériel, tantôt comme prétexte ou comme enjeu et pour exprimer des points de vue, pour faire entendre des voix dissidentes à celles communément formulées par les instances urbaines de l'État, ou pour disqualifier les politiques urbaines et la sphère d'acteurs qui les formulent. D telles pratiques expriment ainsi des vellétés d'appropriation, de domination ou de contrôle, d'engagement politique aussi, qui créent de nouveaux rapports de pouvoir. Enfin, ces pratiques prennent appui sur l'espace du quartier pour s'immiscer dans les rapports de force qui caractérisent la sphère de la production urbaine. Placée à l'intersection de tous ces aspects, l'étude de ces processus doit s'appuyer sur une observation à la fois située et réticulaire, partant des lieux de leurs expressions jusqu'aux liens qu'elles tissent à d'autres niveaux territoriaux (au-delà du quartier) et dans d'autres sphères du pouvoir urbain.

Par la thématique qu'ils invoquent autant que par leurs terrains d'exploration, ces recherches entrent en dialogue avec les travaux analysant la « politique des *slums* » (*Slum politics*) (Dupont et al., 2017), qui s'inspire largement des réflexions sur « la politique des pauvres » (Hadj-Moussa, 2012) et sur la « politique des gouvernés » (Chatterjee, 2004). En m'appuyant sur des études de

¹⁵⁷ Je reprends la définition proposée par Bernard Jouve, qui écrit : « Par pouvoir urbain, on entend ici la capacité de différentes catégories d'acteurs aux statuts divers à structurer l'agenda des politiques urbaines, à peser sur l'allocation des ressources publiques en fonction de leurs logiques et de leurs intérêts et à influencer sur le contenu de choix collectifs en matière de planification et de gestion urbaine dans divers secteurs (logement, transport, équipements collectifs, environnement, développement économique) » (Jouve, 2007).

cas, je montre de quelle manière le contexte spécifique des quartiers d'habitat précaire brésiliens et indiens étudiés concourt à identifier des pratiques et des formes de politique qui, tout en étant généralement assignées à des sphères d'actions et à des espaces dits *marginiaux*, mobilisent le champ de l'urbanisme et de l'intervention urbaine pour cheminer vers d'autres sphères de pouvoir et influencer sur le cours de la politique telle qu'elle opère à l'échelle urbaine ou métropolitaine. Sans que cette trajectoire soit linéaire et systématique, elle définit néanmoins un cheminement politique qui met en évidence la manière dont le politique peut être pensé depuis les quartiers d'habitat précaire, qu'il s'agit dès lors de penser comme des lieux d'observation privilégiés de la production politique de l'espace urbain.

11.2.1. Les quartiers d'habitat précaire : en marge de l'État, au cœur du politique

Les quartiers d'habitat précaire illustrent quelques-uns des effets les plus saillants du mouvement d'urbanisation rapide tel qu'il opère dans les pays du Sud. En effet, dans un contexte de forte croissance et de restructurations productives structurelles, la rapide croissance urbaine observée depuis le début du 20^e siècle, largement accélérée depuis les années 1950, conduit à la transformation brutale d'espaces de toutes tailles. Dans les lieux où j'ai mené mes recherches, des quartiers de métropoles du Sud, cette transformation se traduit d'une manière générale par un mouvement d'expansion et de densification spatiales, par une pression sur les structures urbaines existantes et sur le sol urbain, et par la multiplication d'agglomérations humaines construites de manière souvent précaire, en réponse à un déficit structurel de (politique de) logement.

Les quartiers d'habitat précaire, qu'ils soient établis hors de tout cadre réglementaire, soient occupés de manière légale ou non, ne disposent le plus souvent pas d'infrastructures et d'accès suffisants aux services essentiels urbains, les plaçant de fait dans des positions *de marges*. Accès restreint voire inexistant à un logement décent et à une sécurité foncière, déficit de ressources et de services urbains essentiels, les populations des quartiers d'habitat précaire font face à une multitude de contraintes qui sont autant de voies à des pratiques déviantes émanant d'acteurs peu scrupuleux investissant ces espaces pour y exercer des formes de cooptation, de populisme politique, ou de clientélisme économique. Face à ces pressions, de nombreux acteurs prennent part à la lutte des résidents de ces quartiers, soutenant leurs droits¹⁵⁸, se positionnant en soutien à des mouvements souvent trop faibles localement pour parvenir à négocier seuls leur maintien sur place ou leur relogement.

Dans ce contexte, les procédures de rénovation urbaine définissent l'axe majeur de l'intervention publique dans ces quartiers telle qu'elle peut être observée depuis trois décennies. Leur multiplication et la structure institutionnelle qu'elles impliquent tendent à rassembler des acteurs nombreux, aux ambitions aussi multiples que le sont les enjeux que concentrent ces espaces : des enjeux économiques d'abord, en ce que des espaces longtemps inoccupés ou habités de manière irrégulière constituent des fronts pionniers de l'urbanisation, réserves foncières de plus en plus convoitées ; des enjeux sociaux et politiques ensuite, en ce que leur population, dans toute sa diversité, subit encore des formes nombreuses de discrimination, dont l'écho retentit dans la sphère publique, au point de voir se multiplier des luttes sociales, identitaires ou raciales susceptibles de remettre en cause les équilibres décisionnaires dominants.

¹⁵⁸ Cette question renvoie aux nombreux travaux sur la question du « droit à la ville », très prégnante dans la sphère académique brésilienne et, plus récemment, dans le contexte indien. Voir notamment, pour une recherche sur ce thème au Brésil, Soares Gonçalves 2016; et pour le cas de l'Inde, Zérah, Dupont, et Tawa-Lama Rewal 2011.

La concentration de ces enjeux est un signe fort de la place centrale qu'occupent les quartiers d'habitat précaire dans les processus décisionnels urbains et, plus largement, dans le champ local du politique. Telle est l'hypothèse générale autour de laquelle s'articule l'essentiel de mes travaux sur ce champ et qui, formulée suite à plusieurs années d'enquêtes, a progressivement orienté mes travaux vers l'étude de la production du politique depuis ses marges. L'usage de ce terme fait ici référence aux espaces de marges au sein desquels émergent des formes souvent peu reconnues – marginales – de politique. Toutefois, loin de moi l'idée d'assigner ces espaces ou ces formes politiques de ce caractère marginal, souvent galvaudé, ou utilisé faute de meilleur qualificatif.

Au-delà de préoccupations terminologiques légitimes mais insuffisantes, mon travail sur ces questions montre que l'observation des dynamiques auxquelles sont soumises les quartiers d'habitat précaire permet d'analyser à la fois ce qui se joue à l'échelle micro locale, entre des acteurs qui ne disposent pas toujours d'un accès direct aux instances de décision, et d'établir des liens de causalité avec ce qui se joue à une autre échelle, en l'occurrence celle de la sphère décisionnaire urbaine, définie ici comme recouvrant les institutions d'États et l'ensemble des acteurs impliqués dans le champ de la gouvernance urbaine.

Ces espaces sont ainsi loin d'être de simples réceptacles des politiques urbaines, ou des lieux inertes, situés hors du politique. Ils sont empreints de rapports de pouvoir, de jeux de positions et, notamment, de dominations qui permettent de mieux appréhender les modalités opératoires du politique, qu'il soit inscrit dans des projets urbains de rénovation, ou dans le quotidien des décisions locales. Leurs habitants de ces quartiers sont, à leur tour, loin de figurer en marge des processus qui font la ville. L'étude de leurs trajectoires économiques montre qu'ils contribuent au contraire, souvent au même titre que de nombreux autres citoyens urbains, à la production de richesses¹⁵⁹. Ils sont insérés aux principaux foyers d'emplois, fût-ce dans des conditions précaires et à des positions subalternes. Enfin, la « reconnaissance » officielle de leur existence par les pouvoirs publics, précédant des investissements en matière d'amélioration de l'habitat ou de rénovation, en font des lieux privilégiés de transactions sociales, de velléités d'appropriations de terrains, de logements, et de contrôle politique.

L'ambivalence qui caractérise leurs statuts d'occupation (tenure foncière) et les multiples expressions de leur marginalisation invite ainsi à les situer dans un entre-deux pas toujours aisé à définir clairement. Ce sont, pour Veena Das et Deborah Poole, des espaces d'inclusion et d'exclusion, où se jouent une bonne part des transactions politiques comme économiques, sociales ou identitaires, et où se concentrent les conflits inhérents à l'élaboration, la mise en œuvre et la contestation des politiques publiques, « un lieu où l'État, la loi et l'ordre doivent continuellement être ré-établis »^{xiii} (Das & Poole, 2004).

Ces éléments convergent pour qualifier les quartiers d'habitat précaire comme des lieux d'observation pertinents pour analyser - dans un espace et dans un temps donnés - les configurations du pouvoir et du politique en ville. Ces configurations sont non seulement inscrites du point de vue des instances légitimes de l'État et de ses organes décentralisés, mais plus largement du point de vue de la diversité d'acteurs et de pratiques qui, du registre formel à l'informel, du légal à l'illégal et au registre criminel, concourent à gouverner la ville au quotidien. La complexité de ces pratiques et processus politiques s'avère un champ d'analyse

¹⁵⁹ Quoique le plus souvent au travers d'activités économiques non répertoriées, autrement désignés comme le secteur informel.

particulièrement pertinent pour comprendre à la fois la manière dont ils sont produits par différentes formes de politique et dont, en retour, ils *produisent* des formes politiques spécifiques.

Dans ce cadre, mes recherches portent sur ces espaces un regard attentif à l'ensemble des pratiques et des expressions du politique, depuis leurs formes dominantes et exprimées, jusqu'à celles plus discrètes ou silencieuses, dans chacune des sphères d'acteurs : celle que définit l'échelle métropolitaine d'une part, où les politiques urbaines sont élaborées et discutées, et celle du quartier, où ces mêmes dispositifs sont mis en œuvre, contestés et, parfois, déviés par un faisceau hétérogène de négociations et de jeux sociaux. C'est dans cet espace double du politique que j'ai ainsi porté mon regard, et dans les entre-deux qui les relient. Durant près de dix ans, de 2006 à 2016, j'ai analysé de près, à l'échelle de plusieurs quartiers d'habitat précaire indiens et brésiliens, de telles pratiques exercées par des acteurs allant du secteur de l'immobilier et de la construction au narcotrafic, en passant par des « organisations civiles » – œuvrant au bénéfice d'autres – et des « organisations sociales » – mobilisant leurs membres pour répondre à leurs propres demandes (Harriss, 2007).

Les pages qui suivent proposent d'exposer et d'illustrer ma démarche d'analyse sur ces questions.

Étudier le pouvoir urbain dans ses dispositifs institués et dans ses actes quotidiens

Étudier la problématique du pouvoir en ville à partir de ces espaces semble primordial pour identifier la sphère du politique à la fois dans et hors de ses lieux d'expression privilégiés. Cet argument est corroboré par la réflexion de Lisa Stevenson, qui considère que « l'analyse anthropologique des pratiques, des lieux et des langues marginaux (est) essentielle à une compréhension solide de l'État ». Selon elle, « les "marges" sont une implication nécessaire de l'État, tout comme l'exception est une composante nécessaire de la règle » ce qui justifie de se tourner vers « leur caractère indéterminé (...) pour briser la solidité souvent attribuée à l'État » (Das et Poole, 2004, p. 20, cités par Stevenson, 2007)

Fort de ce constat, j'ai engagé l'étude approfondie des pratiques politiques qui traversent et structurent la vie sociale dans plusieurs quartiers d'habitat précaire. Ceci rejoint en partie les travaux menés par les auteurs rassemblés autour de l'ouvrage « *The Politics of Slums in the Global South* » (Dupont et al., 2017) qui s'attachent, à partir d'études de cas situées dans des villes du Brésil, d'Inde, d'Afrique du Sud et du Pérou, à étudier ces quartiers (auxquels ils se réfèrent comme étant des *substandard settlements*), mettant l'emphase sur

les efforts des résidents et des autorités pour sécuriser le logement et améliorer les conditions de vie. Comment les *slums* ont été considérés au travers des politiques urbaines ? Et comment les organisations de la société civile se mobilisent-elles et s'engagent-elles à la fois dans l'élaboration et la mise en œuvre de ces politiques ?^{xiii}

(Braathen, Dupont, Jordhus-Lier, Sutherland, in Dupont et al., 2017, pp. 1-2)

Selon les auteurs, cette approche « révèle beaucoup sur les luttes de pouvoir et les tensions autour de l'urbanisme dans le Sud » (*op. cit.*)¹⁶⁰. C'est dans cette même perspective qu'ont été

¹⁶⁰ Formulées par les auteurs de l'ouvrage ici cité, le cadre d'analyse et l'approche empirique qui en découle tendent à se rapprocher de la thématique et des méthodes d'investigation empirique que j'ai conduites sur ces mêmes questions dans le cadre du programme de recherche « Social Exclusion, Territories and Urban Processes » (SETUP). La proximité entre les travaux menés dans le cadre de SETUP et du projet à l'origine de cette publication, intitulé « Urban Chances – City Growth and the Sustainability Challenge » (Chance2Sustain) s'explique par la présence des mêmes chercheurs dans ces deux équipes

menés mes propres recherches de terrain à Mumbai et Rio de Janeiro, m'invitant à observer et à discuter « la politique contestée de la terre, du logement et des relations entre l'État et la société civile dans les villes en expansion » (Dupont et al., 2017, p. 6)^{xiv}, à la fois en référence et au-delà des cadres institutionnels et juridiques.

Les motifs et les modes opératoires des acteurs engagés dans ces luttes diffèrent grandement selon les terrains et les situations. Ils révèlent des velléités de contrôle de l'espace à des fins criminelles, des formes brutales d'acquisition de la terre à des fins de valorisation foncière ou immobilière, d'instrumentalisation politique des causes de leurs habitants à des fins électoralistes ou encore des pratiques inscrites en défense des droits de leurs populations. La vigueur de ces phénomènes place ces espaces au cœur des pouvoirs qui opèrent à la fois dans les décisions urbaines, entre « gouvernants » et « gouvernés », et au sein même de ces instances de la société. Qu'il se manifeste par des pratiques de commandement, de désobéissance, de domination, d'oppression ou de subordination, ou s'exprime au travers de formes plus subtiles et plus discrètes de négociation, le pouvoir revêt une palette très diversifiée de formes et d'expressions. Il opère aussi dans une intensité qui rend ces lieux éminemment singuliers.

Étudier la gouvernance urbaine en actes : un prisme d'observation du politique

La diversité des pratiques politiques à l'œuvre dans le champ de la gouvernance urbaine relève d'abord du caractère multiforme de l'État et de ses régimes d'action. Selon Michel Foucault, l'État « n'est rien d'autre que l'effet mobile d'un régime de gouvernementalité¹⁶¹ multiple » qui se traduit par « des actes par lesquels s'opérationnalise le gouvernement des sujets et des populations » (Lascoumes, 2004). Pour rendre compte de ce phénomène et de ses spécificités dans le contexte de la gouvernance urbaine contemporaine, j'ai centré mon observation sur « les instruments, les procédures et les rationalités politiques qui les sous-tendent » (Lascoumes, 2004).

La diversité de ces pratiques politiques est aussi largement liée à celle des instruments mobilisés dans les politiques dites instituées. Elles définissent un « dispositif technique et social qui organise des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et des significations dont il est porteur » (Lascoumes & Le Galès, 2005, p. 13) et dans les modalités selon lesquelles ils sont mis en œuvre ou s'ancrent localement (Schindler, 2014). La diversité des actions et des instruments est elle-même liée à la myriade d'acteurs qui interagissent aux côtés de (ou qui se substituent à) l'État. Ceci forme ce que Neil Brenner désigne comme une « large constellation de forces sociales, politiques et économiques qui façonnent le processus de développement urbain au sein du capitalisme moderne » (Brenner 2004, p. 455)^{xv}. Cette constellation d'acteurs et leurs actions identifient sans nul doute une tendance forte des logiques qui définissent tant la composition du champ de la gouvernance urbaine que ses modalités d'actions, à l'heure où cette sphère tend à devenir, à partir des années 1990, un espace politique pluraliste marqué par « la multiplication des acteurs et la dispersion des ressources nécessaires à ces mêmes politiques urbaines » (Pinson, 2009, p.619). La structure de pouvoirs complexifiée et pluralisée à laquelle G. Pinson fait référence conduit en effet à une « segmentation progressive des espaces publics urbains » qui identifie « un décalage

et des échanges qu'ont entretenus leurs membres autour d'investigations menées sur les mêmes terrains d'étude. C'est dans ce contexte que s'inscrit ma participation en tant que *Peer Group Reviewer* au projet de recherche intitulé « *Insurgent Citizenship in Brazil* », coordonné par Einar Braathen (NIBR, Oslo).

¹⁶¹ Pierre Lascoumes (2004) se prête à une réflexion approfondie sur le concept de gouvernementalité chez Foucault.

entre l'espace des *politics* et celui des *policies* » (Pinson 2009, p. 647), ceci bien au-delà du contexte européen ou nord-américain.

Dans les contextes métropolitains dont j'ai accompagné les dynamiques, à Mumbai et Rio de Janeiro, ce décalage est l'une des conséquences de l'avènement du projet urbain. La place centrale qu'occupe cet instrument de la gouvernance urbaine contemporaine est, selon Gilles Pinson, le

signe supplémentaire de l'accroissement de ce décalage, et où l'on observe des acteurs politiques chercher à collecter des ressources et obtenir une légitimation auprès des différentes élites qui composent la société urbaine, activité relativement déconnectée de la sphère de la politique électorale.

(Pinson, 2009)

L'auteur ajoute, à partir d'observations qui semblent aujourd'hui pleinement concerner les villes de pays du Sud :

Acteurs et institutions politiques sont devenus moins centraux et davantage nodaux dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre des projets, en particulier, et on peut en faire l'hypothèse, dans les politiques urbaines, en général¹⁶². Moins centraux, car ils ne disposent plus des ressources leur permettant de contrôler entièrement l'élaboration du contenu et la conduite opérationnelle des projets, de monopoliser les médiations afin de maîtriser toute la chaîne de fabrication de la ville ; plus nodaux, car ils possèdent encore des ressources leur donnant la capacité de lier ce qui est disjoint, de produire de l'intersectorialité et de la cohérence dans l'action publique, de construire des systèmes d'acteurs, de générer les conditions d'une coopération entre ces acteurs et d'une convergence de leurs interventions, et ce, notamment par le biais de l'association à la construction et à l'actualisation d'un projet partagé. Si maîtrise politique des projets urbains il y a, elle se situe moins au niveau de la définition de la substance des projets qu'au niveau de la maîtrise du cadre général dans lequel opèrent les acteurs impliqués.

(Pinson 2009, p.634).

Ce constat illustre le caractère central que revêtent de tels dispositifs dans des politiques urbaines inscrites dans les principes d'un urbanisme contemporain dont les préceptes sont désormais largement diffusés à l'échelle mondiale. Initiée dans des espaces anciennement industriels, une telle idéologie marque particulièrement les modes de gouvernement des quartiers non réglementaires. Si les terminologies indigènes ne mobilisent pas toujours de manière explicite le terme « projet », leur déclinaison, de même que leurs caractères centraux, s'en rapprochent.

Élaborées autour de cette idée centrale, mes recherches empiriques ont cheminé vers l'analyse du caractère conflictuel qui caractérise l'élaboration et la mise en œuvre de ces projets et politiques. Ces conflits sont souvent matérialisés par des antagonismes autour du bien-fondé de tels projets, qui donnent lieu à des rapports de force parfois violents. Leur contestation donne ainsi souvent lieu à des mobilisations, parmi d'autres réponses élaborées par des acteurs dont je me suis attaché à suivre les trajectoires et à caractériser rôles, positions et modes d'action.

¹⁶² Gilles Pinson fait ici référence à Christopher Hood qui, dans son ouvrage désormais célèbre : *The art of the state: culture, rhetoric, and public management*, publié en 2004, analyse le rôle changeant de l'État sous l'effet du New Public Management (Hood, 2004).

Les projets d'intervention urbaine : un dispositif de pouvoir

Un premier champ d'observation des pratiques de pouvoir et des expressions politiques caractéristiques des quartiers d'habitat précaire concerne ainsi les politiques urbaines et les dispositifs de rénovation urbaine. Sans revenir sur leur détail et leur architecture, il semble important de noter leur multiplication à partir des années 1980, phénomène qui résulte notamment d'orientations générales définies à l'échelle globale à partir des années 1970, suite à :

un rapport de la fondation Ford (qui) évoque la possibilité de reloger *in situ* les habitants des bidonvilles en finançant la construction d'immeubles par des subventions croisées (Mukhija 2003), tandis que la Banque Mondiale promeut la légalisation de la tenure foncière afin d'attirer les investissements dans le logement bon marché

(Deboulet 2008, p. 69)

La génération de projets urbains en direction de ces espaces émerge dans les décennies 1980 et 1990. Elle se distingue des précédents par le puissant soutien dont ils font l'objet de la part d'opérateurs publics urbains désormais en étroite relation avec la sphère privée de l'immobilier, de la construction et de la finance. L'influence de ces coalitions d'acteurs dans la sphère décisionnaire définit un tournant dans les modalités selon lesquelles est déployée l'action publique urbaine dans nombreuses métropoles de pays du Sud. Il est notamment le reflet de l'influence des politiques de lutte contre la pauvreté, initiées par des institutions internationales (Banque mondiale et ONU) prônant l'établissement de partenariats publics-privés (PPP). Comme le souligne Agnès Deboulet à propos d'autres contextes métropolitains du Sud, l'habitat précaire est une cible privilégiée de la rénovation urbaine. Elle est guidée par la quête de plus-values foncières et immobilière dans des espaces jusque-là déconsidérés (Deboulet, 2008).

En intervenant sur les quartiers urbains les plus visibles et les plus denses démographiquement, l'État et les instances locales des pouvoirs publics de nombreux pays du Sud s'attachent à mettre en œuvre des actions-modèles susceptibles d'être reproduites dans d'autres contextes. Comme le souligne l'architecte du Dharavi Redevelopment Plan à Mumbai (2008) Mukesh Mehta, interrogé dans le cadre d'une enquête sur ce dispositif, la reproductibilité répond à l'ambition d'éradiquer définitivement et partout l'habitat précaire, au moyen de programmes engageant rénovation urbaine, relogement des habitants et, le cas échéant, régularisation foncière (Weinstein, 2009 ; Bautès, Saglio-Yatzimirsky, et Boissinot, 2011 ; Bautès, Dupont, et Landy, 2013).

À Rio de Janeiro à la même période, le programme Favela-Bairro met en évidence la même ambition. Bénéficiant du soutien financier de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), qui promeut (à l'échelle des villes de pays du Sud) la légalisation de la tenure foncière afin d'attirer les investissements dans le logement bon marché, plusieurs séries de programmes se succèdent tout au long des années 1990 et 2000, portées par les gouvernements municipaux et mis en œuvre en partenariat avec d'autres opérateurs locaux ou nationaux : associations, entreprises de la construction ou promoteurs immobiliers¹⁶³. Ces « nouveaux » dispositifs se distinguent aussi des précédents par une implication beaucoup plus grande des organisations non gouvernementales et d'entreprises du secteur privé, comme le montraient Alain Durand-Lasserve

¹⁶³ En 1991, le gouvernement ultra-nationaliste de la Shiv Sena généralise la formule de re-development afin de s'attirer les faveurs électorales de la population des quartiers d'habitat précaire. Il engage les Slum Redevelopment Scheme qui permettent l'élaboration d'opérations de relogement *in situ*, faisant l'objet d'appels d'offres impliquant des entreprises du secteur privé de la construction.

et Lauren Royston en Inde, au Brésil et en Afrique du Sud à la fin des années 1990 : « Ce paradigme favorise une mobilisation accrue du secteur privé et notamment du partenariat public-privé pour faciliter l'accès au sol des plus démunis notamment par le transfert de droits à bâtir » (Durand-Lasserve et Royston, 2002 : 40).

La diversité d'acteurs concurrentiels souligne la prégnance des rapports de pouvoir qui marque le domaine de la production urbaine, et dont la sphère du quartier est un observatoire privilégié.

Étudier les pratiques, les configurations d'acteurs et les rapports de pouvoir dans et au-delà du quartier

Sur la base de l'étude de ces dispositifs et de leurs acteurs, mes travaux sur la *politique des slums* ont ensuite concerné l'étude des configurations d'acteurs et des pratiques déployées au long de la mise en œuvre des projets. Dans l'ensemble, leurs modes opératoires s'effectuent au moyen d'interprétations différentes de la loi et de jeux d'influence, voire de pressions plus ou moins visibles et assumées sur les acteurs décisionnaires, sur l'opinion publique ou sur des personnalités politiquement influentes. Les cas observés à Mumbai et Rio de Janeiro soulignent la complexité des relations sociales qui traversent le champ d'action de ces politiques publiques.

Cet aspect est analysé de près dans l'article intitulé « *Local and translocal systems of actors* », résultat de la mise en miroirs des configurations d'acteurs en mouvement observées dans des opérations concernant des quartiers de Delhi, Mumbai et Rio de Janeiro (Bautès, Dupont, et Landy 2013, *réf.* 2.7). Cette recherche entre en dialogue avec des travaux menés dans d'autres contextes sur la circulation et l'adaptation locale des politiques (*policies*), incluant leur dimension politique (Didier et al., 2012; Peyroux & Sanjuan, 2016). S'ils se distinguent des opérations menées dans des villes du Nord par des statuts d'occupations très hétérogènes, souvent informels ou illégaux, ces projets partagent néanmoins nombre de traits communs avec d'autres dispositifs¹⁶⁴ d'intervention urbaine mis en œuvre ailleurs dans le monde : le manque de transparence dans le cahier des charges des opérations et dans la répartition des compétences et des responsabilités ; la prégnance des relations clientélares et informelles (Olive, 2015; Pinson, 2002, 2019), parfois criminelles, sont particulièrement manifestes tant dans l'attribution des marchés publics et de logements que dans le cadre des négociations relatives aux procédures de relogement elles-mêmes.

¹⁶⁴ Le terme « dispositif » désigne, dans son sens général, un « ensemble de moyens disposés conformément à un plan » (Dictionnaire Le Robert). Appliqué au champ de l'intervention urbaine, il permet d'insister sur les assemblages institutionnels complexes qui caractérisent ces projets, dont la structure comme les montages et partenariats institutionnels, financiers et techniques sont influencés par l'implication d'acteurs nombreux : bailleurs internationaux (Banque mondiale, Banque asiatique de développement, Banque interaméricaine de développement), cabinets de consultants (Mc Kenzie à Mumbai), des instances relevant de différents niveaux de l'État (depuis l'échelon fédéral jusqu'à celui des municipalités), ou encore organisations représentatives de la société civile (ONG, associations de résidents, etc.). La multiplicité de ces acteurs et leur influence donnent lieu à des configurations complexes non-exemptes de relations de concurrence. Entendue dans ce sens, le dispositif se rapproche du sens qu'en propose Michel Foucault, restitué par Bertrand Mazabraud : « Par dispositif, il convient d'entendre un « dispositif-architecture » comme un ensemble connecté d'opérateurs de pouvoir (Angamben, 2007). Foucault, dans un entretien célèbre, le définit ainsi : « un ensemble résolument hétérogène comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques ; bref, du dit aussi bien que du non-dit, voilà les éléments du dispositif. Le dispositif lui-même, c'est le réseau qu'on établit entre ces éléments (...). Le dispositif a donc une fonction stratégique dominante (...), ce qui suppose qu'il s'agit là d'une certaine manipulation de rapports de force (...). C'est ça le dispositif : des stratégies de rapports de force supportant des types de savoir, et supportés par eux » (Mazabraud, 2010).



Figure 17 : Sites d'enquêtes à Mumbai

Accompagner les configurations d'actions à l'œuvre dans une procédure de relogement : Slum politics à Behrampada, Mumbai

Mes recherches débutées en 2007 dans le *slum* d'Ahmed Zakaria Nagar (Behrampada), dans le quartier central de Bandra à Mumbai, ont interrogé les formes de mobilisation portées par une association confessionnelles de quartier qui se positionne entre les pouvoirs publics, les opérateurs privés de la construction et les habitants. Cette structure, qui bénéficie d'une reconnaissance officielle en tant que représentante des habitants, tend à transférer son rôle de défense des intérêts du quartier vers celui de médiateur entre l'ensemble des acteurs investis (Bautès, Saglio-Yatzimirsky, et Boissinot 2011, *réf. 2.1*).

Le suivi de cette procédure sur plusieurs années, tout en portant un regard historique sur les initiatives passées, permet une multiplicité de lectures des jeux de pouvoir autour de la rénovation du quartier. Cette entreprise, inscrite dans une politique mise en œuvre par le gouvernement de l'État du Maharashtra dès la fin des années 1960, a fait l'objet de plusieurs schémas opérationnels, inscrits à partir des années 1990 sous l'égide du *Slum Rehabilitation Scheme* (SRS). Inachevée jusqu'à aujourd'hui (2021), ce plan de réhabilitation, décomposé en plusieurs phases successives, a régulièrement été traversé d'obstacles politiques et, plus récemment, a souffert des vicissitudes du marché immobilier, très dynamique durant la période 1980-2007, avant de connaître une soudaine récession suite à la crise des *subprimes* de 2008. Durant plusieurs décennies, l'attribution des marchés de construction de logements, comme la question de l'éligibilité des familles du quartier à de nouveaux logements, a été l'objet de transactions opaques entre les représentants des habitants (association de quartier), les opérateurs urbains et l'État, subissant une série de remaniements imposés par l'évolution de ses aspects légaux : date-butoir (*cut-off date*) modifiée à plusieurs reprises, modification des conditions de réponse et d'attribution des appels d'offres, etc.

Les raisons permettant d'expliquer la fragilité de ces procédures, autant que des situations de fragmentation spatiale auxquelles elles donnent lieu, sont omniprésentes, tant dans la sphère instituée de l'urbanisme (celle des opérateurs urbains : instances du gouvernement, maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrages issus du secteur de la construction), que dans celle des acteurs intervenants « dans » ou « au nom » du quartier. Ainsi, à Behrampada, la collaboration entre différentes institutions en charge du « traitement des bidonvilles »¹⁶⁵ (Gouvernement du Maharashtra, SRS, ONG, etc.) et des acteurs privés issus du secteur de la construction, placent les habitants au sein des logiques spéculatives du marché foncier urbain et au cœur des transactions politiques qui opèrent au sein du quartier. Face à cela, la concurrence pour la légitimité à intervenir dans le jeu des procédures ou dans celui de la politique locale, illustre la prégnance de rapports de dépendance hiérarchique fondés sur la caste et la religion, autant que celle des pouvoirs construits à partir de positions institutionnelles influentes, de la force acquise par l'un ou l'autre des acteurs par réseaux ou affiliations politiques ou à partir de pratiques autoritaires d'intimidation.

Une grande part des habitants peine à se repérer et à agir dans un tel embrouillamini relationnel, ce qui les rend vulnérables et victimes de décisions prises dans des sphères desquelles ils sont souvent exclus. Les velléités de mobilisation sont donc limitées, celle-ci se faisant au risque de contreparties engageant parfois des formes de répression brutale.

Dans ce contexte, les mouvements de mobilisation qui semblent le plus à même de soutenir la cause des habitants émanent souvent d'acteurs exogènes (mouvements militants, ONG) qui s'imposent comme médiateurs des luttes locales et sont en mesure de porter ces dernières au-delà de l'échelle du quartier. Loin de représenter un soutien univoque, la mainmise de ces entrepreneurs de cause sur les dynamiques contestataires place les habitants dans d'autres systèmes de transactions et dans des rapports de pouvoir tout aussi marqués de conflictualité que ceux qu'ils entretiennent avec les pouvoirs publics, les partis politiques, ou avec les hommes forts du quartier.

¹⁶⁵ L'élaboration des dispositifs d'intervention urbaine dans les *slums* est, depuis 1991, assurée au travers d'une coordination entre trois instances de l'État du Maharashtra sur la base des orientations formulées par le *State Housing Department*, en charge de la mise en œuvre de la politique de l'État en matière de logement (*Maharashtra Housing Policy*, 2007). La *Maharashtra Housing and Development Authorities* intervient dans le domaine de la rénovation des *slums* au travers de la *Slum Rehabilitation Authority* créée en 1995, responsable de la mise en œuvre des programmes sur l'ensemble de la juridiction de la *Mumbai Metropolitan Region Development Authority* (MMRDA). Elle intervient selon les principes définis par les *Guidelines for the implementation of Slum Rehabilitation Scheme in Greater Mumbai* Slum Rehabilitation Authority. Son action est menée en lien les autorités municipales, Brihan Mumbai Municipal Corporation (BMMC), les interventions urbaines dans les *slums* faisant l'objet de partenariats avec plusieurs organisations non gouvernementales, en l'occurrence *The Society for the Promotion of Area Resource Centers* (SPARC), la *National Slum Dwellers Federation* (NSDF) et l'ONG *Mahila Milan*, en charge de l'éligibilité des habitants au relogement. L'observation de leurs pratiques a mis en évidence l'influence qu'elles exercent à la fois dans la sphère habitante et dans celle des politiques publiques, les plaçant parmi les acteurs influant sur les jeux de pouvoirs urbains.



Figure 18 : Bismillah Building, immeuble de relogement construit par la société Solanki & Ass., Ahmed Zakaria Nagar (Behrampada, Mumbai).

Au premier plan, la mosquée Sunni Noorani Masjid, préservée dans le programme de réhabilitation. Au second plan s'élève un centre d'affaires construit en lieu et place d'une partie détruite du slum.

Une telle approche des dispositifs urbains de rénovation met en évidence la richesse de cette ligne d'analyse qui n'est, à quelques exceptions près (Weinstein, 2008, 2009), que très rarement abordée dans toute l'envergure de ses jeux de pouvoir, c'est-à-dire dans une étude combinée des conflits institutionnels et des pouvoirs qui traversent cette sphère d'action. Cette combinatoire identifie la diversité et la complexité des formes selon lesquelles s'exprime le pouvoir dans le contexte des quartiers d'habitat précaire.

Mes travaux ont alimenté cette perspective d'analyse, montrant combien la sphère des politiques urbaines – mais ceci pourrait être observé pour d'autres champs des politiques publiques –, de plus en plus fragmentée sous l'effet de la concurrence entre acteurs issus de différentes sphères de la vie sociale et politique, est un haut-lieu de l'exercice de la négociation, des transactions formelles et informelles, des dominations et des luttes de légitimité.

Cet aspect nécessite « d'appréhender les processus de fabrication et de changement des politiques publiques à partir de la production, de la diffusion et des luttes de sens "en action" que mènent les individus investis dans ces processus » (Zittoun, 2019). Il identifie une dimension importante de mes travaux qui, à partir des études de cas menées à la fin des années 2000, donneront lieu à des réflexions plus approfondies sur l'articulation entre pratiques formelles, informelles et, le cas échéant, criminelles, dans la sphère de l'intervention urbaine (voir p.- 128 -).

Deux registres combinés de mobilisation contre les politiques urbaines

D'autres formes selon lesquelles opère le politique à l'échelle locale peuvent être illustrées par l'exemple de mouvements de mobilisation en défense du quartier de Khotachiwadi à Mumbai.

Ce cas d'étude (Bautès 2018; *réf. 2.2*)¹⁶⁶ rend compte d'une initiative visant à préserver, au cœur de Mumbai, un ensemble d'habitations héritées de la période portugaise et à maintenir la population en place dans le contexte des fortes pressions exercées par la spéculation foncière. Le caractère patrimonial y figure au centre des revendications et des motifs de la mobilisation. Sous la tutelle de deux organisations non gouvernementales, URBZ et PUKAR, plusieurs habitants se rassemblent en un collectif en 2008 pour œuvrer à la reconnaissance de leurs droits de propriété datant de la période précoloniale et approcher les institutions locales en charge de la conservation patrimoniale en vue de faire reconnaître les spécificités architecturales de cet îlot de *bungalows*. Les acteurs mobilisés interviennent aussi auprès d'autres résidents du quartier, afin de les convaincre de refuser les offres juteuses émanant des promoteurs immobiliers, moyennant la cession de leurs biens.

La mise en perspective de cette dynamique locale de résistance et de mobilisation avec celle observée dans le quartier d'Ahmed Zakaria Nagar (Behrampada) identifie la diversité des formes selon lesquelles opère une lutte double : celle qui concerne directement les habitants, et a pour conséquence leur éviction de leur espace de vie ; celle qui concerne la marchandisation du sol émanant de spéculateurs privés soutenus par les politiques urbaines, tous deux avides de transformer des quartiers en biens immobiliers de luxe ou en immeubles de relogement¹⁶⁷.

Dans les deux cas, les mobilisations opèrent à partir de la défense du droit des habitants, au travers d'un registre local ou communautaire. À Khotachiwadi, l'éloge du quartier, ainsi que l'idéalisation de la figure du village urbain, et l'esthétisation de ses réminiscences coloniales (portugaises), figurent au cœur du mouvement de mobilisation. En l'absence d'un cadre juridique en mesure de contrecarrer les effets de la spéculation immobilière – aspect sur lequel revient en détail le texte cité –, la mobilisation soutenue par le collectif d'habitants, associée à un lobbying juridique en matière de conservation patrimoniale émanant d'ONG locales (URBZ-PUKAR), apparaissent comme les seules possibilités permettant d'éviter la destruction.

À Behrampada au contraire, le mouvement de contestation exerce une forte pression sur les résidents du quartier, tout en se présentant comme leurs défenseurs, favorisant sa position d'intermédiaire et de négociateur privilégié dans les transactions engagées avec les instances étatiques (Slum Development Authorities) ou les opérateurs privés (dans ce cas, l'entreprise Solanki & Associates). L'association des résidents, reconnue au double titre d'association communautaire et religieuse, est portée par une double légitimité qui lui permet de museler la pluralité des voix susceptibles d'être exprimées par des populations disposant de statuts sociaux différents, bien que vivant tous dans des conditions précaires.

Ces exemples montrent l'importance de porter un regard distancié sur de tels mouvements, afin de prendre la mesure de la complexité des situations et de la labilité des rôles sociaux. Les

¹⁶⁶ Parue en 2018, cette contribution (voir volume 2, texte référencé 2.2.) est une version raccourcie et actualisée d'un article initialement rédigé en portugais, dont le projet éditorial a été remis en cause suite à la crise économique qui a touché le Portugal en 2008. La recherche qui sous-tend ce texte est issue d'une collaboration avec le collectif *URBZ-Generating Cities*, dont j'avais suivi la trajectoire militante à partir de 2006, d'abord dans le cadre du projet SETUP, puis à l'occasion de l'accueil par ce collectif d'un stagiaire de Master 2 de l'Université de Caen-Normandie dont j'ai encadré le travail (Guillaume Folliot). Mon enquête m'a conduit à suivre chacune des étapes de la mobilisation du collectif pour la préservation du patrimoine que constitue ce village urbain, enserré dans l'un des quartiers de la ville les plus denses et les plus soumis à la pression immobilière.

¹⁶⁷ Ces deux dispositifs sont sources d'importants bénéfices pour les opérateurs urbains. Favorisés par la politique portée par l'ensemble des institutions en charge du développement urbain (*Mumbai Municipal Corporation, Mumbai Metropolitan Regional Development Authorities, Maharashtra Housing and Area Development Authorities*), de nombreux groupes immobiliers investissent les procédures de rénovation. Moyennant le relogement des résidents considérés comme éligibles, ils obtiennent un transfert de droit à construire (*Transfer of Development Rights, TDR*) n'importe où dans la métropole, ce qui leur permet d'envisager de juteuses opérations immobilières. A ce sujet, voir notamment Nainan, 2008.

discours et les revendications des acteurs, caractéristiques de mouvements militants se revendiquant d'un soutien à la cause des dominés, méritent en effet d'être socialement situées. Leurs discours et prises de position doivent être analysés en lien avec leurs pratiques de fait. De telles précautions permettent d'éviter toute réification ou idéalisation, pour donner à comprendre les pratiques transactionnelles et les logiques sous-jacentes aux réseaux sociaux de caste, de religion, de famille sur lesquels ils s'appuient.

Sur cet aspect, mes réflexions et le matériau empirique qui les sous-tendent s'inscrivent en dialogue avec des analyses critiques des mouvements contestataires, particulièrement ceux que forment les organisations de la société civile. C'est le notamment cas à Mumbai des travaux de sociologie critique de Binti Singh et D. Parthasarathi, qui analysent la vigueur des partenariats entre organisations de la société civile (Civil Society Organisations*, CSO) et leur influence dans le champ de la gouvernance urbaine (Singh & Parthasarathy, 2010). Les auteurs étudient les arrangements institutionnels, insistant sur les manières selon lesquelles ils construisent et légitiment leur rôle d'entrepreneurs de la cause de citoyens qui, par leur statut social et celui de leur occupation (souvent illégale), ne bénéficient d'aucune légitimité à revendiquer directement pour leurs droits. Cette analyse corrobore celles qui concernent les nouvelles formes de la gouvernance urbaine et le fonctionnement de la démocratie locale en Inde (Baud et Nainan 2008). Ces travaux insistent sur les réseaux de connivence que tissent ces acteurs entre eux et avec les instances de l'État ou les opérateurs urbains, avant de les replacer dans des dynamiques conflictuelles, des formes de clientélisme politique, voire de corruption (Baud et de Wit 2008).

La réflexion sur les médiateurs qui opèrent dans le champ de la gouvernance mérite d'être explorée et nourrie par d'autres exemples car elle permet de mieux appréhender les logiques de la production urbaine. À ce titre, ma contribution sur le cas de Behrampada aborde un volet à ce jour peu étudié dans les contextes indiens ou brésiliens : celui du rôle joué par des organisations religieuses, qu'il apparaît par définition difficile de considérer comme relevant de la catégorie générique de société civile. L'étude de l'influence de ces médiateurs politiques dialogue également avec le travail de Mona Fawaz qui, dans le contexte de Beyrouth, met en évidence le rôle des représentations locales du Hezbollah sur les processus décisionnaires de planification urbaine dans plusieurs quartiers (Fawaz, 2009). À sa suite, Ananya Roy (Roy, 2009a) mobilise le cas étudié par Mona Fawaz dans une discussion comparative avec Mumbai. Elle met en évidence la prégnance de telles transactions, qu'elle qualifie d'informelle, bien qu'elles s'apparentent à un registre mêlant clientélismes et illégalismes. Une même ligne d'analyse caractérise les travaux de Jenny White sur la Turquie, où la religion est « un mode opératoire essentiel et non un attribut marginal des populations » qui se mobilisent au titre de la société civile (White, 1996).

Ces travaux définissent les jalons d'analyses futures permettant d'interroger de manière plus approfondie - et au travers d'autres exemples - les modes opératoires des acteurs de la gouvernance urbaine. Leur diversité, l'intensité des conflits et la vitalité des réseaux qu'ils activent met en évidence combien le champ des politiques urbaines attire les convoitises de spéculateurs (opérateurs urbains) et affirme l'influence d'acteurs qui parviennent à s'imposer comme des médiateurs ou des intermédiaires entre la sphère habitante, les opérateurs privés et l'État, en tirant avantage et légitimité. Loin de s'inscrire dans une confrontation de fait avec les intérêts spéculatifs privés ou avec des orientations publiques défavorables aux habitants, nombre de ces acteurs tendent à multiplier divers registres de mobilisation, mettant tantôt l'emphase sur un registre nostalgique fondé sur le patrimoine pour s'assurer l'appui des couches urbaines aisées, tantôt sur un registre identitaire et religieux permettant de bénéficier du soutien des associations religieuses ou des partis politiques.

II.2.2. Analyser les formes de l'art engagé : activisme artistique et politique des gouvernés

Fort de l'étude de plusieurs mouvements de mobilisation menés dans ces différents quartiers d'étude, m'interrogeant sur la labilité des positions et des rôles de plusieurs réseaux militants, j'ai approfondi l'analyse des jeux relationnels et des négociations nouées dans le cadre des rénovations urbaines à partir d'autres intervention.

Je me suis particulièrement intéressé aux productions artistiques observées dans l'espace urbain de mes quartiers d'études. L'influence croissante de la sphère artistique dans les débats relatifs à la ville et à ses productions s'exprime tout particulièrement dans ces quartiers, dont les transformations et, plus généralement la précarité et les inégalités qui les caractérisent, constituent des lieux privilégiés d'intervention pour des artistes se voulant engagés ou critiques.

Bien que leur capacité à constituer des forces contestatrices soient moindres que celle des mouvements sociaux plus classiques, de telles expressions tendent néanmoins à la fois à influencer les représentations associées à ces quartiers, et s'immiscent ainsi dans les jeux politiques, à la fois par la négociation de leur présence et par la mise en visibilité d'images du quartier qui suscitent réactions et débats. Elles renforcent l'attention dont font l'objet les questions sociales dans la sphère médiatique dès lors qu'elles sont mises en scène, ainsi que les controverses et les enjeux inhérents aux projets urbains et à leurs effets sur les conditions de vie. Les discussions et les débats que suscitent ces interventions, dans les quartiers comme dans le débat public, permettent de les considérer comme des actions politiques. Leur caractère hybride, mêlant registres artistiques, esthétiques et politiques, conduisent à médiatiser la cause des habitants. Leur potentiel subversif conduit en outre à les inscrire parmi les *insurgent practices of citizenship* (Dupont et al., 2017). Plusieurs exemples d'interventions dites « critiques » ont ainsi eu des effets sur l'opinion publique, obligeant les pouvoirs publics à répondre de leurs actes, qu'il s'agisse de violences perpétrés par les forces publiques, ou de conduites illégales d'évictions forcées, parmi d'autres situations vivement relayées par les médias nationaux ou internationaux (voir notamment les nombreuses publications sur les tribulations de l'action publique dans cette favela, publiées dans le quotidien britannique *The Guardian*¹⁶⁸).

Liza Weinstein observe ainsi très justement combien, dans le contexte de Dharavi :

les pressions exercées pour promouvoir des conversions rapides de terres et entreprendre des aménagements urbains ont contraint l'État à être plus réactif aux demandes des pauvres des villes que l'on pourrait s'y attendre. Alors que la révolution bourgeoise a poussé l'État local à se désengager de la société politique, des pressions concurrentes ont été exercées dans la direction opposée, obligeant l'État à s'engager plus directement auprès de ces groupes^{xvi}

(Weinstein 2009)

Mes propres travaux tendent à relayer ces observations. Le suivi de telles actions contestataires, organisées par des porte-paroles des résidents et des organisations non gouvernementales *pro-poor*, ou par des artistes issus de l'art politique (Ardenne, 2002), mettent en évidence combien l'État et ses représentants, soucieux d'éviter de souffrir d'une image négative

¹⁶⁸ Des exemples de ces publications peuvent être consultés ici : [The story of cities #15: the rise and ruin of Rio de Janeiro's first favela | Cities | The Guardian](#), ou encore: [Vision of the future or criminal eyesore: what should Rio do with its favelas? | Cities | The Guardian](#)

à l'international, ont répondu favorablement à certaines demandes. Aux protestations directes ou confrontationnelles (manifestations de rue, blocages, grèves de la faim), s'ajoutent ainsi des formes d'action détournées ou indirectes, dont l'écho semble plus grand encore. Leurs modes opératoires déploient des capacités d'expertise dans le domaine de l'architecture et de l'urbanisme ou de la démocratie participative, combinée à des formes d'expression visibles qui s'inscrivent dans les lieux et contribuent à produire des traces matérielles visibles par tous, comme c'est le cas du travail de l'artiste J.R. dans le Morro da Providência (Figure 19).

Observées dans le contexte de projets de rénovations fortement controversées à Dharavi à Mumbai ou dans le Morro da Providência à Rio de Janeiro, ces actions interrogent les formes que revêtent les nouveaux mouvements sociaux urbains dans les quartiers d'habitat précaire, ainsi que les modalités selon lesquelles ces acteurs se positionnent vis-à-vis du quartier d'intervention et dans la sphère plus large des politiques urbaines.

Analysant plusieurs de ces actions artistiques au Brésil et en France, Fernando do Nascimento Gonçalves révèle « la logique qui prévaut (à ces formes d'intervention), celle du réseau et du lien lâche : multiplicité, réticulaire, connexionnisme, engagements flexibles, adhésions par affinités et non pas par idéologies » (Gonçalves 2009). Il note combien l'émergence de ces modes d'interventions s'inscrit dans le contexte d'une crise des modèles de représentation politique institutionnelle. Ces interventions s'inspirent autant des « idéaux de la contre-culture et du situationnisme que de la perspective du *do it yourself* des années 1990, en tant que reflet de la réorganisation de la société civile » (Gonçalves 2009). Elles remettent en cause « aussi bien les modèles formalistes des mouvements (sociaux) des années 1960 et 1970 que les contours des « communautés politiques » de cette période (partis, syndicats, réseaux de militants) » (Gonçalves 2009).

En cela, elles comptent comme des formes spécifiques de la production politique, à l'échelle du quartier ou à celle de la ville.



Figure 19 : Images de l'intervention de l'artiste JR dans la favela Morro da Providência dans le cadre du projet 28 Millimètres. Women Are Heroes, Rio de Janeiro, 2008 (Crédit JR, 2008).

L'analyse de plusieurs interventions artistiques dans mes quartiers d'études met en évidence le fait que tout en ne prétendant pas « changer le fonctionnement de toute la structure... politique », elles témoignent d'une intention critique susceptible d'avoir une portée sur « la vie en commun » (Hadj-Moussa, 2012), fût-ce de manière sélective ponctuelle et éphémère (eu égard aux thèmes et aux lieux d'intervention). Mes travaux retracent ainsi l'itinéraire de trois artistes intervenant dans deux quartiers précaires. Cet art « situationnel » (Ardenne, 2010), sur lequel il semble difficile de porter un regard univoque, pose un certain nombre d'interrogations sur son caractère « micropolitique », notamment induit par la médiatisation du public de l'œuvre et par les représentations qu'ils génèrent, qui dépassent largement l'échelle de leur lieu d'inscription. S'intéressant à ce phénomène, Paul Ardenne écrit :

Cette inflexion à un « art de situation » est explicite : elle dit la lassitude du contrôle, le refus de la discipline institutionnelle, l'envie de se mouvoir librement. Les années 1990 lui donneront son signalement propre, celle d'une « micropolitique ». Qu'entendre par là ? L'artiste, dans sa manière de « contacter » autrui, ne fait pas acte d'autorité, il laisse le choix à « son » spectateur de se sentir ou non concerné par sa proposition, il agit sans développer de slogan. Cette relation privilégiée avec le public, on le pressent, n'a pas été sans intéresser l'univers institutionnel et, dans la foulée, l'industrie culturelle.

(Ardenne 2010)

Le suivi de ces trois artistes permet d'interroger la fonction contestataire de l'action artistique (Guinard et al., 2018) et sa dimension politique ou micropolitique (Riffaud & Recours, 2016). Il oblige à replacer ce type d'initiative dans la nébuleuse des relations sociales et de pouvoir au sein desquelles ces derniers s'insèrent.

Ces œuvres s'immiscent en effet dans des conflits en cours, leurs auteurs commentant l'actualité de ces lieux, interrogeant leurs transformations et, souvent, les politiques menées dans leur direction. Il est désormais courant que les artistes s'intéressent à l'espace urbain et à ses transformations, à leur initiative ou dans le cadre de sollicitations émanant des institutions publiques (comme par exemple, en France, dans les dispositifs de la Politique de la Ville). Dans les cas qui nous intéressent, leur attention est d'abord portée vers la physique de ces espaces, qui constituent la *matière* de l'intervention ainsi que l'exprime le photographe français J.R. Selon lui, la rue et le quartier sont des terrains privilégiés d'expression artistique, « une galerie à ciel ouvert » (Bautès 2010; *réf 2.3*) pour produire, créer et exposer. L'espace urbain est aussi un support social et politique permettant de donner à voir et de dénoncer les situations de vulnérabilité sociale et d'invisibilité d'une partie des habitants.

Les artistes et les activistes étant intervenus dans mes quartiers d'études expriment leur liberté d'action. Ils se jouent des cadres institutionnels, qu'ils les dénoncent ou tentent d'en dévier les discours dominants. Néanmoins, du point de vue de l'artiste et de l'activiste comme de celui des pouvoirs publics ou des habitants, récepteurs de ces productions artistiques, les registres de légitimité et d'acceptation diffèrent grandement.

Si leurs propos comme leurs positionnements invitent à les placer dans le champ de la contestation, une observation plus attentive met cependant en évidence des ambitions moins résolument contestataires. Les enquêtes conduites avant et après de telles interventions, interrogent ainsi la combinaison des registres artistique et militant, ainsi que les manières dont

elles sont vécues par les uns et les autres. Il ne s'agit plus de noter la prégnance des signifiants culturels dans le développement urbain, fait largement avéré, ou d'en analyser les modalités opératoires. Il s'agit bien de questionner, avec la distance nécessaire, la portée censément subversive de ces processus. À qui sert le discours contestataire ? De quelle manière contribue-t-il à révéler de nouvelles formes d'action politique ?

Telles sont quelques-unes des questions qui mériteraient des investigations approfondies et plus systématiques, poursuivant mes premières publications (Bautès 2010; réf. 2.3; Bautès 2012, réf. 2.4)¹⁶⁹. La distinction, souvent revendiquée par ces acteurs eux-mêmes, entre ces formes d'expression et les formes plus classiques de la contestation sociale, est-elle si nette ? Une telle distinction, souvent justifiée par le caractère esthétique et métaphorique de l'art ou de l'événement culturel (comme l'illustre de manière pertinente l'événement organisé par le collectif URBZ Urban Typhoon¹⁷⁰ Figure 20), dissimule une différence de fond qui relève de la distance vis-à-vis de l'objet cible de l'intervention. Le caractère éphémère de l'intervention, émanant d'un acteur exogène, joue en faveur d'un retrait de l'artiste du champ social au sein duquel il intervient – souvent pour un temps très limité.

C'est justement l'effet que déclarent rechercher certains artistes, comme l'indique lui-même le photographe JR dans ses interventions à Rio de Janeiro ou dans d'autres lieux du monde. Avant que ne s'engage la médiatisation de son œuvre, l'artiste prend soin de quitter les lieux, évitant les médias. En empruntant un pseudo et en dissimulant son visage au public, il attribue un caractère universel et intemporel à une action localisée et éphémère.

Son engagement vis-à-vis de l'échelle locale (celle du quartier) diffère ainsi largement d'autres artistes-militants comme Mauricio, lui-même habitant de la favela Morro da Providência, ou comme le collectif URBZ, implanté à Dharavi. Tous deux sont ancrés dans les relations sociales et politiques qui structurent le quotidien, même si la portée de leurs actions diffère. L'un (Mauricio), s'inscrit dans le quartier, l'autre (URBZ) est étendue à l'échelle de la sphère urbaine internationale par l'intermédiaire de formes plus amples de médiatisation et de publications.

Autant que les effets de leurs actions, ces dynamiques interrogent la position de l'artiste vis-à-vis du lieu investi, entre le local et l'ailleurs. Son rôle de « constructeur de sens et interprète de la vie urbaine dans ce qu'elle a de plus immédiat et concret » (Vahtrapuu, 2003) pose également la question de sa fonction sociale et politique. Son discours comme ses interventions se placent à l'articulation entre production de sens et expression contestataire. Il y a là, comme le soulignaient déjà l'Arts Council of Great Britain et l'Association d'Arts Britanniques et Américains à la fin des années 1980¹⁷¹, une « rupture entre une vision philosophique, esthétique, historique de l'art et une approche pragmatique de l'art devenu outil de régénérescence urbaine » (Arts Council of Great Britain, 1988 ; 1989, cités par Orlando, 2010) ; ce à quoi il convient d'ajouter, pour les cas qui nous occupent, un outil de contestation sociale.

¹⁶⁹ Les textes qui traitent de ces initiatives, situées à l'articulation de l'art et du militantisme, prolongent l'étude de systèmes sociaux qui structurent des filières productives autour de références à la culture et au patrimoine, pour cheminer vers celle de registres d'actions inscrites dans le domaine de l'art dit engagé ou contestataire. Ce champ d'étude compte toujours parmi mes intérêts de recherche, ayant donné lieu à l'élaboration d'un projet soumis à deux reprises à l'ANR en 2019 et 2020. J'insiste sur le fait que les études de cas que j'ai eu l'occasion de produire, qui nécessitaient une réflexion sur leurs natures et sur leurs logiques propres, constitue le cœur des articles présentés. Elles doivent être replacées dans le champ des forces sociales au sein desquels elles évoluent (ou qu'elles tentent de traverser, sans s'y inscrire pleinement).

¹⁷⁰ <https://urbz.net/workshops/urban-typhoon>

¹⁷¹ Voir la série d'ouvrages intitulés respectivement : *An Urban Renaissance : The Role of the Arts in Urban Regeneration*, 1988 et *Arts and the Changing City*, 1989.

Si les productions artistiques de JR et de Mauricio, tous deux photographes, œuvrent consciemment à diffuser leurs actions dans le champ médiatique en produisant une intervention retentissante dont les images seront relayées par les médias après l'intervention, - processus recherché par l'artiste JR -, les activistes du collectif URBZ à Mumbai mobilisent un registre plus large que celui de l'art, qu'ils combinent à d'autres formes de discours et d'action experte, notamment dans le domaine de l'architecture et de l'urbanisme. Ils mobilisent de manière plus directe les possibilités offertes par le Web pour communiquer, dans une perspective visant à renforcer et à renouveler le discours citoyen dans un contexte où la société civile est particulièrement attentive aux questions urbaines et à leur dimension sociale.

Loin d'être représentatives des nombreux modes opératoires qui caractérisent la « politique des pauvres » (*pro poor politics* ou *poor's people politics*) (Hadj-Moussa, 2012), ces initiatives interrogent sur les modalités selon lesquelles la légitimité des luttes locales tient d'un travail inscrit directement dans la sphère politique autant qu'en ses « bords », soit une capacité à les rendre visibles, quitte à les esthétiser et à en dévier le sens. Dès lors, l'intérêt heuristique concerne autant la nature de l'œuvre et son contenu critique ou dénonciateur, que la démarche même de leur auteur, qui échappe à toute caractérisation simplificatrice. Constituant une forme singulière de micropolitique à l'échelle du quartier et à celle des lieux du débat public, elle est en outre à l'origine d'externalités économiques, sous la forme de biens culturels mettant en scène le quartier et ses habitants, ou l'artiste lui-même.

Le regard extérieur peut aisément être séduit par de telles expressions « aux bords du politique » (Rancière, 1998) ou par « l'ingéniosité et l'intelligence des situations, associées à une flexibilité dans les lieux et les modes d'intervention (qui) permettent à ce type d'initiative de s'émanciper des cadres classiques de l'action résistante tout en rendant possible leur valorisation économique » (Bautès, 2010b). Là réside certainement l'intérêt d'interroger l'artiste en tant qu'acteur devenu central dans la production politique de l'urbain.

II.3. L'ORDINAIRE DE LA PRODUCTION URBAINE : L'INFORMEL POLITIQUE



nb - 2013



Figure 20 : Affiches de présentation des ateliers Urban Typhoon organisé par le collectif URBZ <https://urbz.net/>.

II.3.1. L'informalité politique : une caractéristique structurelle du gouvernement des villes

À partir de 2006, la formalisation d'une dynamique collective de recherche, d'abord orientée vers la thématique de la « sécurité des pauvres » puis vers l'informalité politique, a donné lieu au

financement d'un programme de recherche intitulé INVERSES en 2008. Les séminaires autour de Marie Morelle (Univ. Paris 1-Prodig) et de Jérôme Tadié (IRD-Urmis) nourrissaient mes efforts en direction d'un approfondissement de la question du politique en ville. Le groupe, peu à peu élargi à d'autres chercheurs¹⁷², formulait progressivement une question fondatrice : de quelle manière, dans l'ensemble de nos quartiers d'études au long cours, situés dans des espaces urbains du Nord (Gênes, Palerme) ou du Sud (Rio de Janeiro, Jakarta, Mexico, Yaoundé, Lima), des acteurs situés hors du champ politique institué : résidents de quartiers précaires occupant des terrains illégalement, personnalités issues de la sphère criminelle, ou acteurs politiques, influents sur les décisions publiques en cheminant dans des faisceaux relationnels allant du criminel à l'informel pour contribuer pleinement à l'arène politique, de manières souvent discrète, silencieuse ou indirecte ?

Cette interrogation a guidé ce groupe constitué de géographes et de sociologues vers la construction d'un cadre commun d'analyse. Notre ancrage dans le champ des études urbaines a mis en évidence un intérêt partagé pour des situations de marginalités sociales, politiques ou spatiales. Tous les terrains menés par les membres du groupe étaient en effet concernés par la prégnance des pratiques informelles déployées par des habitants, par des acteurs relevant de l'État ou par d'autres figures sociales disposant de moyens pour influencer les jeux de pouvoir et les processus décisionnels. En la matière, les oppositions binaires opposant un pouvoir légitime à un autre, supposé illégitime ; un champ d'action formel à un autre, considéré comme informel, sont loin d'être en mesure d'expliquer les logiques croisées sous-jacentes aux décisions prises par des acteurs bénéficiant de niveaux différenciés d'influence et de légitimité. Dès lors, notre démarche a consisté à éviter de privilégier un effort unilatéral de compréhension des « processus et intérêts qui conduisent à de telles qualifications – formel, informel, illégal, criminel – en termes de pouvoir, de contrôle et de production de l'espace urbain » (Collectif INVERSES, 2016, *réf. 3.1*).

Cette approche synthétique m'a conduit à appréhender de manière plus précise les logiques d'action qui caractérisent le champ du pouvoir à l'échelle du quartier, en partant de ses expressions quotidiennes et ordinaires, de l'analyse de situations inscrites au-delà des registres institués et légitimes du politique¹⁷³, sans pour autant se risquer à délimiter au préalable le périmètre d'un tel champ. Je me suis ainsi intéressé aux manières selon lesquelles les revendications sur l'espace urbain du quartier (de la favela Morro da Providência, principalement) sont négociées dans le quotidien de la vie sociale par des acteurs nombreux, aux influences et aux légitimités différenciées. Ces négociations donnent souvent lieu à des formes nombreuses de pressions, d'intimidations, qui relèvent de pratiques informelles, parfois criminelles. Cette démarche, qui s'apparente à « une tentative de donner un sens aux expériences ordinaires » du politique, a été conduite avec le souci d'éviter de « romancer la condition d'être en dehors de la loi » (Anjaria, 2011), tout en prenant la précaution d'identifier la manière dont certains acteurs jouaient avec (ou se jouaient de) la loi et des cadres normatifs de l'action publique, profitant de leurs positions dominantes pour atteindre leurs objectifs, que ceux-ci relèvent du strict domaine du projet urbain, ou qu'ils s'inscrivent dans des ambitions électorales et politiques plus larges.

Cette ligne de préoccupation et la démarche qui l'accompagne, communes à l'ensemble des terrains et des objets de recherche de l'équipe, nous ont conduits à mobiliser la notion d'informalité politique pour qualifier des pratiques diverses mais toutes situées « hors des arènes

¹⁷² Sébastien Jacquot (Univ. Paris 1-Prodig), Jean Rivelois (IRD-Prodig puis CESSMA), Claire Bénit-Gbaffou (Univ of Wittenstrand, Afrique du Sud) et Alexis Sierra (Univ. Cergy-Pontoise-Prodig).

¹⁷³ Cette réflexion a notamment fait l'objet d'une réflexion collective dans le cadre de l'axe 3 du programme quinquennal de l'UMR ESO, intitulé « La politique, de l'ordinaire à l'institutionnel ».

officielles du politique, éventuellement en marge des cadres légaux qui concourent à l'administration des espaces urbains » (Collectif INVERSESES, 2016), même lorsque leurs acteurs sont ou peuvent occuper des fonctions dites « officielles ». La notion d'informel, en dépit de son ambiguïté, renvoyant en première instance à un caractère supposé « sans forme », est néanmoins utile pour « dépasser la seule référence au cadre juridique et à sa transgression » et pour saisir plus largement « les normes sociales en usage, auxquelles s'articulent les pouvoirs en ville » (Collectif INVERSESES, 2016). Comme l'indiquent Laurent Le Gall, Michel Offerlé et François Ploux, qui se sont attachés à étudier les aspects de la politique informelle dans différents domaines et à différentes périodes historiques, celle-ci recouvre « les formes, les pratiques, les activités, les expressions qui, faute de bénéficier d'une reconnaissance et d'une légitimité de la part des prescripteurs et des agents les plus influents du champ, sont « rejetées » en dehors de ce champ quand bien même elles participent, pleinement ou accessoirement, à sa constitution » (Le Gall et al., 2012, p. 16).

Le recours à cette notion nous a ainsi conduit à proposer « une lecture élargie de l'exercice du pouvoir en ville, considérant de quelle manière ces pratiques informelles influent sur le contrôle de territoires, sur leurs usages concrets et leur production, dépassant les conceptions institutionnelles de la planification urbaine » (Collectif INVERSESES 2016, *réf. 3.1*). S'il semble inévitable de considérer que le pouvoir traverse l'ensemble du champ social, celui-ci n'est pas pour autant sans géométrie. Il est au contraire situé, dirigé et orienté, dessinant des trajectoires et des circulations qu'il s'agit d'identifier à partir d'expériences ordinaires, depuis l'échelle du quartier. Ceci est un préalable pour envisager ensuite la manière dont ces pratiques ont une portée supérieure, cheminant à d'autres niveaux du pouvoir urbain, jusque dans les arènes institutionnelles.

Entendue de cette manière, l'analyse de l'informalité devient une entrée pertinente pour envisager la question du pouvoir urbain, les manières dont il est distribué et disputé dans et autour des sphères du gouvernement urbain. La prégnance de pratiques relevant du registre informel entre les acteurs engagés, invités ou s'immiscant dans les prises de décisions, met en évidence les limites d'une conception normative de l'État ou de la gouvernance urbaine. Reprenant un constat largement partagé dans la sphère académique, il s'agit de considérer de quelle manière « l'existence de pratiques informelles renvoie à la formation continue de l'État et aux marges de manœuvre qu'il laisse, voire qu'il crée, en particulier en observant les pratiques des populations vivants et travaillant dans l'informalité et leurs relations aux diverses institutions publiques (et leur imbrication avec les structures partisanses) » (Collectif INVERSESES 2016, *réf. 3.1*).

Selon cette conception, l'État n'est ainsi « qu'un ensemble d'institutions, de groupes, d'individus en situation d'interaction, de conflits et de négociation », interactions auxquelles prennent part des acteurs nombreux (Iraki et De Miras, 2017). Ce constat reprend ceux formulés quelques années avant par Bruno Lascoumes et Patrick Le Galès (Lascoumes & Le Galès, 2005), en référence aux travaux pionniers de Michel Foucault. Cette remarque concerne aussi la sphère de la gouvernance, pour laquelle il semble nécessaire de se départir d'une conception normative pour reconnaître qu'elle est constituée par des interactions « dont l'étude peut permettre d'affiner la compréhension de ce qu'on appelle le néopatrimonialisme, le clientélisme, etc., en intégrant (...) d'autres acteurs non étatiques qui contribuent pourtant à la (dé)régulation politique : notables, groupes à référents religieux, familial ou régional, groupes économiques (ex. : hommes d'affaires) et également associations et ONG » (Tozy, 2017).

La gouvernance n'est donc pas une concertation collective harmonieuse. Elle suppose au contraire « des négociations, des résistances voire des oppositions entre les parties concernées » (de Miras, 2017). Une telle tension définit la gouvernance comme un champ politique au sein duquel l'État est contraint de s'accommoder et de négocier. Cette double contrainte s'applique vis-à-vis des groupes dominants (acteurs économiques, personnalités ou partis politiques), autant que vis-à-vis de ceux qui détiennent un pouvoir, non par leur appartenance sociale ou institutionnelle, mais par leur capacité à imposer leur voix au moyen de coercitions (acteurs criminels, par exemple). Elle s'applique enfin aux acteurs considérés comme dominés, ou subalternes, cependant « protagonistes de la société politique » (Chatterjee 2004, 200). Dans l'impossibilité de revendiquer leurs droits par voie légale ou en s'appuyant sur les canaux institutionnels de la société civile, du fait du caractère illégal de leur activité ou de leur résidence, confondus avec leur statut social marginalisé, ces acteurs s'organisent pour « obtenir des arrangements avec les agences gouvernementales (quant au logement, à l'usage de l'eau et de l'électricité) qui finissent par reconnaître l'existence de dispositifs paralégaux, et l'application de programmes gouvernementaux de développement social (dans la santé et l'éducation) » (Chatterjee, 2004). Pour comprendre la manière dont fonctionne cette sphère politique, il convient de qualifier les relations qu'entretiennent ces groupes entre eux et d'en étudier les trajectoires qui, partant de la sphère locale, entrent en connivence avec des personnes et des réseaux de la sphère *instituée* (ou dominante) du politique au moyen d'arrangements ou de confrontations directes pour cheminer vers d'autres niveaux institutionnels de pouvoir.

L'informel politique est ainsi envisagé comme un mode d'action spécifique, fait de contournements, de tactiques et de stratégies souvent dissimulées, qui conduisent ces acteurs à la négociation et à l'intégration de leurs revendications dans les décisions et les politiques publiques. Dans la perspective poursuivie par l'équipe INVERSESES, l'ambition est ainsi « d'étendre aux études urbaines une discussion centrale en science politique et en anthropologie du développement sur les décalages entre le fonctionnement attendu des institutions et de l'État, et les pratiques au quotidien des acteurs institutionnels » (Herdt & De Sardan, 2015).

Mes travaux, personnels ou menés en équipe, abordent cette question dans le contexte des quartiers d'habitat précaire et, plus largement, dans celui de l'urbanisme, considérant après Ananya Roy, que l'informalité en est l'un des caractères saillants :

La planification urbaine (...) doit être entendue comme la gestion des ressources, notamment foncières, à travers des processus dynamiques d'informalité. (...) Par informalité, je veux dire un état de déréglementation où la propriété, l'utilisation et le statut de la terre ne peuvent être fixés selon ce que la réglementation ou la loi prescrivent^{xvii}.

(Roy, 2009b)

Cette approche insiste sur la prégnance des pratiques dites informelles dans l'ensemble des relations qui structurent et traversent le champ de l'urbanisme. Elle est à ce titre éclairante pour éviter d'essentialiser la notion de politique et les réalités qu'elle recouvre, comme pour éviter d'isoler l'objet « informel » de l'ensemble du champ d'action au sein duquel il s'inscrit et qui contribue à le produire. Analyser de près la dimension informelle des pratiques politiques ne doit en aucune manière isoler cet aspect du fonctionnement général. Il s'agit au contraire de l'intégrer comme une dimension à part entière. Cette ligne d'analyse permet ainsi d'étudier le champ de la gouvernance en prenant en compte l'ensemble de ses registres d'action.

Il semble néanmoins important de souligner l'opacité qui caractérise l'informalité qui, selon Stéphanie Novak, recouvre un ensemble de réalités diverses, notamment « le manque de transparence, la corruption, le non-respect des règles officielles, la substitution de pratiques non écrites aux règles formelles (Helmke et Levitsky, 2004, p. 726-727) ». Cela en fait un « concept fantôme », qui « existe et est reconnu, mais qui est partout et nulle part » (Geoffroy 2011, p. 50, cité par Novak, 2017). On entrevoit donc les limites d'une approche qui consisterait à considérer les pratiques informelles comme un tout homogène, empêchant toute définition analytique et opérationnelle du concept et, par ailleurs, ne permettant pas de distinguer les pratiques relevant de l'absence de règles écrites, celles qui impliquent une infraction à la règle ou à la loi et celles qui, enfin, ne sont encadrées par aucun cadre réglementaire, normatif ou légal (Novak, 2017).

Ces difficultés orientent l'auteure vers la théorie néo-institutionnaliste, vers les travaux de Gretchen Helmke et de Steven Levitsky sur les règles non écrites (Helmke & Levitsky, 2004) ou ceux de James Mahoney et Kathleen Thelen sur le changement institutionnel (Mahoney & Thelen, 2010), qui invitent à une analyse des situations et pratiques « qui se détachent des règles formelles » (Novak, 2017) en les replaçant dans un questionnement sur les ambitions et les choix qui précèdent telle ou telle action, sur les niveaux de conscience partagés et sur les effets possibles qu'est susceptible de générer toute forme d'infraction.

Identifier l'informalité comme un caractère structurel de tout système d'action, celui qui ici constitue le gouvernement urbain, est ainsi un premier pas dans l'analyse des logiques relationnelles qui orientent les pouvoirs en ville. Ce dernier n'est cependant pas suffisant pour caractériser les intentions des acteurs. Fort de ce constat, qu'une relecture de mes travaux m'a progressivement menée à formuler, mes recherches ont exploré les modalités selon lesquelles ces pratiques traversent l'interaction conflictuelle entre trois *arènes politiques*¹⁷⁴, – « l'arène de l'État », « l'arène de la société civile » et « l'arène de l'urbanisme occupationnel » (*occupancy urbanism*) – qui interviennent dans la production du politique à l'échelle du quartier.

11.3.2. La production ordinaire de l'espace urbain : perspectives d'analyse à partir de l'*occupancy urbanism*¹⁷⁵

Mes travaux concernent successivement l'analyse des dispositifs d'intervention urbaine sur des quartiers d'habitat précaire, puis celle des configurations d'acteurs, de pratiques et de mouvements contestataires émergeant depuis l'échelle du quartier en vue de remettre en cause ces dispositifs. Ils ouvrent vers un champ d'analyse des modes ordinaires – ou quotidiens – de gouvernement urbain qui reste à approfondir.

Si le prisme de l'informalité politique m'a permis, au travers de plusieurs séries d'études de cas (Bautès, Gonçalves, et da Costa, 2014, *réf. 3.4.* ; Bautès et Taieb, 2015, *réf. 3.5.* ; Bautès 2021, *réf. 4.3.*), de porter un regard nuancé sur les pouvoirs urbains, le seul registre *informel* ne permet

¹⁷⁴ Le terme est utilisé en référence à l'usage qu'en fait Solomon Benjamin dans des travaux que je présente dans la partie suivante. Tout comme la notion de *champ*, qui provient de la sociologie bourdieusienne, de laquelle il semble délicat de l'extraire, il convient de préciser les contours de celle d'*arène*, que Thomas Bierschenk définit comme « un concept dynamique d'interaction entre des groupes stratégiques » qui, dans un espace social donné, s'affrontent, pour l'accès aux ressources économiques, politiques et symboliques. Reprenant cette acception, J-P Olivier De Sardan propose de considérer l'*arène* comme le lieu « où des groupes stratégiques hétérogènes s'affrontent, mus par des intérêts (matériels ou symboliques) plus ou moins compatibles » (Olivier de Sardan, 1993). Sans épuiser la réflexion terminologique sur la notion et son usage, considérant notamment que, sans précision explicite, elle omet la dimension spatiale des dynamiques relationnelles, ces références permettent néanmoins de positionner le regard sur un « niveau d'analyse particulièrement fécond pour dévoiler les logiques d'action à la fois des institutions de développement et des populations-cibles » (*Ibid.*). Pour une discussion sur les usages et significations associées à la notion, voir notamment Dartigues (2001).

¹⁷⁵ Voir l'usage de cette expression dans Benjamin, 2014.

pas à lui seul de « prendre au sérieux les pratiques quotidiennes de l'État » (Benjamin, 2014). Comme mes travaux précédents l'ont souligné, il convient d'appréhender ces pratiques dans leurs contextes sociaux et spatiaux, afin d'éviter d'en surévaluer le caractère subversif, résistant ou éminemment politique (Menon 2012, citée par Benjamin 2014, p.312), ce qui conduirait à les envisager par le seul prisme de la confrontation avec l'État. Pour éviter les dichotomies simplificatrices, il convient de penser les pouvoirs urbains dans la multiplicité des tensions qui les structurent. À ce titre, le cadre d'analyse de ce que Solomon Benjamin désigne comme un urbanisme capillaire, en rhizome¹⁷⁶, constitue une voie particulièrement heuristique.

En premier lieu, ce cadre d'analyse envisage l'étude des processus politiques qui produisent l'espace urbain, du point de vue des instances formelles et des politiques publiques, comme du point de vue de la myriade d'acteurs et d'actions qui émanent de trois arènes politiques qui interagissent, souvent de manière conflictuelle, dans la production de l'espace :

- L'« arène politique » (*policy arena*) est constituée des instances représentatives de l'État, de divers groupes de pression (*lobbyings*) et des multiples opérateurs urbains inscrits dans une logique de capitalisation financière ;
- L'arène de la « société civile » (*civil society arena*), que Solomon Benjamin définit comme une élite motivée par des principes réformateurs (« *reform oriented* » *elite civil society*) est composée d'organisations non gouvernementales et de *Citizen Watchdog Committees* ;
- L'arène de l'« urbanisme occupationnel » (*occupancy urbanism arena*) enfin, est constituée de groupes qui « pénètrent par le bas la sphère bureaucratique 'poreuse' de l'État, "nécessairement subversive, ayant une conscience politique qui refuse de se soumettre à la discipline des ONG et des 'militants bien intentionnés' » (Benjamin, 2014).

L'intérêt de ce cadre d'analyse est de mettre l'accent sur l'intérêt de combiner les points d'observation. Tout en prêtant attention [1] à l'étude de la sphère des politiques publiques (auxquelles il se réfère au moyen de l'expression « *politics of developmentalism – projects, policy and master planning programs* » (Benjamin 2008, p. 721), il considère la ville et les processus politiques qui la « travaillent » [2] à partir « des territoires multiples et contestés inscrits dans des histoires locales complexes » (Benjamin 2008). À cela s'ajoute l'étude [3] des « "matérialités centrées sur la ville" au sein desquelles la terre (le sol urbain) [...] est fortement politisée ; les circuits politiques et bureaucratiques de niveau inférieur du gouvernement local, socialement ancré et, enfin, où il existe une économie de production et de vente au détail de petites entreprises interconnectées, étroitement liés aux questions foncières et au gouvernement local » (Benjamin, 2014).

Dans les multiples expressions des conflits et des tensions qui opèrent entre ces arènes, autour de portions de l'espace ou de ressources spécifiques [les matérialités que mentionne Benjamin], tout n'est pas qu'incertitude, fluidité ou opacité. Tout ne relève pas non plus du même ordre politique, intentions et prétentions ayant trait à divers registres, tantôt électoralistes [*vote bank politics*], tantôt identitaires, tantôt économiques.

Dès lors, l'analyse du lien entre espace, économie et pouvoir, de même que la complexité des pratiques politiques, doivent-elles être appréhendées dans l'imbrication de l'économie et du

¹⁷⁶ L'expression originale, en anglais, est celle *d'occupancy urbanism*. Des échanges avec l'auteur indiquent que les figures de la capillarité ou du rhizome semblent plus appropriées pour rendre compte de son idée.

territoire, comme le suggère S. Benjamin. Cette proposition fait figure d'invitation que je relaie dans le volume 3 de ce dossier, en m'appuyant du cadre d'analyse proposé par l'auteur pour l'explorer dans le domaine de l'économie productive artisanale.

II.4. BILAN ET PERSPECTIVES

Les interrogations soulevées dans les trois axes autour desquels s'articulent mes productions scientifiques (Axe 1 : La production de l'espace urbain par le patrimoine et l'économie de la culture ; Axe 2 : La production politique de la ville au prisme des quartiers d'habitat précaire ; Axe 3 : L'ordinaire de la production urbaine : l'informel politique) dessinent une ligne générale de recherche qui interroge les rapports entre l'espace urbain, l'économie et le pouvoir.

La succession des entrées et des prismes d'analyse adoptée tout au long de mon travail, de même que celle des objets d'étude et des terrains d'enquête, souligne l'étendue de mes préoccupations scientifiques. Sous l'effet des périples de la pensée et des expériences de terrain, sous celui du morcellement des activités de recherche, notamment lié aux contingences des projets et des programmes, l'une ou l'autre des entrées thématiques ou des angles d'analyse se trouve, dans un texte et sur un terrain donné, accentuée, ou fait au contraire l'objet d'un effort de combinaison avec d'autres. L'emphase sur l'une ou l'autre de ces dimensions dans certains de mes travaux s'explique par la nature des processus observés et par les outils dont je disposais pour les penser au moment de leur formalisation, l'analyse au fil de l'eau et dans des contextes spatiaux et temporels restreints, contraignant toute entreprise systématique de combinaison et d'articulation.

Au-delà de ces contingences, les quinze dernières années ont été traversées par la volonté de suivre un fil analytique et par une propension à observer les processus de production urbaine selon différents angles d'analyse et à partir de situations empiriques différentes. Successivement, l'étude des processus de valorisation de l'espace par le patrimoine, les systèmes productifs localisés structurés autour de l'économie de la culture, puis celle de la gouvernance et du pouvoir urbain, mettent en évidence la richesse d'une lecture transversale des processus de production de l'espace urbain, attentive à ses dimensions spatiales, sociales (incluant l'économique), et enfin politiques. Si j'ai tenté de mettre en évidence, dans cette partie, l'importance de ces trois regards, les modalités de leur combinaison demeurent à éclaircir.

En effet, s'il y a encore beaucoup à penser concernant la production urbaine, son fonctionnement différencié selon les contextes sociaux et spatiaux et selon les configurations politiques, il semble tout aussi important d'interroger la manière dont il est possible, en géographe, de combiner l'étude des processus habituellement étudiés par différents courants ou champs de la discipline, qui font l'objet de référentiels théoriques et d'outils méthodologiques parfois délicat à articuler. Cette question interroge tout particulièrement une discipline dont plusieurs générations ont revendiqué le regard transversal, se plaçant comme observateurs des relations entre les hommes et leurs milieux alors que, dans la période contemporaine, les géographes se sont au contraire efforcés de mettre en évidence les singularités de l'approche géographique des faits économiques, sociaux, politiques ou culturels.

Dans une réflexion sur l'identité épistémologique de la géographie qui le conduit à revenir sur les paradigmes qui ont, depuis la fin du 19^e siècle, traversé l'histoire de la discipline, Olivier Orain constate combien « la seule certitude que peut avoir un épistémologue concernant la situation

contemporaine est l'extrême hétérogénéité de la géographie pratiquée en France aujourd'hui » (Orain, 2006). Ce constat est une constante dans la réflexion des géographes tout au long des deux siècles qui nous séparent des premières tentatives d'identification des paradigmes qui balisent la singularité de la discipline. À cela s'ajoute la persistance de courants qui tendent à diviser la discipline, progressivement formés sur des spécialisations théoriques, « des réseaux sociaux autant que sur des affinités cognitives » (Orain, 2006). Bien que les contours de ces courants, par exemple identifiés par les 25 commissions qui composent aujourd'hui le Comité National Français de Géographie¹⁷⁷, tendent – pour certains – à voir leurs contours thématiques élargis et leurs approches renouvelées, ils demeurent des outils d'identification structurants du point de vue institutionnel et scientifique. Cette caractéristique, en même temps qu'elle contribue à « fédérer, animer et valoriser la recherche et l'enseignement de la géographie » (CNFG)¹⁷⁸ et à rendre visible l'activité de la géographie en France auprès des instances internationales (notamment l'Union Géographique Internationale, UGI)¹⁷⁹, accentue la fragmentation épistémologique et empêche les efforts réflexifs sur les possibilités de construire une géographie fondée sur l'articulation entre des processus de natures différentes qui, tous, concourent à produire et à transformer les espaces.

Cette fragmentation intellectuelle tend ainsi à dissimuler le caractère multiple des interactions et des interrelations qui jouent dans un espace donné. À y regarder de près, mes efforts analytiques se sont largement concentrés sur la formulation de réflexions que je souhaitais aussi transversales que possible. Sans établir de cadre théorique stabilisé et formalisé – exercice d'autant plus difficile que l'approche mise en œuvre ne se laisse pas aisément étiqueter ou circonscrire – j'ai composé mes travaux successifs en essayant de combiner les perspectives d'analyse.

- Une perspective économique sur la base de l'étude du fonctionnement des forces et des formes productives, de la circulation des biens matériels produits, notamment dans le secteur touristique et de l'économie de la culture (Udaipur), ou à partir de l'analyse des investissements publics et privés et des transactions financières qui sous-tendaient les dispositifs de réhabilitation des quartiers d'habitat précaire (Mumbai, Rio de Janeiro) ;
- Une perspective sociale, ou sociologique fondée à Udaipur sur l'analyse des savoirs sociaux mobilisés dans le processus de production économique, qui réfèrent à une logique de position souvent héritée de métiers et de professions socialement spécialisées, souvent de castes ou de groupes sociaux spécifiques. Dans les quartiers d'habitat précaire, cette perspective était envisagée au travers de l'étude des transactions sociales entre acteurs et des mouvements de mobilisation partant de la sphère locale pour cheminer vers celle des réseaux et des configurations qu'ils structurent ;
- Une perspective politique enfin, analysée dans tous mes cas d'études au travers des conflits de pouvoir et des relations et logiques informelles qui structurent le champ de la gouvernance.

¹⁷⁷ Le Comité National Français de Géographie a été créé à l'initiative de l'Académie des Sciences « le CNFG est membre du Comité Français des Unions Scientifiques Internationales (COFUSI). À l'échelle nationale, il gère 25 commissions, chacune ayant prétention d'identifier un champ thématique spécifique de la discipline.

¹⁷⁸ <http://www.cnfg.fr/wp-content/uploads/2018/07/plaquetteCNFG-V1-3.pdf>

¹⁷⁹ International Geographical Union: <https://igu-online.org/?lang=fr>

Ces trois dimensions structurent la production de l'espace. À mon sens, elles sont trop rarement pensées ensemble. Il y a donc une démarche à approfondir, qui consiste à multiplier les angles d'analyse, en s'interrogeant, à partir d'un lieu, sur le jeu des acteurs et au résultat des forces que ceux-ci activent. La multiplicité de ces perspectives rend pourtant leur combinaison problématique, tant les champs de référence auxquels elles renvoient paraissent difficiles à concilier, notamment aux vues des présupposés théoriques (voire idéologiques) qui les ont fondés. Ce constat demeure au stade d'un questionnement sur la manière dont il est possible, en géographe, d'articuler les processus de nature différente qui orientent les pratiques des acteurs, tout en demeurant attentif aux niveaux d'échelles.

Identifier une telle ambition sans pour autant revenir aux monographies de lieu – qui présenterait le risque de tomber dans le particularisme – nécessite de fonder un cadre d'analyse et de donner un sens de lecture à la multiplicité des dimensions susceptibles d'être pensées ensemble. Dans les processus que j'ai été conduit à étudier, la multiplicité des interactions entre l'économique, le culturel, le social et le politique justifie une telle démarche, qui représente à mon sens la richesse même de l'approche géographique, capable de rendre compte de la complexité du réel tout autant que du caractère partiel – et subjectif – de toute forme de découpage du savoir.

Comme je l'ai déjà souligné, j'ai positionné mes recherches en étant influencé par des travaux et des réflexions relevant des courants économiques, sociaux, politiques et, dans une certaine mesure, culturels de la géographie. J'ai abordé l'étude de ces processus et de leurs combinatoires sur mes terrains au travers de l'analyse de la nature relationnelle du processus économique, de la question des appartenances, des hiérarchies et des dominations sociales; de la prégnance des échanges informels et des arrangements sociaux et, enfin, de celle des conflits, des rapports de force, de pouvoir et de domination qui se tissent autour d'éléments multiples contenus dans l'espace urbain ou qui jouent, vis-à-vis de l'espace, le rôle de signifiants (Bautès, 2006).

Ce positionnement s'inscrit dans une approche soucieuse d'étudier la question de l'enchâssement de l'économie et du politique, dans la société.

Pour être valide et prétendre servir une grille d'analyse pertinente du point de vue de la géographie – qui prend en compte, tout en l'interrogeant, la place de l'espace dans ces processus combinés –, une telle position implique de donner du sens à ces perspectives emboîtées, à les organiser et les hiérarchiser en fonction de l'objet et de la problématique traités, ce à quoi s'attachera le volume 3. En attendant, appuyons-nous sur les réflexions de Fabrice Ripoll qui, occupé à un effort de clarification (quoique dans une perspective résolument théorique), identifie cet enjeu lorsqu'il écrit :

Lacunes, équivocités sémantiques, contradictions : trois types de faiblesses plus ou moins graves dont le travail théorique peut aider à prendre conscience et donc limiter – sans garantie toutefois. Approfondissements, éclaircissements, mise en cohérence : trois activités permettant de rendre le « modèle », c'est-à-dire la grille d'analyse, plus pertinente et rigoureuse, donc plus solide... en même temps qu'explicite donc discutabile, contestable ! (Ripoll, 2018 : 89)

Cet extrait résume la difficulté d'une telle entreprise. Prétendre adopter une position de recherche et, plus largement, un positionnement dans le champ de la géographie nécessite d'éclairer la manière dont s'articulent et sont hiérarchisés des champs d'analyse que la discipline a, depuis plusieurs siècles, divisés en courants, fragilisant son ambition théorique alors qu'elle

cherchait à se placer en « science de synthèse »¹⁸⁰. Ce constat, débattu par de nombreux auteurs depuis au moins le début du vingtième siècle¹⁸¹, semble aujourd'hui dépassé dans les débats géographiques.

Proposer de réfléchir à la possibilité et aux conditions de cette articulation ne conduit en rien à lisser les tensions et les concurrences qui opposent les différents courants de la discipline. Comme le souligne F. Ripoll, ces derniers figurent autant des guerres de position que des paradigmes de références. Je reste convaincu qu'il est possible, en plaçant l'espace au cœur de l'analyse, de contribuer à une explication des faits sociaux dans l'espace en partant de points d'analyse variés. Cet effort, pour incomplet qu'il puisse être à ce jour, me semble salutaire pour éviter les points aveugles et pour prendre la mesure de la richesse des regards croisés. C'est vers cet objectif qu'il s'agit de poursuivre la réflexion à partir d'un cadre réflexif constitué à partir de la question de la petite production artisanale urbaine.

Effectuant un retour vers une réflexion sur l'économie urbaine, thématique de laquelle je me suis progressivement éloigné à mesure que mes recherches ont intéressé des contextes urbains dans lesquels la dimension productive devenait négligeable, je propose dans le volume 3 des éléments de clarification et un regard renouvelé, à la fois sur la place de l'économie dans une approche de géographie politique et, plus généralement, sur la possibilité de mener l'analyse de la production de l'espace urbain au prisme des rapports qui se tissent, dans et avec l'espace, dans le domaine de l'économie qu'il s'agira d'envisager, on le verra, comme un « monde » qui coexiste avec les mondes sociaux et politiques.

¹⁸⁰ De nombreux auteurs ont souligné cette caractéristique de la géographie, employant différentes expressions. Olivier Orain écrit à ce sujet : « Au souci de ne pas mutiler les « réalités géographiques » s'adjoint une définition de la discipline comme « science carrefour » ou « science de synthèse » qui a longtemps perduré. Par opposition aux sciences analytiques, la géographie est posée comme la saisie de « combinaisons », « systèmes » (Cholley), ou « complexes de situation » (P. George) à caractère unique » (Orain 2006).

¹⁸¹ Il a récemment été abordé de front par le même Fabrice Ripoll dans l'impressionnante réflexion qu'il a développée dans le cadre de son volume inédit d'HDR (Ripoll 2018). Il me semble important de lui adresser un clin d'œil reconnaissant, tant ses efforts théoriques semblent aller dans le sens d'une clarification de nombreux implicites auquel tout étudiant comme tout chercheur en géographie est confronté, le premier d'entre eux relevant de la place de l'espace dans l'analyse de processus de nature économique, sociale et/ou politique.

PARTIE III.

ENSEIGNER LA GÉOGRAPHIE ET L'AMÉNAGEMENT À L'UNIVERSITÉ



Mon activité d'enseignant se construit dans une réflexion sur la didactique de la géographie et sur les modes selon lesquels sa connaissance, ses méthodes et les outils qu'elle mobilise peuvent être communiqués et partagés. Elle poursuit l'ambition de répondre aux exigences de rigueur et de sensibilité nécessaires à la formation du géographe. L'objectif d'être en mesure d'offrir une solide formation scientifique et d'œuvrer à la production d'un savoir ouvert, construit avec le souci de combiner points de vue et niveaux d'échelles d'analyse, me conduit à mobiliser des méthodes et des outils qui vont bien au-delà de mes seules spécialisations et domaines de recherche.

De retour d'un premier terrain de thèse en Inde, j'ai eu l'occasion de dispenser des enseignements à l'université (Montpellier 3) en tant que chargé de cours et de travaux dirigés (1999-2000), puis en tant qu'ATER (2000-2001). Au cours des années universitaires 2001-2002 et 2003-2004, mes activités d'enseignement ont été menées dans le cadre d'interventions en Licence et Master, en tant que Chargé de cours à l'Université Paris 7-Denis Diderot. Recruté en tant qu'ATER à l'université de Pau et des Pays de l'Adour à la suite d'un post-doctorat au Brésil donnant lieu à des vacances (2005), j'ai intégré l'équipe locale d'enseignants, intervenant en géographie et dans la filière professionnelle de l'IUP « Aménagement Touristique et ingénierie de projet ».

Suite à une deuxième année de postdoctorat, j'ai été recruté en septembre 2007 sur un poste de Maître de conférences à l'Université de Caen-Normandie, où j'ai exercé pendant dix ans avec une interruption d'un semestre, en 2013, dans le cadre de l'obtention d'un CRCT à l'occasion duquel j'ai été accueilli à l'université fédérale de Rio de Janeiro où j'avais effectué mon premier contrat doctoral.

La présentation de mon activité d'enseignement retrace de manière spécifique la période 2007-2017, ou j'ai exercé l'essentiel de mon service dans l'UFR (devenu depuis département) de géographie de l'université de Caen. Elle n'aborde que de manière succincte ma période d'enseignement en tant que non-titulaire, de laquelle j'ai néanmoins tiré les premiers outils pour enseigner, ainsi qu'une stimulation déterminante liée à l'accueil dont j'ai bénéficié au sein des équipes pédagogiques avec lesquels j'ai eu la chance de travailler et aux échanges auxquels ont donné lieu mes séjours dans ces divers établissements. Cette expérience m'a ainsi permis d'acquérir une compétence pédagogique auprès d'un public diversifié d'étudiant·e·s, dans différents contextes géographiques, linguistiques et sociaux.

C'est le métier qui rentre

La perspective d'accéder à un poste d'enseignant n'a pas toujours figuré parmi mes orientations professionnelles. C'est d'abord en complément de mon activité de recherche que j'ai débuté dans ce domaine, sans formation préalable et en considérant l'enseignement comme une fonction temporaire. Non par manque d'intérêt, mais du fait des faibles chances que j'entrevois pour obtenir un poste. Je ne suis pas un cas isolé. Pour nombre de collègues, l'enseignement constitue souvent un moyen d'acquérir une expérience, favorisant la chance d'intégrer le monde universitaire. Une fois recrutés, la mission d'enseignement est souvent dévalorisée par rapport à celle de la recherche, comme en témoignent plusieurs travaux (Kiffer, 2016)¹⁸². Elle est, en effet, souvent considérée comme « privative du métier (Dejean, 2006) dans le sens où les universitaires

¹⁸² Comme le précise l'auteure, « au niveau institutionnel, la recherche est la mission la plus valorisée (Fave-Bonnet 1998). Les performances dans ce domaine servent de critères pour la gestion des carrières, le recrutement et l'avancement des universitaires » (Kiffer 2016, p. 28).

qui s'investissent dans l'enseignement le font au détriment de la recherche » (*op. cit.*). Considérant qu'elle occupe une grande partie du temps d'un enseignant-chercheur, il n'est pourtant pas vain, dans l'exercice réflexif qui jalonne ce volume, de s'attarder sur ce volet du métier. Comme la plupart de mes collègues qui, en dépit du temps consacré aux « à côtés » du métier – principalement, les tâches administratives –, sont parvenus à maintenir leur activité scientifique, c'est souvent au prix d'importants efforts et d'ajustements de calendriers dont ont ponctuellement pu souffrir les étudiant·e·s.

Ce retour sur ma trajectoire ne peut être effectué sans mentionner le contexte universitaire français actuel¹⁸³, que les réformes menées depuis le début des années 2000¹⁸⁴ – incluant la dernière en date (LPPR)¹⁸⁵ – contribuent inexorablement à transformer. Sans m'attarder à discuter les effets avérés et possibles de ces changements, il convient néanmoins d'en souligner quelques aspects après dix ans d'exercice dans une université qui, bien que de petite taille¹⁸⁶, subit les effets de verticalisation de la « gouvernance universitaire » et de la hiérarchisation des établissements, impulsés par des décisions gouvernementales peu à même de penser une politique de recherche solide et ambitieuse.

Selon les critères retenus dans les récentes réformes, la situation géographique de Caen, de même que son inscription régionale, ne fait pas de son université l'un des hauts lieux de la recherche. Ce commentaire ne serait d'aucune utilité pour mon propos s'il ne traduisait pas, à demi-mots, combien les conditions d'exercice du métier diffèrent selon les établissements. De manière très concrète, mon activité à l'Université de Caen s'est construite en parallèle de mes recherches, à la fois ancrée dans des terrains situés à l'étranger, et inscrite dans des réseaux nationaux et internationaux. Cette déconnexion, pour stimulante qu'elle puisse paraître pour élargir le champ des expériences personnelles susceptibles de nourrir mes enseignements, a souvent généré un sentiment d'être à l'écart de ce qui, côté recherche comme côté enseignement, se jouait du point de vue institutionnel : difficile, en tant que jeune enseignant-chercheur, d'intéresser les étudiant·e·s à des thèmes et des terrains de recherche dès lors qu'ils ne concernent pas des problématiques traitées à l'échelle régionale, et qu'ils ne leur permettent pas de se projeter

¹⁸³ Pour une analyse générale de la profession universitaire, voir notamment le travail de Marie-Françoise Fave-Bonnet qui dresse un état des lieux qui semble à bien des égards s'être dégradé : Fave-Bonnet, M.-F. 2002. « Conflits de missions et conflits de valeurs : la profession universitaire sous tension ». *Connexions*, 78(2), 31-45. L'écriture de cette partie m'a par ailleurs conduit à consulter la thèse de doctorat de Sacha Kiffer qui se prête à une analyse approfondie des pratiques d'apprentissage au métier d'enseignant-chercheur et qui actualise l'état des lieux de Fave-Bonnet : Kiffer, Sacha. 2016. *La construction des compétences d'enseignement des enseignants-chercheurs novices de l'université en France*. Thèse de doctorat de l'Université de Strasbourg : Laboratoire Interuniversitaire des Sciences de l'éducation et de la Communication, 351 p.

¹⁸⁴ Ces réformes sont notamment impulsées dans le cadre du processus de Bologne, donnant lieu à la réforme LMD (2002-2006). Inscrite dans la lignée du classement de Shanghai (2003), elles seront mises en œuvre à un rythme accéléré, donnant lieu notamment à la loi « Libertés et responsabilités des universités » de 2007 (dite loi Pécresse), qui attribue des "responsabilités et compétences élargies" aux établissements moyennant une gouvernance resserrée autour du président de l'universités et le transfert d'un budget d'État aux universités, incluant la masse salariale de tous les personnels. Son application en 2009 suscite de vives protestations. En 2011, le Programme d'Investissements d'Avenir ouvre la voie à une vision sélective des établissements suite la création des Idex (Initiatives d'excellence), qui se poursuit en 2013 par la loi ESR (dite loi Fioraso) qui exhorte les établissements à se regrouper sur leurs territoires selon trois modalités (fusion d'établissements, association avec un Établissements Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPCSCP) ou COMmunauté d'Université et d'Établissements (COMUE). Suite aux réformes sur l'accès en master menées fin 2016, la loi ORE entreprend la mise en place du dispositif Parcoursup visant à transformer l'organisation de l'entrée dans le premier cycle universitaire, instaurant une procédure considérée par certains comme une sélection des étudiant·e·s, par d'autres comme un outil favorisant leur orientation.

¹⁸⁵ Loi sur la programmation pluriannuelle de la recherche. Inscrite dans la continuité des réformes précédentes, elle vise à concentrer les moyens financiers attribués par l'État et par les instances de financement de la recherche aux établissements considérés comme les plus performants et les plus compétitifs, révélant une politique hautement concurrentielle. Nul doute que l'application de cette loi, adoptée en décembre 2020, renforcera dans un avenir proche plus encore la précarisation des personnels et la hiérarchisation des établissements.

¹⁸⁶ L'université de Caen-Normandie comptait, en 2019, près de 30 000 étudiant·e·s.

professionnellement. Difficile aussi *de faire le poids* face à d'autres institutions, mieux situées et mieux fournies en personnels d'encadrement et de recherche, pour organiser une réponse à appel à projets depuis mon établissement ou mon laboratoire, qui compte peu de membres investis sur des thématiques proches, concernant les pays du Sud.

Je ne m'étendrai pas plus sur cet aspect, mais il me semble que le présent dossier est le *lieu* dans lequel ces commentaires peuvent être consignés, afin de dépasser les couloirs de l'université ou les confidences professionnelles. Comme le note justement Marguerite Altet, l'université est bel et bien un lieu dans lequel l'on doit « s'adapter plus ou moins seul » à différents types de situations (Altet, 2004), notamment à des injonctions ministérielles changeantes, généreusement relayées par les instances universitaires locales.

Apprendre (tout seul) à enseigner

Comme les nombreuses personnes témoignant de situations semblables, dans un premier temps je n'ai pas envisagé l'enseignement autrement que comme un moyen d'entrer dans le monde professionnel de la recherche. Alors qu'au début de l'année universitaire 2000-2001, au retour de mon terrain d'enquête doctoral, je me lance pour la première fois dans une salle où me font face près de 40 étudiant·e·s, ma référence exclusive consiste en l'enseignement que j'ai moi-même suivi sur les bancs de l'université. De ces souvenirs me reviennent particulièrement ceux qui exerçaient sur mes collègues étudiant·e·s comme sur moi-même une fascination exotique – souvent mêlée d'incompréhension pour certains – pour les récits de « voyages en recherche » qui, proches ou éloignés, déployaient toute la richesse que laissait deviner un métier fondé sur l'observation et l'explication du monde social.

N'ayant bénéficié d'aucune formation à la pédagogie, j'ai ravivé ces souvenirs pour m'engager à mon tour dans la mise en place de mes propres outils, aidé par les conseils de collègues confirmés, pour transformer les enseignements des moments de vie au cours desquels sont dispensées des connaissances, partagées des techniques et des outils d'observations et, surtout, un regard sur le monde social par l'espace, nourri par mes expériences de terrain.

L'être-pluriel de l'enseignant

Ainsi, réaliser pleinement sa tâche d'enseignant, c'est adopter le comportement du comédien, et pour ce faire, apprendre, en premier lieu, à se connaître dans le but de se construire un personnage qui puisse être l'outil le mieux adapté à la situation éducationnelle du moment.

Hubert Hannoun, 1989, Paradoxe sur l'enseignant

Enseigner, c'est effectivement jouer un rôle. La figure du comédien semble, comme l'indique la citation en exergue, particulièrement adaptée pour en rendre compte. Labile et mouvant, il alterne entre différentes postures, plus ou moins sérieuses, entre différents tons et modes d'expressions, narratifs ou explicatifs. (Physiquement) mobile ou non, l'enseignant chemine auprès d'une assistance tantôt attentive et curieuse, tantôt morne et distraite. Capter l'attention et la maintenir pour prétendre transmettre est un art de faire dans le moment. Créer et garder la confiance en est un autre, construit selon d'autres temporalités. Je ne déroge pas à la règle : il

n'est pas aisé de revêtir l'habit du « maître explicateur » ou celui du pédagogue éclairé, qui cherche sans cesse des manières nouvelles d'expliquer, « plus rigoureuses dans leur principe, plus attrayantes dans leur forme », comme l'écrit Jacques Rancière (2017).

Le fait d'avoir multiplié les enseignements auprès d'un public large, en formation initiale ou continue, dans des établissements différents et en plusieurs langues, m'a nécessairement amené à explorer des manières différentes « d'être » enseignant. La diversité des formats (magistraux ou travaux dirigés, enquêtes de terrain) conduit par ailleurs à adapter outils et démarche pédagogique. De manière tout aussi naturelle, cette diversité nécessite d'adopter différents codes de langage, de changer d'attitude selon le public, d'introduire des questions en ayant recours à des cadrages préalables qui diffèrent selon les circonstances et les lieux. Cette diversité est une richesse, tant elle place celui qui enseigne dans une position jamais confortable. Cet inconfort – somme toute relatif – me semble être l'une des grandes richesses de ce métier. Venons-en maintenant à souligner cinq aspects de mon activité d'enseignant sur lesquels il me semble important de rendre compte, et qui viennent structurer ce chapitre.

- Le premier (I.) propose un rapide tour d'horizon de ma carrière, évoquant mes débuts dans l'enseignement et quelques expériences qui m'ont progressivement conduit, à mesure que ma position institutionnelle s'affirmait, à me positionner dans le champ d'une géographie ouverte sur les sciences sociales, prenant le soin de transmettre un savoir distancié sur les rapports qu'entretiennent les sociétés à l'espace ;
- Le deuxième (II.) présente un détail des cours dispensés et des approches déployées dans le cadre de mes principaux domaines d'enseignement : la géographie humaine et sociale, les questions de développement, la géographie urbaine, l'aménagement et l'urbanisme et, enfin, la formation à la recherche ;
- Le troisième (III.) offre un autre mode de lecture de ces enseignements, partant cette fois des objectifs pédagogiques pour présenter quelques supports d'enseignement mobilisés ainsi que quelques tactiques auxquelles j'ai recours ;
- Le quatrième (IV.) a trait à mon expérience dans l'animation de formations professionnelles en aménagement. Il présente le double engagement administratif et pédagogique que requiert la responsabilité d'un diplôme et propose de revenir sur le positionnement d'un enseignement situé à l'articulation des sphères – des postures, des savoirs et des langages – académiques et opérationnels.
- Le cinquième (V.), enfin, fait état de mon activité de direction d'étudiant·e·s, marquée par un fort investissement dans le soutien à la réalisation de leurs travaux universitaires, et à leur accompagnement vers l'emploi.

III.1. RETOURS REFLEXIFS SUR L'ENSEIGNEMENT DE LA GEOGRAPHIE A L'UNIVERSITE

Au 1^{er} septembre 2017, date de mon détachement sur un poste de chercheur auprès du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le volume total de mes enseignements s'élevait à près de 2 412 heures¹⁸⁷ réparties en cours magistraux, travaux dirigés et séminaires doctoraux.

Faire le compte du temps enseigné n'aurait aucun sens sans les quelques précisions qui l'accompagnent. L'une des premières est celle de la diversité des lieux d'enseignement. Ma trajectoire est caractérisée par la diversité des établissements au sein desquels j'ai eu l'opportunité d'enseigner. Menant mon doctorat dans une situation de précarité financière (c'est-à-dire sans financement) pendant plusieurs années, j'ai néanmoins eu la chance de me voir attribuer, alors même que j'étais sans emploi, des charges d'enseignement dans plusieurs établissements¹⁸⁸. Sans constituer une ressource suffisante, cette expérience a favorisé mon intégration dans le monde de l'enseignement : la multiplicité des thématiques et des niveaux a contribué à renforcer le champ de mes compétences.

Chaque situation et lieu d'enseignement est une expérience en soi. À l'université de Montpellier, où j'ai débuté, puis à Paris 7, j'intervenais essentiellement en TD. À l'université de Pau, en tant qu'ATER postdoctorant, mon implication dans les réflexions pédagogiques comme dans des modules de spécialité était plus significative, plus proche de mes champs de compétence et de mes recherches. Depuis ma prise de poste, j'occupe pleinement la fonction d'enseignant-chercheur, et fais donc face aux responsabilités administratives, à l'absence de véritable réflexion collective sur la pédagogie (en partie liée au morcellement imposé des maquettes d'enseignement), au décrochage des étudiant·e·s les plus vulnérables, bref, aux réalités du métier ! À mesure du temps qui passe et qui me distancie de la tranche d'âge des générations d'étudiant·e·s auprès desquels j'exerce, la nature de mes interventions se modifie et me permet d'en proposer quelques retours réflexifs.

J'ai un souvenir très précis de mes premiers travaux dirigés de géographie urbaine, dispensés sur le campus de Béziers, qui m'avaient été confiés par Laurent Chapelon, alors responsable de ce module de première année. Celui-ci m'avait transmis un résumé du cours qu'il assurait. Construisant mes exercices de travaux dirigés en suivant scrupuleusement ses consignes, j'ai très vite exprimé une volonté de proposer des décentrement par rapport à la vision développée dans cet enseignement. Empreint des modèles classiques inhérents à l'approche fonctionnelle des systèmes urbains qui ont longtemps marqué ce champ de la discipline, depuis celui de Von Thünen (1826) sur les places centrales, la théorie des zones concentriques de Park et Burgess (1925), ou encore celles de la localisation des villes selon la loi rang-taille (Christaller, 1933), ce cours me semblait privilégier une approche mathématique et économiste de la géographie urbaine. Aucune mise en contexte sur les conditions historiques de l'émergence de tels modèles théoriques. Peu d'exemples, fussent-ils historiques, permettant de donner des clés de lecture et des repères aux étudiant·e·s. Aucune mention d'autres manières de penser la ville, pourtant nombreuses et très riches. Cette première expérience a été formatrice. J'ai aussitôt mobilisé les supports les plus divers, puisant dans des exemples, dans des essais littéraires, dans des textes

¹⁸⁷ À ces heures s'ajoutent le temps d'encadrement d'ateliers et de mémoires universitaires, non-comptabilisé ici.

¹⁸⁸ Cette situation a été rendue difficile ces dernières années par la législation sur le travail, obligeant tout employeur, même pour quelques heures annuelles de vacation, à prendre en charge l'ensemble des cotisations sociales de l'intéressé·e. Ceci contraint les établissements à refuser de contractualiser des doctorants non financés ou sans emploi.

fondateurs sur la ville et des articles plus récents, donnant à lire des perspectives différentes et complémentaires, le changement de domaines et de préoccupations analytiques, comblant ainsi un manque ressenti lorsque j'étais étudiant. Contrairement à la sociologie ou l'anthropologie, dont l'enseignement attribue une large place à l'histoire de la discipline et à leurs grands débats d'idées, l'enseignement de la géographie attribuait une place trop peu importante à sa pensée fondatrice, à ses enjeux épistémologiques, théoriques ou idéologiques, privilégiant des descriptions, des méthodes et outils à mon sens trop peu mis en perspective historique.

Ces débuts ont ainsi fortement influencé ma méthode d'enseignement, construite sur la base des discussions et débats que suscitent le commentaire de textes, des jalons qu'offre cet exercice de lecture critique pour la formation de la pensée. J'insiste sur le fait que le savoir géographique, comme toute forme de connaissance, peut être d'autant mieux acquis qu'il est explicité à la lumière des débats et des évolutions de la pensée comme celles de ses outils. C'est à mon sens un prérequis pour accompagner la formation d'un regard et d'un cadre de pensée susceptible d'être mis au service de la compréhension d'un monde en mouvements.

Le tableau ci-dessous synthétise mon parcours. Présenté de manière chronologique, il détaille les fonctions occupées, les volumes d'enseignement et les établissements au sein desquels j'ai exercé.

Année	Fonction occupée	Volume horaire ⁽¹⁾	Établissement
1999-2000	Chargé de Cours et de Travaux Dirigés	64	Université Montpellier 3 - Paul Valéry
2000-2001	ATER	96	Université Montpellier 3 - Paul Valéry
2001-2002	Chargé de Cours	42	Université Paris 7 - Denis Diderot
2003-2004	Chargé de Cours	42	Université Paris 7 - Denis Diderot
2004-2005	Vacataire - Chargé de séminaire	24	Université Fédérale de Rio de Janeiro
2005-2006	ATER	96	Université de Pau et des Pays de l'Adour
2006-2007	Vacataire	30+42	Université Paris 7 + I.N.A.L.C.O. Paris
2007-2017 2021-auj.	Maître de conférences	192 x 12 ⁽²⁾	Université de Caen-Normandie
2015-2017 2021-2022	Chargé de séminaire (M1)	12 x 2 15	Institut d'Études sur le Développement Économique et Social, IEDES-Université Paris 1
2016-2017	Chargé de séminaire (Doctorat)	32	Faculté de Sciences Sociales, Université de Buenos Aires (UBA), Argentine

(1) Sauf précision, tous les volumes horaires sont présentés en équivalent TD

(2) Hors heures supplémentaires effectuées en raison de contraintes liées au gel de plusieurs postes d'enseignants-chercheurs, entre 2009 et 2017 (moyenne = 25 h/an)

Figure 21 : Synthèse des fonctions d'enseignement occupées

J'ai progressivement été conduit à prendre plus de responsabilités et à opérer des choix pédagogiques. À ce titre, la responsabilité de modules offre une relative liberté, au niveau de la progressivité de l'apprentissage comme à celui des orientations à privilégier. La réflexion sur les

notions, concepts, catégories, outils, figure ainsi au cœur de ma contribution pédagogique à un enseignement qui, dans son organisation autant que dans ses thématiques, est une affaire collective qui résulte à la fois d'héritages locaux et d'enjeux plus actuels de positionnement stratégiques permettant d'« attirer » les étudiant·e·s vers un Master ou une thèse.

Le cas de mon université de plein exercice, Caen, est à ce titre intéressant. Au long de mes premières années d'enseignement, je notais l'absence, dans le vocabulaire des étudiant·e·s inscrits dans la filière d'enseignements assurés par les membres du laboratoire ESO, du qualificatif « humain ». Afin de se distinguer de la géographie dite « physique », ils signalaient leur appartenance à « la géographie sociale ». Non sans quelque étonnement, je notais combien ce courant de la discipline marquait encore les étudiant·e·s caennais. Certains enseignants avaient eux-mêmes suivi cette formation, et s'attachaient à la transmettre. *Ce parti pris* dans la formation à la géographie allait rapidement me conduire à m'y intéresser, discutant les liens entre géographie sociale et humaine, et apportant un regard extérieur, nourri d'autres « courants » de la discipline (culturelle, économique, du développement), faisant état de leurs ancrages idéologiques, thématiques, de leurs approches, à partir de mes propres références et terrains de recherche.

Concernant ces derniers, force est néanmoins de constater la difficulté que j'ai eue à articuler mes propres recherches aux enseignements de spécialité. Plus enclins à s'intéresser aux problématiques d'un monde rural duquel ils sont généralement issus, ou aux problématiques régionales vers lesquelles ils s'orientent professionnellement, les étudiant·e·s demeurent intéressés mais souvent peu impliqués dans mes propres préoccupations de recherche. Ceci, en dépit de mon recrutement sur un profil intitulé « géographie sociale des pays en développement » qui me permettait dès mon recrutement de prendre la responsabilité de modules spécifiquement dédiés aux problématiques des pays du Sud, ce qui attirait nombre d'étudiant·e·s. Ces enseignements n'ont néanmoins représenté qu'une faible part de mon volume enseigné, comptant comme une option ouverte à des étudiant·e·s inscrits dans d'autres filières (histoire, économie, et sociologie-anthropologie notamment)¹⁸⁹.

D'une manière générale, ma contribution à l'enseignement de la géographie à Caen s'est opérée au travers de thématiques liées aux études urbaines et d'aménagement, au développement (pays du Sud), au côté d'enseignements de géographie générale. C'est à l'extérieur de cet établissement, à la fois avant mon recrutement (2000-2007), ou dans le cadre d'invitations, que j'ai eu l'occasion de restituer mes travaux de recherche de manière plus précise et plus approfondie, notamment à l'IEDES dans le parcours « Développement » (15 heures) et à la faculté des sciences sociales de l'université de Buenos Aires (32 heures)

¹⁸⁹ Les réformes successives du premier cycle universitaire conduisent les étudiant·e·s à choisir 3 UE « disciplinaires » qui correspondent à leur principale filière d'inscription, 1 UE « personnalisable » à choisir dans d'autres filières et, enfin, 1 UE dite « transférable » relevant d'un apprentissage général de méthodologie, langue ou traitement de données.

<i>Filières géographie et aménagement</i>	<i>L1 et L2</i>	<i>L3</i>	<i>Master 1 et 2 (Pro et Recherche)</i>
Géographie Générale	Introduction à la géographie humaine (42 h x 3 ans)	Espaces en développement (18 h)	Préparation aux Concours CAPES-AGREG Géographie
	Environnement et Sociétés (12 h x 5 ans)	Géopolitique de la mondialisation et développement (resp.) (32 h x 8 ans)	2011 : La France en villes (9 h CM)
	Introduction à la géographie sociale (24 h x 5 ans)	Circulations, migrations et territoires (32 h x 4 ans)	2009 : Nourrir les hommes : Josué de Castro et la géographie de la faim (3 h CM)
	Géographie économique (24 h x 3 ans)	Géographie des territoires (32 h x 4 ans) Inégalités et hiérarchies sociales en Inde et au Brésil (9 h CM)	2008 : Les pays du Sud dans la mondialisation (9 h CM) 2015-17 : L'Union indienne (80 h CM, resp.)
Géographie Urbaine	Introduction à la géographie urbaine (resp.) (20 h x 2 ans)	Urbanisme et Urbanités (resp.), (24 h CM x 4 ans)	Espaces et dynamiques urbaines en Inde (4 h CM)
	Aménagement et planification (28 h x 6 ans)		Urbanisme et planification stratégique (15 h CM x 7 ans)
Aménagement et Urbanisme	Géographie de la ville et des territoires (24 h x 5 ans)	Violence urbaine : perspectives comparées Brésil-Inde (9 h CM)	Atelier urbain (resp.) (10 h x 8 ans)
		Villes et commerce (4 h CM)	Histoire et vocabulaire de l'aménagement et de l'urbanisme (resp.) (36 h CM x 4 ans)
		Pratiques et usages urbains (24 h x 2 ans)	
Tourisme et Patrimoine	Tourisme et développement local	Analyse territoriale du phénomène touristique (4 h CM) - Brésil	Acteurs et politiques du tourisme (6 h CM)
	(IUT Tourisme, 20 h CM x 5 ans)		Politiques patrimoniales et urbanisme (18 h CM)
	Patrimoines en conflits (12 h CM x 3 ans)		Valorisation du patrimoine (3 h CM) Marketing touristique (9 h CM)
Méthodologie et Épistémologie		Espace et géographie (18 h CM) - Brésil	Méthodologie de l'enquête (resp.) (24 h CM x 4 ans) Méthodes, théories et pratiques de l'enquête (6 h CM x 7 ans) Méthodologie de projet (10 h x 7 ans)
Démarches et Outils	Démarches et outils de la géographie (63 h)		Outils du diagnostic de territoire (resp.) (16 h x 5 ans)
	Informatique (18 h)		Posture professionnelle : du géographe à l'aménageur (8 h x 5 ans)

Séminaires Doctoraux	Formation Professionnelle (D.U) Niveau Bac+5, « Aménagement et Développement Durable. De l'urbain au Rural » (AEDDUR)	Concours d'entrée à l'Institut d'Études Politiques, (Sciences Po), Lycée Molière, Paris.
Conflits et mobilisations : quelles approches en géographie ? (12 h CM x 3 ans)	Modèles normatifs de développement urbain, clusters créatifs (12 h CM x 5 ans)	Épreuves « Étude de documents » (28 h) et « Questions d'actualité » (24 h).
Villes, inégalités, informalités. IEDES, Paris 1 (24 h x 2 ans)	Méthodologie du diagnostic territorial (resp.) (10 h CM x 7 ans)	
La informalidad política y la ciudad, Univ. Buenos Aires, 42 h.	Atelier tuteuré (resp.) (15 h TD x 8 ans)	

Figure 22 : Synthèse des enseignements par thèmes et niveaux de formation

Les enseignements réalisés depuis 2001 sont classés par thèmes généraux et par niveaux de formation¹⁹⁰. N'ayant pas tenu de comptabilité précise année par année, cette liste n'a pas vocation à être exhaustive.

¹⁹⁰ Le nombre d'heures mentionnés pour chaque module d'enseignement représente volume total. Seuls ces enseignements exclusivement dispensés sous la forme de cours magistraux le précisent (CM). Leur calcul respecte la règle administrative selon laquelle 1h CM = 1,5 h. équivalent TD.

III.2. DOMAINES ET THÈMES D'ENSEIGNEMENT

Mon activité d'enseignant poursuit l'ambition de familiariser les étudiant·e·s à l'approche géographique afin qu'ils soient progressivement en mesure de se forger une série d'outils techniques et de compétences théoriques qu'ils pourront mobiliser pour comprendre, analyser et restituer les relations qu'entretiennent les sociétés avec leurs espaces.

Cette entreprise de long cours nécessite l'élaboration d'une approche graduelle. Elle part d'une introduction à l'approche des relations entre les sociétés et les espaces, qui permet aux étudiant·e·s de circonscrire l'objet de la géographie avant d'analyser les différentes composantes constitutives de ce fonctionnement, de mettre en évidence interactions et interrelations, pour progressivement cheminer vers une approche problématique, déployée au moyen de démarches tantôt inductives, tantôt hypothético-déductives. Ce dispositif pédagogique a été mobilisé à tous les niveaux de la formation en géographie, depuis la première année de Licence et jusqu'au niveau Master, dans les parcours recherche comme dans les parcours professionnels de la géographie et de l'aménagement.

III.2.1. Enseigner la géographie générale en premier cycle

Mes activités s'inscrivent d'abord dans des modules de géographie générale, constitués de cours magistraux et de travaux dirigés. Sur l'ensemble de la période 2007-2017, ils concernent plus d'un tiers de mon service d'enseignements (dont la moyenne s'élève à environ 220 heures équivalent-td par an). Concentrés pour moitié en premier cycle, ils s'adressent à des géographes et à des historiens ou des sociologues ayant choisi ces modules optionnels (pour certains, dans le cadre de leur choix de la géographie comme une « mineure »).

Le cours intitulé « Environnement et Sociétés », l'un des seuls faisant l'objet d'une collaboration avec des chercheurs en géographie physique (laboratoire Geophen, aujourd'hui IDEES), m'a permis d'intervenir plusieurs années aux côtés d'enseignants spécialisés dans les domaines de la géomorphologie et de l'hydrologie (Laurent Lespez, Jean-Michel Cador, Anne-Julia Rollet) autour des « usages de l'eau en prenant l'exemple de l'Inde. Cette collaboration présente l'intérêt de croiser des savoirs géographiques, des approches et des points d'analyse souvent peu pensés ensemble. Pour les étudiant·e·s, cet enseignement permet de se familiariser avec la complexité des phénomènes géographiques et la complémentarité de leurs approches. Ponctuelle, cette démarche s'est néanmoins avérée particulièrement stimulante.

Plus proche de mon domaine de compétence, je suis intervenu plusieurs années dans un module d'« introduction à la géographie sociale et humaine », présentant le champ des études rurales avant d'aborder des questions d'inégalités ou de ségrégations sociales dans l'espace, sur la base de mes propres recherches, ou de travaux d'autres chercheurs. Dans ce module, le choix d'introduire le champ de la géographie rurale – mes collègues spécialistes de ces questions s'attachant quant à eux à introduire celui de la géographie urbaine – permet, là encore, de ne pas conduire trop vite les étudiant·e·s à assigner leurs enseignants à des spécialisations thématiques exclusives et, ainsi, de brouiller (temporairement du moins) les étiquettes associées à chacun·e. Cette démarche présente l'intérêt de collaborations inter-thématiques, par ailleurs très courantes dans les formations de Master, notamment autour d'études engageant des relations avec des collectivités territoriales.

J'ai également contribué – entre 2009 et 2012 – à mettre en place un cours de géographie économique (Licence 2) et une introduction à la géographie culturelle (Licence 3), jusque-là absents de la maquette d'enseignement. Cet effort témoigne d'une volonté de dispenser une connaissance élargie du champ de la géographie, et de fournir des clés de lecture différentes des relations des sociétés à leurs espaces.

Les modules intitulés « Circulations, migrations et territoires » (L2), et « Géographie des territoires » (L3), m'ont également permis de discuter l'usage des termes et des notions d'espace et de territoire, ou celles de circulations et de migrations. Il s'agit de dresser un état de l'art de la connaissance sur ces thèmes, avant d'exposer des problématiques spécifiques en prenant pour cadre l'espace méditerranéen pour celui des circulations et migrations, et des cas d'études situés dans d'autres contextes et à différents niveaux d'échelles. Ce module attribue une place importante aux choix terminologiques (espace, territoire, *place*, *space*) et aux différentes modalités d'analyse de l'espace et du territoire (modes d'appropriations de l'espace, identités et revendications territoriales, etc.). Il fait état des différentes grilles de lecture permettant d'aborder ces questions, celle de la géographie sociale et celles des approches culturelle et politique, à partir de lectures françaises et anglophones.

Mes interventions dans des modules de premier cycle prolongent celles de collègues qui mobilisent des exemples français et européens. Je m'appuie très souvent sur des cas d'étude situés dans des pays du Sud, essentiellement en Inde et au Brésil, mettant en évidence les régularités et les spécificités des processus à l'œuvre dans chacun de ces contextes, aux échelles locales ou régionales. Cet effort permet de relativiser les singularités irréductibles aux espaces situés dans les Suds et de battre en brèche certaines idées reçues, ouvrant la voie à une discussion critique sur les catégories usuelles mobilisées pour découper le monde : « pays du tiers-monde », « espaces en développement », « Suds », désignations pour le moins discutables. Leur usage est replacé dans leurs contextes historiques, politiques et institutionnels. Je m'appuie pour cela à la fois sur des textes historiques, à l'exemple du très célèbre discours de Truman devant le Congrès américain en 1947, qui avance pour la première fois l'idée de « sous-développement », et des réactions qu'il a suscitées – chez le géographe tiers-mondiste Yves Lacoste par exemple (Lacoste, 1976) –, et sur les nombreux débats qui font depuis l'actualité de la géographie et des sciences sociales. C'est récemment le cas de celui que suscite l'usage désormais prédominant de la catégorie de *Global South*, qui a récemment pris racine chez une partie importante des chercheurs et qui tend à être promue par nombre d'éditeurs scientifiques (notamment Routledge), au grand dam de nombreux chercheurs, auxquels je m'associe volontiers. Un autre exemple des débats et des questionnements qui jalonnent mes enseignements concerne celui des « épistémologies du Sud », qui s'attache à mettre en évidence les limites de la tradition critique centrée sur l'Occident et à explorer des épistémologies et des théories alternatives susceptibles de remettre en question cette tradition scientifique. La publication en 2011, dans la revue *Études Rurales*, d'un article de référence du brésilien Boaventura de Sousa Santos¹⁹¹ (Santos, 2011) constitue une introduction stimulante à la réflexion épistémologique et aux possibilités de décentrement que je soumetts à la discussion auprès d'un public de géographes et d'historiens de Licence 3. En dépit de difficultés liées à des concepts et à des connaissances théoriques souvent peu familiers des

¹⁹¹ Parmi les écrits de l'auteur susceptibles de nourrir une telle réflexion, voir notamment : Boaventura de Sousa Santos, 2006, *The Rise of the Global Left. The World Social Forum and Beyond*. London, Zed Books. – 2009, « A Non-Occidental West? Learned Ignorance and Ecology of Knowledge », *Theory, Culture & Society* 26 (7-8) : 103-125. Consultable sur http://www.boaventuradesousasantos.pt/media/A_non-occidental_west_Theory_Culture_and_Society_2009.pdf – 2010, *Refundación del estado en América latina. Perspectivas desde una epistemología del Sur*. La Paz, Plural Editores.

géographes, les étudiant·e·s sont souvent stimulés par la perspective critique et alternative que propose cet auteur.

De tels questionnements figurent aussi au centre de mes enseignements sur les questions de développement (« Questions de développement », 2007-2012, puis « Géopolitique de la mondialisation et développement », 2013-2016). Le cours aborde la notion et son usage dans le champ des sciences économiques, puis en anthropologie, sociologie et enfin, en géographie. Ce cours est l'occasion de faire état des qualificatifs associés à la connaissance de ces mondes sociaux, successivement « tropicale », « tiers-mondiste », « du développement » puis, récemment de la « géographie des Suds ». Il donne ainsi à discuter des périodes historiques associées à ces pratiques, depuis les mouvements de colonisation et de décolonisation qui traversent le monde depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, jusqu'à la phase la plus récente du phénomène de mondialisation.

L'extrait suivant, tiré de la fiche de présentation du module, éclaire l'ambition qui prévaut pour un enseignement dont la majeure partie des étudiant·e·s est constituée de non-géographes, principalement des historiens l'ayant choisi en option en raison de son importance pour la préparation aux concours de l'enseignement et à celui de l'entrée à Sciences Po.

Encadré III-1 : Extrait de la présentation du module d'enseignement de Licence 3 ; Géo 553 – Géopolitique de la mondialisation et développement, Université de Caen, 2016, N. Bautès, F. Guyot, J-M Fournier

Ce module propose, sur la base d'une réflexion attentive aux processus et aux usages tant terminologiques que sociaux et politiques associés à ces termes, de réfléchir à l'articulation entre l'accélération des flux de toutes natures, observée depuis plusieurs décennies au moins, et leur accumulation dans des territoires relevant de multiples échelles géographiques. Il s'agira de dresser un état des débats scientifiques et politiques associés aux transformations du monde contemporain à l'aune des conflits et tensions qu'elles catalysent.

Partant de l'élaboration d'une sphère d'acteurs internationaux porteurs de visions, de principes et d'orientations idéologiques sur « la mondialisation et le développement », il conviendra d'analyser les conflits et les rivalités de pouvoirs qui s'affrontent ou se confrontent, à l'échelle mondiale, à celle des États ou des espaces régionaux, révélant notamment des points de vue, des politiques et des projets d'intervention opposés, contestataires, alternatifs ou revendicatifs.

Cet enseignement, inscrit à l'intersection de la géographie, de l'économie et de la géopolitique, mais aussi de l'anthropologie (notamment l'anthropologie du développement), proposera ainsi une lecture géopolitique, en termes de rivalités de pouvoirs sur les territoires. Des études de cas prises dans plusieurs contextes permettront également de prendre la mesure des enjeux spatiaux et sociopolitiques qu'engage l'accélération de flux phénomènes économiques, commerciaux, financiers déployés à l'échelle mondiale et leur accumulation en des lieux.

III.2.2. Des études urbaines jusqu'à la professionnalisation dans l'aménagement

Quelques années après mon recrutement, l'équilibre de mon service s'est progressivement déplacé vers des problématiques liées à l'urbain et aux domaines de l'aménagement et de l'urbanisme. Ce déplacement s'explique par mon implication dans la responsabilité et l'animation de deux formations professionnelles traitant de questions urbaines, et par le fait que mon recrutement à Caen a correspondu avec un déficit d'enseignants spécialisés dans ces domaines, ce qui m'a conduit à assurer une partie des volumes horaires dédiés. Je suis ainsi intervenu tour

à tour dans des modules introductifs (« Introduction à la géographie urbaine » ; « Aménagement et planification » ; « Géographie de la ville et des territoires », « Pratiques et usages urbains », « Urbanisme et urbanités »), le plus souvent aux côtés d'Anne-Marie Fixot et de Pierre Bergel, ainsi que dans des enseignements plus spécialisés, sur des thèmes associés à mes recherches (« Espaces et dynamiques urbaines en Inde » ; « Urbanisme et planification stratégique » ; « Violences urbaines, perspectives comparatives Inde, Brésil ») ou dans le cadre d'une intervention plus conséquente au sein d'une formation de Master en droit et urbanisme (Master Urbanisme Durable, devenu MADURA¹⁹², aujourd'hui porté par le département de géographie). Cet enseignement est le seul à ce jour qui m'a permis de déployer en toute autonomie, sur un semestre et pour un volume de près de 36 heures (à hauteur de 3 heures hebdomadaires pendant 12 séances), un enseignement de long cours traitant de « l'Histoire et (du) vocabulaire de l'urbanisme ». Cette modalité d'intervention, largement répandue dans de nombreuses autres universités, est en effet rare dans mon département d'exercice. Intervenir seul et sur le temps long d'un semestre est souvent perçu comme une « niche », signe d'un refus de collaborer autour d'un projet pédagogique partagé par plusieurs enseignants intervenant tour à tour dans un module, généralement pour un maximum de 3 semaines.

Si je souscris partiellement à l'idée que l'enseignement à l'université gagnerait à l'établissement de cadres pédagogiques construits et partagés collectivement, force est de constater que l'articulation entre différents enseignants suscite souvent la confusion du côté des étudiants, peu à même – lorsqu'ils ne sont pas sollicités pour le faire – d'articuler des thématiques ou des exemples qui ne sont pas toujours construits à partir d'un cadre établi au préalable. Ce type de collaborations, lorsqu'il se limite à deux réunions (en début et en fin de semestre), demeure un exercice décevant du point de vue pédagogique, faisant de ce type d'intervention une activité qui fragmente encore davantage un service d'enseignement déjà morcelé.

Mes interventions dans le champ des études urbaines sont fondées sur l'interdisciplinarité qui caractérise ces dernières. La réflexion s'attache à mettre en perspective les catégories d'analyse (urbain/rural, par exemple) et les phénomènes relevant des processus urbains (urbanisation, périurbanisation, métropolisation, etc.), à en évaluer les réalités et les mouvements multiples au travers d'exemples pris dans différents contextes et à différents niveaux d'échelle. Un accent est porté sur les liens entre phénomènes urbains et sociaux, politiques, économiques et culturels. Les enseignements donnent lieu à l'étude générale du mouvement d'urbanisation, appréhendé depuis les réflexions pionnières sur l'urbanisation planétaire d'Henri Lefebvre et des productions auxquelles cette thématique a donné lieu dans les dernières décennies. À ces aspects généraux qui servent de cadrage, s'ajoute l'étude de processus spécifiques (requalification urbaine ; gentrification, « bidonvilisation »), celle des logiques politiques de production et de contestation des espaces urbains (gouvernance urbaine, néolibéralisme urbain, mouvements sociaux urbains et mobilisations citoyennes), appréhendés dans le cadre d'une approche critique qui permet de faire état de l'actualité des processus urbains autant que des courants qui, depuis les géographies radicale, critique et sociale déployées en France, mais aussi dans le monde anglophone et en Amérique latine, marquent l'approche de la géographie et des études urbaines dans la période actuelle.

Ces aspects d'ordre général sont prolongés par mon intervention dans des modules de spécialité de niveau Master, en parcours recherche ou professionnel. Sont abordés l'étude des techniques et des outils spécifiques à l'aménagement, à l'exemple du montage et de la conduite

¹⁹² MADURA : Master Aménagement Durable, Urbanisme Rénové, Assistance à maîtrise d'ouvrage.

de projets, du diagnostic territorial ou de l'évaluation de documents d'urbanisme. Mon activité de responsable de modules de professionnalisation (projets tuteurés, ateliers collectifs) me conduit à assurer la mise en œuvre et le suivi d'études engageant une visée opérationnelle. Ces travaux, d'une durée de plusieurs mois (inscrits dans la maquette d'enseignement au titre de stages dans des structures publiques ou privées) ou faisant l'objet d'ateliers de terrain de durées plus courtes (de trois jours à une semaine), s'accompagnent d'interventions concernant tous les aspects de la démarche d'étude : outils et méthodes de collecte de données, analyse et restitution de l'information, formalisation de documents d'études, etc. Ma fonction d'encadrant universitaire se traduit enfin dans des enseignements pratiques visant à identifier les enjeux récents liés aux métiers de l'aménagement et de l'urbanisme en France et à travailler, avec les étudiant·e·s, sur la posture professionnelle (module « Posture professionnelle : du géographe à l'aménageur »).

III.2.3. La formation à la recherche : méthodologie et terrain

La formation des étudiant·e·s à la recherche occupe un volet important du métier d'enseignant-chercheur. Mon activité dans ce domaine est constituée d'interventions ponctuelles – souvent quelques heures annuelles – dans des modules d'initiation à la recherche de niveau M1 ou M2, pour lesquels je puise à la fois dans mes propres travaux de recherche et dans un corpus de textes géographiques ou issus de l'anthropologie.

Ces interventions se positionnent autour de quatre démarches.

1. La première consiste en un soutien à l'élaboration de travaux universitaires, principalement des mémoires de recherche ;
2. La seconde invite à construire un argumentaire structuré et étayé qui vient interroger la production de savoirs critiques, desquels les étudiant·e·s inscrits en filière de « géographie sociale » à Caen sont le plus souvent déjà familiarisés ;
3. La troisième contribue à discuter de la solidité du matériau empirique, à rendre la méthode d'enquête adaptable à des contextes changeants et à faire face à des situations qui obligent à collecter un matériau instable ;
4. La dernière, enfin, propose d'aborder la recherche du « côté pratique » en présentant des exemples d'outils de terrain incontournables pour envisager une démarche empirique systématique, à l'exemple du journal de terrain.

Un soutien à l'élaboration de travaux universitaires

L'élaboration du travail de recherche engage tout d'abord une discussion d'ordre épistémologique sur les conditions et les biais relatifs à la construction d'un questionnement scientifique et à la méthodologie retenue. L'une de mes contributions à ce premier temps de la recherche m'a conduit à plusieurs reprises à intervenir sur le thème de la complexité en début d'année de Master 2. La séance s'organise en trois temps : elle débute par un cadrage général sur la pensée systémique en géographie et se poursuit par le commentaire des *diagrammes sagittaux* tirés des travaux de Franck Auriac sur le vignoble languedocien (Auriac, 1983), et de François Durand-Dastès¹⁹³ sur la « formation du ghetto noir américain » (Auriac & Durand-Dastès, 1981). Ce commentaire et le débat qu'il permet, ouvrent ensuite vers une discussion sur la prise en compte en géographie des « multiples déterminations, enchaînements, interactions et

¹⁹³ Le travail de François Durand-Dastès sur l'Inde a constitué une référence stimulante pour mes travaux de recherche. Outre le fait de le côtoyer dans le cadre de séminaires au cours de ma formation doctorale et de bénéficier de nombreux échanges avec lui, ses apports ont été riches pour développer ma compréhension du monde indien.

rétroactions » qui caractérisent tout système géographique (Brunet, 2001). Un retour sur les réactions et les débats qu'ont suscités cette démarche et cet outil dans la sphère académique dans les années 1980 est ensuite proposé (Di Méo 1991). Il permet d'aborder le troisième temps de la séance, qui consiste à laisser aux étudiant·e·s le soin de construire leur propre diagramme sagittal à partir de la schématisation de leur objet d'analyse. Cet exercice est particulièrement stimulant pour des étudiant·e·s engagés dans différentes approches de la géographie : humaine (sociale) ou physique. Il permet d'aborder des problématiques transversales et de se familiariser avec la démarche modélisatrice, dans laquelle certains étudiant·e·s – notamment en géographie physique – se destinent de manière plus affirmée. Pour les autres, elle offre une occasion d'organiser et de hiérarchiser la pensée et d'aborder leurs problématiques à partir des causalités multiples qui interagissent autour de leurs objets d'étude.

Construire et interroger la démarche critique

La deuxième série d'interventions dans la formation à la recherche invite à une réflexion sur la démarche critique en géographie. Elle vise à en explorer et à en discuter les possibilités et les limites (Aldhuy 2006b)¹⁹⁴. Je m'attache ainsi à susciter une réflexion – d'abord collective, puis individuelle –, sur l'acte d'observer, pratique qui demande d'être « attentif pour saisir ce que l'on sait ne pas connaître » (Moussaoui, 2012) avant de formaliser son propre cadre d'observation et d'analyse. Ces interventions sont suivies d'une discussion autour de la notion de « terrain » en géographie (Calbérac & Lefort, 2005, 2010), considérant que le terrain « c'est ce qui résiste » (Labussière et Aldhuy, 2012). Ces aspects sont essentiels à aborder en tout début d'année de Master, alors que les étudiant·e·s s'engagent pour la première fois dans une démarche de recherche.

Toujours à ce niveau, j'interviens ensuite sur les outils et les méthodes qualitatives, essentiellement ceux de « l'entretien compréhensif » (Kaufmann & Singly, 2016) – traité comme un mode différent de l'entretien semi-dirigé avec lequel il est souvent confondu¹⁹⁵ – ; de « l'étude de cas élargie » (*Extended Case Method*, Burawoy 1998), ainsi que des méthodes de collecte et de traitement de l'information dans le cadre de *focus groups*. Ces cadrages visent à combler un manque de précision et d'explicitation très répandus dans les mémoires de recherche concernant les choix méthodologiques et leurs justifications¹⁹⁶. J'insiste donc, exposant mes propres matériaux de recherche et les méthodes et outils que je mobilise, sur l'importance de construire une recherche dans un souci de « rigueur du qualitatif » (Olivier de Sardan, 2004) et d'en rendre compte de la manière la plus précise possible.

¹⁹⁴ Sur la question de la production d'un savoir critique, voir notamment les articles figurant dans la section 4 du recueil de publications (volume 2).

¹⁹⁵ S'il est généralement admis que l'entretien compréhensif est une forme d'entretien semi-dirigé, il s'en distingue en essayant de limiter un de ses effets pervers qui, selon Pascal Fugier – qui se prête à une réflexion sur cette question – « survient lorsqu'« à la non-personnalisation des questions fait écho la non-personnalisation des réponses ». Limite heuristique que signale Anne Gotman lorsqu'elle avance que « pour gagner en extension [en standardisant des entretiens réalisés de manière très impersonnelle], on se condamne à perdre en relief » au risque de produire un matériau empirique aseptisé. De même, Anne Gotman apostrophe les chercheurs en leur rappelant que durant la conduite des entretiens, « rien ne sert de s'effacer, de regarder de biais, de baisser les yeux, de prendre un air modeste, de se faire tout petit et oublier, nul ne croira que vous n'avez pas d'opinion sur le sujet qui vous occupe, ni préférence aucune » (Gotman, 1985 ; Fugier 2010). J-C Kauffmann signale lui-même combien la démarche compréhensive induit un engagement actif de l'enquêteur, « pour provoquer l'engagement de l'enquêté » qui l'oblige à se positionner « entre compréhension, écoute attentive, et prise de distance, analyse critique » (Kauffmann, 1996).

¹⁹⁶ Cette question a fait l'objet d'un début de réflexion avec plusieurs collègues universitaires, sans qu'elle n'ait à ce jour donné lieu à publication.

Sur un aspect méthodologique hors-cadre : collecter un matériau empirique instable

Mon troisième domaine d'intervention dans la formation à la recherche concerne enfin le pendant méthodologique de mes recherches. Il prolonge les discussions précédentes en mettant l'emphase sur la construction de l'objet, avant de proposer des illustrations et une restitution de situations de terrain. J'explique ainsi mes propres manières d'aborder un questionnement scientifique et les outils de collecte mobilisés, avant de revenir sur quelques expériences d'enquête, sur des terrains traversés de conflits où les situations de violence et la criminalité structurent les rapports sociaux. J'expose par exemple un épisode de mes recherches au Brésil en 2013, où je me trouvais dans l'impossibilité de collecter un matériau empirique à partir d'un protocole d'enquête par entretiens préalablement établi, en raison d'un bouleversement brutal du contexte politique dans l'espace étudié (le Morro da Providência soumis à l'implantation du dispositif UPP)¹⁹⁷. Restituant ce contexte à partir d'une réflexion sur la place du chercheur et de son enquête, je rends compte des solutions et des subterfuges permettant d'accéder à des données, ici au travers de la collecte et de l'analyse des rumeurs. Cet aspect de mon travail et la réflexion méthodologique à laquelle il a donné lieu, analysés dans un article co-écrit avec Anthony Taieb (Bautès & Taieb, 2015 *réf.* 3.5.) sur les pressions et intimidations à l'œuvre à l'échelle de deux quartiers de Rio de Janeiro et dans un chapitre d'ouvrage traitant plus spécifiquement de la question des rumeurs et du savoir critique (Bautès et Burgos 2020, *réf.* 4.2.)¹⁹⁸, ont ainsi été l'objet de présentations et de discussions en séminaire de Master. Ces échanges concernent à la fois les possibilités de dévier des cheminements méthodologiques classiques ou préalablement établis et les risques inhérents à cette démarche, qu'il s'agit de manipuler avec précaution afin, notamment, d'éviter les risques de surinterprétation.

Bien que cet exemple concerne un contexte qui diffère avec les principaux terrains d'enquête des étudiant·e·s de l'université de Caen, j'insiste sur le fait que ce type de précaution et d'adaptation méthodologiques concerne aussi des situations d'enquêtes (socialement) plus proches et moins conflictuelles mais qui peuvent néanmoins s'avérer tout aussi « sensibles ». Une expérience de terrain collectif de Master 2 dans une petite localité normande (Isigny-sur-mer) concernée par une forte activité de trafic de drogue et par des situations de grande vulnérabilité sociale, a vérifié cet état de fait.

Dans ce cas comme dans de nombreux autres, la parole des enquêtés comme leurs pratiques se dérobent au chercheur, particulièrement à celle ou à celui qui, enquêtant sur le tissu industriel, sur des pratiques situées en marge de la légalité ou auprès de populations elles-mêmes en situation de marginalité, est considéré comme trop curieux(se), gênant(e), ou inscrit dans des jeux de pouvoir faisant du chercheur « une balle dans un jeu de ping-pong politique », comme l'indique Claire Bénit-Gbaffou dans un article à visée réflexive sur sa pratique de recherche au cœur de jeux politiques qui traversent la rénovation d'un ensemble d'habitations destinées aux travailleurs migrants noirs de Johannesburg (Benit-Gbaffou, 2010).

Ces aspects permettent de discuter des moyens de faire face à la réticence de la parole. Cette question concentre une grande partie de mon intérêt à contribuer à accompagner les étudiant·e·s dans la formulation et dans la conduite de leurs travaux de recherche. Plusieurs textes sont mobilisés, aux côtés de mes propres restitutions de terrain pour les sensibiliser au fait que la pratique de recherche sur le terrain est loin d'être un fleuve tranquille.

¹⁹⁷ Unités de Police Pacificatrice. Pour plus de détails sur ce dispositif, voir les parties I.3. et III de ce volume.

¹⁹⁸ Ces deux articles figurent dans le recueil de publications (Volume 2).

Encadré III-2 : Collecter les rumeurs en terrain sensible : une illustration
Extrait de l'article « Le travail ethnographique dans des contextes de conflit armé interne : le cas des enclaves de groupes paramilitaires en Colombie » (Bonilla, 2014)

Face à cette attitude collective d'effacement de l'acteur armé, je me suis interrogée sur la manière de mener cette enquête. Il fallait trouver une méthodologie appropriée pour conduire mon travail dans ce contexte où la parole et les gestes font l'objet d'une surveillance soutenue. Je ne pouvais pas poser de questions directes sur les preneurs d'armes, sur leur pouvoir et leur violence, car les portes se seraient fermées et des vies, la mienne incluse, auraient été mises en péril. Dès les premiers contacts avec les habitants de cette communauté, j'ai appris que dans ce contexte d'assujettissement au pouvoir de mort de l'acteur armé, c'est dans les récits de la vie quotidienne que l'on appréhende sa présence. Cependant, ces récits ont une façon particulière d'être rapportés. En effet, la population les communique sous forme de rumeurs, ce qui rend compte du caractère d'interdit, de secret, mais aussi de la non-convenance du contenu de ce qui est transmis (Shibutani, 1966). Dans ce quartier, on apprend ainsi la présence de l'acteur armé par les rumeurs que produisent, par exemple, les cadavres abandonnés la nuit par des individus anonymes dans des sacs en plastique noir, aux portes de l'église, et qui produisent la colère du prêtre ; ou encore par la rumeur qui émane le jour de leurs funérailles. Il en va de même pour les rumeurs qui circulent autour de l'embauche de jeunes dans l'organisation paramilitaire, la durée de leur absence, mais surtout de leur comportement une fois qu'ils rentrent chez eux, de ce qu'ils font et disent lors de moments d'ivresse. C'est par l'intermédiaire même de ces rumeurs que j'ai compris leur importance pour une meilleure compréhension de la réalité sociale qui se met en place sous la violence des armes. Et cela a été confirmé en observant la façon dont ces rumeurs étaient communiquées. La personne qui va divulguer la rumeur contrôle d'abord qu'il n'y a pas de suspects dans les alentours. Elle tourne la tête d'un côté, puis de l'autre, le tout avec discrétion : elle fait un constat de la situation. Une fois cela vérifié, elle fixe son regard sur l'objet, l'endroit où la personne qui est en relation directe ou indirecte avec ce qu'elle souhaite raconter. L'idée est de désigner à l'interlocuteur, au travers du regard, l'objet de leur énoncé. Si la situation ne le permet pas, l'identification de l'objet, de l'endroit ou de la personne s'effectue en baissant le regard et en donnant des renseignements très courts, ce qui permet sa localisation dans l'espace. Par exemple : « La personne dont je te parle est celle qui habite la maison à la façade rouge que l'on va croiser » ou bien « c'est à l'angle de cette rue qu'ils racontent que, la nuit, des hommes ont tué un jeune ». Une fois que l'objet de l'énoncé est identifié, la personne baisse la voix, sa bouche est très peu ouverte, le ton plutôt guttural. On a du mal à entendre. Cette façon qu'ont les personnes de communiquer leur quotidien avec l'acteur armé a ses propres enjeux : la rumeur permet ainsi à la personne qui l'emploie de ne pas se compromettre, de ne pas s'exposer. Elle m'oblige aussi à démontrer une certaine compétence à respecter les règles qui régulent sa diffusion dans l'espace public. En effet, je suis abandonnée à la tâche de déchiffrer ce qu'a voulu dire mon interlocuteur et cela doit se faire en silence, car dans ces enclaves où la surveillance est constante, la compréhension passe par le sous-entendu. Tout reste dans l'implicite. Manifester quelque besoin d'explication, c'est pousser l'autre à s'approcher des sources de la rumeur et l'exposer ainsi à la menace. Mais c'est aussi se mettre soi-même dans une situation similaire. A partir du moment où l'autre se sent interrogé, il va se produire un basculement vers un régime de suspicion et de méfiance, car ne pas comprendre, c'est méconnaître la normativité qui régule les interactions communicationnelles du quartier.

Source : Suarez Bonilla, Natalia, 2014. « Le travail ethnographique dans des contextes de conflit armé : le cas des enclaves de groupes paramilitaires en Colombie », *Recherches Qualitatives*, Vol. 33., n°1, pp.132-148.

En plus d'illustrer des manières différentes de mener ses recherches et d'adapter ses propres outils aux contingences, ces interventions sont l'occasion de souligner l'importance de rendre compte et d'explicitier les procédures auxquelles les chercheurs ont recours dans leur démarche d'enquête. Ce principe figure notamment au cœur de la *grounded theory* formulée par Barney Glaser

et Anselm Strauss (Glaser & Strauss, 2009), à laquelle je suis particulièrement attachée et que je m'efforce d'explicitier au travers de la lecture de textes fondateurs¹⁹⁹.

La recherche côté pratique

À ces aspects fonctionnels et éthiques, s'ajoute un quatrième champ d'intervention dans la formation à la recherche : celui des outils pratiques qui constituent l'attirail quotidien du terrain. Ces outils peuvent paraître futiles au lecteur, sauf à celle ou à celui qui a eu l'occasion de noter combien certains étudiant·e·s – apprentis chercheurs – semblent être démunis, méconnaissant des outils pourtant essentiels, notamment le support de prise de note (sous format papier ou, de plus en plus souvent, numérique). Ce constat, dont je force à peine le trait, m'a conduit à réitérer tel un *mantra* (pratique inhérente au discours enseignant) et à exposer en détail ce « dispositif portatif d'écriture » qu'est, selon Bernard Lahire, le carnet de recherche à partir d'exemples collectés dans ma propre « collection » et dans celle de plusieurs collègues²⁰⁰.

Cet aspect *pratique* de la méthode est poursuivi dans mes enseignements sur l'entretien, qui traitent aussi de ses aspects organisationnels et heuristiques. Des situations d'entretien sont ainsi restituées, faisant notamment référence à des cas où un entretien débuté avec un interlocuteur est entrecoupé par l'intervention de plusieurs personnes qui viennent s'ajouter – et donc à la fois dévier, enrichir et stimuler – l'échange ; à des problèmes d'enregistrement numérique en milieu extérieur particulièrement bruyant ; ou encore de conseils sur la prise de note en support à celui d'un enregistrement, etc. De tels détails forment quotidien du chercheur. S'ils contribuent à alimenter un certain fétichisme, que je pense nécessaire pour asseoir les gestes quotidiens du chercheur, ils sont aussi envisagés dans leur articulation à la dimension conceptuelle de la recherche.

III.3. D'AUTRES CONTEXTES SOCIAUX ET D'AUTRES LANGUES POUR ENSEIGNER

Les enseignements sur des questions liées à mes terrains de recherche, l'Inde et le Brésil, se sont principalement limités à la restitution d'études de cas ponctuelles ou à des illustrations mobilisées dans des cours traitant de manière plus large des pays en développement, comme je l'ai déjà indiqué.

J'ai eu néanmoins l'occasion de dispenser un cours détaillé sur le monde indien, d'abord à l'INALCO, à hauteur de 60 heures pendant un semestre en tant que chargé de cours au département Asie du Sud en 2006. Puis plus récemment (2015-2016 et 2016-2017) au sein de l'ESPE de Caen dans le cadre de la préparation au concours de l'enseignement de la filière de Master « Métiers de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation ». Ce cours, de 30 heures

¹⁹⁹ Ces travaux de référence sont notamment listés dans de nombreuses bibliographies en ligne (ex. pour la *grounded theory* : <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780199756810/obo-9780199756810-0003.xml>). Ceci me conduit à évoquer l'importance de la formation à la recherche documentaire, assurée par les personnels de la bibliothèque-cartothèque du département de géographie de l'université de Caen. Cette structure constitue un outil indispensable pour familiariser les étudiant·e·s aux nombreuses ressources papier et numériques, dont l'accès s'effectue aussi au moyen de plateformes en perpétuelle transformation. Je tiens à remercier chaleureusement Nicolas Blanpain, responsable de cette stimulante structure d'accueil et de formation, pour sa disponibilité et ses précieux efforts pour le collectif des enseignants et des étudiant·e·s, notamment, pour son soutien sans faille à la formation des étudiant·e·s aux logiciels de traitement bibliographique, notamment Zotero.

²⁰⁰ Je remercie ici les collègues ayant mis à ma disposition et à celle de mes étudiant·e·s leurs propres carnets, et suis très reconnaissant des précieux conseils dispensés par Catherine Régimensi sur cet aspect du travail, qui dépasse largement son volet pédagogique.

traitait de la question « L'Union indienne ». Jean-François Thémimes, professeur à l'ESPE et responsable de la formation MEEF, assurait la partie méthodologique dans le cadre de travaux dirigés. Il m'a sollicité pour assurer les cours magistraux. Ce type d'enseignement, différent de ceux que j'assurais l'essentiel de mon temps, m'a conduit à mettre l'accent sur la construction de l'« Union indienne », m'attachant à prudemment rompre avec quelques idées reçues qui pèsent sur les espaces et les sociétés indiennes, ceci pour structurer le regard géographique et envisager des entrées permettant de répondre aux questions susceptibles d'être posées au concours. Distinct d'un enseignement universitaire classique, ce cours m'a ainsi conduit à déployer une série de notions et de concepts géographiques en m'efforçant de les mobiliser dans le cadre d'une réflexion large sur les *dynamiques* de l'Union indienne depuis 1947, avant de resserrer la question au prisme de la géographie sur la base d'un état de l'art actualisé. Les attendus du concours, qui attribuent une large place aux travaux de langue française, me conduisent à souligner une limite de l'enseignement de préparation aux concours. Dans la multitude des travaux scientifiques sur l'Inde, les productions en langue française apparaissent minoritaires. Elles permettent à peine d'entrevoir les multiples réalités de ce pays. Face à cela, je me suis attaché à élargir le champ des références à d'autres productions, notamment en Anglais, en informant les étudiant·e·s qu'elles devaient être mobilisées à bon escient, c'est-à-dire en complément ou dans le prolongement des travaux de références de la géographie française qui constituaient le socle de connaissances à privilégier. Cette démarche me semble importante dans la perspective de former des enseignants capables de mobiliser un savoir actualisé et diversifié. Elle permet d'envisager l'enseignement d'une géographie dans son temps, attentive à la diversité des lieux et des langues qui nourrissent la production et la diffusion du savoir géographique.

Ce constat me conduit à évoquer brièvement de quelle manière mon activité d'enseignant me permet de contribuer à la diffusion de ce savoir, ailleurs et dans d'autres langues. S'il est un aspect de mon positionnement dans l'enseignement qui s'articule de près avec celui qui prévaut dans mon activité de chercheur, c'est bien celui qui me conduit à envisager la production et la diffusion de la connaissance dans un effort de décloisonnement à la fois disciplinaire, social, géographique et linguistique.

J'ai déjà mentionné à plusieurs reprises combien le champ de références sur lequel j'appuie mes travaux de recherche autant que mes enseignements s'inscrit au-delà de la géographie. Que ce soit dans le registre théorique ou méthodologique, il puise dans l'anthropologie, la sociologie et la science politique. Ceci ne signifie en aucune manière que les outils de la géographie sont, à eux seuls, insuffisants pour entreprendre des analyses de qualité, tant la discipline a su elle-même opérer un réel travail de traduction et de transcription des savoirs issus d'autres sciences sociales. Ce réflexe tient plutôt d'une curiosité personnelle, largement héritée d'une socialisation dans des milieux académiques ouverts aux échanges interdisciplinaires et à la nature de mes intérêts de recherche sur des objets tels que le patrimoine, le pouvoir et la ville dans ses multiples dimensions, qui invitent nécessairement à des lectures et à des regards transversaux. Mon effort de décloisonnement opère en diffusant aux étudiant·e·s cette envie de lire au-delà de la seule géographie ne serait-ce que, dans un premier temps, pour mieux en identifier les spécificités : celles de son questionnement, de ses objets, de ses présupposés.

À mon effort de décloisonner l'enseignement de la géographie correspond celui d'intervenir auprès de publics différents. C'est dans ce sens que mes cours s'adressent à des étudiant·e·s inscrits dans d'autres filières que celle de la géographie. En économie (UFR Économie de l'université de Caen-Normandie), de manière plus régulière en DUT (Carrières Sociales et Gestion Urbaine, Alençon) ou Métiers du Tourisme, Caen –, en Licence professionnelle (Connaissance de la Ville et Métiers de l'Intervention Sociale), au sein de l'Institut Régional du

Travail Social (Normandie) ou encore, à un public de fonctionnaires territoriaux inscrits en formation continue dans un diplôme de troisième cycle universitaire²⁰¹. Face à tous ces publics, je crois vivement à la stimulation que constitue l'introduction de perspectives internationales, en vue d'engager un dialogue permettant de déconstruire les exotismes et de nuancer les formes de survalorisation auxquels sont souvent associés les territoires étrangers.

Cette démarche s'apparente à une double préoccupation : mettre en évidence des connexions tout en situant le savoir académique, en envisager la transmission avec la distance et le recul qu'ils nécessitent en prêtant attention à éviter toute forme de disqualification sociale. En France, ma position de chercheur ayant travaillé à l'étranger me place dans une situation privilégiée pour assurer ce rôle. Mais c'est aussi à l'étranger, particulièrement au Brésil, que je me suis efforcé de contribuer à cette ambition, au travers d'une démarche visant à intervenir auprès de publics divers – des géographes et sociologues universitaires, des étudiant·e·s inscrits en filière « travail social », le plus souvent socialement défavorisés. J'ai mené cette activité à partir d'enseignements traitant du contexte indien, dans une volonté de décloisonnement « géographique ».

À l'invitation de Frédéric Monié, enseignant-chercheur au département de géographie de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ), j'ai ainsi mobilisé – pour quelques heures d'introduction répétées annuellement pendant trois ans – une partie des cours sur le monde indien déjà dispensés à l'INALCO. Cette invitation s'inscrivait dans le prolongement de son effort de renforcer la connaissance des étudiant·e·s sur d'autres contextes que l'Amérique latine, notamment l'Afrique et l'Asie, peu enseignés au Brésil. Très rares à s'inscrire dans ce champ d'enseignement, mes cours bénéficiaient de très bons retours, ouvrant un espace de discussion animé et stimulant sur la mondialisation, la géopolitique, sur les possibilités d'émergence des pays rapprochés dans le cadre des BRICS, thèmes traités par Frédéric Monié et duquel les étudiant·e·s étaient familiers, ayant lu attentivement le géographe Milton Santos.

À l'École de Service Social de la même université (ESS-UFRJ), à laquelle je suis associé depuis mon premier contrat postdoctoral en 2005, je suis intervenu à plusieurs reprises en suivant le même principe auprès d'un public le plus souvent issu de catégories sociales défavorisées. Ces étudiant·e·s, majoritairement des femmes inscrites dans un cursus de *pós-graduação* (équivalent post-Licence), destinées à intervenir dans le domaine du travail social, avaient pour moitié bénéficié des effets de l'action affirmative, ayant eu accès à l'université publique grâce aux quotas sociaux et raciaux définis dans le cadre de la loi fédérale 12 711/2012²⁰². Cet enseignement de plusieurs heures mensuelles, outre de me conduire à présenter mes propres recherches sur l'Inde, m'a amené à construire une série d'interventions suivies de débats sur des thématiques offrant des mises en perspective avec le Brésil, notamment sur le thème de la violence et sur celui des inégalités et des hiérarchies sociales, deux séries de phénomènes auxquels ces étudiantes étaient directement confrontées dans leur vie personnelle et dans leur futur métier qui, pour l'essentiel, était orienté vers l'intervention sociale dans les périphéries urbaines et, plus particulièrement, dans les favelas.

²⁰¹ Diplôme Universitaire de troisième cycle AEDDUR : Aménagement, Environnement et Développement Durable de l'Urbain au Rural, <https://afneg.org/etudes/repertoire-des-diplomes-universitaires/>

²⁰² La loi 12.711/2012 garantit la réservation de 50 % des inscriptions dans des universités fédérales et dans des instituts publics d'éducation, de science et de technologie, aux étudiant·e·s ayant intégralement suivi leur scolarité dans le système public et disposant de revenus égaux ou inférieurs au salaire minimum, qui s'élevait alors à 622 Réais (environ 210 euros). La loi indique également que la sélection doit respecter les pourcentages de personnes s'autodéfinissant comme *pretas* (noires), *pardas* (métis) ou indigènes lors des recensements de l'Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística [Institut brésilien de géographie et de statistique] (IBGE). Ce texte de loi est accessible à l'adresse suivante : <https://legis.senado.leg.br/norma/588087>

À Rio de Janeiro, mon activité d'enseignant a également dépassé le seul cadre universitaire. À l'invitation de Marcela do Nascimento Padilha (UERJ), et de Frédéric Monié (UFRJ), qui participaient, aux côtés de leurs étudiant·e·s de géographie à un cycle d'enseignements visant à aider des personnes non diplômées à préparer le concours d'entrée à l'université publique (*vestibular comunitario UniFavela*), je suis intervenu à plusieurs reprises dans la favela de Cantagalo (Copacabana), introduisant quelques éléments fondamentaux de la géographie, sensibilisant les étudiant·e·s à la lecture de cartes topographiques, les exerçant à la rédaction de commentaires de documents courts, discutant avec eux à partir de quelques cartes sur le Brésil. Ce cours élémentaire sur la géographie du Brésil m'a permis de bénéficier de retours qui ont permis d'enrichir ma compréhension des problématiques sociales et urbaines sur lesquelles portaient mes recherches.

Ces différentes expériences d'enseignement, le plus souvent ponctuelles et sur de modestes volumes horaires ont contribué à mon exposition à plusieurs milieux linguistiques et sociaux, de l'université aux mondes associatifs et militants. Elles m'ont aussi permis de participer au débat démocratique en parallèle de mes recherches. Des invitations régulières dans des séminaires au département de géographie, à l'Institut de Philosophie et de Sciences Sociales (IFCS) de l'UFRJ, à la PUC-Rio auprès de Rafael Soares Gonçalves, ainsi qu'à l'université de Belém ou auprès de mouvements militants (Universidade Nômade, Fórum Comunitário do Porto) ont enfin contribué à ma pleine intégration dans une sphère académique traversée de débats politiques et largement empreinte de militantisme.

Je retrouvais un tel décroisement dans mes interventions au sein de la Faculté de Sciences Sociales de l'Université de Buenos Aires, dans le cadre d'un séminaire doctoral intitulé « Ciudad(es), desigualdade(s) e informalidade(s) : una lectura política » (Ville(s), inégalité(s) et informalité(s) : une lecture politique), conduit pour un volume de 30 heures en 2017²⁰³. J'ai mobilisé un cadre d'analyse en lien avec les recherches conduites dans le cadre du programme INVERSES, reprenant dans une version étendue les enseignements dispensés dans le cadre du Master « Études du développement » de l'IEDES (Université Paris 1) en 2016 et 2017. Face à un public différent et dans une autre langue, mes interventions m'ont conduit à engager un dialogue autour de processus qui, observés dans les cas indiens et brésiliens, opéraient selon des modalités distinctes mais néanmoins comparables dans le contexte urbain argentin, m'ouvrant ainsi à de nouvelles perspectives d'analyses et nourrissant mes réflexions par d'autres exemples. Les étudiant·e·s inscrits à ce séminaire, venant de tout le pays, étaient engagés dans une formation de doctorat tout en occupant pour nombre d'entre eux des fonctions d'enseignant universitaire ou de chargés de mission dans des collectivités territoriales, positions qui leur conféraient un regard éclairé sur des problématiques pour lesquelles ils étaient déjà familiers. Portant sur des réflexions concernant la nature de l'État, les dispositifs et les processus décisionnels de la gouvernance urbaine, les formes et les niveaux d'inégalités sociales ou les logiques informelles à l'œuvre dans les politiques du logement, dans le commerce de rue ou dans les grands projets urbains, les échanges ont été très fructueux, me conduisant à alimenter mes propres perspectives d'analyse, au moyen d'exemples et de références nouvelles. À la stimulation intellectuelle s'ajoutait celle de la relation d'enseignement : intervenir face à un public parfois aussi âgé que moi, ayant suivi un cursus universitaire long et solide, m'a offert la possibilité d'apprendre autant que de transmettre, le tout dans une atmosphère conviviale. Les trois heures d'enseignement bihebdomadaires se prolongeaient souvent tard dans la soirée, autour d'un verre ou d'un *maté*

²⁰³ <http://www.sociales.uba.ar/wp-content/blogs.dir/219/files/2017/02/Bautes.pdf>

(qui n'avait d'ailleurs pas cessé de tourner dans la salle de cours), donnant lieu à d'interminables discussions.

Ces enseignements ont été menés dans les langues locales, le Portugais au Brésil, et l'Espagnol en Argentine. Outre le fait de m'exercer à la transmission dans d'autres langues, ce travail constitue un enjeu permanent, plaçant l'exercice de traduction et d'adaptation des notions clés au centre de la pratique pédagogique. De telles expériences permettent aussi d'explorer d'autres manières de s'exprimer, sachant que le recours à d'autres langues implique une organisation différente de la pensée et des formulations.

Ce panorama d'expériences d'enseignement hors de mon université d'exercice ne serait pas complet sans évoquer les collaborations auxquelles ont donné lieu des invitations aux séminaires doctoraux de Claire Hancock (Lab'Urba-UPEC), d'Alain Musset (EHESP) et des sollicitations à intervenir auprès d'étudiant·e·s préparant un séjour d'études au Brésil (émanant de Marie Morelle et de Sébastien Jacquot, Université Paris 1 – Prodig). Ponctuelles, ces interventions s'inscrivent dans le cadre de collaborations plus larges, dans le cadre de codirections de mémoires universitaires ou de recherches collectives.

Au final, ces décentrements ont été, chacun à leur manière, des sources importantes d'apprentissage, de découverte de nouvelles lectures et de renouvellement de mon regard et de mes perspectives d'analyse. Ils m'ont notamment permis d'articuler plus précisément des réflexions et de les organiser en pensant à l'écriture de ce dossier d'habilitation.

Sur le plan de l'enseignement proprement dit, la diversité des contextes et des publics ont été précieux du point de vue pédagogique, affirmant une position d'enseignant que je souhaite à la fois active et réactive, soucieuse d'adaptations et de remises en question, autant d'aspects qui me semblent constituer la richesse du métier.

		1999 - 2004				2005 - 2006			2007 (<i>September</i>) - 2017			2017 - 2021
Fonctions occupées	Enseignement	1999	2000	2002	2004	2005	2006	2007 - 2012	2013	2014 - 2017	2017 - 2021	
		Chargé de cours	ATER	Chargé de cours	Chargé de cours	Chargé de séminaire	ATER					Chargé de cours
	Montpellier 3		Paris 7	Paris 7		Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA)	INALCO Département Asie du Sud					Maître de Conférences Géographie
Recherche	Docteurant				Post doctorant			Université Caen-Normandie	Chercheur Invité	Université Caen-Normandie	Chercheur MAEDI	
	Boursier MAE				Bourse Lavoisier							Contractuel
Terrains d'études	Affiliation institutionnelle	Université Montpellier 3 Paul Valéry UMR ESPACE & SPIESR, Ahmedabad (Inde)		Université Paris 7 Denis Diderot, UMR SEDET		Université Fédérale de Rio de Janeiro École de Service Social Laboratoire « Favela e Cidadania »	Université de Pau et des Pays de l'Adour	Centre de Sciences Humaines New Delhi (Inde)	UMR 6590 Espaces et Sociétés	Université Fédérale de Rio de Janeiro (Brésil)	UMR 6590 Espaces et Sociétés Chercheur associé au CEIAS UMR 8564	Institut Français de Pondichéry (Inde) Département de Sciences Sociales
	Inde	Udaipur						Mumbai (Dharavi, Behrampada)	Mumbai			Pondichéry, Tamil Nadu
	Brésil					Rio de Janeiro (Zone portuaire, Morro da Providência)		Rio de Janeiro	Rio de Janeiro (Zone portuaire, Morro da Providência, Pedra do Sal-Gamboá)			
Portugal							Lisboa (Oeiras)					
Programmes financés		Mondialisation et intégration des territoires (Ph. Cadène)	NORAO 1 & 2 (C. Taillard)		MUCEUM CNqQ PUCA Univ. Toulouse	ANR SETUP (coord. M-C Saglio-Yatzimirsky, F. Landy)	INVERSES Prog. Émergence Ville de Paris (coord. J. Tadié, M. Morelle)			RUSE (AFD, coord.) EQUIP-FISHERCOAST (ANR-ECS, coord.) CITIIS (coord.)		

Figure 23 : Activités d'enseignement et de recherche : vue synoptique

III.4. ÉLÉMENTS DE PÉDAGOGIE

III.4.1. Remarques générales et vue synthétique

La diversité des champs thématiques sur lesquels j'interviens de manière régulière à l'université de Caen, reflet de la fragmentation de mon service, n'est pas favorable à la construction de cadres pédagogiques pertinents. Néanmoins, je propose dans le tableau suivant une vue synthétique des principaux objectifs pédagogiques associés à chacun des modules et des thèmes sur lesquels j'interviens. Ces objectifs, qui correspondent à un travail personnel, sont généralement discutés lors de la préparation des maquettes d'enseignement, tâche à laquelle je suis régulièrement invité à participer et qui constitue un des rares moments de réflexion pédagogique collective.

Ces objectifs n'ont aucunement vocation à construire un cadre pédagogique global. Ils servent plutôt l'ambition d'aider les étudiant·e·s à identifier les attendus de chaque module et à rendre explicite les finalités de ces derniers. En cela, ils jouent le rôle de repères qui guident les étudiant·e·s dans leur apprentissage.

Nature des objectifs	Modules et thèmes d'intervention	Niveau d'étude	Nature des objectifs	Modules et thèmes d'intervention	Niveau d'étude
Sensibiliser aux dimensions spatiales des dynamiques sociales	Initiation à la géographie humaine, CM et TD : concepts et méthodes de la géographie humaine, histoire et courants de la discipline	Licence 1	Restituer les liens entre espaces et dynamiques urbaines	Introduction au fait urbain, CM et TD : la naissance de la géographie urbaine ; géographie et aménagement du territoire ; le fait urbain dans le monde	Licence 1
	Initiation à la géographie sociale, CM et TD : division sociale de l'espace, loger les catégories populaires, stratification sociale, inégalités sociales			Géographie de la ville et des territoires, CM et TD : fait urbain et urbanisation dans le monde ; les processus qui font la ville ; les formes de la ville à travers la naissance de l'urbanisme ; les défis de la ville de demain	Licence 1 et 2 (Géographie et Sc. Eco.)
Caractériser les enjeux des rapports société-espace	Environnement et Sociétés, CM et TD : relations hommes-milieu, conflits d'usages. Application du domaine de la gestion des ressources en eau	Licence 1		Circulations, migrations et territoires, CM et TD : mouvements de population et mobilités sociales ; migrations et circulations dans les sociétés méditerranéennes ; les politiques d'intégration des minorités en Europe ; minorités et immigrants dans la ville	Licence 2
Approfondir les concepts et les approches de la géographie	Géographie des territoires, CM et TD : état des lieux et débats autour de la notion de territoire ; appropriation et marquages de l'espace	Licence 3		Urbanisme et Urbanités, CM et TD : le concept d'urbanité ; la relation des citoyens à l'espace public ; revitalisation des centres urbains politiques et processus ; études de cas	Licence 3
Développer des compétences méthodologiques en sciences sociales et en géographie	Méthodologie de l'enquête, CM et TD : « faire-terrain » ; l'observation ; l'entretien compréhensif ; élaboration d'un questionnaire + mise en œuvre pratique	Licence 3		Pratiques et usages urbains, CM et TD : l'espace public à travers ses usages et productions (éléments généraux, études de cas et observation de terrain – dossier)	Licence 3
	Méthodes, théories et pratiques de l'enquête de terrain, CM : « faire terrain » ; la pratique de l'observation et sa restitution ; l'entretien compréhensif	Master 1	Se spécialiser dans l'enseignement en géographie	Modules de préparation aux Concours CAPES et Agrégation de géographie : La France en villes, Nourrir les hommes (Josué de Castro et la géographie de la faim) ; Les pays du sud dans la mondialisation ; l'Union indienne	M1 et M2

Nature des objectifs	Modules et thèmes d'intervention	Niveau d'étude	Nature des objectifs	Modules et thèmes d'intervention	Niveau d'étude
Assurer une veille documentaire sur les dispositifs et les cadres réglementaires et législatifs de l'aménagement et de l'urbanisme	Revue de presse thématique : travail individuel et collectif présenté à l'oral ; recherche documentaire, actualité de l'aménagement et l'urbanisme ; analyse de documents de presse (locale, régionale, nationale et européenne ; mise en perspective avec la presse scientifique. Dossier de synthèse thématique en vue de la préparation au stage professionnel (4 à 6 mois)	Master 2 Professionnel	Former aux outils de la géographie et des sciences sociales	Démarches et outils de la géographie, CM et TD : méthodes d'analyse et de restitution de l'information géographique ; lecture de cartes topographiques ; le commentaire de documents ; diagnostics territoriaux ; méthode de webcrawling ; l'analyse filmique	Licence 2
Former au vocabulaire, aux politiques et aux outils de l'aménagement et de l'urbanisme	Aménagement et planification, CM et TD : acteurs et politiques de l'aménagement en Europe (20e siècle) ; conflits d'aménagement	Licence 3	Former à l'étude du développement Penser l'évolution de la géographie du développement	Espaces en développement, CM et TD : théories du développement et voies nationales (exemple de l'Inde)	Licence 3
	Urbanisme et planification stratégique, CM : cadrage et études de cas (Barcelone, Rio de Janeiro, métropoles françaises)	Licence 3		Questions de développement, CM et TD : le concept de développement en sciences sociales et en géographie, articulation des échelles du développement	
	Histoire et vocabulaire de l'aménagement et de l'urbanisme, CM : la naissance et l'évolution de l'urbanisme, théories de l'urbanisation (I. Cerda), outils de la planification stratégique (des plans stratégiques aux schémas de cohérence territoriale), la structuration de la politique d'aménagement du territoire en France	Master 1 (Droit)		Géopolitique de la mondialisation et du développement, CM et TD : du tiers-mondisme aux études postcoloniales, de la géographie tropicale à la géographie coloniale, géographie du développement, trajectoires nationales et régionales, etc.	
Construire des objets de recherche en lien avec la pratique du terrain	Méthodologie du terrain, CM et TD : Conduire une enquête de terrain, du questionnaire à l'entretien compréhensif	Master 1	Exploiter la diversité des supports d'analyse	Analyse de films de fiction et de documentaires : « Vivre au paradis » (logement précaire et immigration algérienne en France ; « Dharavi, slum for sale » (Mumbai) ; « Les bruits de Recife » (pression immobilière et jeux de pouvoir urbains, Brésil) ; etc.	Objectif transversal, de la Licence 1 au Master 2

Nature des objectifs	Modules et thèmes d'intervention	Niveau d'étude	Nature des objectifs	Modules et thèmes d'intervention	Niveau d'étude
Former aux métiers et aux techniques de l'aménagement	Méthodologie du diagnostic territorial : cadrage général et mise en œuvre d'études : diagnostics localisés (communes du Calvados) ou thématiques (PLH, mobilités douces, revitalisation des communes rurales, etc.)	Master 2 Professionnel	Développer l'approche géographique des questions de tourisme et de patrimoine	Analyse territoriale du phénomène touristique, CM : enseignement général sur les approches du tourisme en géographie	Licence 3
	Ateliers urbains, TD et suivi de travaux : diagnostic sur plusieurs terrains urbains dans l'agglomération caennaise, projets « la presqu'île de Caen demain », économie de la nuit à Deauville ; l'économie culturelle à Caen ; culture et politique de la ville, plan d'alimentation territoriale : regroupement de communes : Picauville (50), etc.			Acteurs et politiques du tourisme, CM : cadrage général et exemples en France et en Europe (Littoral méditerranéen, Lisbonne, Barcelone)	Licence professionnelle
	Projets tuteurés, TD et suivi de travaux : réalisation d'études dans le cadre de commandes publiques : ex. en 2017 : flux de distribution alimentaire des villes ; mobilités douces et Maison du Vélo (Caen) ; Programme Local de l'Habitat Caen-la-Mer, etc.			Politiques patrimoniales et urbanisme, CM : histoire des politiques de préservation et de mise en valeur du patrimoine ; conflits patrimoniaux, dispositifs et politiques patrimoniales ; patrimoine et aménagement des territoires	
	Valorisation du patrimoine, CM : études de cas : Rajasthan (Inde), Languedoc-Roussillon ; patrimoine et développement local				
	Marketing touristique, CM : la labellisation des produits et des territoires ; marketing territorial et tourisme. Tourisme et projets alimentaires territorialisés				
				Projets professionnels dans le domaine du tourisme : suivi de la réalisation de projets d'étudiants de Licence professionnelle : diagnostics touristiques	

Figure 24 : Modules et thèmes d'intervention par objectif pédagogique

Je présente ces objectifs au début de la première séance de cours magistral ou de travaux dirigés. Cela permet notamment aux non-spécialistes de ne pas se perdre dans le propos d'une géographie universitaire, n'ayant pas bénéficié d'introduction, particulièrement lorsqu'ils optent pour des cours optionnels de deuxième ou de troisième année.

Cette préoccupation prévaut dans l'ensemble de mon activité d'enseignant, pour laquelle je m'efforce de mobiliser des supports multiples, de stimuler débats d'idées et prises de parole en public, tout en multipliant les petits exercices d'écriture afin de renforcer les compétences dans le domaine de l'organisation du travail comme dans celui de l'expression écrite et orale. Plusieurs travaux ont mis en évidence un déficit structurel chez les étudiant·e·s inscrits en cycle supérieur (CEREQ, 2015)²⁰⁴. Si ces difficultés relèvent de complexes déterminants sociaux et de situations d'inégalités scolaires souvent observées dès l'enseignement secondaire, voire élémentaire (Lahire, 1993) elles doivent toutefois être gérées dans le quotidien de l'enseignement.

III.4.2. Quelques outils au service d'objectifs pédagogiques

Sans prétendre faire état d'une activité pédagogique dans laquelle je n'ai pris part qu'à de trop rares occasions dans une démarche collective, faute de temps notamment, je souhaite restituer trois démarches pratiques mises en œuvre en vue de répondre aux trois objectifs d'enseignement suivants : le premier vise à sensibiliser les étudiant·e·s aux dimensions spatiales des dynamiques sociales et, plus généralement, à l'analyse géographique ; le second, transversal à mes enseignements de premier et de deuxième cycles, concerne le renforcement de la prise de parole en public et la construction argumentaire critique ; le troisième, enfin, lui aussi transversal, relève de l'exploitation de la diversité des supports – notamment audiovisuels – mobilisés comme socles d'une analyse géographique. Il s'inscrit dans le champ de l'éducation à l'image et aux médias audiovisuels, qui tend à occuper une place de plus en plus importante dans la formation en géographie.

Sensibiliser aux dimensions spatiales des dynamiques sociales

Cet objectif m'a conduit à engager un travail de collecte des récits des trajectoires individuelles étudiantes. Cet exercice me semble utile pour familiariser les étudiant·e·s avec l'approche géographique. Il s'apparente à un temps de mise en confiance, fournissant quelques points de repère qui permettent de se *situer* et, éventuellement, de *se projeter* dans un environnement universitaire souvent inconnu. J'entreprends moi-même, dans chacun des cours de première année, de mettre en récit ma trajectoire, évoquant mon cursus à la première personne, mes choix, mes doutes, à la manière dont la mise en récit a été conduite dans ce volume. À Caen, j'ai noté combien une personnalisation du récit permet d'établir une première mise en confiance (à la fois au sein des groupes d'étudiant·e·s et avec l'enseignant), et, surtout, de stimuler les réflexions des étudiant·e·s en les invitant à faire eux-mêmes ce travail et à l'écrire. À ce titre, la démarche géographique s'avère particulièrement efficace, offrant un outil de mise en récit « spatialisé » particulièrement éloquent : pour rendre compte des parcours individuels dans l'espace (du lieu de naissance au lieu d'étude en passant par les différents lieux de résidence) et pour les utiliser comme les supports d'une réflexion sur des thématiques permettant d'entrevoir les spécificités

²⁰⁴ <https://www.cereq.fr/les-jeunes-diplomes-de-bac5-sestiment-ils-competents-pour-occuper-leurs-emplois>

du regard géographique. Le travail d'introduction est ainsi double, invitant à une présentation individuelle combinée avec une familiarisation à l'analyse géographique.

Renforcer la prise de parole en public et former à la construction argumentaire

La prise de parole des étudiant·e·s en public est un autre aspect qui compte parmi les difficultés auxquelles doivent faire face nombre d'enseignants. Qui ne s'est pas retrouvé face à la solitude d'un silence après avoir posé une question ou invité un.e étudiant.e à présenter le résultat de son travail à voix haute ? Contrairement aux étudiant·e·s brésiliens, qui prennent aisément la parole, échangent entre eux à voix haute, sont toujours disposés à débattre, les étudiant·e·s normands sont plus discrets et silencieux. Sans me risquer à en analyser les raisons, je me suis progressivement efforcé de trouver des artifices pour stimuler la prise de parole, déplaçant le rôle de l'enseignant vers celui d'un observateur extérieur, comme l'illustre le déroulement d'une séance de TD de Licence 2 concernant proposer le commentaire croisé de deux articles scientifiques.

Encadré III-3 : Déroulement d'une séance de TD de Licence 2, Module : Géo 302 « Espaces, populations et sociétés », 2008-2016, Université de Caen

- **Thème d'intervention** : « Migrations et circulations dans les sociétés urbaines méditerranéennes
- **Objectif de la séance** : Analyse croisée de deux articles scientifiques courts, Séance de 2 heures. Approx. 30 étudiant·e·s
- **Distribution de deux articles à des groupes de deux étudiant·e·s** (45 min.) : chaque personne lit l'un des deux textes et en propose un résumé à son binôme (9 groupes de 2 étudiant·e·s).
- **Un étudiant-animateur est désigné pour chacun des groupes** : lecture des deux textes en vue de préparer l'animation de la discussion (9 animateurs)
- **Préparation en binômes du commentaire croisé** des deux articles scientifiques en vue d'une restitution orale.
- **Restitution du commentaire croisé par un binôme** (10 min.) : plan de l'analyse, présentation de la thématique commune aux textes, principale idée-force, méthodes et arguments, points de convergence et de divergence (argumentaire, méthode, résultats). Chaque séance de deux heures permet au mieux l'intervention de deux binômes.
- **Animation** (1) : Questions à l'intention du binôme (5 min) (2) : Questions à la salle (5 min)
- **Bilan critique** : Retours critiques sur l'analyse proposée par le binôme (5 min)
- **Bilan de la séance** par l'enseignant (5 min)
- **Exemple d'articles** scientifiques mobilisés

Élaborer une analyse géographique à partir de supports médias audiovisuels

Mon utilisation des supports audiovisuels est désormais très fréquente, associée à celle d'articles scientifiques, de la presse ou de documents cartographiques.

Prudente et illustratif d'abord (archives INA, extraits d'entretiens avec des géographes et autres personnalités scientifiques ou politiques), elle évolue vers une ambition d'ordre méthodologique. Films et documentaires sont ainsi envisagés comme des sources sur lesquelles,

comme pour les autres, il est important de porter un regard critique et analytique. Deux exemples permettent d'illustrer la manière donc je mobilise ces supports dans l'enseignement.

Le premier exemple est un film projeté pendant un cours de géographie urbaine : « Vivre au paradis », de Bourlem Guerdjou (1998) adaptation de l'ouvrage de Brahim Benaïcha. Ce film retrace l'expérience d'immigration d'un jeune algérien à Nanterre au début des années 1960, sa quête pour obtenir un logement dans un grand-ensemble, le « Paradis », dont la construction est assurée par ses compatriotes algériens. Trois axes d'analyse sont mobilisés de manière combinée : le premier est l'histoire récente de l'immigration – notamment maghrébine – dans la France du milieu du vingtième siècle et son traitement politique. Le second est la géographie urbaine de Paris, analysée à partir d'une approche morphologique au travers des dispositifs visuels proposés dans le film et à partir de l'articulation entre dynamiques urbaines et changements socio-économiques (travail immigré, bâtiment et construction, séparation (voire de la ségrégation) sociale, etc.). Le visionnage du film est l'occasion pour les étudiant·e·s de se prêter à un travail d'observation au moyen d'une grille à deux entrées, l'une spatiale, l'autre sociale. À l'entrée spatiale, correspond la manière dont l'espace est représenté, son identification, les formes et les dispositifs visuels mobilisés pour l'identifier. À l'entrée sociale, correspond la description des principaux personnages, de leurs discours, positionnements et comportements, mettant en évidence les relations qu'ils entretiennent, les tactiques et stratégies qu'ils poursuivent et les ressources qu'ils mobilisent pour les rendre opératoires. Le travail en salle est prolongé par un travail personnel restitué lors de la séance suivante, la grille d'observation permettant la production d'une double analyse, à la fois sur les processus et les situations décrits par le film et opérant à différents niveaux d'échelles (du bidonville à l'espace des relations algéro-françaises) et, plus largement, sur « l'espace au cinéma » (Gardies, 1993).

Le deuxième exemple consiste en un support documentaire que je mobilise aussi depuis plusieurs années, à la fois dans un module d'enseignement de L3, et dans le séminaire que j'anime au sein du Master Pays en Développement à l'IEDES. Dans un module de L3 de géographie urbaine intitulé « La production métropolitaine face au défi des espaces d'habitat précaire », je propose d'accompagner les étudiant·e·s dans une analyse des rôles et des discours d'acteurs engagés dans le dispositif de redéveloppement de Dharavi, à Mumbai à partir du documentaire « *Dharavi, slum for sale* » (2011). Ce documentaire retrace les principales étapes de la mise en œuvre de ce dispositif, il propose des entretiens faisant état des prises de position par les acteurs engagés dans ce projet et des réactions qu'il suscite. Responsables politiques, représentants d'organisations non gouvernementales en opposition avec cette opération, résidents prennent tour à tour la parole, donnant à voir les enjeux et les controverses d'un dispositif et, au-delà, de politiques urbaines mises en œuvre dans un contexte vivement conflictuel, traversé d'enjeux sociaux et politiques proches de ceux que j'ai étudiés dans ce même contexte. La démarche de la réalisatrice suit ainsi de manière très proche l'enquête que j'ai moi-même menée sur ce même cas d'étude entre 2006 et 2009²⁰⁵. À ce titre, le documentaire est présenté aux étudiant·e·s comme un discours qui, à la fois, rend compte des logiques à l'œuvre dans les politiques urbaines en

²⁰⁵ Un échange à ce sujet avec plusieurs groupes d'étudiant·e·s a mis en évidence le fait que le support documentaire se prête mieux que la simple narration individuelle pour rendre compte du processus de recherche. Cet aspect, auquel je ne m'attendais pas, m'a conduit à discuter de la nature du travail de terrain et de sa restitution, notamment filmique, dans le cadre d'un échange avec Benoît Raoulx (MCF HDR Caen), dont les travaux de recherche engagent la production de documentaires. Une partie de ses activités s'inscrivent dans l'atelier de recherche « Film et Recherche en Sciences Humaines » (FRESH) : <http://www.unicaen.fr/recherche/mrsh/fresh/atelier>

direction des quartiers d'habitat précaire, et qui en propose une analyse qui mérite d'être restituée et discutée. L'exercice proposé consiste à rendre compte d'une démarche d'observation et à discuter les tenants d'une analyse produite au moyen de partis pris – notamment scénographiques et discursifs.

Proposé en guise de travail d'évaluation à des étudiant·e·s de Master 2, cet exercice engage la production d'un schéma analytique visant à synthétiser/modéliser les jeux d'acteurs et les enjeux inhérents à la mise en œuvre de ce projet. L'objectif d'un tel exercice est à la fois d'ordre méthodologique et analytique, lui conférant une double dimension pédagogique.

Ces quelques modalités pratiques relatives à l'organisation et à la conduite pédagogique de mes enseignements, présentées ici à titre illustratif, constituent un aspect central de l'activité enseignante telle que je l'envisage. L'utilisation de divers supports, notamment des documents audiovisuels, à condition d'être parcimonieux, permet d'alléger le recours à des supports considérés comme plus classiques (articles scientifiques, tableau de données, etc.) qui, selon mon observation, suscitent souvent des réticences de la part des étudiant·e·s les moins armés.

On touche là à un aspect structurant de la démarche d'enseignement : la nécessaire et permanente adaptation des outils et des méthodes pédagogiques. Telle est du moins la position que je m'efforce d'adopter dans l'ensemble de mon activité.

Rapports de force et jeux d'acteurs autour du Dharavi Redevelopment Project

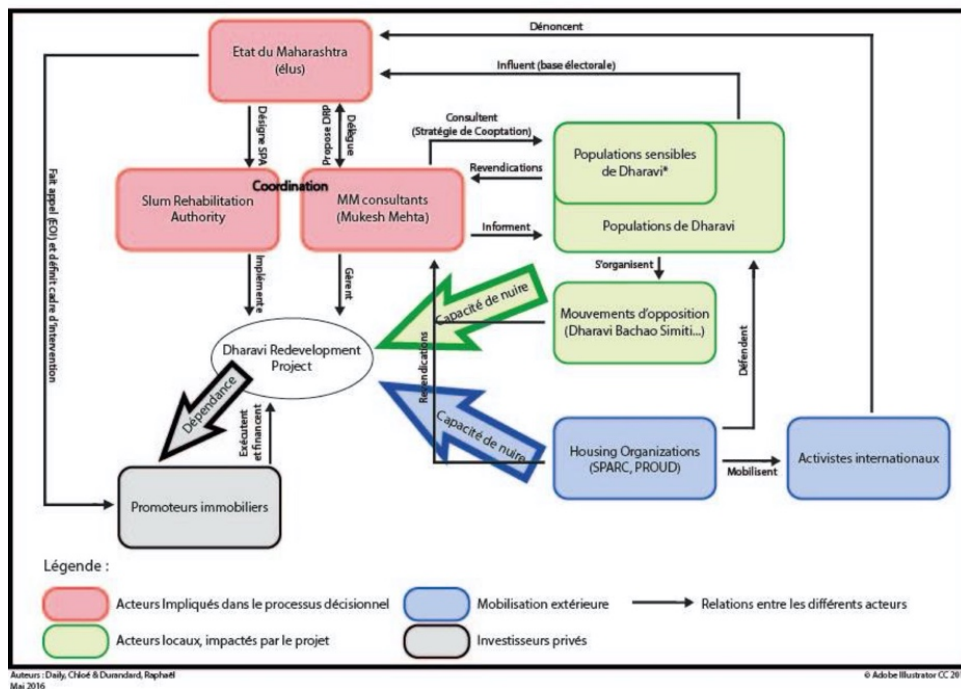


Figure 25 : Rendu d'un exercice d'évaluation effectué dans le cadre du séminaire « Villes, inégalités et in-formalités », IEDES, mai 2016

(Auteurs : Chloé Daily et Raphaël Durandard, 2016 [reproduction autorisée])

III.5. ANIMER UNE FORMATION PROFESSIONNELLE

La responsabilité de deux formations professionnelles (Licence professionnelle « Connaissance de la ville et métiers de l'intervention sociale » pendant deux ans, Master 2 « Aménagement et Recompositions Territoriales » pendant quatre ans) a occupé pendant six ans une part importante de mon activité à l'université de Caen.

Outre un important travail de gestion et d'organisation, elle a donné lieu à une palette très variée d'expériences pédagogiques et institutionnelles. Je retire de nombreuses satisfactions de cet investissement profond, à la fois humaines et professionnelles, auprès des étudiant·e·s, des collègues qui m'ont accompagné dans ce travail parfois laborieux, et des commanditaires et intervenants extérieurs, avec lesquels les échanges ont été stimulants et formateurs. L'élaboration d'enseignements spécialisés, dont l'enjeu est d'articuler les attentes « professionnelles » des étudiant·e·s à des préoccupations académiques, pédagogiques et éthiques, demande une mise en question constante et une adaptation à des situations parfois complexes. Elles nécessitent un jugement permanent sur la pertinence de tel ou tel intervenant sur un thème donné, sur le caractère heuristique de telle commande opérationnelle, ainsi qu'un travail de négociation et d'arbitrage sur les termes et les modalités pratiques, organisationnelles et financières de la réalisation d'études qui, produites par des étudiant·e·s, n'en demeurent pas moins opérationnelles et inscrites dans des cadres institutionnels qui sont souvent exigeants.

Dans ce domaine comme dans celui de l'élaboration des travaux universitaires et de leur restitution, j'ai beaucoup appris des échanges avec les étudiant·e·s et les professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme, de l'organisation de rencontres professionnelles [interréseaux des professionnels du Développement Social Urbain, IRDSU] ou de journées d'étude sur des thèmes qui m'étaient peu familier [ex. La prison et la ville, 2009].

Je propose de restituer de manière synthétique certaines de ces expériences, dans leur volet administratif, d'animation et d'enseignement.

III.5.1. Administrer, animer : une activité d'organisation et de promotion au cœur d'une offre concurrentielle

Dès le second semestre de ma première année d'activité en tant que maître de conférences, je me suis vu confier la supervision pédagogique de la Licence professionnelle [niveau L3] « Connaissance de la ville et métiers de l'intervention sociale », dont j'ai assuré la pleine responsabilité entre 2009 et 2012. Ces trois années et demie m'ont à la fois familiarisé avec un public étudiant spécifique, car issu d'une diversité de cursus initiaux, principalement d'IUT « Carrières Sociales et gestion urbaine » ou de filières de formation aux métiers de l'animation territoriale²⁰⁶. Cette période a aussi été celle de mon intégration dans la sphère des collectivités territoriales de la région caennaise, où les étudiant·e·s sont souvent accueillis dans le cadre de stages de fin d'études, et avec lesquelles nous entretenons des collaborations régulières, depuis l'intervention de leurs chargés de mission dans les enseignements, jusqu'à la mise en place

²⁰⁶ Ce diplôme doit son existence à Caen d'une initiative mise en œuvre dans le cadre du laboratoire CERA par Robert Hérin et Colette Müller, visant à promouvoir une forte interpénétration de l'enseignement et de la recherche, de l'intervention sociale, trois pôles constitutifs du projet de la géographie sociale.

d'ateliers pédagogiques dans le cadre de commandes auxquelles répondent les étudiant·e·s sous la responsabilité des enseignants de l'université.

En 2012, ce diplôme devait malheureusement fermer en raison d'une impossibilité des étudiant·e·s ayant choisi une professionnalisation en licence 3 à poursuivre en troisième cycle. Ceci, en dépit de taux de placement relativement élevés pour la période, bien que le plus souvent dans le cadre de contrats courts. L'année suivante, j'ai accepté la coresponsabilité du Master 2 « Aménagement et Recomposition des Territoires » [ARTESO] aux côtés de Philippe Madeline, rôle que j'ai assuré pendant l'ensemble de la période d'habilitation de ce diplôme jusqu'en juin 2017, peu avant mon détachement à l'Institut Français de Pondichéry.

Le travail d'organisation et d'animation de cette formation [préparation et mise en œuvre de maquettes, sélection de thématiques et sollicitation d'intervenants extérieurs] m'a conduit à élargir le champ de mes compétences – administratives notamment –. Il a aussi contribué à actualiser mes connaissances dans le domaine de l'aménagement, duquel je m'étais distancié depuis la fin de mon cursus universitaire, au travers de nouveaux enseignements et de l'accompagnement des étudiant·e·s dans leurs recherches de stage et leurs projets professionnels.

Le positionnement de cette formation de M2, à l'articulation des problématiques de la géographie, du développement local et de l'aménagement, a constitué un chantier de réflexion important. Dans un paysage universitaire marqué par une multitude de spécialités de troisième cycle, dont les thématiques sont souvent proches au sein même de l'université de Caen et dans les établissements situés dans une relative proximité [Ouest de la France, Nord et Région parisienne], la concurrence est forte pour le recrutement des étudiant·e·s et elle nécessite un travail permanent de promotion et de renforcement institutionnel, permettant de proposer une offre de formation solide et positionnée au plus près des foyers d'emplois. Il est également impératif de renforcer la visibilité du diplôme, dans un paysage universitaire très large et très compétitif. Au sein de l'université de Caen, les départements de sociologie, de droit, de sciences économiques et de géographie proposent en effet aussi des formations aux thématiques connexes. Cette concurrence interne est renforcée par la présence de formations diplômantes de même type au sein de l'École de Management de Normandie (Mastère spécialisé « Stratégies de Développement et Territoires ») et de Sciences Po Rennes Campus de Caen [Master en alternance « Concertation et territoires en transition et Master « Stratégies innovantes des territoires urbains : anticiper les transitions, In Situ »].

Si le monde académique est caractérisé par un fonctionnement réticulaire fondé sur des systèmes de collaborations (jurys d'évaluation par les pairs, réseaux et programmes de recherche, etc.), la logique qui prévaut dans le domaine des spécialités de troisième cycle est tout à fait différente. Elle s'inscrit au contraire dans un principe concurrentiel peu assumé par les équipes pédagogiques, qui relève d'une course à l'attractivité plutôt malsaine. Ceci résulte de l'absence d'arbitrages ministériels précis sur la localisation et l'habilitation des spécialités de troisième cycle. Cette situation est particulièrement sensible à Caen, où la capacité à attirer des étudiant·e·s venus d'autres établissements et à contenir les départs est fortement concurrencée par les pôles urbains environnants (Rennes, Rouen, région parisienne) et, au-delà, par les principales métropoles régionales (Bordeaux, Nantes, Montpellier, etc.). Du point de vue des formations que j'ai accompagnées, cette situation se traduit jusqu'à aujourd'hui par une difficulté à atteindre les seuils minimums permettant l'ouverture des spécialités (fixés à 15 étudiant·e·s), difficulté qui s'apparente à un casse-tête au moment des sélections. Telle est la situation que j'ai laissée à mes

collègues qui ont, à mon départ à la rentrée 2017, renouvelé l'ensemble des spécialités de Master dans un contexte de forte concurrence interne²⁰⁷.

En 2015, une formation de Master 1 et 2 professionnel intitulée « Urbanisme Durable » était créée dans le cadre d'une collaboration entre le département de géographie et la faculté de droit. Le positionnement de cette formation, à l'articulation des champs de l'urbanisme et du droit, n'est pas sans susciter de vifs débats sur l'orientation des formations professionnalisantes en géographie. L'attractivité de ce diplôme auprès d'étudiant·e·s inscrits en filière de droit, mais aussi de géographes intéressés par le domaine de l'urbanisme, en fait, pour l'heure, une formation dont le périmètre de recrutement tend à être plus large que celui d'autres formations de même niveau. Ce constat, et plus généralement la question de l'adaptation de l'offre de formation au paysage universitaire national, et aux conditions d'employabilité, mettent en évidence un volet du métier qui semble primordial.

À mon arrivée à l'université de Caen en 2007, la spécialité de Master 2, « Politique de la Ville. Morphologies Urbaines, Interventions Sociales », qui répondait à une demande locale en emplois qualifiés pour la mise en œuvre des dispositifs de renouvellement urbain (notamment des Contrats Urbains de Cohésion Sociale, CUCS), était remplacée par un Master 2 proposant un affichage plus général sur les sociétés et espaces en transition, intitulé « Sociétés Urbaines en Mutation et Territoires » (SUM&T). Cette dénomination avait été décidée en réaction au tarissement des financements relatifs aux politiques de la ville et à l'absence de nouvelles possibilités d'emploi dans les collectivités. Le choix s'est donc porté sur l'affichage d'une problématique ciblant les espaces marqués par la question des mobilités, par la périurbanisation et concernés par une réponse aux exigences dictées par les modifications du régime juridique et des compétences des collectivités territoriales qui, à partir de 2010, ouvraient progressivement de nouvelles perspectives d'emploi dans les intercommunalités et les communes. À la maquette suivante, j'ai contribué à orienter le parcours vers une appellation encore plus générique, dans le souci d'attirer davantage d'étudiant·e·s : « Aménagement et Recompositions Territoriales, du rural à l'urbain » (ARTESO). Une fois encore, en réponse à des exigences de visibilité, en vue de former aux métiers susceptibles de répondre à la forte demande de compétences faisant suite aux lois MapTam (Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles) de 2014²⁰⁸, et NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) de 2015. Conduite avec Philippe Madeline, spécialiste des mondes ruraux et agricoles, les enseignements des titulaires comme ceux des intervenants extérieurs ont couvert une large palette de problématiques et de terrains, répondant à un positionnement voulu « du rural à l'urbain ».

²⁰⁷ Le renouvellement de l'habilitation des diplômes en 2017 a conduit à un changement de dénomination pour les deux spécialités de Master 2 de géographie sociale et humaine abritées au sein du département de géographie, désormais intitulées « Territoires en transition, métiers du diagnostic et du développement local », et « Urbanisme et Aménagement parcours Aménagement Durable, Urbanisme Rénové, Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (MADURA). Le renouvellement de l'offre a donné lieu au remplacement de la spécialité de Master « Géomatique des territoires vulnérables » par une Licence Professionnelle intitulée « Systèmes d'Informations Géographiques - Diagnostic Aménagement des Territoires (SIG-DAT) ».

²⁰⁸ <https://www.vie-publique.fr/loi/20674-loi-maptam-action-publique-territoriale-et-daffirmation-des-metropoles>

III.5.2. Réarticuler géographie et aménagement

Comme l'indiquent de nombreux collègues géographes intervenant dans le domaine de l'aménagement, il m'a semblé déconcertant de noter que les étudiant·e·s optant pour une professionnalisation après un cursus de géographie, soient souvent réticents à apprendre et à penser l'aménagement en géographe, c'est-à-dire à partir d'outils et de démarches critiques auxquels ils sont pourtant formés durant leur cursus.

Une telle carence doit être attribuée au champ professionnel de l'aménagement, dominé par les législations et les sigles, qui oublie trop souvent les réflexions théoriques (a fortiori épistémologique et méthodologique). Elle provient également de l'impatience des étudiant·e·s, soucieux de devenir de « vrais » professionnels le plus rapidement possible, en maîtrisant des techniques et des savoirs pratiques – qu'ils considèrent, à tort à mon sens, comme opposés aux techniques et aux savoirs théoriques – En prenant la responsabilité d'une telle formation, je me lançais donc un chantier à la fois inattendu et massif : articuler, dans les enseignements en salle comme dans les travaux de terrain, les champs de la théorie, de la méthodologie et de la mise en pratique qui, comme le souligne justement Frédéric Santamaria, « interagissent sans cesse aussi bien du point de vue de la réflexion que de l'action, ces deux éléments étant au centre de la production de connaissance dans ces domaines » (Santamaria, 2015).

Aussi, ma toute première intervention lors de l'accueil des étudiant·e·s de M2 en début d'année, outre un panorama général de la formation (attendus, rythme de l'année, vision d'ensemble des modules généraux et de spécialité, détail des enseignements), un bilan des années précédentes (chiffres d'insertion professionnelle), une présentation des chantiers collectifs (terrains d'études, stage de rentrée), une bibliographie de référence et l'exposition des attendus de l'année (restitutions, examens), proposait une introduction critique au monde de l'aménagement, à ses dispositifs et à son vocabulaire. Cette première séance mettait ainsi l'accent sur la nécessité de maîtriser les dispositifs techniques, les textes et les outils de référence relatifs aux politiques de l'aménagement, tout en insistant sur la nécessité de se forger un regard distancié sur l'intervention opérationnelle. Ceci me conduisait, en guise de positionnement, à faire référence aux outils de l'éducation populaire politique, qui attirent l'attention sur les manipulations du langage, particulièrement prégnantes dans le domaine de l'aménagement, de l'urbanisme et des politiques publiques.

Dans le prolongement d'une présentation formelle de la formation, j'introduisais ainsi une familiarisation avec l'éducation populaire, exposant certains outils déployés dans le cadre des coopératives l'Ardeur²⁰⁹ et Le Pavé²¹⁰, particulièrement dynamiques du point de vue théorique et pratique dans l'élaboration de savoirs poursuivant des valeurs d'émancipation et de lutte contre les multiples formes de domination à l'œuvre dans les sphères institutionnelles et politiques.

J'avais recours à la diffusion d'extraits vidéo de « conférences gesticulées »²¹¹ permettant de lancer une réflexion qui servirait de fil conducteur pour des échanges et des discussions déployés sur l'ensemble de l'année. Plutôt que de longs développements, cet extrait, au cours duquel Franck Lepage, pionnier dans ces formes de communication, déconstruit les termes les plus

²⁰⁹ <http://www.ardeur.net>

²¹⁰ <http://www.scoplepave.org> : en 2014, cette société coopérative a donné lieu à la fondation de deux structures d'éducation populaires, le Contrepied et la Trouvaille.

²¹¹ https://www.youtube.com/playlist?list=PLfMva_o6Zo4PzJlA4rtXAkMR0Xveg4n3S

usités dans la sphère politique – « démocratie locale », « participation », « citoyenneté », « développement local », etc. Cet exemple illustre un positionnement qu'il me semble important de transmettre, permettant aux futurs professionnels, le plus souvent impatients de rejoindre le monde du travail, de prendre conscience de l'importance des hiérarchies auxquelles ils devront faire face. Au quotidien de leur métier, ce genre d'exemple les incite à rester attentifs à l'usage des mots afin de penser les processus à l'œuvre dans la transformation des espaces et des sociétés au-delà des cadres normatifs. Pour anecdotique qu'il puisse paraître, cet exemple me semble important à mentionner, tant il a été un outil efficace pour réconcilier les étudiant·e·s en formation professionnelle avec le vocabulaire, les démarches et les outils de la géographie, et pour repolitiser la manière ils appréhendent leurs rôles et leurs fonctions futures dans le champ de l'aménagement.

III.5.3. Une contribution à l'enseignement de spécialité dans le domaine de l'urbanisme et de la gouvernance urbaine

Sur le plan de l'enseignement proprement dit, j'ai axé mes interventions autour de trois thèmes qui m'étaient familiers : celui de l'urbanisme stratégique, abordé à partir de l'exemple de Barcelone et de son application dans le contexte de Rio de Janeiro, où j'avais mené mes recherches. Mes interventions se prolongeaient par un cadrage sur l'urbanisation dite néolibérale (Gintrac et Giroud, 2014 ; Rousseau, 2014 ; 2011 ; 2008) et, enfin, sur le thème de la gouvernance urbaine, dressant un état de l'art à partir de travaux de références issues de la géographie ou de la science politique (Pinson, 2003 ; Lascoumes et Le Galès, 2005). Sur ces thèmes, je mobilisais une bibliographie issue du monde académique anglophone (Brenner, Madden, et Wachsmuth, 2011 ; Brenner et Schmid, 2012 ; 2015 ; Schindler, 2014, parmi d'autres). Sans stimuler la réticence des étudiant·e·s, pour lesquels toute référence ou tout exemple pris dans un contexte extérieur à leur environnement régional ou national est perçu comme inutile, je m'efforçais de les convaincre du bien-fondé des mises en perspective en proposant une archéologie des termes (gouvernance, urbanisme stratégique), les articulant avec des politiques et des dispositifs plus familiers. Je retraçais par exemple l'histoire de la décentralisation en France et ses effets sur le gouvernement des espaces urbains et ruraux, celle de l'émergence de la notion de projet dans l'aménagement, m'efforçant de mettre en évidence les influences des principes de la planification stratégique dans l'outillage territorial, donnant naissance à des documents de planification tels que les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) et les Plans d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), outils stratégiques par excellence appliqués à l'échelle d'une intercommunalité, d'un bassin de vie ou d'une aire urbaine.

Mon périmètre d'intervention m'offrait ainsi l'opportunité de faire des liens entre des contextes et des situations très différenciés, entre grandes villes européennes ou mondiales et de petites localités françaises. Il m'amenait à dégager les tendances selon lesquelles l'aménagement est pensé et mis en actes, sous l'influence de principes structurants désormais définis à l'échelle globale. Au moyen d'exemples pris dans mes propres recherches et dans des lectures, j'invitais ainsi les étudiant·e·s à penser la circulation des modèles qui traversent le champ de l'urbanisme, ceci au-delà des seuls échanges intraeuropéens ou euroatlantiques (Verdeil, 2005), pour envisager les circulations à l'œuvre entre pays et villes du Sud (Shanghai-Mumbai par exemple)²¹². L'objectif

²¹² La référence à Shanghai comme modèle inspirateur de l'urbanisme de Mumbai est énoncée pour la première fois dans le rapport préparé par Bombay First et Mc Kinsey & Company Inc., intitulé : *Vision Mumbai : Transforming Mumbai into a*

de réfléchir à de telles questions est ainsi d'inciter des étudiant·e·s inscrits à la fois en parcours recherche et professionnel, à mobiliser d'autres exemples que ceux auxquels ils ont l'habitude de se référer et, sur ce thème comme vis-à-vis de l'ensemble de leur domaine d'intervention, de les amener à « déplacer le regard » en vue de « ne plus se situer dans une logique de transfert “nord-sud” basée sur la métaphore de l'exportation, mais s'attacher également aux scènes locales qui jouent un rôle essentiel de filtrage, d'accommodation, de déformation et de recombinaison » (Ibid.). Cette réflexion est couplée à une invitation adressée aux futurs professionnels de l'aménagement : désenclaver leurs pratiques et leurs références en prenant la mesure de la multiplicité des modèles, des circulations et des influences susceptibles d'expliquer une situation donnée.

Sur cet aspect, proposant mises en perspectives et mises à distance, mes interventions prolongeaient les cours dispensés par des collègues – notamment Pierre Bergel – sur les tenants du capitalisme tardif et sur l'émergence de modèles urbanistiques fondés sur « la cité par projet » à partir d'une lecture des travaux de Luc Boltanski et Ève Chiapello (Boltanski & Chiapello, 1999), l'ensemble invitant à un regard réflexif auquel je suis particulièrement attentif.

III.5.4. La formation au terrain : de l'enquête libre ou guidée à la commande professionnelle

Comme l'ensemble de mon activité d'enseignant, la spécialité de Master 2 dont j'ai assuré la responsabilité attribue une place centrale au travail de terrain. L'année universitaire était jalonnée d'ateliers et de travaux d'enquête de durées différentes, organisés sur une période d'une semaine en début d'année, alternant entre des métropoles françaises (Paris, Nantes, Lille) et de petites localités situées en Normandie (Sainteny en 2013 ; Isigny-sur-Mer en 2014 ; Domfront en 2015). Ces ateliers étaient abordés au travers d'une problématique centrale (ex. « Nantes, métropole créative ? » en 2012 ; « Regards sur la vie à Sainteny au bord des marais du Sud-Cotentin » en 2013 ; « Lille ou les tenants d'une Smart City » en 2016), ensuite déclinée en axes thématiques confiés à de petits groupes de travail. Dans les métropoles, l'échelle privilégiée était souvent celle du quartier, mobilisant des collègues enseignants ayant eux-mêmes mené des travaux sur ces lieux (Benoît Raoulx sur le quartier de la Goutte d'Or, Lionel Rougé sur l'espace public à Paris), ou des chercheurs intervenant localement (Jean Rivière et Isabelle Garat à Nantes, les membres du collectif Candela à Lille, etc.). Ces apports ont permis de fournir aux étudiant·e·s des regards croisés et complémentaires entre chercheurs et chargés de mission en collectivité.

Ces expériences correspondent à une première phase de terrain, partant d'une thématique générale donnant lieu à un rendu collectif, sans autre implication institutionnelle. Les exercices déployés tout au long de l'année, s'attachent à inclure des collaborations avec d'autres acteurs institutionnels, permettant aux étudiant·e·s de se familiariser avec les réponses à appels à projets et aux études engageant un commanditaire. Ces projets, dits « tuteurés », ont été menés au travers de collaborations avec diverses institutions : collectivités territoriales, instances du corps sanitaire et social (Agence régionale de la santé) ou partenaires culturels (DRAC-Normandie, Centre Culturel Le Point du Jour à Cherbourg). Les thèmes d'étude sont tout aussi diversifiés : industries et dévitalisation des centres urbains (Domfront), archives photographiques sur la psychanalyse et valorisation du patrimoine (Fondation Bon Sauveur, Picauville, en collaboration avec le Centre

World-Class City. A summary of recommendations, 2003. <http://mumbaifirst.org/wp-content/uploads/2016/07/McKinseyReport.pdf>

d'Art Le Point du Jour, avec Mathieu Pernot, artiste, et Philippe Artières, historien)²¹³, étude du volet culturel de la politique de la ville (Projet « Les Archivistes et le Tabularium », Hérouville-Saint-Clair ; projet « La Grande Halle » de Colombelles²¹⁴), relayant des préoccupations thématiques souvent proches de mes propres recherches, notamment sur le rôle des artistes et du patrimoine dans les dispositifs de rénovation urbaine et de valorisation patrimoniale. Le plus souvent, ces études s'inscrivent dans des collaborations de long cours, donnant lieu à des formes multiples de valorisation : expositions, organisation de journées d'études et de conférences, etc., couplées à des perspectives d'accueil des étudiant·e·s en stage de fin d'études (près de 30 étudiant·e·s accueillis dans les structures partenaires suite aux projets tuteurés).

Enfin, rompant avec la progressive implication des étudiant·e·s dans des commandes, j'ai contribué, aux côtés de plusieurs collègues, à l'organisation de stages en terrain « étranger », en vue de confronter les étudiant·e·s à la production d'une enquête dans un lieu où ils ne maîtrisaient pas la langue. À Barcelone, à trois occasions (2012, 2013 et 2015), j'ai coordonné un travail d'enquête exploratoire. Après avoir bénéficié de cadrages par des chargés de mission de la municipalité [Ayuntamiento] et d'un accompagnement par des collègues chercheurs historiens et géographes spécialistes de l'histoire récente de l'urbanisme barcelonais et des mouvements sociaux urbains (Mercedes Tatjer Mir et Horacio Capel), les étudiant·e·s se sont engagés dans un travail d'enquête par observation. La contrainte que constituait l'absence de maîtrise linguistique nous conduisait à intervenir dans un registre méthodologique orienté vers des méthodes et des outils de collecte ou de restitution d'une information non parlée, notamment d'un protocole d'observation donnant lieu à la production de cartes et de schémas, de compte-rendu de situations ouvrant des perspectives d'analyse nouvelles et peu familières aux étudiant·e·s.

III.6. L'ORIENTATION, DU TRAVAIL UNIVERSITAIRE A L'EMPLOI

L'activité de direction et d'orientation des étudiant·e·s, de la licence à l'obtention de leur diplôme et, au-delà, de l'accès à l'emploi, constitue une part importante de la fonction d'enseignant. Le travail mené auprès des étudiant·e·s inscrits en filière professionnelle mobilise des réseaux mettant en relation des étudiant·e·s diplômés avec de possibles employeurs. Il engage une veille permanente sur les filières d'emploi, relayée par l'observatoire de la vie étudiante sur les taux de placement à 6, 12 et 30 mois. Il requiert également un travail plus classique de supervision de travaux universitaires.

Depuis 2007, date de mon recrutement à l'université de Caen, j'ai encadré ou co-encadré entre 3 et 4 étudiant·e·s chaque année, pour moitié en Master 1 (Recherche) et pour l'autre moitié en Master 2, également répartis entre option recherche et professionnelle. Une grande partie des étudiant·e·s suivis en M1 ont continué sous ma responsabilité lorsqu'ils optaient pour une inscription en M2 à Caen, permettant de prolonger une relation de confiance facilitant le suivi. Dans deux cas, les étudiant·e·s en M2 option recherche m'ont sollicité en tant que co-directeur de thèse : Dima El Khouri, codirigée avec Pierre Bergel, qui a soutenu son doctorat en mai 2019,

²¹³<https://archives.lamaisonrouge.org/fr/expositions-archives-detail/activites/mathieu-pernot-philippe-artieres-asile-photographies/>

²¹⁴<https://arteplan.org/initiative/la-grande-halle-de-colombelles/>

et Antonin Girardin, également codirigé avec Pierre Bergel et Bernard Elissalde (Université de Rouen), dont la thèse a été soutenue en décembre 2020.

Mon implication dans la responsabilité de la filière professionnelle « Aménagement et Recomposition des Territoires » m'a également conduit à encadrer des mémoires d'études réalisés dans le cadre de stages de terrains (5 à 6 mois). L'enjeu consiste dans ces travaux à dépasser la seule description de l'expérience de stage pour proposer une réflexion thématique proche d'un exercice de recherche. Exercice considéré comme difficile pour des étudiant·e·s enclins à devenir « opérationnels », il n'en est pas moins vivement apprécié par les responsables de stages et les intervenants extérieurs, qui insistent sur l'importance de stimuler la complémentarité des regards universitaires et opérationnels. Les échanges auxquels donnent lieu ces exercices comptent parmi les aspects les plus stimulants de cette position de passeur entre deux sphères professionnelles qui pensent et interviennent à partir de perspectives, de contraintes, et d'ambitions souvent difficiles à concilier.

Les travaux universitaires que j'ai encadrés, rapports de stage et mémoires de recherche, traitent de sujets très différents. Ceci s'explique d'abord par mon souhait d'éviter de proposer aux étudiant·e·s une série de sujets définis. L'enjeu de la formation à la recherche me semble en effet consister à mettre les étudiant·e·s face à leurs propres choix, et de les accompagner dans le processus d'élaboration de la recherche, tout en les guidant vers des orientations thématiques susceptibles de favoriser leur insertion vers l'emploi. Une autre explication à cette diversité réside dans les faibles effectifs enseignants, ce qui conduit les étudiant·e·s à se tourner vers des encadrants non-spécialistes de leur sujet. Si j'étais, en début d'exercice, réticent à accompagner certains étudiant·e·s sur des sujets qui m'étaient peu familiers, j'ai été rapidement contraint de revoir ma position et d'accepter, au prix d'un effort important pour combler certaines lacunes, mais avec la satisfaction de continuer à apprendre aux côtés des étudiant·e·s.

Les figures des pages suivantes présentent les niveaux et spécialités, les terrains de recherche, et les thématiques principales des mémoires universitaires suivis. Ces représentations sont complétées par la liste détaillée de ces travaux (annexe 3).

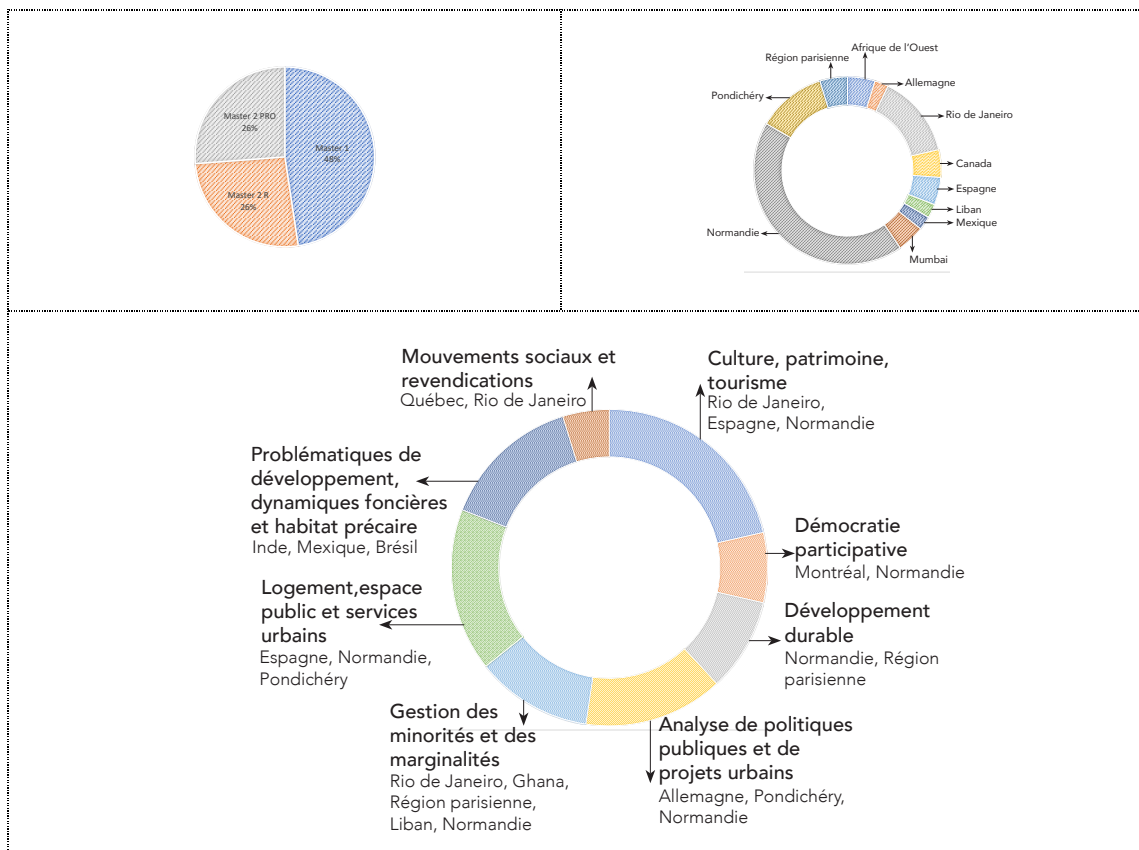


Figure 26 : Principales thématiques des mémoires universitaires suivis.

CONCLUSION

Ce premier volume du dossier d'habilitation à diriger les recherches propose de faire état de ma géographie. Il expose successivement les choix thématiques et de terrain, réfléchit, en les présentant, sur les outils méthodologiques qui structurent mes enquêtes, et restitue quelques expériences de terrain. Il revient sur des prises de position adoptées vis-à-vis de la recherche et d'enseignements qui se situent dans une géographie inscrite dans le concert des sciences sociales, notamment proche des disciplines connexes que sont l'anthropologie et la sociologie. Il offre aussi un retour réflexif sur la lente édification de mes propres compétences dans la gestion de projets, dans la conduite d'activités collectives de recherche, et dans une activité pédagogique qui engage un investissement dans la gestion et l'animation de la recherche. De la conduite de travaux de terrain, à l'écriture seul ou à plusieurs ; de l'enseignement et la formation à la recherche à l'accompagnement des étudiant·e·s tout au long de leur parcours universitaire, jusqu'au doctorat, le champ des activités d'un chercheur universitaire est large et diversifié, si bien qu'il semble impossible de l'appréhender dans sa totalité. Reste que cette diversité constitue la richesse du métier, une richesse nourrie d'allers-retours entre recherche et enseignements même si, dans mon cas qui est loin d'être unique, le grand écart est souvent de mise pour tenir ensemble recherche au plus près du terrain et enseignement général ou de spécialité.

Mon activité d'enseignant et les responsabilités prises dans des formations spécialisantes, très marginalement liées à mes propres travaux de recherche, est menée en parallèle avec ceux-ci, ce qui nécessite un investissement qui, à plusieurs moments de mon parcours, a restreint le temps consacré à mon activité de recherche. Si cette réalité m'a conduit, comme le montre mon retour sur travaux (chapitre II), à laisser à l'état de chantier une partie des matériaux empiriques collectés depuis la fin de mon doctorat, j'ai néanmoins eu la chance de bénéficier de longues périodes au cours desquelles j'ai pu pleinement m'investir dans mes recherches, dans le cadre de l'obtention d'un Congé pour Recherche ou Conversion Thématique (CRCT) de six mois en 2013, puis au cours d'une période de détachement en tant que chercheur à temps complet entre 2017 et 2021.

Cette dernière période m'a permis de prendre le temps pour repenser moments et expériences vécues tout au long de mon parcours scientifique. Elle a aussi permis de me replonger dans des réflexions et analyses menées dans mes travaux sur la production politique de l'espace, interrogés tour à tour, au travers de l'étude d'opérations de valorisation de l'espace mobilisant un registre patrimonial et économique, puis de celle de dispositifs d'intervention oeuvrant à la réhabilitation de quartiers précaires et des configurations d'acteurs et d'actions qui les animent, avant de resserrer la focale sur l'analyse des tenants politiques de la production urbaine. Ces aspects dessinent des perspectives d'analyse qui sont tour à tour détaillées sur la base d'une relecture distanciée de mes travaux. Cette relecture s'efforce d'en approfondir la teneur et de prolonger les discussions. Elle met en évidence des tendances structurelles tant dans les modalités selon lesquelles opèrent les acteurs intervenant au titre du gouvernement des villes, que dans celles qui définissent les pratiques des résidents et des instances qui se placent de leur côté dans les conflits qui les opposent à l'action publique urbaine.

Chacun des aspects de l'étude de la production de l'espace donne à voir un ou plusieurs aspects du fonctionnement du pouvoir en contexte urbain, tantôt des vellétés de contrôle, de dominations et d'appropriations, tantôt des formes de négociation, d'arrangements sociaux, de contestations de l'ordre en place.

Dès lors, le cœur de mes activités scientifiques consiste, le plus souvent depuis des espaces urbains, et à l'échelle locale – notamment celle du quartier – à interroger le politique dans ses multiples expressions. Par politique, il s'agit non seulement d'entendre l'ensemble des pratiques et des relations qui se tissent autour d'un fait public, d'une idée, d'une question ou, en ce qui nous concerne, d'un espace, mais plutôt, suivant Jacques Rancière, de le considérer comme « la rencontre de deux processus hétérogènes ; entre la police gouvernementale qui tente de maintenir un ordre dans lequel chacun a une place spécifique et la pratique de l'émancipation qui cherche à vérifier l'égalité entre les hommes. Ainsi, comme il l'envisage, « le politique n'est en rien l'actualisation d'un principe prédéfini mais émerge dans un lieu flottant où s'affrontent deux logiques antagonistes » (Rancière, 1991).

Dans la lignée de cette définition, mes travaux se sont attachés à envisager l'étude de ces forces en opposition, en prenant soin d'en observer les nuances, les ambivalences, bref, la complexité qu'exprime le champ du pouvoir, un pouvoir relationnel situé, inscrit dans l'espace et qui donc peut être observé – et dont les expressions peuvent être interrogées – en géographe. Le pouvoir a lieu, il fait lieu et, ainsi, produit (de) l'espace. Il y a, dans l'usage de ces notions vivement discutées mais bel et bien utiles à l'analyse des processus de toutes natures non seulement « dans » mais « par l'espace », un champ de réflexion qui ne cesse de devoir être poursuivi. Si l'acception relationnelle du pouvoir qui caractérise mon positionnement comme ma démarche empirique, est construite sur les apports notionnels et théoriques de l'anthropologie, la sociologie ou la science politique, elle est, dans l'ensemble de mes travaux, mise à l'épreuve de l'espace, entendu non comme simple cadre matériel au sein duquel émerge un tissu de relations sociales et politiques. Outre d'être *le lieu* même des tensions politiques, l'espace est en effet aussi bien souvent l'enjeu même des stratégies et de vellétés de domination ou de contrôle, de prises de position et de motifs d'action. L'espace est bien, comme le souligne Fabrice Ripoll, « une dimension de tout enjeu, de toute mobilisation, et des actions collectives dans toutes leurs facettes » (Ripoll, 2007). Partant de situations ordinaires, de conflits ou de mouvements de mobilisation, la ligne de recherche que définit mes travaux consiste à interroger les rapports de pouvoir inscrits dans et à partir de l'espace, à la fois dans leur dimension matérielle, sociale et politique, triple angle d'analyse que ma démarche de géographe s'efforce de combiner.

C'est cet effort qui traverse mes réflexions sur le champ du pouvoir, de la gouvernance et des pratiques politiques informelles, donnant lieu à des textes de positionnement, à une entreprise de généalogie des notions, et à des explorations empiriques. C'est maintenant celui qui consistera, en toile de fond, à analyser les questions relatives à la production de l'espace au travers de ces combinatoires, des configurations – spatiales, sociales et politiques – qui, en un *lieu* donné, se dessinent sous l'effet de processus structurels et de pratiques ordinaires. Il y a là matière à penser, tant sont contenus, dans cette proposition, plusieurs questionnements majeurs de notre discipline, en premier lieu celui des mots même de la géographie et de leur usage pour décrire les processus de production étudiés. Si j'ai ici choisi celui d'*espace*, notamment parce que le mot permet, par l'usage de *qualifiants*, d'éviter de masquer les forces qui, relevant *du social, du culturel, du politique* ou *de l'économique*, s'articulent dans l'organisation du rapport productif.

Rapports dissymétriques, pérennisation dans le temps ou reproduction comptent parmi les aspects qu'il s'agit de continuer à scruter, dans le détail de leurs expressions concrètes, des référentiels sociaux et symboliques qui les sous-tendent, et dans leurs articulations et leurs combinatoires. Cet effort de penser les relations entre espace, économie et pouvoir motive ainsi le travail que j'engage dans le mémoire inédit qui constitue le volume 3 de ce dossier d'habilitation. Partant d'une interrogation qui replace au centre de la réflexion géographique la question des économies locales – ici celles de l'artisanat – de leurs configurations et des dynamiques de changement auxquelles elles sont soumises dans la période actuelle, et prenant pour cela appui sur un matériau empirique rassemblé pour l'occasion, il s'agit d'exposer et de commencer à explorer des directions thématiques, théoriques et méthodologiques vers lesquelles je compte orienter mes recherches futures.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abreu, M. de A. (1987). *Evolução urbana no Rio de Janeiro*. IPLAN Rio, Zahar. <http://localhost:8080/jspui/handle/123456789/475>
- Adam, M. (2019). Notion en débat : Production de l'espace. *Confluences*. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/production-de-lespace>
- Aldhuy, J. (2006a). Modes de connaissances, intérêts de connaître et géographie sociale. In R. Séchet & V. Veschambre (Éds.), *Penser et faire la géographie sociale* (p. 31-46). Presses universitaires de Rennes. <https://doi.org/10.4000/books.pur.368>
- Aldhuy, J. (2006b). Modes de connaissances, intérêts de connaître et géographie sociale. In R. Séchet & V. Veschambre (Éds.), *Penser et faire la géographie sociale* (p. 31-46). Presses universitaires de Rennes. <https://doi.org/10.4000/books.pur.368>
- Aldhuy, J., Séchet, R., Veschambre, V., Baudelle, G., Bonerandi, E., Bulot, T., Bussi, M., Chignier-Riboulon, F., Guermond, Y., Hérin, R., Hoffmann, O., Houssay-Holzschuch, M., Keerle, R., Leobon, A., Martinais, E., Mathieu, N., Morel Journel, C., Raoulx, B., Ripoll, F., ... Vieillard-Baron, H. (2013). *Penser et faire la géographie sociale : Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*. Presses Universitaires de Rennes.
- Altet, M. (2004). Enseigner en premier cycle universitaire : Des formes émergentes d'adaptation ou de la « métis » enseignante. In E. Annot & M.-F. Fave-Bonnet, *Pratiques pédagogiques dans l'enseignement supérieur : Enseigner, apprendre, évaluer*. L'Harmattan.
- Amar, P. (2018). Military Capitalism. *NACLA Report on the Americas*, 50(1), 82-89.
- Amoroso, M., Brum, M., & Gonçalves, R. S. (2014). Police, participation et accès aux droits dans des favelas de Rio de Janeiro : L'expérience des Unités de police de pacification (UPP). *L'Ordinaire des Amériques*, 216. <https://doi.org/10.4000/orda.1014>
- Anjaria, J. S. (2011). Ordinary states : Everyday corruption and the politics of space in Mumbai. *American ethnologist*, 38(1), 58-72.
- Ardenne, P. (2002). *Un art contextuel : Création artistique en milieu urbain, en situation, d'intervention, de participation*. Flammarion.
- Ardenne, P. (2010). L'implication de l'artiste dans l'espace public. *L'Observatoire*, N° 36(1), 3-10.
- Arts Council of Great Britain. (1989). *Urban renaissance : Sixteen case studies showing the role of the arts in urban regeneration*. Arts Council.
- Auriac, F. (1983). *Système économique et espace* (Geographia). Economica.
- Auriac, F., & Durand-Dastès, F. (1981). Réflexions sur quelques développements de l'analyse de système en géographie française. *Brouillons Dupont*, 7.
- Ayimpam, S., & Bouju, J. (2015). Insidious oppositions and conspicuous subversions : The informality of politics. *Collective Mobilisations in Africa: Contestation, resistance, revolt*. 6th European Conference On African Studies, Paris.
- Barel, Y. (1973). *La reproduction sociale. Systèmes vivants, invariance et changement*. Anthropos.
- Barrère, C., Busquet, G., Diaconu, A., Girard, M., & Iosa, I. (Éds.). (2017). *Mémoires et patrimoines. Des revendications aux conflits*. L'Harmattan. <https://www.editions->

harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=58209

Baud, I., & De Wit, J. (2008). *New Forms of Urban Governance in India : Shifts, Models, Networks and Contestations*. Sage Publications. <http://journals.openedition.org/samaj/3109>

Baud, I., & Nainan, N. (2008). “Negotiated spaces” for representation in Mumbai : Ward committees, advanced locality management and the politics of middle-class activism. *Environment and Urbanization*, 20(2), 483-499. <https://doi.org/10.1177/0956247808096124>

Bautès, N. (2003). Forms and Expressions of a Local Heritage in a Changing Socio-economic Context. The Case of Ancient Royal Capital of Rajputana with Reference to Udaipur City. In *Institutions and Social Change in Contemporary Rajasthan* (Rawat Publications, p. 106-125).

Bautès, N. (2004). *Le goût de l'héritage. Processus de production d'un territoire touristique : Udaipur (Inde du nord)*. Paris 7 Denis Diderot.

Bautès, N. (2006). *Espaço-patrimônio e dinâmica de atores na Rua do Lavradio (Centro Histórico do Rio de Janeiro). A produção sócio-política do “Novo Rio Antigo”*. 11.

Bautès, N. (2010a). Activismo urbano, estetização resistente e economia cultural no Rio de Janeiro. In M. de F. C. M. Gomes & M. J. de S. Barbosa (Éds.), *Cidade e sustentabilidade : Mecanismos de controle e resistência*. Terra Vermelha.

Bautès, N. (2010b). (Ex)pressions culturelles dans une favela carioca. Etude de deux projets de valorisation territoriale par la culture (Morro da Providência et Vigário Geral, Rio de Janeiro). In A. H. Ba & J.-L. Zentelin, *La dimension culturelle du développement. Dynamiques de valorisation et de dévalorisation des territoires urbains*. (Institut de la ville et du développement. Sciences Humaines et Sociales). L'Harmattan.

Bautès, N. (2010c). L'expérience « artiste » dans une favela de Rio de Janeiro. *Cahiers de géographie du Québec*, 54(153), 471.

Bautès, N. (2012a). Activisme contemporain, nouvelles technologies et transformations de l'espace. Les ressorts de la recherche impliquée à Mumbai (Inde). In C. Cerreti, I. Dumont, & M. Tabusi, *Geografia sozjale e democracia*. Ed. di Cultura.

Bautès, N. (2012b). Rapports à l'espace, discours et portée politique de l'activisme urbain à Mumbai : L'initiative Urbz face à l'élargissement de l'arène publique. *L'Information géographique*, 76(1), 89-102.

Bautès, N. (2013). La rue brésilienne. Retours sur les mouvements sociaux urbains de 2013. *Métropolitiques*. <http://www.metropolitiques.eu/La-rue-bresilienne.html>

Bautès, N. (2017). Caught between metropolitan renovation and resistance : The dilemma of Khotachiwadi, Mumbai (India). *Neighbourhood and city - between digital and analogue perspectives*.

Bautès, N. (2019). Caught between metropolitan renovation and resistance : The dilemma of Khotachiwadi, Mumbai (India). In M. Menezes & C. Smaniotto Costa (Éds.), *Neighbourhood and City—Between digital and analogue perspectives Bairro and Cidade—Entre perspectivas digitais e analógicas* (Centro de Estudos Interdisciplinares em Educação e Desenvolvimento (CeIED) Instituto de Educação-Universidade Lusófona de Humanidades e Tecnologias Campo Grande, p. 185-198). Edições Universitárias Lusófonas.

Bautès, N. (2021). On the interpretation of critics and politics in situ(ation) Postures, adjustments and narratives in a Brazilian favela. *ACME. An International for Critical Geography*.

Bautès, N., & Burgos, M. (2020). Ce que chercher implique. Trajectoires de chercheurs en sciences sociales dans deux favelas de Rio de Janeiro. In *Chercheurs critiques en terrains critiques. Le Bord de l'Eau*.

Bautès, N., Dupont, V., & Landy, F. (2013). Local and Translocal Systems of Actors. In M.-C. Saglio-Yatzimirsky & F. Landy (Éds.), *Megacity slums : Social exclusion, space and urban policies in Brazil and India* (p. 257-306). Imperial College Press.

Bautès, N., Fernandes, L. L., & Burgos, M. (2014). Entre confrontos e desafios na construção da legitimidade popular – algumas perspectivas sobre os movimentos de resistências em favelas do Rio de Janeiro. *Libertas. Revista da Faculdade de Serviço Social, Universidade Federal Juiz de Fora*. <http://ojs2.ufjf.emnuvens.com.br/libertas/article/view/18269/9510>

Bautès, N., & Gonçalves, R. S. (2011a). Sécurité publique et justice spatiale dans les favelas de Rio de Janeiro. *Justice Spatiale/Spatial Justice*, 4, 19.

Bautès, N., & Gonçalves, R. S. (2011b). Sécurité publique et justice spatiale dans les favelas de Rio de Janeiro. *justice spatiale-spatial justice*, 4, [http-www.](http://www.)

Bautès, N., & Gonçalves, R. S. (2019). Cidade Nova, Praça Onze e a abertura da Avenida Presidente Vargas : Do apagamento à ressurgência da memória da Pequena África do Rio de Janeiro. In A. L. Duarte Lanna, Souchaud, Sylvain, & R. Cymbalista, *Transições metropolitanas e centralidades brasileiras no breve século XX* (p. 112-145). Annablume. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02870927>

Bautès, N., Gonçalves, R. S., & da Costa, F. C. (2014). Le Quilombo, l'Église et la Loi. Conflits et arrangements autour de l'appropriation d'un espace de mémoires. *Annales de géographie*, 6, 1310-1337.

Bautès, N., & Landy, F. (2013). Acting from the slums : Questioning social movement and resistance. In M.-C. Saglio-Yatzimirsky & F. Landy (Éds.), *Megacity slums : Social exclusion, space and urban policies in Brazil and India*. Imperial College Press. <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010062853>

Bautès, N., & Marie Dit Chirot, C. (2012). Pour une géographie sociale de l'action. *Carnets de géographes, Géographies critiques*(4). http://www.carnetsdegeographes.org/carnets_recherches/rech_04_01_Bautes.php

Bautès, N., & Reginensi, C. (2008a). La marge dans la métropole de Rio de Janeiro : De l'expression du désordre à la mobilisation de ressources. *Autrepart*, 47(3), 149-168.

Bautès, N., & Reginensi, C. (2008b). Olhares cruzados antropologia e geografia. Atores, espaços e sustentabilidade nos territórios urbanos. *Geocritica, Diez años de cambios en el mundo, en la Geografía y en las Ciencias Sociales, 1999-2008*. <http://www.ub.es/geocrit/xcol/73.htm>

Bautès, N., & Reginensi, C. (2013). Percursos e travessias no Morro da Providência. *Libertas. Revista da Faculdade de Serviço Social*, 13(2). <http://ojs2.ufjf.emnuvens.com.br/libertas/article/view/18268>

Bautès, N., Saglio-Yatzimirsky, M.-C., & Boissinot, É. (2011). Ressources foncières et pression immobilière à Mumbai (Inde) Quelles stratégies possibles pour les habitants des bidonvilles ? *Revue Tiers Monde*, 206, *Dynamiques foncières dans les pays du Sud*, 55.

Bautès, N., & Soares Gonçalves, R. (2009). Morros do centro do Rio de Janeiro : Entre o esquecimento e a reapropriação da memória urbana. *Anais do XI Simpósio Nacional de Geografia Urbana*. Simpósio Nacional de Geografia Urbana, Brasília.

Bautès, N., & Taieb, A. (2015). Petits arrangements, intimidations et rapports de pouvoirs au cœur de l'action publique urbaine. La politique des favelas de Rio de Janeiro en questions. *Géocarrefour*, 90(1), 83-92.

Bautès, N., & Valette, E. (2004). *Miniature painting, cultural economy and territorial dynamics in Rajasthan, India*. 207-223.

- Bayart, J.-F., Mbembe, J.-A., & Toulabor, C. M. (2008). *Le politique par le bas en Afrique noire*. Éd. Karthala.
- Bayat, A. (2001). Studying Middle Eastern Societies : Imperatives and Modalities of Thinking Comparatively. *Middle East Studies Association Bulletin*, 35(2), 151-158.
- Benit-Gbaffou, C. (2010). The researcher as the ball in a political game. *Carnets de géographes*. <https://doi.org/10.4000/cdg.1897>
- Benjamin, S. (2008). Occupancy Urbanism : Radicalizing Politics and Economy beyond Policy and Programs: Debates and Developments. *International Journal of Urban and Regional Research*, 32(3), 719-729. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2008.00809.x>
- Benjamin, S. (2014). Occupancy urbanism as political practice. In S. Parnell & S. Oldfield (Éds.), *The Routledge Handbook on Cities of the Global South* (p. 309-320). Routledge.
- Blundo, G., De Sardan, J.-P. O., Arifari, N. B., & Alou, M. T. (2006). *Everyday Corruption and the State : Citizens and Public Officials in Africa*. Zed Books Ltd.
- Boltanski, L., & Chiapello, E. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Gallimard.
- Boltanski, L., & Thévenot, L. (1991). *De la justification : Les économies de la grandeur*. Gallimard.
- Bonilla, N. S. (2014). Le travail ethnographique dans des contextes de conflit armé interne : Le cas des enclaves de groupes paramilitaires en Colombie. *Recherches qualitatives*, 33, *Vigilance ethnographique et réflexivité méthodologique*(1), 132-148.
- Brenner, N. (Éd.). (2014). *Implosions/Explosions. Towards a study of planetary urbanization / ed. By Neil Brenner*. Jovis.
- Brenner, N. (2017). *Critique of urbanization : Selected essays*. Bouverlag ; Birkhäuser.
- Brenner, N., Madden, D. J., & Wachsmuth, D. (2011). Assemblage urbanism and the challenges of critical urban theory. *City*, 15(2), 225-240. <https://doi.org/10.1080/13604813.2011.568717>
- Brenner, N., & Schmid, C. (2012). Planetary Urbanisation. In M. Gandhi (Éd.), *Urban Constellations* (p. 208).
- Brenner, N., & Schmid, C. (2015). Towards a new epistemology of the urban? *City*, 19(2/3), 151-182.
- Briquet, J.-L. (1998). La politique clientélaire. Clientélisme et processus politiques. In *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines* (p. 7-37). Presses Universitaires de France. <http://www.cairn.info/clientelisme-politique-dans-les-societes-contempor--9782130495543-page-7.htm>
- Brunet, R. (1986). La géographie dite « sociale » : Fonctions et valeurs de la distinction. *Espace géographique*, 15(2), 127-130. <https://doi.org/10.3406/spgeo.1986.4127>
- Brunet, R. (2001). *Le déchiffrement du monde*. Belin.
- Bryant, A. (2017). *Grounded theory and grounded theorizing : Pragmatism in research practice*. Oxford University Press.
- Buarque de Hollanda, S. (1998). *O homem cordial. Raízes do Brasil*. Schwarcz.
- Burawoy, M. (1998). The Extended Case Method. *Sociological Theory*, 16(1), 4-33. <https://doi.org/10.1111/0735-2751.00040>
- Busquet, G. (2012). L'espace politique chez Henri Lefebvre : L'idéologie et l'utopie. *Justice Spatiale/Spatial Justice*, 5, 11.

- Buu-Sao, D. (2014). Caroline Datchary (dir.), *Petit précis de méthodologie. Le sens du détail en sciences sociales. Lectures*. <http://journals.openedition.org/lectures/13348>
- Cadène, P., & Vidal, D. (1997). *Webs of Trade : Dynamics of Business Communities in Western India*. Manohar : Centre de sciences humaines.
- Calbérac, Y., & Lefort, I. (2005). *En quête du terrain approche historique et épistémologique du terrain en géographie*. École normale supérieure Lettres et sciences humaines (Lyon).
- Calbérac, Y., & Lefort, I. (2010). *Terrains de géographes, géographes de terrain communauté et imaginaire disciplinaires au miroir des pratiques de terrain des géographes français du XXe siècle*. Université Lumière Lyon 2.
- Calbérac, Y., Morange, M., Balestrat, M., Bantos, S., Barbe, F., Bautes, N., Beauguitte, L., Benchetrit, M., Bercegol, R. D., Bernardie-Tahir, N., Bodian, A., Bouard, S., Bret, B., Chabrol, M., Chirot, C. M. dit, Clerval, A., Crieckingen, M. V., Drozd, M., Falaix, L., ... Weber, S. (2017). *Géographies critiques. cdg Carnets de géographes*.
- Calbérac, Yann, & Volvey, A. (2014). Introduction. J'ego-géographie... *Géographie et cultures*, 89-90.
- Cefai, D. (2013). *L'engagement ethnographique*. Ed. de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).
- Chandavarkar, R. (2007). Customs of Governance : Colonialism and Democracy in Twentieth Century India. *Modern Asian Studies*, 41(3), 441-470.
- Chaslin, F. (Réalisateur). (2012). La géographie, la ville et la « matérialité des choses et des lieux ». In *Métropolitains*. <https://www.franceculture.fr/emissions/metropolitains-11-12/la-geographie-la-ville-et-la-materialite-des-choses-et-des-lieux>
- Chatterjee, P. (2004). *The Politics of the Governed : Reflections on Popular Politics in Most of the World*. Columbia University Press.
- Comaroff, J. L., & Comaroff, J. (2009). *Ethnicity Inc*. The University of Chicago Press.
- Commaille, J. (2014). Sociologie de l'action publique. In *Dictionnaire des politiques publiques: Vol. 4e éd.* (p. 599-607). Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.bouss.2014.01.0599>
- Cox, K. R., & Johnston, R. J. (1982). *Conflict, politics, and the urban scene*. Longman.
- Dartigues, L. (2001). *La notion d'arène. Intérêts pour la recherche en anthropologie politique* [Mémoire de DEA]. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS).
- Das, K. (2011). *Micro and small enterprises in India : The era of reforms*. Routledge.
- Das, V., & Poole, D. (2004). *Anthropology in the Margins of the State | Veena, Das; Poole, Deborah | download*. Oxford University Press. <https://b-ok.cc/book/2759766/7ff866>
- Deboulet, A. (2008). Restructurer l'habitat précaire. Récits de « meilleures pratiques ». *Espaces et sociétés*, 131, 67-83.
- Deboulet, A. (2016). *Repenser les quartiers précaires* (p. 276). Agence Française de Développement.
- Denis, E. (2011). La financiarisation du foncier observée à partir des métropoles égyptiennes et indiennes. *Revue Tiers Monde*, 2, 139-158.
- Denis, É. (2016). Qualifier les aires urbaines en forte expansion dans les Suds : Positionnement au prisme de travaux sur l'expansion des villes en Asie. *L'Espace géographique*, Tome 44(4), 307-324. <https://doi.org/10.3917/eg.444.0307>

- Denis, E., Mukhopadhyay, P., & Zérah, M.-H. (2012). Subaltern Urbanisation in India. *Econpoliweek Economic and Political Weekly*, 47(30), 52-62.
- Denis, E., & Zérah, M.-H. (Éds.). (2017). *Subaltern urbanisation in India : An introduction to the dynamics of ordinary towns*. Springer.
- Di Méo, G. (1998). *Géographie sociale et territoires*. Nathan Université.
- Di Méo, G. (2003). Production de l'espace. In J. Lévy & M. Lussault (Éds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (p. 746-747). Belin.
- Di Méo, Guy. (1991). *L'homme, la société, l'espace* (Anthropos, Vol. 319). Anthropos.
- Didier, S. (2015). *Temps et pouvoir dans la ville* [Mémoire d'Habilitation à diriger des recherches]. Université Paris Ouest Nanterre la Défense.
- Didier, S., Peyroux, E., & Morange, M. (2012). The Spreading of the City Improvement District Model in Johannesburg and Cape Town : Urban Regeneration and the Neoliberal Agenda in South Africa. *International Journal of Urban and Regional Research*, 36(5), 915-935. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2012.01136.x>
- Doshi, S., & Ranganathan, M. (2017). Contesting the Unethical City : Land Dispossession and Corruption Narratives in Urban India. *Annals of the American Association of Geographers*, 107(1), 183-199. <https://doi.org/10.1080/24694452.2016.1226124>
- Drozd, M., Gintrac, C., & Mekdjian, S. (2017). Actualités de la géographie critique. *cdg Carnets de géographes*.
- Dumont, L. (1966). *Homo hierarchicus : Essai sur le système des castes*. Gallimard.
- Dupont, V. (1990). *Dynamics of medium-sized towns and migration process in India an approach through interrelations between migration and employment Working paper N° 11 : The Dyeing and printing industry in Jetpur (Gujarat)*. O.R.S.T.O.M.
- Dupont, V., Jordhus-Lier, D., Sutherland, C., & Braathen, E. (2017). *The politics of slums in the global South : Urban informality in Brazil, India, South Africa and Peru*.
- Durand-Dastès., F. (1986). L'interaction espaces-sociétés, la géographie sociale, et la théorie du renversement. *Espace géographique*, 15(2), 114-117. <https://doi.org/10.3406/spgeo.1986.4122>
- Durand-Lasserve, A., & Royston, L. (Éds.). (2002). *Holding Their Ground : Secure Land Tenure for the Urban Poor in Developing Countries*. Earthscan.
- Farias, J. B. (Éd.). (2006). *Cidades Negras : Africanos, Crioulos E Espacos Urbanos No Brasil Escravista Do Seculo XIX* (Historia e Geografia Edition). Alameda.
- Fawaz, M. (2009). Hezbollah as Urban Planner ? Questions To and From Planning Theory—Mona Fawaz, 2009. *Planning Theory*, 8(4), 323-334.
- Fernandes, L. (2006). *India's New Middle Class. Democratic Politics in Era of Economic Reform*. University of Minnesota Press.
- Freeman, J. (2012). Neoliberal accumulation strategies and the visible hand of police pacification in Rio de Janeiro. *Revista de Estudos Universitários*, 38(1), 32.
- Freire-Medeiros, B. (2006). Favela como patrimônio da cidade ? Reflexões e polêmicas acerca de dois museus. *Estudos Históricos, julho-dezembro*(38), 49-66.
- Frémont, A. (1984). *Géographie sociale*. Masson.
- Frémont, A. (2005). *Aimez-vous la géographie?* Flammarion.

- Frémont, A., Hérim, R., Renard, J., & Chevalier, J. (1984). *Géographie sociale* (Paris). Masson.
- Fugier, P. (2010). Les approches compréhensives et cliniques des entretiens sociologiques : Interrogations ? *Interrogations*, *Varia*(11). <https://www.revue-interrogations.org/Les-approches-comprehensives-et>
- Ganguly-Scrase, R., & Scrase, T. J. (2009). *Globalisation and the Middle-Classes in India. The social and cultural impact of neoliberal reforms*. Routledge.
- Gardies, A. (1993). *L'espace au cinéma*. Méridiens Klincksieck.
- Geoffroy, F. (2011). Penser l'informel. Non concept ou méta-concept pour le management? *Revue Internationale de Psychosociologie*, *17*(43), 49-62.
- Gintrac, C. (2012). Géographie critique, géographie radicale : Comment nommer la géographie engagée? *Carnets de géographes*, *4*. http://www.carnetsdegeographes.org/PDF/rech_04_04_Gintrac.pdf
- Gintrac, C. (2017). La fabrique de la géographie urbaine critique et radicale. *echogeo EchoGéo*.
- Gintrac, C., & Giroud, M. (2014). *Villes contestées pour une géographie critique de l'urbain*. Les Prairies ordinaires.
- Girault, M. (2017). Que signifient les études urbaines? Points de vue de chercheurs et d'enseignants-chercheurs. *Carnet des études urbaines*. <https://urbs.hypotheses.org/316>
- Glaser, B. G., & Strauss, A. L. (2009). *The discovery of grounded theory : Strategies for qualitative research* (4. paperback printing). Aldine.
- Goffman, E., & Kihm, A. (1975). *Stigmate : Les usages sociaux des handicaps*. Editions de Minuit.
- Gomes, F. C. M., Reginensi, C., & Bautès, N. (2008). Les commerçants ambulants et leurs clients à Rio de Janeiro. *Espaces et sociétés*, *135*, 79-97.
- Gonçalves, F. do N. (2009). Art, activisme et le transpolitique : Étude sur des utilisations artistiques des technologies de la communication en France et au Brésil. *Societes*, *n° 104*(2), 115-130.
- Goonewardena, K., Kipfer, S., Milgrom, R., & Schmid, C. (2008). *Space, Difference, Everyday Life : Reading Henri Lefebvre*. Routledge.
- Granovetter, M. (1985). Economic action and economic structure: The problem of embeddedness. *American Journal of Sociology*, *91*, 481-510.
- Gravari-Barbas, M., & Ripoll, F. (2007). *Espaces hérités, espaces enjeux. Appropriations—(Dé)valorisations—Catégorisations | EHESS [Event]. fr_FR*.
- Greffe, X. (2009). La conservation du patrimoine comme levier de développement. In *Le patrimoine et au-delà*. (p. 109-120). Éditions du Conseil de l'Europe.
- Grossetti, M. (2006). Trois échelles d'action et d'analyse. *L'Année sociologique*, *Vol. 56*(2), 285-307.
- Guinard, P., Jacquot, S., & Kullmann, C. (2018). Les valorisations territoriales et touristiques du street art. Introduction. *EchoGéo*, *44*. <https://doi.org/10.4000/echogeo.15624>
- Gupta Jafa, S. (2016). *Heritage politics : Oversight issues in the governance frameworks of heritage administration in contemporary India*. The past before us: heritage and history in South Asia, SOAS University of London.
- Hadj-Moussa, R. (2012). Des pauvres de la politique à la politique des pauvres. *SociologieS, Théories et recherches*, *24*.

- Hancock, M. (2002). Subjects of Heritage in Urban Southern India. *Environment and Planning D: Society and Space*, 20(6), 693-717. <https://doi.org/10.1068/d343>
- Harriss, J. (2007). Antinomies of empowerment. Observations on civil society, politics and urban governance in India. *Economic and Political Weekly*, 42(26), 2716-2724.
- Harvey, D. (1989a). From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism. *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, 71(1), 3. <https://doi.org/10.2307/490503>
- Harvey, D. (1989b). *The condition of postmodernity* (Vol. 14). Blackwell Oxford.
- Helmke, G., & Levitsky, S. (2004). Informal Institutions and Comparative Politics: A Research Agenda. *Perspectives on Politics*, 2, 725-740. <https://doi.org/10.1017/S1537592704040472>
- Herdt, T. D., & De Sardan, J.-P. O. (2015). *Real Governance and Practical Norms in Sub-Saharan Africa: The game of the rules* (1st edition). Routledge.
- Hérin, R. (2013). *Chemin faisant, Parcours en géographie sociale* (N° 89/4). Presses Universitaires de Caen. <http://journals.openedition.org/geocarrefour/9291>
- Heuzé, G. (1992). *Pour une nouvelle compréhension des faits et des hommes du secteur non structuré*. ORSTOM.
- Hood, C. (2004). *The art of the state: Culture, rhetoric, and public management*. Oxford University Press.
- Hurtig, C. (1988). *Les Maharajahs et la politique dans l'Inde contemporaine*. Les Presses de Sciences Po.
- Inverses, C., Sierra, A., Tadié, J., Inverses, C., Morelle, M., Jacquot, S., Tadié, J., Bautès, N., Bénit-Gbaffou, C., Maccaglia, F., Rivelois, J., & Sierra, A. (2016). L'informalité politique en ville. 8 chercheurs et 9 villes face aux modes de gouvernement urbain. *espacepolitique L'Espace Politique*, 29.
- Jaffrelot, C. (2012). La pauvreté en Inde. Une bombe à retardement? *Ceriscope - Pauvreté*. <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part3/la-pauvrete-en-inde-une-bombe-a-retardement>
- Jaffrelot, Christophe, & van der Veer, P. (Éds.). (2008). *Patterns of Middle Class consumption in India and China*. SAGE Publications.
- Jessop, B. (2002). Liberalism, Neoliberalism, and Urban Governance: A State-Theoretical Perspective. *Antipode*, 34(3), 452-472. <https://doi.org/10.1111/1467-8330.00250>
- Jørgensen, H. (2011). Remoteness and Development: Transnational Constructions of Heritage in a Former Danish Trading Colony in South India. *History and Anthropology*, 22(2), 169-186. <https://doi.org/10.1080/02757206.2011.558586>
- Jouve, B. (2007). La gouvernance urbaine: Vers l'émergence d'un nouvel instrument des politiques? *Revue internationale des sciences sociales*, n° 193-194(3), 387-402.
- Kaufmann, J.-C., & Singly, F. de. (2016). *L'entretien compréhensif*. Armand Colin.
- Kayser, B. (1990). *Les Sciences sociales face au monde rural: Méthodes et moyens*. Presses Universitaires du Mirail.
- Kiffer, S. (2016). *La construction des compétences d'enseignement des enseignants-chercheurs novices de l'université en France*. Université de Strasbourg.
- Kothari, M. (2015). *The Global crisis of Displacement and Evictions. A Housing and Land Rights*

Response (p. 24). Rosa Luxembourg Stiftung.

Kumar, A. (2017). Economic Consequences of Demonetisation. *Economic and Political Weekly*, 52(1), 7-8.

Lacoste, Y. (1976). *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*. Maspero.

Lahire, B. (1993). *Culture écrite et inégalités scolaires. Sociologie de l'"échec scolaire" à l'école primaire*. Presses universitaires de Lyon.

Lascoumes, P. (2004). La Gouvernamentalité : De la critique de l'État aux technologies du pouvoir. *Le Portique. Revue de philosophie et de sciences humaines*, 13-14, Article 13-14. <http://journals.openedition.org/leportique/625>

Lascoumes, P., & Le Galès, P. (2005). *Gouverner par les instruments*. Les Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/gouverner-par-les-instruments--9782724609492.htm>

Lash, S., & Urry, J. (2002). *Economies of signs and space*. Sage.

Le Gall, L., Offerlé, M., & Ploux, F. (Éds.). (2012). *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX^e-XIX^e siècles* (Vol. 61-1). Presses universitaires de Rennes.

Lefebvre, H. (1970). *La révolution urbaine*. Gallimard.

Lefebvre, H. (1974). La production de l'espace. *L'Homme et la société*, 31(1), 15-32. <https://doi.org/10.3406/homso.1974.1855>

Lefebvre, R. (2017). *Leçons d'introduction à la science politique* (3^{ème} édition). Ellipses. <https://www.lgdj.fr/lecons-d-introduction-a-la-science-politique-9782340020986.html>

Leite, M. P. (2013). La favela et la ville : De la production des « marges » à Rio de Janeiro. *Bésil(s). Sciences humaines et sociales*, 3, 109-128. <https://doi.org/10.4000/bresils.472>

Leite, M. P. (2014). Entre a 'guerra' e a 'paz' : Unidades de Polícia Pacificadora e gestão dos territórios de favela no Rio de Janeiro. *Dilemas - Revista de Estudos de Conflito e Controle Social*, 7(4), 625-642.

Lerche, J., & Shah, A. (2017). *Behind the Indian Boom : Inequality and Resistance at the heart of economic growth* (First edition). Adivaani.

Levien, M. (2013). The Politics of Dispossession : Theorizing India's "Land Wars". *Politics & Society*, 41(3), 351-394. <https://doi.org/10.1177/0032329213493751>

Lipovetsky, G., & Serroy, J. (2013). *L'esthétisation du monde : Vivre à l'âge du capitalisme artiste*. Gallimard.

Lopes de Souza, M. (2009). Social movements in the face of criminal power. *City*, 13(1), 26-52.

Lorrain, D. (2011). *Métropoles XXL en pays émergents*. Presses de Sciences Po.

Machado da Silva, L. A. (2010). Violência urbana, segurança pública e favelas. O caso do Rio de Janeiro atual. *Caderno CRH*, 23(59), 283-300.

Machado da Silva, L. A., Universidade Federal do Rio de Janeiro, & Instituto de Pesquisa e Planejamento Urbano e Regional. (1999). *Criminalidade violenta e ordem pública : Nota metodológica*. Universidade Federal do Rio de Janeiro, Instituto de Pesquisa e Planejamento Urbano e Regional.

Mahoney, J., & Thelen, K. (2010). *Explaining Institutional Change. Ambiguity, Agency and Power*. Cambridge University Press. <https://www.cambridge.org/fr/academic/subjects/politics-international-relations/comparative-politics/explaining-institutional-change-ambiguity-agency-and-power>, <https://www.cambridge.org/fr/academic/subjects/politics-international-relations/comparative-politics>

- Mallo, C. S. (2016). L'observation du local globalisé. L'exemple de l'espace social alimentaire polynésien. *Espaces et sociétés*, n° 164-165(1), 85-98.
- Marcadet, C. (2011). Le samba : Un genre populaire chanté emblématique ni afro-descendant ni occidentalisé, mais spécifiquement brésilien. *Volume !. La revue des musiques populaires*, 8 : 1, 69-103. <https://doi.org/10.4000/volume.101>
- Mariano, R., & Schembida de Oliveira, R. E. (2009). O Senador e o Bispo : Marcelo Crivella e seu dilema Shakespeariano. *Interações: Cultura e Comunidade*, 4(6), 81-106.
- Martin, J.-Y. (2006). Une géographie critique de l'espace du quotidien. L'actualité mondialisée de la pensée spatiale d'Henri Lefebvre. *Articulo - Journal of Urban Research*, 2. <http://articulo.revues.org/897>
- Mazabraud, B. (2010). Foucault, le droit et les dispositifs de pouvoir. *Cities*, n° 42(2), 127-189.
- Mendes, M. M. (2012). Bairro da Mouraria, território de diversidade : Entre a tradição e o cosmopolitismo. *Sociologia*, 15-41.
- Menezes, M. (2004). *Mouraria, retalhos de um imaginário : Significados urbanos de um bairro de Lisboa*. Celta.
- Menezes, P. V. (2015). *Entre o « fogo cruzado » e o « campo minado » : Uma etnografia do processo de "pacificação de favelas cariocas*. Instituto de Estudo Sociais e Políticos, IESP/UERJ.
- Menezes, P. V. (2016). La « pacification » et ses rumeurs : Les incidences des Unités de Police Pacificatrices sur les problèmes publics dans les favelas de Rio de Janeiro. *confins Confins*.
- Menon, N. (2012). Escaping intelligibility : Translation and the Politics of knowledge. *Critical Encounters*. Ninth Annual South Asia Graduate Student Conference, University of Chicago. <https://criticalencounters.net/2012/04/28/escaping-intelligibility-translation-and-the-politics-of-knowledge/>
- Milbert, I. (1996). Les tribulations du patrimoine urbain en Inde : La conservation se heurte à la diversité des intérêts en présence. *Les Annales de la recherche urbaine*, 72(1), 60-67. <https://doi.org/10.3406/aru.1996.1981>
- Ministry of Statistics and Programme Implementation. (2018). *Children in India 2018 – A Statistical Appraisal_26oct18.pdf* (p. 147).
- Monnet, J. (1993). *La ville et son double. La parabole de Mexico*. Nathan. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02316535>
- Morange, M. (2016). *Néolibéralisation, pouvoir et mise en ordre de l'espace urbain* [Habilitation à diriger les recherches]. Paris-Ouest Nanterre La Défense.
- Morange, M., & Fol, S. (2014). Ville, néolibéralisation et justice. *Justice spatiale/ Spatial justice*, 6.
- Morice, A. (2000). *Recherches sur le paternalisme et le clientélisme contemporains : Méthodes et interprétations*.
- Moussaoui, A. (2012). Observer en anthropologie : Immersion et distance. *Contraste*, 36(1), 29-46. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/cont.036.0029>
- Navez-Bouchanine, F., & Valladares, L. do P. (2007). Editorial. *Espaces et Sociétés*, 4(131), 9-13.
- Novak, S. (2017). La prise de décision peut-elle être informelle ? *Negotiations*, n° 27(1), 91-107.
- Olive, M. (2015). Métropoles en tension. La construction heurtée des espaces politiques métropolitains. *Espaces et sociétés*, n° 160-161(1), 135-151.
- Olivier de Sardan, J.-P. (1993). Le développement comme champ politique local. *Bulletin de*

l'APAD, 6, Article 6. <http://journals.openedition.org/apad/2473>

Oosterbaan, S., & Van Wijk, J. (2015). Pacifying and integrating the favelas of Rio de Janeiro An evaluation of the impact of the UPP program on favela residents. *International journal of comparative and applied criminal justice*, 39(3), 179-198.

Orain, O. (2006). La géographie comme science : Quand "faire école" cède le pas au pluralisme. In M.-C. Robic (Éd.), *Couvrir le monde. Un grand XXe siècle de géographie française* (p. 90-123). ADPF/La documentation française,.

Orlando, S. (2010). «L'artiste agent du changement social» ou comment les politiques culturelles britanniques ont annexé la production artistique au profit du programme du New Labour. *Marges. Revue d'art contemporain*, 10, 69-83. <https://doi.org/10.4000/marges.496>

Parkinson, M., & Bianchini, F. (1994). *Cultural policy and urban regeneration : The West European experience*. Manchester University Press.

Peake, L. J., & Patrick, D. (Éds.). (2018). Placing planetary urbanization in other fields of vision. *Environment and Planning D: Society and Space*, 36(3), 374-386.

Peck, J. (2001). Neoliberalizing states : Thin policies/hard outcomes. *Progress in human geography*, 25(3), 445-455.

Peck, J., & Tickell, A. (2002). Neoliberalizing Space. *Antipode*, 34(3), 380-404. <https://doi.org/10.1111/1467-8330.00247>

Peregrino, M. (2016). Museu Aberto do Morro da Providência completa 11 anos. *O Cidadão Online*. <https://jornalocidadao.net/museu-aberto-do-morro-da-providencia-completa-11-anos/>

Petersen, M. L. (2004). *Entrevista 019.01 : Maria Lúcia Petersen* [Magazine]. Vitruvius. <https://www.vitruvius.com.br/revistas/read/entrevista/05.019/3327?page=4>

Peyroux, E., & Sanjuan, T. (2016). Stratégies de villes et « modèles » urbains : Approche économique et géopolitique des relations entre villes . Introduction. *EchoGéo*, 36, Article 36. <https://doi.org/10.4000/echogeo.14642>

Pinson, G. (2002). *Projets et pouvoirs dans les villes européennes. Une comparaison de Marseille, Venise, Nantes et Turin*. [Phdthesis, Université Rennes 1]. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00125323>

Pinson, G. (2003). Le chantier de recherche de la gouvernance urbaine et la question de la production des savoirs dans et pour l'action. *Lien social et Politiques*, 50, 39. <https://doi.org/10.7202/008278ar>

Pinson, G. (2009). *Gouverner la ville par projet : Urbanisme et gouvernance des villes européennes*. Presses de Sciences Po.

Pinson, G. (2019). Politiser et dépolitiser la métropole : Dimensions et modes de politisation de l'intercommunalité bordelaise. *Métropoles*, 25, Article 25. <https://doi.org/10.4000/metropoles.7118>

Pinson, G. (2020). *La ville néolibérale*. Presses Universitaires de France.

Plassard, F. (1999). *Cours d'économie spatiale. Chapitre 2*. Faculté des sciences économiques, Université de Lyon 2.

Polanyi, K. (1983). *La Grande Transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Gallimard.

Rabha, N. M. de C. E. (2006). *Centro do Rio. Perdas e ganhos na Historia carioca*. [Thèse de doctorat]. Université Fédérale de Rio de Janeiro.

Rancière, J. (1998). *Aux bords du politique*. Gallimard.

<https://www.google.com/search?client=firefox-b-d&q=ranci%C3%A8re+aux+bords+du+politique>

Rancière, J. (2009). *Moments politiques : Interventions 1977-2009*. Fabrique.

Rancière, J. (2017). *Le maître ignorant : Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*. 10-18.

Rautenberg, M. (2003). *La rupture patrimoniale*. A la croisée.

Reginensi, Catherine. (2012). *A la rencontre des vendeurs ambulants et autres informels*. Editions Universitaires Européennes.

Reynaud, A. (1998). L'incontournable territoire. Guy Di Méo, Géographie sociale et territoires, 1998, coll. Fac-géographie. *Travaux de l'Institut Géographique de Reims. Afrique du Sud : Espaces et Littératures*, 25(99-100), 178-180.

Riffaud, T., & Recours, R. (2016). Le street art comme micro-politique de l'espace public : Entre « artivisme » et coopératisme. *Cahiers de Narratologie. Analyse et théorie narratives*, 30. <https://doi.org/10.4000/narratologie.7484>

Ripoll, F. (2018). *Sur la dimension spatiale des rapports sociaux : Inégalités, dominations, mobilisations. Volume 3. (Pro)positions pour une « socio-géographie critique et réflexive »*. [Habilitation à diriger les recherches]. Université Paris-Est.

Ripoll, F., & Veschambre, V. (2005). *L'appropriation de l'espace sur la dimension spatiale des inégalités sociales et des rapports de pouvoir*. Presses universitaires de Rennes.

Ripoll, Fabrice, & Veschambre, V. (2002). Face à l'hégémonie du territoire : Éléments pour une réflexion critique. In Y. Jean & C. Calenge, *Lire les territoires* (Publications de la MSH, p. 261-287). MSH.

Rivron, V. (2010). Le goût de ces choses bien à nous : La valorisation de la samba comme emblème national (Brésil, années 1920-1940). *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1(181-182), 126-141. <https://doi.org/10.3917/arss.181.0126>

Rocheftort, M. (1988). Problèmes généraux de la production du logement des pauvres. *Tiers-Monde*, 29(116), 1045-1054. <https://doi.org/10.3406/tiers.1988.3573>

Rousseau, M. (2008). La ville comme machine à mobilité. Capitalisme, urbanisme et gouvernement des corps. *Métropoles*, 3, Article 3. <https://doi.org/10.4000/metropoles.2562>

Rousseau, M. (2011). Vendre la ville (post)industrielle. : Capitalisme, pouvoir et politiques d'image à Roubaix et à Sheffield (1945-2010) [Thesis, Saint-Etienne]. In [Http://www.theses.fr](http://www.theses.fr). <http://www.theses.fr/2011STETT099>

Rousseau, M. (2014). Redéveloppement urbain et (in)justice sociale : Les stratégies néolibérales de « montée en gamme » dans les villes en déclin. *Justice Spatiale/ Spatial Justice*, 6, 16.

Roy, A. (2009a). Civic Governmentality : The Politics of Inclusion in Beirut and Mumbai. *Antipode*, 41, 59-79. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2008.00660.x>

Roy, A. (2009b). Why India Cannot Plan Its Cities : Informality, Insurgence and the Idiom of Urbanization. *Planning Theory*, 8(1), 76-87. <https://doi.org/10.1177/1473095208099299>

ROY, A. (2011). Slumdog Cities : Rethinking Subaltern Urbanism. *IJUR International Journal of Urban and Regional Research*, 35(2), 223-238.

Rua, J. (2007). Desenvolvimento, espaço e sustentabilidades. In *Paisagem, espaço e sustentabilidades : Uma perspectiva multidimensional da geografia* (PUC-Rio, p. 143-194). PUC-Rio. http://www.editora.vrc.puc-rio.br/media/ebook_paisagem_espaco_e_sustentabilidade.pdf

- Saglio-Yatzimirsky, M.-C. (2002). *Intouchable Bombay : Le bidonville des travailleurs du cuir*. CNRS éditions.
- Saglio-Yatzimirsky, M.-C. (2013). *Dharavi : From mega-slum to urban paradigm*. Routledge.
- Saglio-Yatzimirsky, M.-C., & Landy, F. (Éds.). (2014). *Megacity slums : Social exclusion, space and urban policies in Brazil and India*. Imperial College Press.
- Saillant, F., & Simonard, P. (2010). Performativité des identités noires dans l'espace public. *Ethnologies*, 31(2), 5-19. <https://doi.org/10.7202/039363ar>
- Santamaria, F. (2015). *L'Union européenne et l'aménagement de son espace* [Habilitation à diriger les recherches, volume 1]. Université de Rennes 2.
- Santos, B. de S. (2011). Épistémologies du Sud. *Études rurales*, 187, 21-50. <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.9351>
- Sawicki, F. (2000). *Les politistes et le microscope*. 27.
- Schindler, S. (2014). The Making of "World-Class" Delhi : Relations Between Street Hawkers and the New Middle Class: The Making of "World-Class" Delhi. *Antipode*, 46(2), 557-573. <https://doi.org/10.1111/anti.12054>
- Scott, A. J. (2000). *The Cultural Economy of Cities : Essays on the Geography of Image-Producing Industries*. SAGE Publications. http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=MEDI_114_0145
- Scott, A. J., & Leriche, F. (2001). *Les régions et l'économie mondiale : La nouvelle géopolitique globale de la production et de la compétition économique*. Ed. L'Harmattan.
- Séchet, R., & Keerle, R. (2006). *Petite histoire des délicatesses de " l'équipe-de-géographie-sociale-de-la-France-de-l'Ouest " avec le territoire*. Presses Universitaires de Rennes.
- Sengupta, I. (2018). Preservation between empire, nation and nationalisms : The problem of history and heritage in India. *Nations and Nationalism*, 24(1), 110-130. <https://doi.org/10.1111/nana.12376>
- Shatkin, G. (Éd.). (2014). *Contesting the Indian City : Global Visions and the Politics of the Local* | Wiley. Wiley-Blackwell. <https://www.wiley.com/en-in/Contesting+the+Indian+City%3A+Global+Visions+and+the+Politics+of+the+Local-p-9781444367041>
- Singh, B., & Parthasarathy, D. (2010). Civil Society Organisation Partnerships in Urban Governance : An Appraisal of the Mumbai Experience. *Sociological Bulletin*, 59(1), 92-110.
- Soares Gonçalves, R. (2016). La réforme urbaine et le droit à la ville au Brésil. *De quoi le droit à la ville est-il le nom? Représentations, usages et instrumentalisation du droit à la ville*, 15. http://www.citego.org/bdf_fiche-document-1098_fr.html
- Souty, J. (2013). O quilombo como metáfora Espaços sociais de resistência na região portuária carioca. In P. Birman & C. Machado, *Dispositivos urbanos e tramas dos viventes : Ordens e resistências*. Fundação Getulio Vargas.
- Souty, J. (2020). La gestion du passé de l'esclavage depuis le vieux port de Rio de Janeiro (2010-2019). Politiques publiques, réappropriations locales, paysage de mémoire. *Ethnologie française*, N° 177(1), 91-108.
- Stevenson, L. (2007). Anthropology in the Margins of the State. *Political and Legal Anthropology Review PoLAR: Political and Legal Anthropology Review*, 30(1), 140-144.
- Taieb, Anthony. (2011). *Trois politiques urbaines pour gouverner les favelas à Rio de Janeiro*. Dynamique,

concurrency, integration [Émoire de recherche, Master Stratégies Territoriales et Urbaines]. Institut d'Études Politiques.

Tarot, C. (2011). *Religion(s), risque(s) et modernité(s). Parcours et convergence dans un monde qui bascule*. Journée en hommage au professeur Tarot, Université de Caen-Normandie.

Traimond, B. (2004). *La mise à jour : Introduction à l'ethnopragmatique*. Presses Univ de Bordeaux.

Urry, J. (2002). *The Tourist Gaze*. SAGE.

Vahtrapuu, A. (2003). Le rôle des artistes dans la revitalisation des espaces urbains en déclin. *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement. Territory in movement Journal of geography and planning*, 17-18, 103-116. <https://doi.org/doi.org/10.4000/tem.2043>

Vainer, C. B. (2001). As escalas do poder e o poder das escalas : O que pode o poder local? In *Planejamento e Território ensaios sobre a desigualdade: Vol. Ano XV* (p. 13-32). DPA.

Valladares, L. (2000). Qu'est-ce qu'une favela? *Cahiers des Amériques latines*, 34, 61-72. <https://doi.org/10.4000/cal.6489>

Valladares, L. do P. (2006). *La favela d'un siècle à l'autre : Mythe d'origine, discours scientifiques et représentations virtuelles*. Maison des sciences de l'homme.

Vargas, J. H. C. (2005). Apartheid brasileiro : Raça e segregação residencial no Rio de Janeiro. *Revista de Antropologia*, 48(1), 75-131. <https://doi.org/10.1590/S0034-77012005000100003>

Verdeil, E. (2005). Expertises nomades au Sud. Eclairages sur la circulation des modèles urbains. *Géocarrefour*, 80(3). <http://journals.openedition.org/geocarrefour/1143>

Veschambre, V. (2006). *Patrimonialisation, démolition, mise en mémoire : Processus de marquage et d'appropriation symbolique de l'espace* [Habilitation à diriger les recherches]. Université d'Angers.

Vidal, D. (1998). *La politique au quartier rapports sociaux et citoyenneté à Recife*. Ed. de la Maison des sciences de l'homme.

Weinstein, L. (2008). Mumbai's Development Mafias : Globalization, Organized Crime and Land Development. *International Journal of Urban and Regional Research*, 32, 22-39.

Weinstein, L. (2009). Democracy in the Globalizing Indian City : Engagements of Political Society and the State in Globalizing Mumbai. *Politics and Society*, 37(3), 397-427. <https://doi.org/10.1177/1049731509338926>

White, J. (1996). Civic Culture and Islam in Urban Turkey. In *Civil society : Challenging Western Model* (p. 143-154). Routledge.

Zaluar, A. (2001). Violence à Rio de Janeiro : Styles de loisirs, de consommation et de trafic de la drogue. *Revue internationale des sciences sociales*, n° 169(3), 407-417.

Zaluar, A., & Alvito, M. (1998). *Um século de favela*. FGV Editora.

Zamant, V. (2018). Mécontentement temporel. La fabrique du patrimoine culturel urbain de Rio de Janeiro à l'épreuve des temps du territoire carioca. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, Vol. 9, n°2, Article Vol. 9, n°2. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.12173>

Zérah, M.-H., Denis, E., & Springer India Ltd. (2017). *Subaltern Urbanisation in India An Introduction to the Dynamics of Ordinary Towns*. <http://nbn-resolving.de/urn:nbn:de:1111-201703021224>

Zérah, M.-H. (2017). *Penser la diversité urbaine : Une analyse par les services essentiels en Inde*. [Dossier pour l'obtention de l'Habilitation à diriger des recherches Université Paris-Est]. Université Paris-

Est.

Zérah, M.-H., Dupont, V., & Tawa-Lama Rewal, S. (2011). *Urban Policies and the Right to the City in India : Rights, Responsibilities and Citizenship*. Unesco et Centre de Sciences Humaines.

Zittoun, P. (2019). Approche pragmatique. In *Dictionnaire des politiques publiques: Vol. 5e éd.* (p. 74-81). Presses de Sciences Po; Cairn.info. <https://www.cairn.info/dictionnaire-des-politiques-publiques--9782724625110-p-74.htm>

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Formes hybrides d'habitat le long de l'axe East Coast Road, aux abords nord de Pondichéry (nb - 2019)	- 25 -
Figure 2 : Vue de la ville de Rio de Janeiro depuis la colline Morro da Providência (nb - 2013)	- 40 -
Figure 3 : Situation des terrains d'enquête : Rio de Janeiro (Brésil), et Mumbai (Inde).	- 43 -
Figure 4 : Terrains d'études menés par les étudiant·e·s universitaires suivis (2008-2019).	- 50 -
Figure 5 : Situations d'enquête dans la favela Morro da Providência, Rio de Janeiro, septembre 2006 (C. Reginensi)	- 64 -
Figure 6 : Sites d'enquêtes à Rio de Janeiro	- 71 -
Figure 7 : Critères comparatives pour l'étude des quartiers d'habitat précaire indiens et brésiliens, ANR SETUP (Bautès, in Saglio-Yatzimirsky et Landy, 2014)	- 73 -
Figure 8 : Vue d'Udaipur (Photo : Rajesh Soni, 2021)	- 82 -
Figure 9 : Shilpgram, Western Zone Cultural Centre, Udaipur	- 89 -
Figure 10 : La Favela Morro da Providência. Vue depuis la gare de Central do Brasil (cc)	- 92 -
Figure 11 : Photographies de l'exposition Estética da Periferia, organisée par le Centro Cultural Banco do Brasil, 2005	- 93 -
Figure 13 : Travaux de voirie dans les rues du Morro da Providência, programme Favela-Bairro, 2004 (crédit: Mauricio Hora).	- 97 -
Figure 14 : Images des lieux ciblés par le projet de Musée à ciel ouvert du Morro da Providência (nb - 2005)	- 99 -
Figure 15 : Employés de l'armée (Força Nacional de Segurança) travaillant sur le chantier du dispositif Cimento Social (Photo : N. Bautès, 2006)	- 106 -
Figure 16 : Troupes militaires déployées par l'État de Rio de Janeiro dans le Morro da Providência.	- 106 -
Figure 17 : Immeuble de relogement à la périphérie de Mumbai.	- 109 -
Figure 18 : Sites d'enquêtes à Mumbai	- 118 -
Figure 19 : Bismillah Building, immeuble de relogement construit par la société Solanki & Ass., Ahmed Zakaria Nagar (Behrampada, Mumbai).	- 120 -
Figure 20 : Images de l'intervention de l'artiste JR dans la favela Morro da Providência dans le cadre du projet 28 Millimètres. Women Are Heroes, Rio de Janeiro, 2008 (Crédit JR, 2008).	- 124 -
Figure 21 : Affiches de présentation des ateliers Urban Typhoon organisé par le collectif URBZ	- 128 -
Figure 22 : Synthèse des fonctions d'enseignement occupées	- 146 -
Figure 23 : Synthèse des enseignements par thèmes et niveaux de formation	- 149 -
Figure 24 : Activités d'enseignement et de recherche : vue synoptique	- 163 -
Figure 25 : Modules et thèmes d'intervention par objectif pédagogique	- 167 -
Figure 26 : Rendu d'un exercice d'évaluation effectué dans le cadre du séminaire « Villes, inégalités et in-formalités », IEDES, mai 2016	- 171 -
Figure 27 : Principales thématiques des mémoires universitaires suivis.	- 180 -

LISTE DES ENCADRÉS

- Encadré I-1 : Note sur l'inadéquation des données statistiques pour l'étude de l'économie touristique à Udaipur (Inde). Extrait d'un carnet de terrain, 1999 _____ - 35 -
- Encadré I-2 : Synthèse des trajectoires de 4 habitants engagés dans la politique au quartier _____ - 70 -
- Encadré III-1 : Extrait de la présentation du module d'enseignement de Licence 3 ; Géo 553 – Géopolitique de la mondialisation et développement, Université de Caen, 2016, N. Bautès, F. Guyot, J-M Fournier _____ - 152 -
- Encadré III-2 : Collecter les rumeurs en terrain sensible : une illustration _____ - 157 -
- Encadré III-3 : Déroulement d'une séance de TD de Licence 2, Module : Géo 302 « Espaces, populations et sociétés », 2008-2016, Université de Caen _____ - 169 -

Annexe 1 - Curriculum Vitae

Nicolas Bautès

Maître de conférences en géographie

Département de géographie
UFR SEGGAT
Université de Caen-Normandie
14032 Caen Cedex

47 ans, nationalité française
marié, deux enfants
adresse : 67 impasse du Hamel
14200 Hérouville-Saint-Clair
email : nicolas.bautes@unicaen.fr

Position actuelle

09.2007-Auj.

Maître de conférences en géographie à l'Université de Caen Normandie

Membre de l'UMR CNRS 6590 Espaces et Sociétés

Chercheur associé à l'UMR CNRS 8564 – Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS)

Responsabilités et fonctions récentes

06.2022-Auj.

Directeur du département de géographie, UFR SEGGAT, Université de Caen Normandie

09.2022-Auj.

Depuis le 1^{er} septembre 2019 : Programme de recherche « Résilience urbaine et socio-environnementale de la région de Pondichéry » (RUSE), financé par l'Agence Française de Développement, programme Copar.

09.2017-08.2021

Chercheur au Ministère de l'Europe et des Affaires Internationales (MAEDI), affecté à l'Institut Français de Pondichéry

01.2019-12.2022

Responsable du volet ANR du programme FISHERCOAST, « Coastal Transformation and Fisher Wellbeing », EU-India Platform for the Social Sciences and Humanities (EQUIP–Consortium)

Profil d'enseignant-chercheur

== Domaines de spécialisation ==

Géographie politique, sociale, économique et urbaine

Pratiques et politiques de valorisation urbaine; héritages, patrimoines et économie culturelle; activisme urbain; formes d'expression contestataire et mouvements sociaux urbains

Approches qualitatives (observation, entretiens compréhensifs, récits de vie, parcours commentés)

== Thématiques de recherche ==

Production de l'espace, espaces locaux et développement, systèmes productifs

Politiques de développement, territoires et patrimoines

Pouvoirs urbains et mouvements sociaux

Dynamiques comparées Nord-Sud ;Asie du Sud (Inde) et Amérique latine (Brésil)

Espaces urbains d'Inde et du Brésil : Mumbai, Udaipur, Pondichéry et Tamil Nadu ; Rio de Janeiro, São Paulo

Espaces urbains et ruraux en France : terrains d'enquête et ateliers méthodologiques en Normandie

Approches qualitatives : entretiens compréhensifs, récits de vie, parcours commentés ;

Élaboration et exploitation de questionnaires

Traitement et analyse de données de seconde main

Outils d'analyse (aménagement) : conduite de projets, diagnostics de territoire.

Carrière et titres : titres universitaires

- 2004 **Thèse de doctorat en géographie** « Dynamiques Comparées des Sociétés en Développement » sous la direction de Philippe Cadène, PU, Université Paris 7.
Intitulé : « **Le goût de l'héritage. Processus de production d'un territoire touristique : Udaipur en Inde du Nord (Rajasthan)** ». Mention très honorable, félicitations du jury à l'unanimité. Thèse proposée par la section 23 du CNU pour le Prix de thèse du CNFG (10 retenues ; non primée).
- 2001 **1^{ère} année de Diplôme Universitaire Langues et Civilisations Orientales, Hindi**, INALCO, Paris.
- 1998 **DEA de Géographie**, Option « Organisation de l'espace. Dynamiques et recompositions des espaces en développement », Université Montpellier 3, Mention TB. Mémoire : « Patrimoine local et développement touristique dans l'organisation des territoires : le cas de l'Inde » (dir. Ph. Cadène).
- 1996 **Licence et Maîtrise d'Aménagement**, Université Montpellier 3, Mention B. Mémoire : « Tourisme fluvial en Languedoc-Roussillon : élément de diversification économique ». (dir. J-M Miossec).

Carrière et titres : parcours professionnel

- 2017 **Chercheur au Département Sciences Sociales de l'Institut Français de Pondichéry**, UMIFRE 21 Savoirs et mondes indiens, en détachement auprès du Ministère de l'Europe et des Affaires Internationales (MAEDI).
 ↓
 2021 **Chercheur associé** au Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS-UMR CNRS 8564)
- 2007 **Maître de Conférences en géographie**, Université de Caen-Normandie (section 23)
 ↓
 2017 **Chercheur associé** au Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS-UMR CNRS 8564).
- 2013 **Congé pour recherche et conversion thématique (CRCT) de 6 mois**, hébergé en tant que chercheur invité à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (Brésil). Programme FAPERJ (Fondation d'Aide à la recherche de l'État de Rio de Janeiro)
- 2006 **Postdoctorant** associé au Centre de Sciences Humaines, New Delhi (Inde). Contrat financé par l'ANR, Programme Blanc. Projet SETUP : Social Exclusion, Territories and Urban Policies : Brasil/India. Responsable du sous-projet SLUM.
 ↓
 2007 **Chargé de cours** aux Langues O' (INALCO, 46 h), et à l'Université Paris 7 (20 h).
- 2005 **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche** en Géographie à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour. Rattaché au Laboratoire S.E.T. UMR 5603 CNRS.
 ↓
 2006
- 2005 **Postdoctorant** au Laboratoire *Favela e Cidadania*, Université Fédérale de Rio de Janeiro (Brésil).
- 1999 **Doctorant** rattaché à l'UMR 7300 ESPACE (Montpellier 3) puis à l'UMR CNRS 7135 S.E.D.E.T. (Paris 7)
 ↓
 2004

- 1999
↓
2000 **Boursier du Ministère des Affaires Étrangères** (Indo-French Exchange Programme), en accueil au Sardar Patel Institute for Economic and Social Research, Ahmedabad, Inde. Dir. S.P. Kashyap.
- 2002
↓
2004 **Chargé de cours** au département de géographie, Université Paris 7 (64h).
- 1999
↓
2001 **Chargé de cours (64h) puis Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (96h)** au département de géographie, Université Montpellier 3, rattaché à l'UMR Espace (Maison de la Géographie).

Carrière et titres : bourses et distinctions

- 2011 **Lauréat du programme franco-indien de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH-EHESS)**, Paris : séjour de recherche en Inde, sous la responsabilité de l'University Grants Commission.
- 2010 **Bourse de complément de Spécialisation (BCS), Ministère canadien des Affaires Étrangères** : séjour de recherche, Montréal et Toronto.
- 2006 **Lauréat du programme "Initiative Post-doc"**, Aide au retour des post-doctorants de l'étranger, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.
- 2005 **Lauréat de la bourse Lavoisier**, Séjour de recherche postdoctorale au Brésil (Université Fédérale de Rio de Janeiro), Ministère des Affaires Étrangères.
- 2004 **Thèse sélectionnée** parmi les 10 de l'année pouvant concourir au Prix de Thèse du CNFG (non primée).
- 1999
↓
2001 **Allocation "Aire Culturelle"**, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
- 1999
↓
2000 **Lauréat de la bourse de recherche du programme franco-indien : Indo-french exchange programme** *Indian Council for Cultural Relations - Ministère des Affaires Étrangères.*

Compétences techniques et linguistiques

Langues

Anglais (C1 niveau autonome)
Espagnol (C1 niveau autonome)
Portugais (C1 niveau autonome)
Allemand (B2 niveau avancé ou indépendant)
Hindi (A2 niveau intermédiaire ou de survie)
Tamoul (A2 niveau intermédiaire ou de survie)

Outils bureautiques et informatiques

Analyse et traitement de données qualitatives (**NVIVO**)
 Notions de S.I.G. (**ArcGIS; QGis**)
 Cartographie
 D.A.O. (**Adobe Suite**)

Le niveau de compétence linguistique est ici autoévalué sur la base des normes du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

Enseignement, administration et animation pédagogique

Responsabilités pédagogiques et administratives à l'université

- 2013
↓
2017 **Membre du conseil de laboratoire de l'UMR 6590 « Espaces et Sociétés »**
- 2012
↓
2017 **Co-Responsable du Master 2 de géographie et aménagement (Pro/Recherche)*** « Sociétés en Mutations et Territoires », puis « Aménagement et Recompositions Territoriales. Espaces et Sociétés », Université de Caen-Normandie.
- 2010 **Montage de la maquette du Master 2 de géographie et aménagement (Pro/Recherche)** « Aménagement et Recompositions Territoriales. Espaces et Sociétés », Université de Caen Normandie
- 2009
↓
2017 **Coordination des enseignements** : responsabilité de plusieurs Unités d'Enseignement (UE) de niveau Licence et Master en géographie et en Master I Urbanisme Durable (droit-géographie), Université de Caen-Normandie.
- 2008
↓
2012 **Responsable de la Licence Professionnelle (L3)** « Connaissance de la ville, métiers de l'animation et de l'intervention urbaine », Université de Caen-Normandie.
- 2007
↓
2016 **Membre élu du Conseil de l'UFR** de géographie de l'Université de Caen-Normandie.

* Le détail des enseignements dispensés dans cette formation figure en annexe 3 de ce volume.

Encadrement de travaux universitaires (2017-2019)

Mémoires professionnels et de recherche (Master 1 et 2, Diplôme Universitaire de 3e cycle), 3 ou 4 par an depuis 2007. Total 2007-2022 : 46. Une liste exhaustive de ces mémoires est proposée en Annexe 2.

Encadrement doctoral

- 2014
↓
2019 **Dima El Khouri**, « *Negotiating space. Cities in Lebanon and the challenge of the Syrian refugee influx 2011-2018* », Co-Directeur de thèse : Pierre Bergel, Université de Caen-Normandie. Thèse soutenue le 20 juin 2019. Qualifiée en section 23. Co-encadrant (50%).
- 2014
↓
2020 **Antonin Girardin** « *Reconversion industrielle et marketing territorial : perspectives comparées France-Allemagne* ». Co-directeurs P. Bergel, Université de Caen-Normandie-UMR ESO et B. Elissalde, Université de Rouen-UMR IDEES. Thèse soutenue en décembre 2020. Co-encadrant (30%)
- 2013
↓
2014 Comité de thèse de **Tomas Jerez-Herschoff**, « *La valorisation des espaces marginalisés à l'aune des politiques sécuritaires : mises en perspectives franco-brésiliennes* » (Marseille, Rio de Janeiro), Directrice: Claire Hancock, Université Paris 12-Créteil (thèse abandonnée).

Membre de jurys de thèse

2020 **Laurine Sézérat**, « *Contester malgré soi, en soi et pour soi. L'habiter face à la « revitalisation » des quartiers centro-portuaires Rio de Janeiro et Marseille* », thèse soutenue le 25 novembre 2020. Thèse primée.

Encadrement postdoctoral

2021 **Barbara Curda**, « *Gender asymmetry in the transmission of Odissi dance in India* », Marie Curie Fellow, MSCA-IF-GF (Global Fellowships) Scheme. Scientific supervisor, Co-encadrant (50%);
↓
2024

2019 **Bhagat Singh**, « *The challenges of Heritage and community-knowledge in fishing communities of Cuddalore Coast, Tamil Nadu* », Encadrant (100%). Inscrit dans le cadre du projet FISHERCOAST, financé par l'ANR-EQUIP-ECSR
↓
2022

Animation, coordination et évaluation de la recherche

Participation à des réseaux de recherche (*2017-2021)

Depuis 2017 Membre du GIS Institut des Amériques, activités d'animation et de diffusion scientifiques, Université de Caen-Normandie.

Depuis 2015 Membre du GIS Asie. Contribution aux réflexions sur les sciences sociales en l'Asie du Sud, Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud & Institut Français de Pondichéry.

Participation à des réseaux de recherche (*2017-2021)

Depuis 2019 Membre et coordinateur principal de l'équipe FisherCoast-IFP* (10 personnes). En charge de la mise en œuvre du programme de recherche éponyme (coordination entre les départements de science sociale, d'écologie et d'analyse spatiale de l'Institut Français de Pondichéry.

Coordination des tâches et des relations au sein du consortium composé du Madras Institute of Development Studies (Chennai, Inde), de l'Indian Institute of Technology Mumbai (Inde), de l'University of East Anglia (UK), du Slovenian Migration Institute et du Norwegian Fisheries College de l'Arctic University of Norway (Norvège).

Depuis 2016 Membre de l'Institut des Amériques* (IDA), pôle Ouest. Contribution à la formation d'un groupe de chercheurs IDA à l'Université de Caen-Normandie.

Depuis 2015 Membre co-fondateur du Collectif ROCS* – Revisite de l'Observatoire du Changement Social et Culturel, UMR ESO.

Depuis 2009 Membre co-fondateur du Collectif INVERSESES* – Informalités, pouvoirs et envers des espaces urbains. Collectif de huit chercheurs.

Depuis 2008 Chercheur associé au Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud*, UMR 8564.

2006-2007 Doctorant rattaché à l'UMR SET, Université de Pau et des Pays de l'Adour. Classé 4e sur liste complémentaire (7e place) au Concours National du CNRS Chargé de Recherche 2e classe.

Depuis 2005 Chercheur associé au Laboratoire Favela e Cidadania (FACI)*, de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro, Brésil. Responsable : M. de F. Marques Cabral Gomes.

2002-2005 Doctorant rattaché à l'UMR SEDET (actuel CESSMA), Université Paris 7-Denis Diderot.

1998-2002 Doctorant rattaché à l'UMR ESPACE, Maison de la géographie, Université Montpellier 3.

Programmes de recherche : coordination et contribution (* en cours)

2019-2021 Programme RUSE* Résilience Urbaine et Socio-Ecologique dans la région de Pondichéry. Co-responsable, avec R. Mathevet (CNRS/IFP). Projet financé dans le cadre du dispositif COPAR, Agence Française de Développement. Collaboration entre les départements Sciences Sociales et Ecologie de l'Institut Français de Pondichéry.

2019-2021 Programme FISHERCOAST* "Coastal Transformations and Fisher wellbeing. Synthesis from India and Europe". Consortium composé de l'Institut Français de Pondichéry (France/Inde), du Madras Institute for Development Studies (Inde), de l'University of East Anglia (UK) et du Norway. Financé dans le cadre de l'EU-India Platform for the Social Sciences and Humanities, ESRC, dispositif Equip. Coord. Ajit Menon, MIDS, Chennai.

Responsabilité du volet financé par l'Agence Nationale de la Recherche. Coordination d'une équipe de 10 personnes et d'un Work Package. Direction d'un postdoctorat.

2016-auj. ROCS* « Revisite de l'Observatoire du Changement Social et Culturel. Enquêtes collectives à Domfront ». Responsabilité collective. Financé par l'UMR ESÖ, Université de Caen-Normandie.

2016-2019 ILMOGO « Illégalismes et modes de gouvernement urbain. Perspectives croisées Nord-Sud : périphéries urbaines de São Paulo et Paris » - Responsabilité M. Morelle et N. Bautès, financé dans le cadre de la coopération France-Brésil, FIESP.

2015-2018 TRAME « Transition métropolitaine et transformations de la société brésilienne au 20e siècle », Université Paris 7-Denis Diderot, URMIS, Coord. Sylvain Souchaud (IRD-URMIS).

2012-2013 ACT-IN-RIO « Lugares, redes sociais e práticas políticas do ativismo artístico na zona portuária do Rio de Janeiro » financé par la FAPERJ (Fundação de Amparo à Pesquisa do Estado do Rio de Janeiro). Coord. Maria de Fatima Marques Cabral Gomes, ESS-Université Fédérale de Rio de Janeiro. Coordination des enquêtes collectives menées dans le Morro da Providência, Rio de Janeiro.

2011-2013 EXPOSURES « Exposition des Systèmes Urbains face aux Risques Environnementaux et Sanitaires (Ouagadougou – Burkina Faso) ». Financé dans le cadre du Partenariat CPU-IRD, Recherche, Formation et Innovation pour le Développement. Resp. E. Bonnet (UMI Résiliences). Coordination de l'enquête de terrain sur les vulnérabilités sociales dans les espaces de marges.

2010-2017 INVERSES « Informalités, Pouvoirs et Envers des Espaces Urbains », resp. J. Tadié & M. Morelle, UMR 8596 PRODIG, financé dans le cadre du dispositif Emergences, Ville de Paris. Responsable des recherches menées au Brésil.

2010-2014 Equipes de recherche « Pratiques et représentations de la citoyenneté en Asie du Sud » et STAKES « Territorial restructuring through Economic and Social policies », Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud/EHESS, Paris.

2006-2009 SETUP « Social Exclusion, Territories and Urban Policies », resp. M-C Saglio-Yatzimirsky & F. Landy, financé par l'Agence Nationale de la Recherche, ANR-Blanc. Responsable de la coordination Inde-Brésil.

2006 « L'appropriation du développement durable par les États modernes », resp. Xavier Arnault de Sartre (CNRS), UMR 5603 S.E.T, financé par le P.U.C.A.

2005-2008 « Mutações no cenário urbano metropolitano : políticas públicas e dinâmicas de atores na zona portuária do Rio de Janeiro », resp. M. de F. Cabral Gomes, Laboratoire Favela e Cidadania, Université Fédérale de Rio de Janeiro, financé par le Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico (Brésil)

2005-2007 P.U.C.A « La petite fabrique locale du développement urbain durable. De la construction programmatique à la mise en œuvre de projets labellisés, une comparaison Nord-Sud des enjeux de la mobilisation dans quatre métropoles ». Resp. A. Rouyer, CIRUS-CIEU Université de Toulouse, en partenariat avec l'École de Service Social, Université Fédérale de Rio de Janeiro.

2006-2007 NORAO 2 « Nouvelles Organisations Régionales en Asie Orientale », resp. Ch. Taillard

2002-2004 NORAO I « Nouvelles Organisations Régionales en Asie Orientale » NORAO I, resp. Ch. Taillard

2005 « Commerce ambulante, exclusion sociale et politiques publiques à Rio de Janeiro », resp. M de F. Marques Cabral Gomes. CNPQ /ESS-Université Fédérale de Rio de Janeiro.

2002-2004 « Développement urbain et processus d'intégration des territoires en Inde », CNRS-Institut Français de Pondichéry-GEMDEV, resp. Ph. Cadène.

Réponses à appels à projets non financés

2019 ACAI. Dimension protéiforme de «l'activisme artistique» à l'ère de la globalisation; Le cas des interactions entre art et politique dans l'Inde moderne et contemporaine, Appel à projets ANR Blanc, Coord. Nicolas Nercam (Université de Bordeaux)

2018 DAIKIM. Dissemination of Astral Iconography and Knowledge between India and the Mediterranean (4th-17th Centuries), Franco-German Call in Humanities and Social Sciences ANR-DFG, coord. Sonja Brentjes, Max Plank Institute, Berlin.

2010 SUDSRENOVE. Rénovations urbaines et vulnérabilités : normes et enjeux de justice dans les métropoles internationales. Coord. Agnès Deboulet (Université Paris 8)

2009 SIP SUD (2). Sécurité et gouvernement informel dans les quartiers pauvres. Une approche comparée des métropoles du Sud (Manille-Rio de Janeiro-Yaoundé). Agence Nationale de la Recherche, Programme Jeunes Chercheuses, Jeunes Chercheurs. Coord. Jérôme Tadié (IRD)

2008 SIP SUD (1). Sécurité et gouvernance informelle dans les quartiers pauvres. Une approche comparée des métropoles du Sud (Manille, Rio de Janeiro, Yaoundé), Agence Nationale de la Recherche, Programme Jeunes Chercheuses, Jeunes Chercheurs. Coord. Jérôme Tadié (IRD)

Comités scientifiques et d'organisation. Colloques et journées d'étude

2022 Membre du comité scientifique, Colloque international « Art et décolonialité (pratique, théorie, paradigme) », Université de Bordeaux-Montaigne, 26-28 octobre 2022.

2021 Membre du comité scientifique du Colloque international «L'activisme artistique et la mondialisation de la scène de l'art (théorie, pratique, paradigme et circulations)», organisé par le MICA, CLIMAS et le CEIAS (Centre d'Étude de l'Inde et de l'Asie du sud), Université de Bordeaux 3, 7-8 mai, MSHB. https://www.fabula.org/actualites/colloque-international-l-activisme-artistique-et-la-mondialisation-de-la-scene-de-l-art-theorie_93112.php

2021 Co-organisation (avec Nicolas Nercam et Christine Ithurbide) de la journée d'étude « L'activisme artistique en Inde », MSH-Paris Nord, 11 mai <https://www.mshparisnord.fr/event/artistic-activism-in-india/>

2019 Comité scientifique et d'organisation de la 5^e Winter School en Sciences Sociales à l'Institut Français de Pondichéry. Organisation et responsabilité d'un atelier de formation doctorale, IFP, <https://winterspy.hypotheses.org>

2018 Membre du comité scientifique du Colloque international AUF-IFP-CIFEODD, Ecosystèmes et Développement Durable, Pondichéry, 23-26 Octobre, <https://pondi-dd-2018.sciencesconf.org/>

2014 Membre du comité scientifique du Colloque international «L'espace en partage», 9-11 avril, Rennes, UMR ESO : <http://espacepartage.sciencesconf.org/>

2014 Organisation des Journées d'études «Espaces urbains et informalité politique. Regards croisés Brésil-Cameroun-France» (avec Marie Morelle), <http://www.inverses.org/21-et-22-mai-2014-journees-detudes-espaces-urbains-et-informalite-politique-au-bresil-2/> (21 et 22 mai 2014).

2014 Membre du comité scientifique du Colloque international «Penser la fabrique de la ville en temps de crises», 16, 17 juin, Université de Tours – CITERES http://citeres.univ-tours.fr/actu/actu249/penser_ville_f.pdf

2013-2017 Co-organisation du séminaire mensuel «Villes et Sciences Sociales», Maison de la Recherche en Sciences Humaines, Université de Caen-Normandie : <http://www.unicaen.fr/recherche/mrsh/villes>

2012 Membre du comité d'organisation du Colloque international «La ville compétitive, à quel prix? Espaces urbains et métropolitains contemporains entre efficacité économique et justice sociale», 19-21 janvier, Université Paris-Ouest.

2011 Membre du comité d'organisation de l'École thématique SOUNDSPACE «Espaces, expériences et politiques du sonore» (4-11 juillet)

2010 Membre du comité d'organisation et du comité scientifique du Colloque « La géographie sociale, le temps, le paysage », 25-27 mars, Université de Caen-Normandie, http://www.unicaen.fr/recherche/mrsh/sites/default/files/public/node/manifestations/geo-sociale_prog.PDF

2010 Membre du comité scientifique du Colloque international « Habitat précaire, exclusion sociale et politiques urbaines et environnementales dans les mégapoles de l'Inde et du Brésil. Perspectives Franciliennes », 1-3 février 2010, Paris, Musée du Quai Branly, <https://setup.csh-delhi.com/IMG/pdf/AfficheBranly-mailing-2.pdf>

2008 Membre du comité d'organisation du colloque international « Exclusion sociale, territoires et politiques publiques : une comparaison Inde-Brésil », 29-30 août, Université de São Paulo, Instituto de Estudos Avançados.

2008 Responsable du comité d'organisation du colloque franco-iranien « Dynamiques urbaines comparées en France, Iran, Maghreb, Amérique latine, Amérique du Nord », 30-31 mars, Université de Caen-Normandie, <http://www.unicaen.fr/recherche/mrsh/eso-caen/578>

2005 Membre du comité d'organisation du colloque international « Comércio e Cultura em tempos de Globalização », 19-23 novembre, ESS-Université Fédérale de Rio de Janeiro.

Organisation de panels dans des colloques internationaux

2021 avec Nataša Rogelja (Slovenian Migration Institute, Slovenia). Panel : « The tide of change: living off and with Heritage in the Coast », International Union of Anthropological and Ethnological Sciences (IUAES) Congress 2020, Šibenik, Croatie, mars, <https://iuaes2020.conventuscredo.hr>

2012 avec Lucas Melgaço (Queens University, Canada). Panel : « Novas abordagens teóricas em geografia/ New theoretical approaches in Geography », Association of American Geographers Annual Meeting, New York, 24-25 février (10 travaux présentés).

2011 avec Rafael Soares Gonçalves (PUC-Rio). « Renovação urbana e grandes eventos : mobilizações coletivas, políticas públicas e práticas informais na concepção, produção e gestão da cidade », XI Congresso Luso Afro Brasileiro de Ciências Sociais, Diversidades e (Des)Igualdades, Salvador de Bahia, 07-10 août (26 travaux présentés).

Évaluation de programmes et de dossiers de financement

2015-17 Membre du *peer review group* pour le Programme de recherche « Insurgent Citizenship in Brazil », coord. Einar Braathen, Norwegian Institute for Urban and Regional Research (NIBR), Oslo

2014 Évaluation d'un projet de thèse pour financement doctoral, CIFRE (1 dossier)

2013 Agence Nationale de la Recherche, évaluation pour l'appel à projet ANR Blanc (1 dossier)

2013 CAPES-COFECUB : évaluation d'appels à projet, échanges universitaires France-Brésil

2012 Évaluation d'un projet de thèse pour financement doctoral, VEOLIA (1 dossier)

2011 Évaluation d'un projet de thèse pour financement doctoral, Institut des Amériques (2 dossiers)

2010 Évaluation d'un projet de thèse pour financement CIFRE (1 dossier)

Activités éditoriales

Depuis 2021 Membre du comité éditorial des Presses Universitaires de Caen (PUC).

Depuis 2000 Comités de lecture et évaluation d'articles scientifiques :

moyenne de 5 par an. Revues : Espaces et Sociétés ; L'espace politique ; Justice Spatiale/Spatial Justice ; Territoires en mouvements ; Confins, Revue franco-brésilienne de géographie ; Problèmes d'Amérique latine ; Brésil(s) ; Geocritica, Cadernos de geografia critica (Espagne); Revista Novos Estudos-CEBRAP (Brésil); O Social em questão, Revista do Departamento de Serviço Social, PUC-Rio (Brésil); SAMAJ—South Asia Multidisciplinary Academic Journal (Paris).

2017 Traduction Anglais-Français de l'article d'Ananya Roy « Why India cannot plan its cities », initialement publié dans la revue *Planning Theory* (2009, vol. 8, n°1, p. 76–87. Publication dans l'ouvrage « Perspectives indiennes. Etudes en sciences sociales », ed. Forges de Vulcain.

2016 Traduction Portugais-Français de deux articles. Revue franco-brésilienne de géographie, numéro thématique « Informalité politique dans les villes brésiliennes » (coord. N. Bautès et M. Morelle) : L.A. Machado de Souza « Favela, criminalité violente et politique à Rio de Janeiro » et M. Misse, « Crime urbain, sociabilité violente et ordre légitime ».

2009 Traduction Anglais-Français de l'article de Robert Röling, « Amsterdam : une étoile montante dans le secteur mondial de la publicité », in Frédéric Leriche *L'économie culturelle et ses territoires*, Presses Universitaires du Mirail (PUM), Toulouse.

Évaluation d'articles scientifiques

En moyenne 5 par an depuis 2007, dans les revues :

Espaces et Sociétés : www.espacesetsocietes.msh-paris.fr;

L'espace politique, <http://espacepolitique.revues.org/>;

Justice Spatiale/Spatial Justice : <http://www.jssj.org/>;

Géocarrefour : www.geocarrefour.revues.org;

Territoires en mouvements : <http://tem.revues.org/>;

NOROIS Environnement-Aménagement-Société : <https://journals.openedition.org/norois/>;

SAMAJ-South Asia Multidisciplinary Academic Journal : <http://samaj.revues.org/>;

Confins, Revue franco-brésilienne de géographie, Université de São Paulo : <http://confins.revues.org/>;

Problèmes d'Amérique latine : <https://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine.htm>

Brésil(s), EHESS, Paris : <http://www.editions-msh.fr/revues/bresil/>;

Geocritica, Cadernos de geografia critica, Université de Barcelone (Espagne) : <http://www.ub.edu/geocrit/revis.htm> <http://www.ub.edu/geocrit/cienbil.htm>;

Revista Novos Estudos-CEBRAP : <http://novosestudos.uol.com.br/v1/> Universidade de São Paulo (Brésil);

O Social em questão, Revista do Departamento de Serviço Social, PUC-Rio (Brésil) : <http://osocialemquestao.ser.puc-rio.br/cgi/cgilua.exe/sys/start.htm?tpl=home>

Collaborations avec des artistes en résidence-recherche

2020 - Delphine Delas - *Artiste de rue/peintre*

Organisation et coordination de l'intervention «Water Matters». Résidence et production artistique financé par l'AFD, dans le cadre du projet de recherche RUSE, et l'Institut Français en Inde. Collaboration avec Urban Design Collective

2018 - Delphine Delas

Organisation et coordination de l'intervention «Calling the fishers in the city». Peinture sur mur sur la thématique de la mer et de la pêche artisanale <https://www.delphine-delas.com/mural/>

2014-2015 - Alain Bublex - *Artiste contemporain*

Impressions de France. Organisation et coordination de la résidence artistique au sein de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines. Financement du Fonds régional d'art contemporain de Basse-Normandie. Donnant lieu à publication par l'artiste : <https://journals.openedition.org/critiquedart/17633>

2011-2012 - J.R. - *Photographe-artiviste*

Entretiens compréhensifs et suivi de l'intervention menée dans le Morro da Providência, Rio de Janeiro, Brésil

2008-2009 Elsa Hourcade - *Directrice artistique*

Participation et animation d'un atelier pédagogique dans le cadre du projet «Les Archivistes et le Tabularium», financé par l'Agence Nationale de Renouveau Urbain, ville d'Hérouville-Saint-Clair, volet Participation citoyenne <http://theatredublog.unblog.fr/2009/06/30/les-archivistes-et-le-tabularium/>

Mobilité internationale :

Chercheur et/ou professeur invité dans un établissement à l'étranger

Septembre 2017 - août 2021	Chercheur détaché au MAEDI	→	Institut Français de Pondichéry
Juin - juillet 2017	Chargé de séminaire. «Villes, aménagement et informalités politiques»	→	Université de Buenos Aires (UBA), Argentine
Décembre 2012 - octobre 2013	Chercheur invité financé par la fondation FAPERJ – Laboratoire «Favela e Cidadania»	→	Université Fédérale de Rio de Janeiro, Brésil
Novembre - décembre 2011	Professeur invité – Conférences et supervision d'un projet scientifique sur les mouvements sociaux urbains, FMSH, EHESS-Paris	→	University Grants Commission (New Delhi), Inde
Mars 2011	Échange scientifique et universitaire ERASMUS	→	Université de Lisbonne, Portugal
Mars 2010	Professeur invité (1 semaine) échange ERASMUS	→	Université de Barcelone, Espagne
Juillet - août 2009	Chercheur invité (2 mois)	→	Université du Québec à Montréal (UQAM), Canada
Août 2007	Chercheur invité – Rajasthan Study Group (1 mois)	→	Columbia University, Centre for South Asian Studies, Etats-Unis.

Mobilité internationale :

Accueil à l'Université de Caen-Normandie de chercheurs et/ou professeurs invités

2021-2022 (deux mois)	B. Dhandapani; Sciences technologiques et de l'ingénierie	→	Institut Français de Pondichéry, Madras University, Inde
2016-2017 (un an)	Roseli dos Santos; Géographe	→	Université Fédérale Paraná (Brésil)
2015-2016 (un an)	Maria Maneiro; Sociologue, chercheuse CONICET	→	Université de Buenos Aires (UBA), Argentine
2014-2015 (deux mois)	Marluci Menezes; Anthropologue	→	LNEC Lisbonne, Portugal
2011-12 (un mois)	Rafael Soares Gonçalves; Historien-juriste	→	Pontifical Universidade Catolica, Rio de Janeiro, Brésil

Participation à des jurys de recrutement (Comités de sélection)

2020 Membre externe du comité de sélection de l'UFR de géographie – poste de MCF, géographie section 23, Université Gustave Eiffel.

2018 Membre du jury de sélection d'un chercheur en sciences sociales, Institut Français de Pondichéry.

2015 Membre externe du comité de sélection de l'UFR de géographie – poste de MCF, géographie section 23, Université de Tours.

2014 Membre du comité de sélection de l'UFR de Géographie – poste de MCF pour l'IUT d'Alençon, géographie sociale, sections 23 et 24 du CNU, Université de Caen Basse-Normandie.

2012 Membre du comité de sélection de l'UFR de Géographie – poste de MCF pour l'IUT d'Alençon, géographie sociale, sections 19 et 23 du CNU, Université de Caen Basse-Normandie.

2011 Membre du comité de sélection de l'UFR de Géographie – poste de MCF en géographie humaine et régionale, section 23 du CNU, Université de Caen Basse-Normandie.

Responsabilités collectives et d'intérêt général

Outre la direction de deux formations professionnelles de niveau Licence Pro et Master 2, qui engagent une responsabilité collective au sein du département de géographie et des instances qui en assurent le fonctionnement, mes responsabilités m'ont conduit à siéger dans plusieurs conseils, centraux (CHSCT), de l'UFR (Conseil d'UFR Géographie), et relevant de mon laboratoire de recherche (Conseil de l'UMR ESO).

Depuis juillet 2022, j'occupe la fonction de directeur du département de géographie de l'Université de Caen-Normandie (UFR SEGGAT).

Responsabilités et mandats locaux ou régionaux

2012-2017 Membre élu du CHSCT de l'Université de Caen-Normandie.

2012-2017 Membre élu du Conseil de laboratoire (UMR ESO), au titre des enseignants-chercheurs.

2015-2017 Membre du groupe local d'experts URBACT, « Awakening the Sleeping Giant », financé par la Commission Européenne, Ville de Caen (Calvados).

2014 Membre du jury de diplôme de service social, Institut Régional du Travail Social, Normandie.

2012-2014 Membre du Conseil scientifique pour l'Aménagement de la Presqu'île, Normandie Aménagement, Ville de Caen (Calvados).

Animation, coordination et évaluation de la recherche

Expérience professionnelle

2017-2019 Membre du partenariat opérationnel du Programme d'intervention « Our neighborhood is my neighborhood », CITISS Challenge, financé par le Ministry of Housing and Urban Development (Inde) et l'Agence Française de Développement. Partenariat avec Smart City Development Corporation Ltd (Gouvernement de Pondichéry) et Urban Design Collective (ONG).

2007-2016 Production de diagnostics de territoire dans le cadre de commandes publiques (collectivités territoriales), Université de Caen-Normandie, Master 2 Aménagement et Recomposition des Territoires.

1997-1998 Stagiaire, Comité Régional du Tourisme Languedoc-Roussillon. Étude sur le tourisme fluvial régional et mise en œuvre d'un dispositif de communication autour des maisons éclusières du Canal du Midi.

1996 Chargé de projet, Bureau d'études ACCORE, Saint-Denis de la Réunion. Étude et évaluation de la mission de rénovation de l'habitat (actuelle ANRU).

1996 Stagiaire, Bureau d'études ACCORE, Saint-Denis-de-la-Réunion. Étude de faisabilité d'un programme immobilier à vocation touristique sur la commune du Port.

1995 Stagiaire, Bureau d'études pour la prévention des risques naturels – TED ALITEC, Montpellier. Recensement des communes sinistrées au Journal Officiel et mise en place d'un outil d'aide à la décision pour le Ministère de l'Environnement.

Activités associatives dans le domaine de la ville et la citoyenneté

Depuis 2016 Administrateur de l'association « Une pierre à l'édifice ».
Domaine d'intervention : renforcement de la citoyenneté, lutte contre la radicalisation et pour l'insertion sociale en ville (échelles régionale - Normandie - et nationale)

2006-2012 Collaborateur (partner), ONG URBZ Generated Cities, Mumbai (Inde)
Mise en œuvre de deux projets de renforcement de la citoyenneté dans l'espace public et résidentiel (quartiers d'habitat insalubre, Dharavi, Koliwada), resp. Rahul Srivasthava et Mathias Echeanove, Mumbai (Inde)

2001-2004 Bénévole chargé de mission, ONG Shikshantar Santhan, The People's Institute for Development, dir. Manish Jain (Udaipur, Inde)

1998-1999 Chargé de projet, ONG Centre for Environment Education, Nehru Foundation for Development (Ahmedabad, Inde). Étude préalable à la mise en place de centres de sensibilisation à l'environnement dans la Réserve naturelle de Nal Sarovar, Gujarat (Inde)

Expertise et évaluation de politiques publiques

2015-2017 Membre du groupe local d'experts, URBACT, « Awakening the Sleeping Giant », financé par la Commission Européenne, Ville de Caen (Calvados)

2012-2014 Membre suppléant du Conseil scientifique pour l'Aménagement de la Presqu'île, Normandie Aménagement, Ville de Caen (Calvados)

Annexe 2 - Liste des publications

Nicolas Bautès

Maître de conférences en géographie

Publications scientifiques : synthèse

Nombre total de publications et communications

Direction d'ouvrages ou de numéros thématiques de revues ───► 5

Articles dans des revues à comité de lecture ───► 26

Chapitres d'ouvrages ───► 18

Communications publiées dans des actes de colloque ───► 18

Communications non publiées ───► 41

Répartition annuelle des publications

2000-2022	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Direction d'ouvrages ou de numéros thématiques de revues																	2	1	1					4
ACL - Articles dans des revues à comité de lecture			1					2	1	1	2	2	5	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1	26
Chapitres d'ouvrages			1	2		1	1	1		3		2	2	1	1			2		1				18
Communications publiées dans des actes de colloque								4	5	1	1	2	3	2										18
Communications non publiées	3	1				6	5	3	3	3	3	1	2		1	3	2	2	3					41
Total	3	1	2	2	6	6	4	6	8	12	4	7	9	7	8	6	4	7	1	2	1	1		

↓
Période doctorale :
Université Montpellier 3 et
Paris 7 Denis Diderot
UMR Espace et UMR SEDET

↓
Période postdoctorale : Université de Pau
et des Pays de l'Adour/UMR SET
Université Fédérale de Rio de Janeiro/
Laboratoire Favela e Cidadania
Centre de Sciences Humaines New Delhi

↓
Maître de conférences, Université
de Caen Normandie, UMR ESO

↓
Allocation de chercheur invité FAPESP,
Université Fédérale de Rio de Janeiro/
Laboratoire Favela e Cidadania

↓
Période doctorale : Université
Montpellier 3 et Paris 7 Denis
Diderot
UMR Espace et UMR SEDET

Classement des productions et publications scientifiques (2000-2022)

Direction d'ouvrages et de numéros thématiques de revues

1. **NERCAM, N. ITHURBIDE, C., BAUTES, N.** Art Activism in India, *SAMAJ*, n°30, à paraître janvier 2023.
2. **BAUTES, N., MANEIRO, M., SOARES GONÇALVES, R.**, 2018, « Retomar a informalidade », *O social em questão*, n°43, PUC-Rio.
3. **BONY, Y., BAUTES, N., GOUSET, V.**, 2017, *L'espace en partage*, Presses Universitaires de Rennes, 412 p.
4. **SOARES GONÇALVES, R., BAUTES, N. & DE LUNA FREIRE, L.**, 2016, Rio de Janeiro 2016 ou les travers de la ville olympique. *Problèmes d'Amérique latine*, 103 (4), 5-15. doi:10.3917/pal.103.0005
5. **BAUTES, N., MORELLE, M., DE SANTIS FELTRAN, G.**, 2016, « Espaces urbains et informalité politique au Brésil », *Revue Confins*, n° 28.

Articles dans des revues à comité de lecture

1. **BAUTES, N.**, 2022, « On the interpretation of critics and politics in situ(ation). Postures, adjustments and narratives in a Brazilian favela », *ACME- An International for Critical Geography* (article soumis, en cours d'évaluation)
2. **GOREAU-PONCEAU, A. ; BAUTES, N., & RAJ, A.**, 2021, « Géographies de l'alcool à Pondichéry : sociabilités, frictions et enjeux politiques d'une économie en croissance », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 283, 159-197.
3. **MATHEVET, R. ; TARGOWLA, S. ; BAUTES, N.**, et al., 2020, Wetlands for a Sustainable Urban Future: Insights from Pondicherry, South India. *Grassroots Journal of Natural Resources*, Grassroots Institute 3 (4), pp.74-93.
4. **PILLAI, S.; BAUTES, N.; BOISSIER-CORMEL, N.** 2019, « Theatre in the Smart City: The Case of Pondicherry, South India, *Cahiers d'Outre-mer*, 277, Industries culturelles et plateformes numériques dans les Suds : des reconfigurations sociales et spatiales en question », janvier-juin, p. 139-164, DOI : <https://doi.org/10.4000/com.8857>
5. **PROISY, C.; MUTHUSHANKAR, G.; BALASUBRAMANIAN, D. ; BAUTES, N.** et al., 2018, « When Socio-Economic Plans Exacerbate Vulnerability to Physical Coastal Processes on the South East Coast of India », *Journal of Coastal Research*, 85, DOI: 10.2112/SI85-001.1
6. **BAUTES, N.; MANEIRO, M.** 2017, Retomar a informalidade. Un abordaje de su dimensión política, *Revista O Social em Questão*, Ano XX - n° 39 - Set Dez, p. 301-326.
7. **Collectif INVERSES (TADIE J., MORELLE M., BAUTES N., BENIT-GBAFFOU C., RIVELLOIS J., JACQUOT S., SIERRA A.)**, 2016, *L'informalité politique en ville. 8 chercheurs et 9 villes face aux modes de gouvernement urbain*, *L'espace politique*, n° 29.
8. **BAUTES, N.; MORELLE, M.; DE SANTIS FELTRAN, G.**, 2016, « Penser les formes de gouvernement urbain à partir des villes brésiliennes », *Confins* n° 28, *Espaces urbains et informalité politique au Brésil*, <https://confins.revues.org/11195>
9. **BAUTES, N.; TAIEB, A.**, 2015, « Petits arrangements, intimidations et rapports de pouvoirs au cœur de l'action publique urbaine. La politique des favelas en questions », *Géocarrefour*, vol.90, n° 1. *Actions publiques urbaines dans les Suds : trajectoires et ajustements*, p. 83-92, <http://geocarrefour.revues.org.gate3.inist.fr/9667>
10. **BAUTES, N.**, 2015, Ambivalences de la gestion de la ressource patrimoniale en Inde. L'exemple du Rajasthan, *ESO-Travaux et Documents*, n° 39, juin, http://eso.cnrs.fr/_plugins/document2flash/umreso/_attachments-pdf2flash/n-36-decembre-2013-travaux-et-documents-2-2-2/Bautesp63-76/book.html

11. **BAUTES, N.; SOARES GONCALVES, R., DA COSTA, C., 2014**, « Le Quilombo, l'Église et la Loi. Conflits et illégalismes autour de l'appropriation d'un espace de mémoires », *Annales de Géographie*, vol.10, n° 700, dossier « Illégalismes et gouvernement des territoires », coord. F. Maccaglia, p. 1310-1337, http://www.cairn.info.gate3.inist.fr/article.php?ID_ARTICLE=AG_700_1310
12. **SOARES GONCALVES, R., BAUTES, N., 2014**, « De la qualification juridique à l'usage social du droit : les favelas en prise avec l'action publique », *Géocarrefour*, vol. 88, n°3, p.217-226, <http://geocarrefour.revues.org.gate3.inist.fr/9190?lang=en>
13. **BAUTES, N., MOREIRA, C., 2013**, « A pé ao oratorio ou a caminhada impossivel », *Redobra Revista Corpocidade*, n°9, Universidade Federal da Bahia, http://www.redobra.ufba.br/?page_id=157
14. **BAUTES, N. ; REGINENSI, C., 2013**, « Percursos e travessias no Morro da Providência : desafios das interações sociais e espaciais no jogo formal/informal », *Libertas. Revista da Faculdade de Serviço Social*, vol.13, n° 2, Universidade Federal Juiz de Fora. <http://ufjf.emnuvens.com.br/libertas>
15. **BAUTES, N. ; FERNANDES, L. ; BURGOS, M., 2013**, « Entre confrontos e desafios na construção da legitimidade popular: algumas perspectivas sobre os movimentos de resistências em favelas do Rio de Janeiro, » *Libertas. Revista da Faculdade de Serviço Social*, vol.13, n° 2, Universidade Federal Juiz de Fora. <http://ufjf.emnuvens.com.br/libertas>
16. **BAUTES, N. & MENEZES, M., 2013**, « Différents, semblables, mêlés : réflexion sur les individus, leurs rapports à l'espace urbain et leurs représentations de la vie sociale », *ESO-Travaux et Documents*, n° 35, juin, http://eso.cnrs.fr/TELECHARGEMENTS/revue/ESO_35/menezes_bautes.pdf
17. **BAUTES, N. 2013**, « La rue brésilienne. Retours sur les mouvements sociaux urbains de 2013 », *Métropolitiques*, <http://www.metropolitiques.eu/La-rue-bresilienne.html>
18. **BAUTES, N. & MARIE DIT CHIROT, C., 2012**, « Pour une géographie sociale de l'action », *Carnets de géographes*, n° 4 « Géographies critiques », http://www.carnetsdegeographes.org/carnets_recherches/rech_04_01_Bautes.php
19. **BAUTES, N. 2012**, « Rapports à l'espace, discours et portée politique de l'activisme urbain à Mumbai: l'initiative URBZ face à l'élargissement de l'arène publique », *L'information géographique*, vol 76. n° 1, p. 89-102, http://www.cairn.info.gate3.inist.fr/resume.php?ID_ARTICLE=LIG_761_0089
20. **BAUTES, N. & SOARES GONCALVES, R., 2011**, « Sécuriser l'espace des pauvres. Sécurité publique et justice spatiale dans les favelas de Rio de Janeiro », *Justice Spatiale/Spatial Justice. Pratiques de Sécurité en Ville* (coord. J. Tadié & M. Morelle), n° 4, <http://www.jssj.org/article/securiser-lespace-des-pauvres/>
21. **BAUTES, N. BOISSINOT, & SAGLIO-YATZIMIRSKY, M-C., 2011**, « Ressources foncières et pression immobilière à Mumbai », *Revue Tiers Monde, Dynamiques foncières dans les villes du Sud*, n° 206, p. 55-74, <http://www.cairn.info.gate3.inist.fr/revue-tiers-monde-2011-2-page-55.htm>
22. **BAUTES, N., 2010**, « L'expérience artiviste dans une favela de Rio de Janeiro », *Cahiers de géographie du Québec*, n° 153, vol.54, déc-jan, p. 471-498, http://www.cgq.ulaval.ca/textes/vol_54/no153/res-Bautes.pdf
23. **BAUTES, N. & SOARES GONCALVES, R., 2009**, « Il processo partecipativo nei programmi di risanamento delle favelas a Rio de Janeiro. Fondamenti e pratiche », *Bollettino della Società Geografica Italiana*, vol. 2, p. 163- 182.
24. **BAUTES, N. & REGINENSI, C., 2008**, « Marge(s) dans la métropole de Rio de Janeiro : du désordre dans l'urbain à la mobilisation de ressources », *Autrepart*, n° 47. p.149-168, <http://www.cairn.info.gate3.inist.fr/revue-autrepart-2008-3-p-149.htm>
25. **BAUTES, N. GOMES, M de F. & REGINENSI, C., 2008**, « Les commerçants ambulants et leurs clients à Rio de Janeiro : des espaces de sociabilités en mouvement », *Espaces et Sociétés* n° 135 - Le consommateur ambulant, p. 79-97, <http://www.cairn.info.gate3.inist.fr/revue-espaces-et-societes-2008-4-page-79.htm>
26. **BAUTES, N. 2003**, « Réseaux d'entrepreneurs, héritages et territoire. La mise en place d'un système touristique dans une ville moyenne du Rajasthan », in *Villes moyennes et mondialisation. Renouveau de l'analyse et des stratégies*. Trames, Université de Montréal, p.273-286

1. **BAUTES, N. & BURGOS, M., 2020**, « Ce que chercher implique. Trajectoire de deux chercheurs en sciences sociales dans deux favelas de Rio de Janeiro », in S. Lerouley, M. Uhel, *Chercheurs critiques en terrains critiques*, Paris : Les liens qui libèrent, à paraître en novembre 2020
2. **BAUTES, N., 2018**; “Caught between metropolitan renovation and resistance: the dilemma of Khotachiwadi, Mumbai (India)”, in M. Menezes and C. S. Costa, (orgs.), *Neighborhood & City – Analogue and digital perspectives*, Lusophonia University Press.
3. **BAUTES, N. et al. (Collectif ROCS), 2018**, « Retours dans le Domfrontais. Premiers jalons pour la revisite d'une enquête collective dans un espace rural », in *25 ans de dynamiques rurales*, Toulouse : Presses Universitaires du Mirail.
4. **BAUTES, N.; CADÈNE, Ph. ; DUMORTIER, B., 2015**, « Le tourisme en Inde, imaginaires et réalités », in Ph. Cadène, B., Dumortier (dir.), *L'Inde, une géographie*, Paris : Armand Colin, p. 289-303, <http://www.armand-colin.com/linde-une-geographie-capes-agregation-histoire-geographie-9782200602758>
5. **BAUTES, N. & SOARES GONCALVES, R., 2014**, « Guerre et paix à Rio de Janeiro. La « pacification » des favelas en questions », in C. Cuénot, P. Bergel, V. Milliot M. Porret, dir., *La ville en ébullition*. Presses Universitaires de Rennes, Presses de Genève, p. 83-106
6. **BAUTES, N., DUPONT, V., LANDY, F.**, « Local and translocal systems of actors », in M-C. Saglio-Yatzimirsky & F. Landy, orgs., 2013, *Mega-city Slums. Social Exclusion, Space and Urban Policies in Brazil and India*, Londres/Genève : Imperial College Press, (Coll. Urban Challenges), p.257-306, DOI : http://dx.doi.org/10.1142/9781908979605_0008
7. **LANDY, F. & BAUTES, N., 2013**, « Acting from the Slums: Questioning Social Movement and Resistance », in M-C. Saglio-Yatzimirsky & F. Landy, (orgs.), *Mega-city Slums. Social Exclusion, Space and Urban Policies in Brazil and India*, Londres/Genève: Imperial College Press. (Coll. Urban Challenges), pp. 363-407, DOI : http://dx.doi.org/10.1142/9781908979605_0008
8. **BAUTES, N., 2012**; « Activisme contemporain, nouvelles technologies et transformations de l'espace. Les ressorts de la recherche impliquée à Mumbai (Inde) », in C. Cerreti, I. Dumont, M. Tabusi (eds.), *Geografia sociale e democrazia*, Rome: Ed. di Cultura, <https://sites.google.com/site/socialgeo/nicolas-bautes>
9. **BAUTES, N. & VALETTE, E., 2012**, « The innovative and normative role of culture in urban development policies. Questioning peripheries in urban spaces of Brazil and Portugal », in Valença M., (org.), *Urban Developments in Brazil and Portugal*, New York: Nova Science Publishers, *Studies of Portuguese- Speaking Countries Series*, pp. 299-316.
10. **BAUTES, N., 2010**, « Activismo urbano, estetização resistente e economia cultural no Rio de Janeiro », In Cabral, M.F.M.G., Barbosa, M.J.de Souza, (eds.), *Cidade e sustentabilidade: Mecanismos de controle e resistência*, Rio de Janeiro, Terra Vermelha editora, p. 125-140
11. **BAUTES, N. & GUIU, C. 2010**, « Cheminement autour de l'identité urbaine », in M. Gérardot (ed.), *La France en villes*, Ed. Atlande, p. 119-126
12. **BAUTES, N., 2010**, « (Ex)pressions culturelles dans une favela carioca. Étude de deux projets de valorisation territoriale par la culture (Morro da Providência et Vigário Geral, Rio de Janeiro) » in Abdoul Hameth Ba & Jean-Louis Zentelin. (Org.), *La dimension culturelle du développement. Dynamiques de valorisation et de dévalorisation des territoires urbains*. Paris : l'Harmattan, Coll. Institut de la ville et du développement. Sciences Humaines et Sociales.
13. **BAUTES, N., 2008**, « Que mais além do espetáculo? Resiliência e desvios ao redor de um projeto de valorização de favela », in M. F.C.M Gomes, L.L. Fernandes & R. S. Maia (Org.), *Interloções Urbanas : arenas, enredos e atores*. Rio de Janeiro : Arco Iris, p. 92-107
14. **BAUTES, N., 2007**, « Exclusion and Election in Udaipur Urban Space: Implications of Tourism. », in Carol Henderson & Maxine Weisgrau, *Raj Rhapsodies: Tourism, Heritage and the Seduction of History (New Directions in Tourism Analysis)*, Burlington : Ashgate, p. 89-106.

15. **BAUTES, N., 2006**, « Espaço patrimônio e dinâmica de atores na Rua do Lavradio (Centro Histórico do Rio de Janeiro). A produção sócio-política do “Novo Rio Antigo” », in Maria de Fatima Marques Cabral Gomes & Ana Isabel Pelegrino (eds.), Transformações no mundo do trabalho e políticas públicas: a questão do comércio ambulante em tempos de globalização, Rio de Janeiro : Ed. DP& A
16. **BAUTES, N. & VALETTE, E., 2004**, « Painting Production, Cultural Economy and Territorial Dynamics in Rajasthan », in Allen J. SCOTT, J. & Dominic POWER, (eds.), The Cultural Industries and the Production of Culture, London: Routledge, p. 207-223
17. **BAUTES, N. & CADÈNE, P., 2004**, « L’Inde, un État géant aux marges de l’Asie Orientale », in NORAO, Philippe PELLETIER & Christian TAILLARD (dir.), Nouvelles régionalisations en Asie du Sud-est. vol. I. Identités Territoriales, p. 273-293
18. **BAUTES, N., 2003**, « Forms and Expressions of a Local Heritage in a Changing Socio-economic Context. The Case of Ancient Royal Capital of Rajputana with Reference to Udaipur City », in JOSHI Varsha & SINGH Surjit (eds.), Institutions and Social Change in Contemporary Rajasthan; Jaipur : Rawat Publications, p. 106-126

Communications

1. **BAUTES, N.**, « Des médiations informelles au cœur des procédures de relogement. Morro da Providência face au programme Morar Carioca, Rio de Janeiro », Séminaire du REHAL – Réseau Français « Recherche-Habitat-Logement », École Nationale Supérieure d’Architecture Paris-Val-de-Seine, Centre de Recherche sur l’Habitat, UMR Lavue, 06 mars 2015
2. **BAUTES, N.**, « L’espace, scène et enjeu de mobilisations conflictuelles. Illustrations autour du quilombo Pedra do Sal, Gamboa (Rio de Janeiro) », Colloque « Conflits de lieux, lieux de conflits », CHERPA, Science-Po Aix, 29 janvier 2015
3. **BAUTES, N.**, « Conflits et illégalismes autour de la Pedra do Sal, Rio de Janeiro », in Séminaire de recherche « Histoire, territoire, identités », Coord. A. Musset, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 05 décembre 2014
4. **BAUTES, N.; BERGEL, P.; MARIE DIT CHIROT, C.**, « Ralentir, travaux ! Les sciences sociales face au tournant spatial », Colloque international « L’espace en partage », Rennes, 8-10 mai 2014
5. **BAUTES, N., DUPONT, V.**, « Mobilisations autour de l’habitat précaire à Delhi (Inde) et à Rio de Janeiro (Brésil) : quels registres de justification ? », Séminaire « Droit à la Ville, Revendications politiques et construction de registres de légitimités », coord. M. Morange, CESSMA, Paris, 14 mars 2014
6. **BAUTES, N.**, « Cruzando os caminhos do poder e do planejamento urbano: trajetórias de novos sujeitos políticos numa favela “pacificada” », Séminaire du Laboratoire LEUS, PUC-Rio de Janeiro, 13 juin 2013
7. **BAUTES, N.**, « Crossing matters. Perspectives on field investigation : from the study of patrimonialization to the understanding of resistance dynamics of social resistance in the port area of Rio de Janeiro », Intervention au séminaire PPGAU, Faculté d’Architecture et d’Urbanisme de l’Université fédérale Fluminense, Niteroi, 31 mars 2013
8. **BAUTES, N.**, « Distant/close places? On a few postures of a geographer engaged in foreign fieldwork », Association of American Geographers Annual Meeting, 24 février 2012
9. **BAUTES, N.**, « Activisme digital à Mumbai », IVe Rencontres franco-italiennes de géographie sociale Geografia sociale e democrazia. Opportunità e rischi della comunicazione non convenzionale, Université de Roma Tre, 30 mars-1er avril 2011
10. **BAUTES, N.**, « La lente valorisation du patrimoine des favelas de Rio de Janeiro », Séminaire Patrimoine et culture, École Normale Supérieure Ulm, 15 avril 2010
11. **BAUTES, N.**, « La valorisation des espaces urbains de marges : entre diffusion de modèles patrimoniaux et résilience des systèmes sociaux (exemples croisés Inde, Brésil) », Séminaire de recherche CITERES, Université de Tours, 10 avril 2010

12. **BAUTES, N.**, « Mise en perspective des notions de temps, espace et paysage en géographie sociale », Colloque franco-italien de géographie sociale : L'espace, le temps, le paysage, Université de Caen-Normandie, 25,26 et 27 mars 2010
13. **BAUTES, N.**, « De l'artivisme urbain à la spéculation patrimoniale : la favela au cœur des enjeux du centre historique de Rio de Janeiro », Colloque Patrimoines culturels et désir de territoires : vers quels développements? Nîmes, Art-Dev, Université de Nîmes, Université Montpellier III, 24-27 février 2010
14. **BAUTES, N.** « Acting from the urban margin spaces : empirical perspectives from India/Brazil slums », Communication au colloque International : Habitat précaire, exclusion sociale et politiques urbaines et environnementales dans les mégapoles de l'Inde et du Brésil. Perspectives franciliennes, Musée du Quai Branly, Paris, 2-3 février 2010
15. **BAUTES, N.**, « Violences urbaines et réponses citoyennes à Rio de Janeiro », Séminaire du pôle interdisciplinaires Villes et sciences sociales, Maison de la Recherche en Sciences Humaines, Caen, 3 mars 2009
16. **BAUTES, N.**, « Politiques publiques versus activisme urbain », 11e Rencontres franco-italiennes de géographie sociale, Université de Naples, 7 avril 2009.
17. **BAUTES, N.**, « Atores das margens, atores do interstício », Communication au Colloque international Cidade e Sustentabilidade (Ville et durabilité), ESS-Université Fédérale de Rio de Janeiro, 14-15 septembre 2009
18. **BAUTES, N. & SOARES GONCALVES, R.**, « Morros do centro do Rio de Janeiro : entre o esquecimento e a reapropriação da memória urbana. In: XI Simpósio Nacional de Geografia Urbana, Brasília. Anais do XI Simpósio Nacional de Geografia Urbana, Brasília, 01-04 septembre 2009.

Communications non publiées

1. **BAUTES, N.**, « Local Conflicts and Illegalisms in the Production of a Space of Memory in Rio de Janeiro, Brazil », CPR-CSH Workshop, Centre for Policy Research, Delhi, 24 avril 2018
2. **BAUTES, N., SURYANARAYANAN, A.**, « Perspectives on uses and transformation of the city: A socio-spatial mapping of the Grand Canal, Pondichéry », Institut Français de Pondichéry, 20 février 2018
3. **BAUTES, N.**, « Brillante ou ordinaire, la métropole? », Métropolisations d'hier et d'aujourd'hui, Séminaire thématique du programme Villes et Sciences Sociales, La ville passante : mobilités et enracinements, Maison de la Recherche en Sciences Humaines, Caen, 12 février 2018
4. **BAUTES, N. & DE BERCEGOL, R.**, « La politique des slums ou l'étude des jeux politiques à l'œuvre dans les quartiers d'habitat précaire. Regards croisés », Café Géo, Que faire des bidonvilles? Centre Social Pluriel(le)s, Tours, 18 janvier 2017
5. **BAUTES, N.**, « La réhabilitation des slums en question : fragmentation spatiale, différenciations socio-religieuses et stratégies de résistance à Mumbai », Namaste I.N.D.E./France-Ambassade de l'Inde en France, INSA Bourges, 18 octobre 2017
6. **BAUTES, N.**, « Enquêter sur les jeux politiques à l'œuvre dans les quartiers d'habitat précaire : expériences croisées Inde-Brésil », 21e Journées Géo'rizon, Université de Chambéry, 15 décembre 2016
7. **BAUTES, N.**, « Événements sportifs internationaux et urbanisme à Rio de Janeiro : quand l'exception oriente le politique », Journée d'étude La ville à l'épreuve des grandes manifestations sportives mondiales, Caen, MRSH/Programme « Villes et sciences sociales », 29 mars 2016
8. **BAUTES, N.**, « Doing urban research in India and Brazil. Challenges to comparative analysis », Seminar The Politics of Slums in the Global South, <http://www.hioa.no/Om-HiOA/Senter-for-velferds-og-arbeidslivsforskning/NIBR/Aktuelle-saker/Artikler-norsk/Seminar-og-boklansering-The-Politics-of-Slums-in-the-Global-South>, 30 novembre 2015
9. **BAUTES, N. & MANEIRO, M.**, « Interrogaciones sobre la (in)formalidad política », 1° Congreso latinoamericano de teoría social, ¿Por qué la teoría social? Las posibilidades críticas de los abordajes clásicos, contemporáneos y emergentes, Buenos Aires, 21 août 2015
10. **BAUTES, N. & MANEIRO, M.**, « Qu'est-ce qu'une ville de riche(s), une ville de pauvre(s)? Réflexions sur la construction des catégories et des représentations sociales de l'espace », Séminaire Villes et Sciences

Sociales, Maison de la Recherche en Sciences Humaines, Caen, UMR ESO/CHRQ, 31 mars 2015

11. **BAUTES, N.** «Parcours de recherche en géographies. Vers une lecture politique des processus de valorisation de l'espace», Séminaire «Territoires et exclusions», Coord. C. Hancock, Paris, École Normale Supérieure Paris-Ulm, 17 octobre 2014
12. **BAUTES, N.**, «Beyond the narratives of rehabilitation : spatial fragmentation, social differentiation and strategies of resistance in Behrampada», Communication au workshop de l'équipe STAKES, «Politiques socio-économiques et restructurations territoriales», Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 13 juin 2012
13. **BAUTES, N.**, «Acting from the slums : challenges of aesthetics mobilizations and construction of spaces of insurgent citizenship», Communication au workshop de l'équipe Pratiques et représentation de la citoyenneté en Asie du Sud, 15 mars 2012
14. **BAUTES, N.** «Activisme digital à Mumbai», IVe Rencontres franco-italiennes de géographie sociale Geografia sociale e democrazia. Opportunità e rischi della comunicazione non convenzionale, Université de Roma Tre, 30 mars-1er avril 2011
15. **BAUTES, N.** «L'artivisme dans une favela de Rio de Janeiro», Colloque Patrimoines culturels et désir de territoires : vers quels développements? Laboratoire Art-Dev, Université de Nîmes-Université de Montpellier 3, 24-27 février 2010
16. **BAUTES, N.** «Acting from the urban margin spaces : empirical perspectives from India/Brazil slums», Colloque International : Habitat précaire, exclusion sociale et politiques urbaines et environnementales dans les mégapoles de l'Inde et du Brésil. Perspectives franciliennes, Musée du Quai Branly, Paris, 3 février 2010
17. **BAUTES, N.** «Conclusions et perspectives des rencontres de géographie sociale», Colloque franco-italien de géographie sociale : L'espace, le temps, le paysage, Université de Caen-Normandie, 25,26 et 27 mars 2010
18. **BAUTES, N.** «Atores das margens,atores do interstício », Colloque international Cidade e Sustentabilidade (Ville et durabilité), ESS-Université Fédérale de Rio de Janeiro, 14-15 septembre 2009
19. **BAUTES, N.** « Antigos e novos quadros da intervenção publica na Rocinha : onde o poder publico encontra a complexidade territorial (Rio de Janeiro) », Colloque international Social Exclusion, Territoires et politiques urbaines : comparaisons Inde-Brésil, Institut d'Études Avancées (IEA) Université de São Paulo, 29-30 août 2009
20. **BAUTES, N.**, « La fabrique de Global Mumbai (Inde) : des politiques inscrites en réponse à la crise urbaine? », Colloque Dynamiques urbaines comparés France-Iran, Université de Caen Basse-Normandie, 30-31 mars 2009
21. **BAUTES, N.**, « Antigos e novos quadros da intervenção publica na Rocinha : onde o poder publico encontra a complexidade territorial (Rio de Janeiro) », Communication au Colloque international «Social Exclusion, Territoires et Urban Policies : India-Brasil I », Institut d'Études Avancées (IEA) Université de São Paulo, 29-30 août 2008
22. **BAUTES, N. & SAGLIO-YATZIMIRSKY, M-C.**, « Rehabilitation schemes in Mumbai: Towards the slow emergence of a ground's community action ? Learning from Dharavi and Behrampada », Séminaire international Social Exclusion, Territories and Urban Processes II, Centre de Sciences Humaines & India International Centre, New Delhi, 13 février 2008
23. **BAUTES, N.; SAGLIO-YATZIMIRSKY, M-C.**, « Rehabilitation schemes in Mumbai: Towards the slow emergence of a ground's community action? Learning from Dharavi and Behrampada », Colloque international Social Exclusion, Territories and Urban Processes, Centre de Sciences Humaines & India International Centre, New Delhi, 12 février 2008
24. **BAUTES, N.** «Dharavi and Rocinha, slum models ?», Colloque Exclusion sociale et habitat précaire, Laboratoire d'Études Avancées (Laboratorio de Estudos Avançados) Université de São Paulo, Brésil, 29-30 octobre 2007
25. **BAUTES, N. & SOARES GONCALVES, R.** « Morros de Rio de Janeiro : entre oubli et réappropriation d'une figure de l'héritage urbain », in Pérennité urbaine, ou la ville par-delà ses métamorphoses, Commission Ville et métropolisation, Université de Nanterre, 15-16 mars 2007

26. **BAUTES, N.** « Singularidade e cultura, narrativas e focos da cidade sustentável », Geopolítica, globalização e mudança ambiental : desafio no desenvolvimento latinoamericano, XIe encontro de geografos da america latina, Bogotá, 26-30 mars 2007
27. **BAUTES, N.**, « Jongo et Morro da Serrinha, ou la valorisation d'un espace périurbain dans le cadre d'un produit touristique « ethnique » (Rio de Janeiro) », Colloque international La dynamique des territoires en milieu périurbain et le patrimoine naturel et culturel, Université de Montréal, UGI Développement durable, 26-28 avril 2006
28. **BAUTES, N.**, « (Ex)pressions culturelles dans la favela carioca. Étude de deux projets de valorisation territoriale par la culture (Morro da Providência et Vigário Geral, Rio de Janeiro) », Colloque Dynamiques de valorisation et de dévalorisation des territoires urbains, Université d'Evry Val d'Essonne, Centre Pierre Naville, 2 et 3 mars 2006
29. **BAUTES, N.** « La participation populaire en Inde. Tendances et perspectives », Atelier de recherche : L'habitat politique, Pôle « Sciences de la ville », Université Paris 7 Denis-Diderot; 2006
30. **BAUTES, N.** « Appréhensions de la singularité patrimoniale au Rajasthan : de l'adéquation au « modèle royal » à la quête de modèles émergents », Colloque Le patrimoine, prétexte de rencontres. Autour d'A. Micoud, IRSAM, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 15 juin 2006
31. **BAUTES, N.** « Processus de réhabilitation des bidonvilles à Rio de Janeiro et Mumbai, ou l'ambiguë valorisation des marges », Journées de l'UR 029 URBI Environnement urbain, Bondy, 3 octobre 2006
32. **BAUTES, N.** « Margins and Mobility Practices of the resources of in-between-ness. Some examples of the urban/rural fringe of Udaipur, Rajasthan (India) », Asian Annual Conference, Chicago, 31 mars-3 avril 2005- AAS Papers
33. **BAUTES, N.**, « Expressões e processos territoriais de desenvolvimento turistico : perspetivas teoricas e metodológicas na análise do turismo urbano na India e no Brasil », Belém, Communication parue dans les Actes du colloque Desenvolvimento local e Território, Université Fédérale du Pára, 22 juin 2005
34. **BAUTES, N.** « Um gosto pelo património. Processos de produção de um território turistico : Udaipur (India) », Journée du Programme de Post-graduation en géographie, Département de Géographie de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro, 28 novembre 2005
35. **BAUTES, N.**, « O projeto Novo Rio Antigo na dinâmica de requalificação do Centro Histórico do Rio de Janeiro », Séminaire international Comercio e Cultura em tempos de Globalização, ESS Université Fédérale de Rio de Janeiro. Communication parue dans les actes du colloque. CD-Rom CCTG-ESS-UFRJ, 19-23 novembre 2005
36. **BAUTES, N.** « Entre identités culturelles et enjeux économiques : les acteurs du tourisme à Udaipur (Rajasthan) », Journées du Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud, Collège de France, 27 novembre 2005. Association des Jeunes Études indiennes (AJEI)
37. **BAUTES, N.** « Turismo e território na Terra dos Reis, ou quando herança e singularidade se tornam projeto territorial », Journée du laboratoire LeMetro, Département d'Anthropologie – IFCS Université Fédérale de Rio de Janeiro, 4 décembre 2005
38. **BAUTES, N.** « Territorial Dynamics, Cultural Heritage and Tourism Development in South-Rajasthan », Colloque international Rajasthan in the New Millenium, Institute of Development Studies, Jaipur, 31 décembre 2001
39. **BAUTES, N.** « Castes et réseaux dans les activités liées au tourisme à Udaipur, Rajasthan (Inde) » Journée d'étude Individus et organisations dans les dynamiques territoriales, Montpellier 3, 21 avril 2000
40. **BAUTES, N.** « Tourisme et entrepreneurs dans une ville moyenne indienne : le cas d'Udaipur, Rajasthan », Ateliers du Centre de Sciences Humaines New Delhi, 10 janvier 2000
41. **BAUTES, N. 2000**, « De l'usage économique d'un passé prestigieux : entrepreneurs et développement touristique international à Udaipur, Rajasthan (Inde) », Les territoires locaux construits par les acteurs, Feuilles de l'ENS, Laboratoire Géophile E.N.S. Fontenay

Compte-rendu de lecture

1. **BAUTES, N.** Compte-rendu de l'ouvrage de S. SOUCHAUD, *Le Brésil*, éd. Atlande, Mappemonde, Revue trimestrielle sur l'image géographique et les formes du territoire, à paraître, n° 125, août 2020, <http://mappemonde.mgm.fr/>
2. **BAUTES, N.** Compte-rendu de l'ouvrage de DUPONT, V.; JORDHUS-LIER, D.; SUTHERLAND, C., BRAATHEN, E., 2016, «The Politics of Slums in the Global South», Routledge, présenté au laboratoire NIBR, Oslo
3. **BAUTES, N.** Nicolas Bautès, « Paul Claval, Un regard sur les idées reçues à propos du Brésil », *Géographie et cultures* [En ligne], 81 | 2012, mis en ligne le 19 mai 2013, URL : <http://journals.openedition.org>
4. **BAUTES, N. & SOARES GONCALVES, R.** «Troupe d'élite», in *Confins, Revue Franco-Brésilienne de géographie*, n°6, 2009, <http://confins.revues.org/index5967.html>
5. **BAUTES, N. & SOARES GONCALVES, R.**, 2008, « Tropa de elite », in *Bolletino della Societa geografica italiana*, Parme
6. **BAUTES, N.** «Les villes indiennes et l'eau», Compte-rendu de lecture de l'ouvrage de M.C. ZERAH, *L'accès à l'eau dans les villes indiennes*, *L'espace géographique* 29/4, 2000, p.376

Diffusion de la culture scientifique : débats publics, traductions et interventions médias

1. **Conférence-débat** «L'urbanisation rapide détruit-elle les villes indiennes?», Les conférences de l'IFP. Un autre regard sur l'Inde, Institut Français de Pondichéry, 14 janvier 2020.
2. **Traduction Anglais-Français** de l'article d'Ananya Roy «Why India cannot plan its cities», initialement publié dans la revue *Planning Theory* (2009, vol. 8, n° 1, p. 76–87. Publication dans l'ouvrage «Perspectives indiennes. Études en sciences sociales», éd. Forges de Vulcain.
3. **Traduction Portugais-Français** de deux articles pour la revue *Confins. Revue franco-brésilienne de géographie*, numéro thématique «Informalité politique dans les villes brésiliennes» (coord. N. Bautès et M. Morelle) : Luiz Antonio Machado de Souza «Favela, criminalité violente et politique à Rio de Janeiro» et Michel Misse, «Crime urbain, sociabilité violente et ordre légitime. Commentaires sur les hypothèses de Machado da Silva»
4. **Participation à l'émission** Planète Terre «Habiter les bidonvilles», Animation Sylvain Khan, France Culture, 1er octobre, <http://www.franceculture.fr/emissions/planete-terre/habiter-les-bidonvilles>
5. **Traduction Anglais-Français** de l'article de Robert Röling, «Amsterdam : une étoile montante dans le secteur mondial de la publicité», in Frédéric Leriche *L'économie culturelle et ses territoires*, Presses Universitaires du Mirail (PUM), Toulouse
6. **Participation à l'émission** de Radio de F. Monier. Fréquence Protestante. Thème : «Les bidonvilles. Discussions autour de l'ouvrage « Le pire des mondes possibles », de M. Davis, Ed. La Découverte
7. **Co-écriture et réalisation du documentaire** « Profils d'ambulants : espace public et commerce informel dans la favela de Rocinha », Rio de Janeiro, Catherine Reginensi (anthropologue), Clémentine Roméo (urbaniste) et TV-ROC, Laboratoire FACI, Université Fédérale de Rio de Janeiro, Brésil
8. **Rédaction de fiches de synthèse** en géographie et histoire, Encyclopédie Mémo-fiches, Éditions Atlas: l'Asie centrale, l'Afrique occidentale, le Monde indien, le Bénélux.

Annexe 3 - Liste des mémoires universitaires encadrés

2007-2008			
	Citoyenneté et démocratie participative : exemples à Montréal	Master 2 Pro Géographie, UCN-ESO	Romain Millot
2008-2009			
	La sédentarisation des gens du voyage. Exemples dans la région parisienne	Master 2 Pro Géographie UCN-ESO	Cathie Lemoine
	La ville durable au sein des Directions Départementales des Territoires et de la Mer	DU de 3e cycle (M2), Aménagement et Développement Durable, de l'urbain au rural, UCN-ESO	Aline Guinaudeau
Mémoire codirigé avec Lionel Rougé (UCN-ESO)	Stratégies et pratiques des acteurs dans le cadre d'un développement urbain durable : étude des projets d'écoquartiers dans le Calvados en 2008-2009	Master 1 Recherche Géographie UCN-ESO	Alice Ricouard
	La place des adolescents dans un projet culturel territorial : le festival ado (Le Préau, Vire)	Master 2 Recherche Géographie, Université de Nantes, ESO	Laure Michaud
	Le renouvellement urbain face aux enjeux de la « ville durable » : Études de cas à Colombelles et Lisieux	Master 1 Recherche Géographie UCN-ESO	Lisa Landiger
2009-2010			
	Les pratiques linguistiques des immigrés : reflets d'une diversité des liens à la ville : exemple de la ville de Caen	Master 1 Recherche Géographie	Antoine Duschene
	Le logement social durable dans l'agglomération de Caen	Master 1 Recherche Géographie	Emeline Ferey
	Fragments de mémoire de la Fondation Bon Sauveur (Picauville, 50)	Master 1 Recherche Géographie	Nicolas Delahaye
	Kothachiwadi (Mumbai), place of expression of local democracy ?	Master 2 Pro Géographie	Guillaume Folliot
	Le "quartier des Spectacles" de Montréal : lieux, usages et fonctions de la culture dans la ville	Master 1 Recherche Géographie	Jean-Sébastien Leprince
	Enjeux politiques et sociaux de la récupération du centre historique de Rio de Janeiro	Master 1 Recherche Géographie	Sindi Queré
2010-2011			
	Acteurs et enjeux sociopolitiques de la coopération internationale en Afrique de l'Ouest : contribution à une analyse spatiale du développement	Master 2 Recherche Géographie, UCN-ESO	Élodie Édouard
Mémoire codirigé avec Emmanuel Bonnet (UCN-IDEES)	Vivre dans une station balnéaire en basse saison : l'exemple de la Manga del Mar Menor, Costa Cálida, Espagne	Master 1 Recherche Géographie UCN-ESO	Adèle Fleury
	Colombelles, Giberville, Mondeville : logiques municipales et projets urbains dans un contexte post-SMN : un pôle d'agglomération fragmenté ?	Master 1 Recherche Géographie UCN-ESO	Morgane Boitard
	Espace public et urbanisme : l'usage social de l'espace à Barcelone, Espagne	Master 1 Recherche Géographie UCN-ESO	Marina Roger

2010-2011 (suite)

	Le "quartier des Spectacles" de Montréal : lieux, usages et fonctions de la culture dans la ville	Master 1 Recherche Géographie, UCN-ESO	Jean-Sébastien Leprince
	Enjeux politiques et sociaux de la récupération du centre historique de Rio de Janeiro	Master 1 Recherche Géographie, UCN-ESO	Sindi Queré

2011-2012

	Le break dance dans l'espace urbain : entre médiatisation et urbanité souterraine	Master 1 Recherche Géographie UCN-ESO	Mathieu Gonidec
	La place de l'art dans la ville : l'exemple caennais de la presqu'île	Master 1 Recherche Géographie UCN-ESO	Benjamin Bouchard
Mémoire codirigé avec J-Marc Fournier (UCN-ESO)	Les enjeux de l'urbanisation illégale au Mexique : exemple d'une invasion de terrain dans la ville de Puebla	Master 1 Recherche Géographie UCN-ESO	Chloé Mabire
	La Direction Départementale des Territoires (95) et le développement durable	Master 2 Pro, Géographie UCN-ESO	Cartret Jessy
	Acteurs, lieux et discours de l'activisme autochtone : l'exemple de la réserve de Kitigan Zibi au Québec	Master 1 Recherche Géographie UCN-ESO	Johanna Marie
	Étude des places publiques à Barcelone : études de cas à El Raval	Master 1 Recherche Géographie, UCN/Université de Barcelone	Julia Drouet
	Rénover un quartier d'habitat illégal à la frontière brésilienne. Exemple à Saint-Laurent du Maroni, Guyane	Diplôme Universitaire de 3e cycle (M2), Aménagement et Développement Durable, de l'urbain au rural UCN-ESO	Éric Gibereaud

2013-2014

Mémoire codirigé avec Pierre Bergel (UCN-ESO)	Capitalisme et production spatiale : L'exemple de la reconversion de l'ancien espace "SMN" dans l'agglomération caennaise	Master 1 Recherche Géographie UCN-ESO	Antonin Girardin
Mémoire codirigé avec Pierre Bergel (UCN-ESO)	Les réfugiés syriens au Liban : entre résiliences et résistances : Étude de géographie sociale	Master 2 Recherche Géographie UCN-ESO	Dima El Khouri
Mémoire codirigé avec Michael Bermond (UCN-ESO)	Diagnostic territorial : la mobilité en Pays d'Auge	Master 2 Pro, Géographie UCN-ESO	Chloé Mabire
Mémoire codirigé avec Maxime Marie	Effets de marges dans la politique de la Ville d'Hérouville-Saint-Clair	Master 2 Pro, Géographie UCN-ESO	Marine Bonnard

2014-2015

	L'action culturelle associative : des acteurs et des projets, du régional au communal	Master 1 Recherche, Géographie UCN-ESO	Alexis Dominski
Mémoire codirigé avec Pierre Bergel, (UCN-ESO)	(Re)produire la ville à l'heure du post-fordisme : métropolisation et projets urbains : études de cas pour les régions urbaines de Normandie (France) et de Saxe (Allemagne)	Master 2 Recherche Géographie, UCN-ESO	Antonin Girardin
Mémoire codirigé avec Sébastien Jacquot, (Université Paris 1)	Projet urbain et modification des usages dans l'espace public. Étude de la Praça Mauá à Rio de Janeiro.	Magistère Aménagement, 2e année, Paris 1 Panthéon-Sorbonne	Marie Hegron
	Quand la rue fait quartier : Caponière (Caen)	Master 1 Recherche Géographie UCN-ESO	Laurène Petit

2015-2016

	La scène de musiques actuelles : entre marketing urbain et volonté d'indépendance : illustration dans l'agglomération de Caen-la-Mer	Master 1 Recherche Géographie UCN-ESO	Thomas Stenou
	Étude de faisabilité d'un espace de stationnement à Hérouville-Saint-Clair	Master 2 Pro, Géographie UCN-ESO	Ibrahima Deme

2016-2017

	Health and access to healthcare for Kayayei women in migration : a case study in Ghana	Master 2 Recherche, Géographie UCN-ESO	Shamima Abdulai
	Horizons solidaires et le festival des cultures : étude de cas	Master 2 Pro, Géographie UCN-ESO	Cheick Oumar Modibo Sidibé

2017-2018

	The challenge of micro-scale urban study : the Grand Canal in Pondicherry	Masters in Urban Studies, University College London, Stage de 4 mois à l'IFP	Archita Suryanarayan.
Mémoire dirigé par Kamala Marius-Gnanou (Université Bordeaux 3) et Éric Denis (CNRS)	La diaspora pondichérienne et les stratégies foncières à Pondichéry	Master 1 Recherche Géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Stage de 5 mois à l'IFP	Jean-Claude Natarajan
Mémoire codirigé avec Anna Dewaele et Sylvie Jaglin (École d'Urbanisme de Paris)	La régénération du Grand Canal de Pondichéry à travers la Smart Cities Mission	Mémoire de fin d'études (M2) – Urbanisme & Aménagement; Parcours Expertise Internationale Villes des Suds, École d'Urbanisme de Paris, Stage de 4 mois à l'IFP	Marie Furtado

2017-2018 (suite)

Mémoire codirigé avec Sylvy Jaglin (École d'Urbanisme de Paris)	Étude des dynamiques foncières dans le contexte de la Smart City Mission en Inde, Étude de cas à Pondichéry	Mémoire de fin d'études (M2) – Urbanisme & Aménagement, Parcours Expertise Internationale Villes des Suds ; École d'Urbanisme de Paris, Stage de 4 mois à l'IFP	Cécile Belda
---	---	---	--------------

2018-2019

Mémoire codirigé avec Jérôme Monnet (UMV)	Prendre les plans d'urbanisme au mot : une étude des enjeux de la valorisation de l'eau et des espaces verts à Pondichéry	Mémoire de fin d'études (M2) –Urbanisme & Aménagement; Parcours Expertise Internationale Villes des Suds, École d'Urbanisme de Paris; Stage de 4 mois à l'IFP	Lisa N'Guyen
---	---	---	--------------

2021-2022

Mémoire codirigé avec Lucile Médina (Université Montpellier 3)	Croissance urbaine, controverses et conflits littoraux : étude de cas à Pondichéry (Inde)	Mémoire de Master 1 – Mention Étude du Développement Parcours Alter-développement et Territoires, Stage de 2 mois à l'IFP	Gabriel Aulils
Mémoire codirigé avec Pauline Seillier, sociologue	Violences conjugales en campagnes: spécificités et accompagnement institutionnel. Etudes de cas dans l'Orne et la Manche	Mémoire de Master 1 – Mention Étude du Développement, Parcours Alter-développement et Territoires, Stage de 2 mois à l'IFP	Margaux Boisgontier
	La valorisation des déchets comme économie circulaire: La Chiffo, Emmaüs et	Mémoire de Master 1 – Mention Géographie, Aménagement, Environnement, Développement, Université de Caen-Normandie	Lou-Anne Allain
	Comment les tiers-lieux réinventent-ils le compagnonnage? Interrogations à partir du WIP, Caen	Mémoire de Master 1 – Mention Géographie, Aménagement, Environnement, Développement, Université de Caen-Normandie	Marion Dewaele

[1] UCN : Université de Caen-Normandie. Suite au redécoupage des régions françaises, qui figure parmi les réformes conduites dans le cadre de l'Acte III de la décentralisation, donnant notamment lieu à la fusion des régions Basse-Normandie et Haute-Normandie, l'Université de Caen Basse-Normandie a été rebaptisée Université Caen-Normandie. C'est cette désignation officielle qui a été choisie pour mentionner cette université et les affiliations institutionnelles des chercheurs qui y sont rattachés. ESO : Laboratoire « Espaces et Sociétés », UMR CNRS 6590.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	- 7 -
Sommaire	- 11 -
Glossaire	- 12 -
AbrÉviations	- 12 -
Approches de l'exercice	- 13 -
Un chantier de recherche	- 19 -
Introduction générale	- 23 -
Un triple cheminement	- 26 -
Structure de l'ouvrage	- 27 -
Organisation du premier volume	- 29 -
PARTIE I. CIRCULATIONS. CHEMINEMENTS ET AMARRAGES EN GEOGRAPHIES	- 31 -
<i>Entrer en géographie. Bref retour sur une socialisation scientifique</i>	- 33 -
I.1. Parcours de recherche (1998-2021) : repères liminaires	- 34 -
I.1.1. « Sans données, pas de thèse » : une géographie inscrite dans les sciences sociales	- 34 -
I.1.2. Une première socialisation scientifique, l'Inde	- 37 -
Ahmedabad comme point d'entrée	- 37 -
L'Inde à Paris et ailleurs : échanges	- 38 -
I.1.3. Changer de terrain et changer d'échelle : points de passages vers le Brésil et des quartiers de métropole. Premiers élans collectifs	- 38 -
Rio de Janeiro : une immersion au cœur des politiques urbaines et patrimoniales	- 39 -
Approcher l'étude des politiques en direction des quartiers d'habitat précaire par la question sociale	- 40 -
Des collaborations durables permettant des croisements de regards interdisciplinaires	- 42 -
I.1.4. En géographie sociale	- 43 -
I.1.5. Travailler dans un Institut de Recherche à l'étranger	- 45 -
Un cadre partenarial hybride entre études urbaines et coopération bilatérale	- 45 -
La recherche traversée d'enjeux politiques et diplomatiques	- 47 -
I.2. Trajectoire de recherche : une vue synthétique	- 48 -
I.2.1. De l'étude des processus de valorisation par le tourisme, le patrimoine et l'économie culturelle	- 51 -
I.2.2. La thèse, premier moment de recherche (1999-2004) : un système économique localisé au prisme de la production-valorisation de l'espace	- 51 -
I.2.3. Penser ailleurs d'autres formes de valorisation de l'espace (2005-2017) : politique des quartiers d'habitat précaire	- 54 -
Diversité des expressions du politique	- 55 -

Un déplacement de l'économie : vers l'étude de la politique au quartier	- 55 -
Contestations, confrontations, mobilisations, négociations : expressions ordinaires et extraordinaires du politique	- 56 -
De la perméabilité des jeux sociaux à l'étude des arrangements informels : penser le pouvoir par l'informalité	- 57 -
I.2.4. Conflits, mobilisations et informalités politiques : prismes d'analyse du pouvoir et de la gouvernance urbaine (2008-2017)	- 58 -
I.3. Position méthodologique : détail empirique, trajectoires d'acteurs et de lieux, perspectives comparatives	- 59 -
I.3.1. Espace d'observation et d'analyse, échelles de référence	- 60 -
I.3.2. Valeur empirique de l'enquête locale	- 62 -
Observer à hauteur d'humains : un goût pour le proche et le détail empirique	- 63 -
Collecter et analyser rumeurs et des situations d'arrangements sociaux : une démarche relationnelle	- 64 -
Trajectoires d'acteurs et de lieux au prisme du politique	- 68 -
I.3.3. Se saisir de la comparaison comme outil d'analyse	- 70 -
Mises en perspective inter-métropolitaines : une illustration du caractère heuristique de la comparaison	- 72 -
Un essai de comparaison intra-métropolitaine : les mouvements contestataires face aux dispositifs urbains projetés dans trois favelas de Rio	- 75 -
 PARTIE II. RETOUR SUR TRAVAUX. TROIS ANGLES D'ANALYSE DE LA PRODUCTION POLITIQUE DE L'ESPACE URBAIN	 - 77 -
II.1. Produire l'espace urbain par le patrimoine et l'économie de la culture	- 82 -
II.1.1. Le patrimoine comme un levier de la valorisation de l'espace	- 82 -
Au cœur des enjeux locaux de pouvoir	- 84 -
Mises en récit, jeux de dominations et émergence de nouveaux signifiants associés à l'espace	- 87 -
II.1.2. La mise en patrimoine des marges au cœur des orientations de l'urbanisme contemporain	- 90 -
L'esthétisation des marges urbaines : une tendance affirmée de l'urbanisme contemporain	- 91 -
Le « musée à ciel ouvert » du Morro da Providência : une entreprise mémorielle exogène, un mythe patrimonial	- 96 -
Non-dits et effets sociaux d'une valorisation manquée	- 100 -
Un masque sur le réel : la négation de la complexité sociale des quartiers de favelas	- 101 -
II.1.3. Fin de partie. Quand la rhétorique culturelle laisse place au registre sécuritaire de l'action publique urbaine	- 103 -
L'armée au secours de l'intervention urbaine	- 104 -
La « pacification » au service du marketing urbain : tournant sécuritaire et capitalisme militaire	- 107 -
 II.2. La production politique de la ville au prisme des quartiers d'habitat précaire	 - 109 -
II.2.1. Les quartiers d'habitat précaire : en marge de l'État, au cœur du politique	- 111 -
Étudier le pouvoir urbain dans ses dispositifs institués et dans ses actes quotidiens	- 113 -
Étudier la gouvernance urbaine en actes : un prisme d'observation du politique	- 114 -
Les projets d'intervention urbaine : un dispositif de pouvoir	- 116 -
Étudier les pratiques, les configurations d'acteurs et les rapports de pouvoir dans et au-delà du quartier	- 117 -
Accompagner les configurations d'actions à l'œuvre dans une procédure de relogement : Slum politics à Behrampada, Mumbai	- 118 -

Deux registres combinés de mobilisation contre les politiques urbaines	- 120 -
II.2.2. Analyser les formes de l'art engagé : activisme artistique et politique des gouvernés	- 123 -
II.3. L'ordinaire de la production urbaine : l'informel politique	- 128 -
II.3.1. L'informalité politique : une caractéristique structurelle du gouvernement des villes	- 128 -
II.3.2. La production ordinaire de l'espace urbain : perspectives d'analyse à partir de l' <i>occupancy urbanism</i>	- 132 -
II.4. Bilan et perspectives	- 134 -
PARTIE III. ENSEIGNER LA GEOGRAPHIE ET L'AMENAGEMENT A L'UNIVERSITE	- 139 -
C'est le métier qui rentre	- 141 -
Apprendre (tout seul) à enseigner	- 143 -
L'être-pluriel de l'enseignant	- 143 -
III.1. Retours réflexifs sur l'enseignement de la géographie à l'université	- 145 -
III.2. Domaines et thèmes d'enseignement	- 150 -
III.2.1. Enseigner la géographie générale en premier cycle	- 150 -
III.2.2. Des études urbaines jusqu'à la professionnalisation dans l'aménagement	- 152 -
III.2.3. La formation à la recherche : méthodologie et terrain	- 154 -
Un soutien à l'élaboration de travaux universitaires	- 154 -
Construire et interroger la démarche critique	- 155 -
Sur un aspect méthodologique hors-cadre : collecter un matériau empirique instable	- 156 -
La recherche côté pratique	- 158 -
III.3. D'autres contextes sociaux et d'autres langues pour enseigner	- 158 -
III.4. Éléments de pédagogie	- 164 -
III.4.1. Remarques générales et vue synthétique	- 164 -
III.4.2. Quelques outils au service d'objectifs pédagogiques	- 168 -
Sensibiliser aux dimensions spatiales des dynamiques sociales	- 168 -
Renforcer la prise de parole en public et former à la construction argumentaire	- 169 -
Élaborer une analyse géographique à partir de supports médias audiovisuels	- 169 -
III.5. Animer une formation professionnelle	- 172 -
III.5.1. Administrer, animer : une activité d'organisation et de promotion au cœur d'une offre concurrentielle	- 172 -
III.5.2. Réarticuler géographie et aménagement	- 175 -
III.5.3. Une contribution à l'enseignement de spécialité dans le domaine de l'urbanisme et de la gouvernance urbaine	- 176 -
III.5.4. La formation au terrain : de l'enquête libre ou guidée à la commande professionnelle	- 177 -
III.6. L'orientation, du travail universitaire à l'emploi	- 178 -
Conclusion	- 181 -
Références bibliographiques	- 185 -
Liste des figures	- 200 -

Liste des encadrés	- 201 -
Annexes	- 202 -
Annexe 1 - Curriculum Vitae	- 202 -
Annexe 2 - Liste exhaustive des publications	- 214 -
Annexe 3 – Liste des mémoires universitaires encadrés	- 223 -
Table des matières	- 227 -
Notes de traduction	- 231 -

NOTES DE TRADUCTION

ⁱ « A idéia de desenvolvimento local escamotearia a lógica do capitalismo e não constituiria outro modelo de desenvolvimento ».

ⁱⁱ « Significantly shape the practices of citizenship and politics in the city ».

ⁱⁱⁱ « The objectification of identity, in short, appears here to have produced a new sensibility, an explicitly new awareness of its essence, its affective, material, and expressive potential ».

^{iv} « A ocupação da encosta se confunde historicamente com o massacre de Canudos, que expressa bem o tratamento dado às ocupações irregulares, que perdura até hoje em alguns países do mundo. Escravos libertos e imigrantes pobres, sem opção de moradia, vão conviver com os soldados egressos da guerra, constituindo-se em uma das primeiras aglomerações semelhantes ao Morro da Favella (...). À sua situação de conurbação com importante área histórica da cidade que é o Cais do Porto e sua inserção no grande projeto estratégico de reestruturação do Cais do Porto, e a existência em seu interior, de edificações históricas e culturais, nos levou a propor a criação de uma célula que se constitui em um Museu a Céu Aberto, capaz de gerar desenvolvimento e se inserir na cultura da cidade. O prédio do museu é o próprio morro, com suas fachadas que misturam pedreiras iluminadas, que são verdadeiras esculturas de granito com a vegetação e moradias ».

^v « Numa interessante inversão da mitologia da "cidade partida" »

^{vi} « O projeto é muito simples em sua articulação com o entorno. De um lado, os acessos pelo Morro do Livramento, patrimônio histórico-cultural da cidade e em fase de reforma, através de uma escadaria construída pelos escravos. De outro lado, pela proximidade com os projetos da Cidade do Samba, inclusive como referência importante às origens das escolas de samba e a Vila Olímpica. Trata-se na realidade, de um corredor histórico que permite acesso à igreja, ao antigo reservatório, à capela do Cruzeiro – uma memória viva de Canudos - às casas de época que serão “congeladas” articulados com 3 mirantes, um anfiteatro e todas as outras intervenções do Favela-Bairro ».

^{vii} « Tem morador que até hoje não sabe pra que serve a lista metálica no caminho da Providência. Pensa que é pra escorrer água ».

^{viii} « O prefeito removeu Dona Dodô da casa dela e colocou ela numa casa ao lado. Ela tinha várias informações sobre o samba, sobre o morro e agora que ela morreu não está sendo preservada a história. Já mudaram tudo o que tinha lá dentro e vão alugar a casa. É a não preservação da história do povo ».

^{ix} « Os traficantes algumas vezes dificultam o andamento dos trabalhos de *urbanização*, ainda que nem sempre deliberadamente. Por um lado, embora raramente o façam, os próprios traficantes podem colaborar para a implementação de melhoramentos pontuais nas favelas ; por outro lado, não se deve sempre contar com a total ausência de oposição deles a uma urbanização mais completa – onde estão incluídos o alargamento e a pavimentação de vias de acesso e a integração da malha viária local aqueles bairros adjacentes –, que subverte radicalmente a estrutura espacial da favela, com conseqüências perigosas para as suas atividades, como uma maior facilidade para as incursões da polícia ».

^x « La seule solution pour récupérer un territoire qui est sous la puissance ennemie est de lancer une action de guerre. L'idée est de mettre en pratique une tactique de guerre, avec une occupation ostensible et puissante de tout le territoire à conquérir. Une fois que la zone reconquise a été militairement occupée, les habitants doivent être aidés à quitter les lieux, afin que le territoire récupéré puisse être libéré de la présence du crime. Il sera reboisé, si c'est le cas. Sinon, il peut devenir une école, un centre de soins ou un poste de police. En bref, il acquerra une destination publique et sociale. Lors de la réinstallation des habitants dans leurs nouveaux logements, la puissance publique doit veiller à ce qu'ils aient désormais la même qualité de vie que n'importe quel citoyen carioca, à l'abri des bandes criminelles et de leurs chefs ».

^{xi} « Rio's imaginers must have pondered the consequences of drawing the world's attention to the city for two weeks in 2016 only to have violence break out in the middle of the games or to have the world's journalists wandering a few short blocks from their hotels or game venues to favelas patrolled by heavily armed gang member ».

^{xiii} « A place where state, law and order must continually be re-established ».

^{xiii} « On the efforts of residents and authorities to secure housing and improve living conditions. How were substandard settlements addressed through urban policies? And how do civil society organisations mobilise and engage in both the formation and implementation of these policies? ».

^{xiv} « The contested politics of land, housing and state-civil society relations in expanding cities ».

^{xv} « A broad constellation of social, political and economic forces that mold the process of urban development within modern capitalism ».

^{xvi} « Identify another process associated with the globalization of Mumbai that has altered the state's responsiveness to political society, although in markedly different ways from those identified by Chatterjee. Highlighting the state's efforts to transform Mumbai into a global city, I posit that pressures to promote rapid land conversions and undertake urban development have compelled the state to be more responsive to the demands of the urban poor than we might expect. While the bourgeois revolution has put pressure on the local state to disengage from political society, competing pressures have pulled in the opposite direction, compelling the state to engage more directly with these groups ».

^{xvii} « Instead, urban planning in India has to be understood as the management of resources, particularly land, through dynamic processes of informality. By informality I mean a state of deregulation, one where the ownership, use, and purpose

of land cannot be fixed and mapped according to any prescribed set of regulations or the law. Indeed, here the law itself is rendered open-ended and subject to multiple interpretations and interests, the 'law as social process' is as idiosyncratic and arbitrary as that which is illegal (Berry, 1993; Holston, 2007) ».